TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 382

DERNIÈRE ÉDITION

JEUDI 3 SEPTEMBRE 1981

Nette amélioration des paiements extérieurs en République fédérale allemande

LIRE PAGE 27

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,80 dir. ; Tunisie 250 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 70 pes ; G.-B., 40 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 900 L ; Liban, 325 P ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,50 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 4,30 kr ; Suisse, 1,30 F ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 35 d.

Tarif des abonnements page 5

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Crises et conflits en Afrique

• CENTRAFRIQUE : Le nouveau chef d'État veut maintenir des « relations privilégiées » avec Paris

• ANGOLA : Pretoria fournit les noms de militaires soviétiques tués ou prisonniers

Au lendemain du coup d'Etat de Bangui et alors que la situation est parfaitement calme en Centrafrique, un Comité militaire de redressement national a été créé, ce mercredi 2 septembre, par le général Kolingba, chef d'état-major général des armées centrafricaines, entre les mains duquel le président David Dacko avait dû remettre ses pouvoirs. Le général Kolingba est à la fois chef de l'Etat et du gouvernement ainsi que ministre de la défense et des anciens combattants. Dans une interview à l'A.F.P., le général Kolingba a souhaité le maintien de « relations privilégiées avec la France. A Paris, M. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement, a déclaré, ce mercredi, que la France « n'avait pas à se mêler d'un problème d'ordre intérieur », mais était néanmoins « concernée ». (Lire page 3.)

En Afrique australe, alors que d'importants effectifs sud-africains se trouvent toujours, dix jours après leur incursion, dans le Sud angolais, Pretoria assure détenir les preuves de la participation de militaires soviétiques aux opérations et fournit les noms de deux lieutenants-colonels tués dans les combats et d'un adjudant fait prisonnier. Moscou n'avait pas répondu, ce mercredi en fin de matinée, à cette assertion, dont Washington assure qu'elle « accroît ses préoccupations ».

De notre correspondant

Johannesburg. — « *Plusieurs officiers soviétiques qui combattaient aux côtés de la SWAPO ont été tués* » au cours de l'opération « Protée » en Angola, a annoncé mardi, le général Magnus Malan, ministre sud-africain de la défense. Un sous-officier soviétique a également été fait prisonnier et ramené en territoire namibien.

« *Un engagement indirect de l'U.R.S.S. dans la région était généralement admis,* a ajouté le général, *mais nous avons maintenant les preuves d'une participation directe au conflit. Les terroristes de la SWAPO ne sont pas seulement idéologiquement et matériellement épaulés par l'Union soviétique, ils sont à ses ordres. Nous espérons que l'Occident en tiendra compte, réfléchira sérieusement aux implications de cette situation et adoptera une position plus équilibrée.* »

Dans la foulée, le général Malan a reconnu que ses troupes, contrairement à l'engagement pris le vendredi 28 août, étaient encore présentes en territoire angolais. « *L'unité qui occupait Xangongo a quitté la ville dimanche à 16 heures. Mais des délais sont nécessaires à nos troupes de Ngiva, qui doivent procéder à des opérations de déminage, réparer leurs véhicules et détruire les centaines de tonnes de matériel de guerre saisies.* » Les soldats

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 3.)

L'inconnue de Bangui

Vingt-quatre heures après le retrait de M. David Dacko de la scène politique centrafricaine, on s'interroge moins sur les raisons de la prise du pouvoir par l'armée à Bangui et sur les circonstances de ce changement que sur ses conséquences. Si le régime a, pour la troisième fois en quinze ans, de nouveau changé, c'est pour des raisons politiques et économiques qui sont claires. Revenu, en septembre 1979, dans un Transall de l'armée française, grâce à l'appui des parachutistes français, élu dans des conditions fort contestées en mars dernier, en proie aux harcèlements continuels d'une opposition pourtant très divisée, le successeur de l'ancien empereur Bokassa était lui-même lassé du pouvoir.

On est visiblement satisfait à Paris du départ d'un homme qui était impopulaire et qui ne parvenait pas à redresser une situation économique et financière catastrophique. Considéré comme un pur produit de la politique giscardienne, M. David Dacko compte d'autant moins d'amis dans la nouvelle majorité que les leaders de l'opposition, dont M. Ange Patasse, chef du Mouvement de libération du peuple centrafricain, et surtout M. Abel Goumba, principal responsable du Front patriotique oubanguien, bénéficient de sympathies ouvertes, sinon au sein du gouvernement, du moins dans les rangs du parti socialiste. Nombreux sont au P.S. ceux qui, depuis plusieurs mois déjà, estiment que le seul successeur valable de M. Dacko est M. Goumba. Mais cela ne signifie pas que le gouvernement décide d'appuyer un homme, dont de surcroît l'audience locale reste très limitée. La position française se fonde en effet sur une volonté, réaffirmée à plusieurs reprises publiquement, de non-intervention dans les affaires internes des Etats africains.

Comme on s'est refusé à l'Elysée, en dépit du discrédit qui pesait sur le régime de M. Dacko, à hâter sa chute, il est probable que l'on laissera au comité de redressement national, c'est-à-dire à l'armée centrafricaine, le soin de décider seul de l'avenir politique du pays. Il n'en demeure pas moins que les commentaires officieux de l'Elysée font état d'un souci de voir préserver les chances de la démocratie à Bangui. La présence des troupes françaises dans la capitale centrafricaine ne devrait donc entraîner aucune interférence sur l'évolution en cours. De même qu'ils n'ont rien fait pour sauver M. Dacko du naufrage, les hommes de l'opération Barracuda ne feront rien qui puisse gêner son successeur.

En revanche, il semble prématuré, en l'absence d'informations précises, d'évoquer, comme en font état certaines rumeurs, une prétendue relève de la France par les Etats-Unis à Bangui. Le nouveau chef de l'Etat a d'ailleurs catégoriquement démenti que les Etats-Unis aient joué un rôle quelconque dans le coup d'Etat qui lui a permis de prendre le pouvoir. Cependant, compte tenu de la médiocrité actuelle des rapports franco-américains, il est difficile d'échapper tout à fait aux spéculations concernant une hypothétique série de coups bas que l'administration Reagan tenterait de porter à la France un peu partout à travers le continent africain.

AU JOUR LE JOUR

CLASSE

Les Français huppés se demandent si les communistes, qui président désormais aux destinées de la S.N.C.F et de la R.A.T.P., oseront supprimer la première classe du métro.

Les privilégiés s'inquiètent légitimement d'avoir à voisiner avec les masses laborieuses. Que les riches se rassurent : voit-on les communistes renoncer à la lutte des classes ?

BRUNO FRAPPAT.

Les dossiers économiques et sociaux

• NATIONALISATIONS : le gouvernement adoptera le 23 septembre les textes définitifs

• ASSURANCE-MALADIE : un effort de solidarité est demandé aux non-salariés

Le conseil des ministres s'est réuni, au grand complet, ce mercredi 2 septembre, à Rambouillet. Le gouvernement n'a adopté qu'un des trois projets examinés concernant les immigrés, celui sur la liberté d'association des étrangers en France, et entendu diverses communications, dont l'une, faite par le premier ministre, portait sur l'état d'avancement des travaux du projet de loi sur les nationalisations. Après un ultime comité interministériel, les textes seront arrêtés le 16 septembre par le conseil des ministres puis transmis au Conseil d'Etat pour être adoptés définitivement le mercredi 23 septembre.

Après un déjeuner qui réunira le chef de l'Etat et tous les membres du gouvernement, MM. Mitterrand et Mauroy se réuniront, l'après-midi, avec quatorze ministres afin d'examiner, outre le devis des nationalisations et celui du financement de la Sécurité sociale, tous les problèmes économiques de la rentrée.

Cependant, pour combler le déficit de la caisse d'assurance-maladie des travailleurs indépendants, le gouvernement a décidé un déplafonnement partiel des cotisations, celles de certains retraités étant, en contrepartie, réduites de moitié. (Lire page 30.)

A défaut d'avoir définitivement rédigé le projet de loi sur les nationalisations, le gouvernement a arrêté un calendrier. Le texte serait soumis pour avis au Conseil d'Etat le 11 septembre. Il sera adopté par le conseil des ministres le 23 et déposé immédiatement sur le bureau de l'Assemblée nationale. Cette dernière devrait en débattre à la mi-octobre avant la discussion budgétaire, le Sénat étant lui saisi vers le 10 novembre. Le gouvernement espère que ce dossier, ô combien délicat, sera « bouclé » avant la fin de l'année.

Ce mercredi 2 septembre, M. Pierre Mauroy a fait au conseil des ministres réuni au grand complet une première communication sur l'état d'avancement des travaux.

Où en est-on ? En ce qui concerne les nationalisations industrielles, les modalités de la prise de contrôle des cinq grands groupes (C.G.E., PUK, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Thomson-Brandt) semblent définitivement arrêtées : la nationalisation ne touchera dans un premier temps que les maisons mères (ou holdings), le sort des filiales dites stratégiques, C.I.T.-Alcatel et Thomson-C.S.F. étant réglé ultérieurement.

La prise de contrôle de la division armement de Matra ne va pas en revanche sans poser quelques problèmes tant sont ténus les liens entre ce secteur et certaines activités civiles. Le pouvoir qui n'entend pas « casser » Matra examine avec les dirigeants de la firme les moyens d'éviter ce risque.

La sidérurgie enfin devrait faire l'objet d'une démarche particulière.

(Lire la suite page 27.)

POINT

UN EMPRUNT CHOMAGE

Confronté à d'impérieux besoins financiers, le gouvernement s'apprêterait à émettre un emprunt pour financer une partie du déficit de l'assurance chômage : 3 milliards peut-être sur les 6 milliards de découvert prévus en 1981. En fait, l'Etat interviendrait pour garantir une signature — celle de l'UNEDIC — dont on ne peut pas affirmer qu'elle s'imposera d'emblée comme une bonne signature... Dans ce domaine comme dans bien d'autres, les problèmes de forme ont leur importance : aussi est-il probable que l'UNEDIC n'apparaîtra pas en tant que telle comme emprunteur. Les compagnies d'assurances ou autres établissements seront tenus de nourrir le papier émis.

D'autres mesures financières sont également envisagées par le gouvernement pour rééquilibrer le régime d'assurance chômage. A l'emprunt s'ajouterait une légère majoration des cotisations des salariés et des employeurs. Resterait l'épineux problème de la cotisation des fonctionnaires. Plusieurs ministres et pas seulement communistes y sont opposés. Un compromis est à l'étude qui consisterait à prévoir d'ici à la fin de 1982 une contribution des seuls fonctionnaires disposant de revenus moyens et élevés. Mais il ne serait fait appel à eux qu'au-delà d'un certain seuil de chômage. Il s'agirait donc d'un effort de solidarité exceptionnel et provisoire.

A l'évidence, toutes ces mesures donnent lieu au sein du gouvernement à un débat dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est vif. L'un des points les plus controversés est le financement des dépenses d'allocation chômage par l'emprunt. Les « classiques » s'épouvantent du peu d'orthodoxie d'une telle mesure — sans précédent, semble-t-il — et du mauvais effet qu'elle aura probablement sur le marché des changes. Les « radicaux », eux, raisonnent tout autrement : le chômage étant prioritaire, les problèmes de financement ne sont que secondaires. C'est une nouvelle logique qu'ils entendent développer pour la prise des décisions politiques et la gestion de l'économie.

Reste évidemment le risque que court le crédit de la France à l'étranger si les déficits budgétaires et sociaux devaient être financés de façon non orthodoxe.

ITINÉRAIRES

Voyage dans l'Amérique « verte »

Les parcs nationaux américains sont-ils menacés ? Pour le nouveau secrétaire à l'intérieur, M. James Watt, de qui ils dépendent — et qui s'affirme lui-même défenseur de l'environnement, — le système actuel est « élitiste », favorisant les touristes qui ont du temps, de l'argent ou des qualités de pionnier. Déjà, au grand dam des écologistes, il a interdit l'extension des parcs, et il entend faire largement appel aux concessionnaires privés (*le Monde* du 17 juillet).

Pourtant, les parcs sont — pour combien de temps ? — des modèles de protection de la nature, ainsi que le montre l'exemple de ceux que notre itinéraire dans l'Amérique « verte » nous a permis de visiter dans le nord-ouest des Etats-Unis.

(Lire page 21 l'article de JEAN HOUDART)

CHOMAGE ET INFLATION

Un monstre peut en cacher un autre

par PIERRE DROUIN

Le gouvernement a choisi son monstre : le chômage. Le budget 1982 entend contribuer sinon à le terrasser, du moins à l'ébranler sérieusement. Pour l'autre, l'inflation, on verra après. Certes, les déclarations contre la hausse des prix font partie du discours officiel. « *Je vous indique que nous n'entendrons pas nous satisfaire d'un taux d'inflation élevé,* déclare M. Mauroy (1), *le ministre de l'économie et des finances l'a dit, et je le confirme.* » Mais on a le sentiment que ces petites phrases ne mordent pas vraiment sur l'action à entreprendre.

Plus inquiétant, certains esprits en sont à défendre une politique « *qui fait passer la société avant les PRETENDUS* (c'est nous qui soulignons) *impératifs de l'économie, qui est prête, en conséquence, à accepter une forte inflation et les désordres monétaires et financiers qu'elle peut entraîner, pour lutter contre le chômage, qu'elle considère comme un mal absolu* (2) ».

Les idées légères ont la vie longue. Combien de fois faudra-t-il répéter que, après un état d'euphorie (ne parlons pas de « grâce ») souvent assez bref, la hausse des prix, dont le rythme s'élève sans qu'on s'efforce de le maîtriser, aggrave le risque de chômage ? Il n'est pas besoin de recourir aux modèles économétriques pour le prouver. Lorsqu'on fait plus de bêtises que le voisin, pour paraphraser la vieille formule de M. Baumgartner, c'est-à-dire lorsqu'on laisse aller l'inflation, ce ne sont pas seulement les prix intérieurs qui augmentent mais également les prix à l'exportation, ce qui réduit nos chances de ventes à l'étranger, et donc les occasions de travail, et ce dans des proportions assez fortes aujourd'hui puisque la part du commerce extérieur dans le produit national brut avoisine les 26 %. Des subventions pour compenser les écarts de prix ? Elles sont parfaitement interdites par les règlements communautaires, et les violer conduirait à des rétorsions immédiates et à l'anarchie des échanges. La dévaluation ? Sans doute peut-on pratiquer l'opération une fois, deux fois, mais non à répétition, sauf à perdre tout crédit et à être rangé par la communauté internationale sur la liste de certaines républiques de type sud-américain.

(Lire la suite page 27.)

(1) Interview du 25 août dans *France-Soir*.

(2) Félix Guattari dans *le Nouvel Observateur* du 22 août 1981.

L'UNIVERS D'ALEXANDRE ZINOVIEV

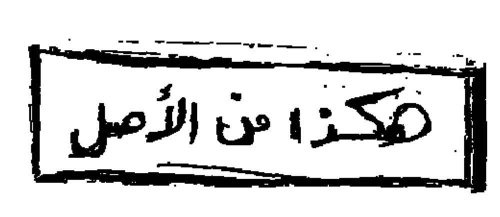
Le « ratorium » et nous

Deux rats s'entre-étranglent tout en se serrant la main : cette extraordinaire illustration qu'Alexandre Zinoviev — logicien, sociologue, satiriste et caricaturiste — a lui-même dessinée pour la jaquette de son traité, *le Communisme comme réalité*, donne l'image centrale du monde zinoviévien : le *ratorium*. *Homo homini mus*. Zinoviev a remplacé le loup de Hobbes, trop noble, par le vulgaire rat. De *Hauteurs béantes* à son dernier « traité de communautarisme », c'est là l'intuition centrale. « *Le ratorium est un aggloméral de rats, clos en vertu d'une certaine nécessité, dont les habitants sont condamnés à une cohabitation prolongée. Ou bien cet aggloméral reste chaotique, et alors il périt par suite d'exterminations mutuelles. Il est même facile de calculer le moment où cela arrivera. Ou bien il parvient à une certaine ordonnance. Puisqu'il existe, se multiplie et d'un certain point de vue s'épanouit, cela signifie qu'on est parvenu à cette ordonnance. Comment cela ? Le ratorium est autonome. Il ne subit dans ce domaine aucune pression extérieure. Les objets et la nourriture sont stables. La seule chose qui puisse être à l'origine de l'ordre, ce sont les rats eux-mêmes* » (*Hauteurs béantes*, page 189).

Monde clos, autosuffisant, ahistorique, le *ratorium* est l'image de la société telle que la voit Zinoviev. La communiste bien sûr, avant tout ; mais toutes les autres y tendent. Sous chaque société il y a un *ratorium* et sous chaque homme un rat.

GEORGES NIVAT.

(Lire la suite page 25.)



Le Monde

idées

AGRICULTURE

André Laurent voit dans la coopération agricole un atout pour *le* changement. Ce changement qu'Henri Dofny appelle de ses vœux. Pour que 1981 apporte *comme* 1936 plus de justice, Jean Abonnenc propose à l'Europe d'échanger ses céréales nobles *contre des productions* du tiers-monde non consommables par l'homme. Un avis *loin* d'être communément partagé.

1936 = 1981 ?

par HENRI DOFNY (*)

LA *défense et la survie de l'exploitation familiale ont justifié la création du MODEF,* et, depuis trente ans, nos luttes *incessantes.* Nous avons eu l'heureuse surprise de retrouver ce thème de l'exploitation familiale dans la campagne de l'élection présidentielle, dans tous les propos qu'ont tenus sur l'agriculture tous les candidats, de Mitterrand à Giscard, et de Chirac à Marchais. Est-ce le signe que ce qui n'était, jadis, qu'un mythe rétrograde, du poujadisme attardé, de la démagogie, que sais-je encore, est devenu une *réalité* électorale ? Ou bien est-ce la reconnaissance d'une *réalité tout* court ?

Pourtant, des plans importants avaient été élaborés, mis en œuvre *à grand renfort de publicité,* soutenus par les médias, financés par *des moyens considérables.* Qui *se* souvient encore, aujourd'hui, de M. Mansholt ? Des esprits brillants, tel M. Pisani, qui avaient soutenu ces idées, préconisé les réformes qu'elles comportaient, en reconnaissent désormais le caractère insuffisant et illusoire.

Pendant ce temps, nos idées, bien que partagées ou reprises par certains des jeunes agriculteurs, les paysans travailleurs, d'autres groupes encore, ont été ridiculisées, écrasées, tenues en lisières par les gouvernants et les responsables du *seul syndicat officiellement et exclusivement reconnu,* et soigneusement *et très généreusement financé par le* pouvoir. Et pour cause : certains *sondages n'ont-ils pas attribué à* 70 % des agriculteurs un vote favo*rable à l'ancien président ?*

Aujourd'hui, de nouvelles perspectives *sont ouvertes.* De l'élection présidentielle, une nouvelle majorité *est née. Pour* l'avoir seuls, parmi les organisations agricoles, soutenue ouvertement, nous nous considérons partie prenante et copérants au gouvernement d'aujourd'hui et de demain. Une nouvelle loi d'orientation agricole et une véritable refonte de la politique agricole commune doivent être mises en chantier : nous y participerons.

C'est un lieu commun de dire que la France est un grand pays agricole. Ce l'est beaucoup moins de penser que, à la base de ce grand pays, il y a un million et plus de familles *d'agriculteurs* qui devraient pouvoir vivre, vivre de leur travail et du *revenu de celui-ci. Ce* n'est pas par une cascade de hausses des prix, *qui s'efforcent,* vainement, de suivre et encore moins de rattraper les hausses des coûts de production, ce n'est pas à coups de subventions fort inégalement et judicieusement réparties, pas plus que par le biais de mesures improvisées et impopulaires, tel l'impôt sécheresse, par exemple, que l'on pourra résoudre ce problème. Il faut *fixer de sérieuses* bases d'orientations nouvelles.

Souvenons-nous de 1936. La lutte entreprise, à l'époque, ne concernait *pas seulement l'amélioration* du revenu des agriculteurs, comme *d'ailleurs* des autres travailleurs, pour répondre à la justice sociale, *mais comme moyen* de sortir de la crise économique. Les mesures annoncées, aujourd'hui, par le président de la République, et mises en œuvre par son premier gouvernement, visent certes à rétablir plus de justice, mais aussi à renforcer l'économie de notre pays. Le développement de la consommation, support de la relance de l'activité économique, ne passe-t-il pas aussi par une politique agricole cohérente et rationnelle ?

Or qu'a-t-on pris, comme premières mesures, en 1936, dès l'instauration du gouvernement Léon Blum : création d'un Office interprofessionnel des céréales, développement du Crédit agricole, soutien aux coopératives agricoles, suspension des saisies et aménagement des dettes, contrôle et tarification de la vente des engrais, livraison de l'azote et des potasses, au prix de revient par des offices nationaux, action sur les baux à ferme, etc. Toutes ces mesures étant prises, sous le contrôle des organismes, *où la participation des producteurs* est instituée, voire majoritaire, *et où sont associés* les consommateurs.

La terre, outil de travail

L'accès à la profession suppose *une réforme* des *moyens, non* plus d'acquérir nécessairement, mais, pour les jeunes surtout, de posséder la terre, considérée, pour ce qu'elle doit être, un outil de travail.

L'enseignement ne doit plus être tenu à l'écart, comme un enclos coupé de l'éducation nationale, mais comme branche à part entière de celle-ci, ouvert sur les nouvelles techniques, sur l'informatique, sur la recherche, sur la commercialisation.

L'encadrement de la profession ne devrait plus être assuré par une information dirigée — combien de publications, de revues coûteuses et sans intérêt, sinon de ceux qui les commanditent — *ni* par une syndicalisation forcée, orientée, complaisante, exclusive et *mendiante.*

Une fiscalisation, ignorante des *hauts* revenus et impitoyable aux plus petits, devrait être orientée et totalement refondue, vers plus de justice et de solidarité, non plus *en fonction des revenus* cadastraux calculés comment, mais en fonction *des revenus réels.*

La recherche doit être développée *et non plus méprisée, ni subordonnée* aux exigences et aux intérêts *des grandes sociétés multinationales,* et des grands pays producteurs.

Tout cela et tout ce qui concourrait à réformer les conditionnements *profonds de notre société, nous trouvera,* au premier rang, actifs et soucieux d'aller *jusqu'au bout.*

Quant au Marché commun agricole, *aussi longtemps qu'on refusera* d'appliquer la préférence commu*nautaire, principe inscrit, cependant,* dans le traité, comment croire que nous puissions *lutter contre* les productions de pays, sans commune mesure en moyens ou *en salaires,* avec les pays de la Communauté ? Tant que la préférence sera donnée aux marchands par rapport aux producteurs, comment espérer, sans naïveté que le système puisse fonctionner autrement qu'aujourd'hui, et qu'il nous permette de survivre ? Et aussi longtemps que l'on ne voudra pas reconnaître qu'il est aberrant de traiter toutes les variétés et quantités produites, sur pied dit d'égalité, comment croire que les *plus faibles et les plus petits ne* soient pas condamnés à disparaître ?

Nous sommes arrivés, à l'heure actuelle à une formule telle que des blés de qualité médiocre, mais à haut rendement, tout justes propres à la consommation humaine, sont payés au même prix que ceux de qualité noble. N'en est-il pas de même pour les vins ? Et comment se trouvent récompensés, aujourd'hui, *les viticulteurs* que l'on avait encouragés, il n'y a guère, à planter *des cépages de moindre rendement* mais de qualité supérieure ? Celui qui *produit* et qui vend des quantités de quintaux de céréales ou d'hectolitres de vin de qualité médiocre est assuré d'un prix garanti, uniforme, par la Communauté. Est-il *logique* et raisonnable que le producteur de 100 000 quintaux de blé *soit assuré d'un même prix à l'unité* que celui qui n'en produit que 1 000 ? Sinon *parce* qu'on veut faire disparaître ce d e r n i e r ! Faut-il s'étonner, après cela, que le Marché commun agricole — l'Europe verte comme certains l'appellent — aille à la faillite, et qu'il soit impossible de fixer un prix garanti plus rémunérateur pour les petits exploitants et leurs familles.

Avant que les inégalités, et pas seulement les plus frappantes, *ne* soient supprimées, ou en voie de réduction contrôlée, assurée, comment envisager une amélioration des conditions dans la Communauté, comment dès lors envisager son élargissement à des pays aux conditions très différentes, inégales et injustes ? Nous avons fondé le Marché commun sur un certain nombre de principes et de règles, comment prétendrions-nous le faire appliquer à d'autres alors que nous n'avons pas été capables de respecter et d'appliquer nous-mêmes ce que nous avons inventé ?

C'est la position de la grande masse des agriculteurs français, syndiqués, regroupés ou non. Il n'est pas cependant interdit d'entreprendre, il n'est pas interdit d'espérer. Ce que la France de 1936, avec Léon Blum et Georges Monnet, ce que celle de la libération, avec le général de Gaulle et Tanguy-Prigent, — ce sont les deux seuls ministres de l'agriculture, de gauche, — ont fait pour notre pays, pourquoi ne le ferions-nous pas aujourd'hui ?

(*) Président national du MODEF.

La coopération, un atout pour affronter le changement

par ANDRE LAURENT (*)

LE programme de François Mitterrand prévoit un meilleur appui à la coopération française. L'auteur de ces lignes, coopérateur lui-même, voudrait montrer la signification du développement coopératif pour rendre les Français à la fois plus responsables et plus solidaires.

La coopération agricole, en effet, constitue un élément original dans les visées autogestionnaires. Elle se distingue de l'autogestion menée par les salariés, en ce sens qu'elle s'opère entre des exploitants, autonomes, assurant eux-mêmes les travaux et les décisions de leur entreprise. Mais elle s'en rapproche, en ce sens que les exploitants s'associent entre eux pour assurer l'essentiel de leurs relations. *Ce sont des exploitants comme les autres qui ont choisi la voie mutualiste pour* administrer le réseau de protec*tion sociale le mieux articulé de* France ; pour se procurer des *fonds pour leur entreprise, par le* biais du plus puissant organisme financier de notre pays, le Crédit agricole ; qui exercent eux-mêmes, de façon solidaire, les activités les plus diverses de l'achat, de la transformation et de la vente.

Les coopératives agricoles, en effet, fournissent aux agriculteurs 50 % de leurs engrais, 30 % des aliments de leur bétail. Elles écoulent directement 30 à 40 % de leur production de fruits et légumes. Elles stockent 70 % des céréales qu'elles produisent. Elles transforment 47 % des flots de lait et 50 % de ceux de vin sortant des entreprises agricoles.

Si grandes soient actuellement certaines entreprises coopératives, celles-ci restent finalement enracinées dans les villages. La coopération est partie de la réalité paysanne : elle a son fondement dans la terre elle-même ; et c'est de la décision de ses membres qu'est née, que naît continuellement, chaque nouvelle réalisation, en fonction de besoins *bien* déterminés.

La coopération agricole regroupe un très grand nombre d'entreprises familiales : n'oublions pas que les exploitants et leurs familles effectuent plus de 85 % des journées de travail de l'agriculture. Cette dispersion des exploitations (elles sont en France au total plus d'un million deux cent mille) est souvent présentée comme un signe de *faiblesse.* Ne vaudrait-il pas mieux les re*grouper en de grandes unités,* gérées par des ingénieurs ?

Il faut compter en réalité la nature du travail, dominé par le *rythme* de la *vie animale ou végétale,* encadré par le caprice des saisons, du soleil, *de* la pluie.

Un réseau de solidarité

Attention p o u r t a n t : ces entreprises à responsabilité personnelle sont sans doute remarquablement aptes à coller au terrain. Elles s'adaptent rapidement à des conditions nouvelles. *Elles savent tenir compte de la* « localité ». Mais ce sont des *nains, des gnomes, en face* des puissantes réalités du monde mo*derne. Les hymnes à cette forme* du libéralisme qu'est l'individualisme d'entreprises *isolées pourraient* se terminer par « vive le renard libre dans le poulailler libre ».

Pour parer à ces menaces, ces exploitants, que l'on juge souvent comme des modèles d'individualisme, ont créé des dizaines de milliers d'associations locales, chacune chargée d'arranger une situation, de répondre à un besoin que l'entreprise isolée ne pouvait assurer. Et c'est ce qui *constitue l'originalité profonde* de l'association, prolongement de *l'exploitation ; cela justifie, par* exemple, que les surplus financiers de l'activité collective soient considérés t o u t normalement comme ceux de l'entreprise agricole elle-même.

P r e n o n s un département moyen : entre douze mille et quinze mille chefs d'exploitation agricole. Ceux-ci se regroupent dans quelque cinq cents à huit cents associations, aux objectifs, aux rayons d'action divers. Au *niveau local ou intercommunal :* caisses de crédit, sections de la mutualité, syndicats locaux, coopératives locales ou sections de coopératives, à raison d'une douzaine d'administrateurs par organisme, calculez déjà le nombre de personnes ayant à résoudre en commun nombre de problèmes. Parmi ces administrateurs, bon nombre sont délégués soit dans une union ou fédération au niveau des petites régions, soit au niveau du département, soit dans les organismes départementaux spécialisés... Il n'est pas exagéré de dire qu'un agriculteur sur trois est ainsi appelé à gérer les intérêts communs. Il ne faut pas oublier enfin les milliers d'exploitants appelés à faire partie *d'instances nationales ou internationales* et qui se trouvent *engagés dans des choix difficiles.*

Certes, tout cela n'est pas sans *défauts ! Les tâches sont lourdes.* Les intérêts personnels peuvent *montrer l'oreille... Et l'on peut* évoquer indéfiniment les faiblesses *des coopérateurs et de leurs* administrateurs.

Ce serait oublier qu'ils sont dans les conditions voulues pour *progresser ! Un des meilleurs éducateurs* de la jeunesse française disait : « *C'est par ses décisions que l'homme se construit.* » Ces administrateurs, qui sont des agriculteurs comme les autres, n'ont pas une formation universitaire comparable à celle de certains fonctionnaires. Mais ils ont été formés au banc d'essai des décisions collégiales !

S'ils sont ainsi formés à décider, cela ne veut pas dire qu'ils décident n'importe quoi. Ils ne peuvent pas ignorer les réalités économiques. Mais ils veulent aussi tenir compte des réalités hu*maines.*

La coopération agricole constitue un double atout pour notre pays. Un atout pour affronter le changement. *Un atout pour faire* participer chaque citoyen aux grandes options de la politique.

Le pouvoir actuel exprime la volonté de faire plus pour *les* agriculteurs. Les responsables élus de la coopération agricole souhaitent que, dans le cadre d'un nouveau dialogue, ils le fassent avec eux et par eux.

(*) *Conseiller économique et social.*

LES SUBSTITUTS DES CÉRÉALES

Un cheval de Troie dans la Communauté ?

par JEAN ABONNENC (*)

A la demande de la France, le conseil des ministres de la C.E.E. étudiera en octobre prochain le problème des « produits *dits de substitution* des céréales ».

La production française de céréales représente 40 % de la production communautaire et dégage un excédent pour notre balance commerciale de 15 milliards de francs en 1980, chiffre auquel le gouvernement de M. Pierre Mauroy, comme les précédents d'ailleurs, est très sensible.

Mais les céréaliers, de même que le gouvernement français sont inquiets du développement de l'importation dans la C.E.E. de produits pouvant remplacer les céréales. Déjà, la Commission a engagé un accord d'autolimitation sur le manioc avec la Thaïlande.

Ces produits, *largement* employés pour l'alimentation des animaux, sont-ils, comme la France le pense, le cheval de Troie *dans l'édifice communautaire ?* Le protectionnisme de la politique agricole c o m m u n e doit-il être renforcé ou allégé ?

Le débat est de taille mondiale, puisqu'il concerne non seulement la France *et* l'Europe, mais les Etats-Unis et les pays du tiers-monde.

Pour situer la question des produits de substitution, il faut rappeler comment est assurée, dans les pays industrialisés, la production de viande, de lait, d'œufs, dont la consommation journalière est devenue indispensable à nos populations.

Pour l'industrie de l'alimentation animale, les choix qui seront faits en faveur d'un plus ou moins grand protectionnisme des céréales communautaires impliquent une réflexion préalable, économique et politique, qui devrait prendre en compte trois facteurs, à nos yeux essentiels : la modération nécessaire du coût des produits animaux pour le consommateur ; le déficit de la C.E.E. *de 25 millions d'hectares en terres cultivables pour nourrir ses habitants,* et, *compte* tenu de ces deux éléments, l'intérêt qu'auraient la France et la C.E.E. à orienter leur politique vers de plus larges échanges céréales-aliments pour animaux, notamment avec les pays du tiers-monde.

Les consommateurs ignorent bien souvent les moyens modernes mis en œuvre pour satisfaire leurs besoins en produits animaux, qui sont passés de 60 kilos en 1955 à 105 kilos par tête et par an aujourd'hui.

Cette augmentation de consommation a été rendue possible par celle du pouvoir d'achat, mais surtout par la diminution de prix, en francs constants, des porcs, volailles et œufs — de l'ordre *de 25 % à 50 %, — du lait — 5 %* en vingt-cinq ans, — alors que *parallèlement* la *viande* de bœuf augmentait de 45 %.

C'est pourquoi la part des produits animaux, dans le budget *des ménages,* a *été ramenée* de 16 % à 8 % sur la même période.

Cette amélioration progressive mais considérable a été rendue possible par le dynamisme de l'élevage (progrès génétique, protection sanitaire), mais aussi par les techniques avancées de l'alimentation rationnelle des animaux, qui ont permis à notre industrie de réduire fortement les coûts de production.

Pour continuer à assurer l'approvisionnement des élevages français à moindre coût, l'industrie de l'alimentation animale doit cependant pouvoir bénéficier du maintien de ses sources d'approvisionnement traditionnelles provenant de la C.E.E. mais également du reste du monde. L'Europe ne saurait, en effet, suffire à elle seule pour assurer la nourriture de son cheptel et de ses habitants.

Une preuve de réalisme

Les importations, nécessaires à la couverture des besoins alimentaires que l'Europe ne peut assurer par elle-même, représentent sur le marché international 35 milliards de francs ou 6 milliards de dollars.

Le déficit en terres pour l'Europe couvert par l'importation nette de 35 millions de tonnes de produits destinés à l'alimentation des animaux nécessite 25 millions d'hectares cultivés dans le monde pour nourrir notre population.

Il faut ajouter à cela le fait que le prix des céréales en Europe est supérieur de 30 % environ aux cours mondiaux qui ne sont *pas des marchés de surplus* et *que* le prix des produits autres que les *céréales est traité en Europe sous* l'influence du marché mondial. *Les prix de ces produits sont proportionnellement* inférieurs, à valeur nutritive égale, de 20 à 30 % à ceux des céréales européennes. C'est ce qui permet aux éleveurs, grâce à l'alimentation animale, d'offrir des produits animaux relativement bon marché.

La France et la Communauté sont dès lors placées devant la difficulté suivante la consommation accrue d'autres produits que les c é r é a l e s (dénommés produits de substitution) fait craindre que nous ne nous retrouvions avec des excédents croissants de céréales à exporter aux frais de la C.E.E., et fait également redouter aux producteurs de céréales une réduction progressive de leurs prix *pour* diminuer la dépense communautaire en se rapprochant *du cours* mondial.

Nous concevons que les céréaliers de la C.E.E., qui disposent d'une forte protection, veuillent la conserver, mais nous disons que celle-ci ne doit pas s'amplifier au détriment des éleveurs ni des consommateurs. Il en serait ainsi si, sur la lancée des idées actuelles, la C.E.E. décidait de taxer à l'importation les produits nécessaires à l'alimentation animale, ce qui se traduirait notamment par une augmentation non négligeable du prix des produits animaux. L'association Euro-Coop des consommateurs européens vient d'ailleurs d'alerter la Commission sur les conséquences de cette politique.

En Europe, on atteint les meilleurs rendements en céréales du monde. Pourquoi vouloir à tout prix — et à prix élevé — faire consommer toujours plus de céréales aux animaux dans la C.E.E. ? Pourquoi vouloir freiner par des taxations l'entrée de produits (non consommables par l'homme) provenant notamment de pays du tiers-monde ?

Au moment où s'étudient les réformes à apporter à la politique agricole commune, il nous semblait nécessaire d'apporter un avis différent de la pensée actuelle : l'Europe et la France en particulier ne devraient-elles pas plutôt rechercher les moyens d'échanger contre des *produits* non consommables par l'homme leurs surplus en céréales nobles pour alimenter les pays du tiers-monde et consolider nos relations humaines et politiques avec les pays en voie de développement ?

(*) Président du Syndicat national des industriels de l'alimentation animale.

Le Monde

étranger

APRÈS LE COUP D'ÉTAT EN CENTRAFRIQUE

Un Comité militaire de redressement national remplace le président déchu

Un Comité militaire de redressement national composé d'officiers généraux et supérieurs a pris, ce mercredi 2 septembre, la relève du président Dacko et de son gouvernement, démissionnaires la veille. Cette nouvelle a été annoncée mardi soir dans un communiqué publié par l'état-major général des forces armes centrafricaines, texte lu à Radio-Bangui.

Le Comité militaire de redressement national (C.M.R.N.) comprend vingt-trois membres, tous des militaires et est présidé par le général André Kolingba, chef d'état-major général des armées. Ce dernier cumule, en outre, les fonctions de chef de l'Etat, de chef du gouvernement et de ministre de la défense et des anciens combattants. Un seul ministre d'Etat a été nommé, le général Alphonse Mbaikoua, chargé de la justice.

Le lieutenant-colonel Jean-Louis Gervil Yambala est nommé ministre des affaires étrangères et l'intendant militaire de troisième classe, Thimothée Marloua, est ministre de l'économie et des finances. Le colonel Gaston Ouedane devient ministre de l'intérieur. Le C.M.R.N. comprend, par ailleurs, quatre secrétaires d'Etat (affaires étrangères, jeunesse et sports, économie et finances et intérieur).

Selon des voyageurs arrivés mardi soir à Paris, en provenance de Centrafrique, la population de Bangui a accueilli avec surprise, mais dans le calme, l'annonce de la démission du président Dacko.

Des éléments de l'armée avaient pris position, dès 6 heures du matin, dans la capitale. Mais, dans l'ensemble, la majorité de la population a appris la nouvelle par la radio par laquelle, tour à tour, le président Dacko et le général Kolingba se sont adressés à la population. Le nouvel homme fort du Centrafrique a appelé la population à garder son calme.

Dans un message radiodiffusé mardi, le général Kolingba a indiqué notamment que l'armée conduira *« les destinées du pays jusqu'au moment opportun où les conditions seront réunies pour que les pouvoirs de l'Etat passent aux mains des civils »*. Le nouvel *« homme fort »* de la République Centrafricaine a affirmé qu'*« il s'est instauré depuis six mois un champ de polémique stérile, violent, durant lequel notre patriotisme a été mis à rude épreuve par des multiples et grossières violations de la démocratie, par les insupportables défis à la raison, à l'honneur et aux droits »*. *« Si l'armée — neutre et apolitique — a répondu jusqu'ici aux cris de détresse du peuple centrafricain par un silence de sagesse*, a fait remarquer le général Kolingba, *c'est par respect de la Constitution que le peuple lui-même a librement conçue et adoptée »*.

Le général Kolingba, qui a annoncé que la Constitution est suspendue et que toutes les activités des partis politiques sont interdites sur toute l'étendue du territoire jusqu'à nouvel ordre, a sévèrement mis en garde les auteurs de pillages et de détournements, qui seront désormais punis avec la *« dernière rigueur »*, et a demandé aux ministres du régime déchu ainsi qu'à leurs collaborateurs de demeurer chez eux jusqu'à nouvel ordre.

A Paris, M. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement, a déclaré, ce mercredi matin 2 septembre à Europe 1 à propos des événements de Bangui : *« C'est un problème d'ordre intérieur, la France n'a pas à s'en mêler. Mais il est vrai que nous sommes concernés par tout cela ... e prise de pouvoir par les militaires, c'est toujours un échec pour la démocratie. La Constitution a été suspendue. Nous regrettons toujours qu'un processus démocratique ait été interrompu. Mais nous ne sommes certainement pas capables de juger la situation à la place des Centrafricains. »*

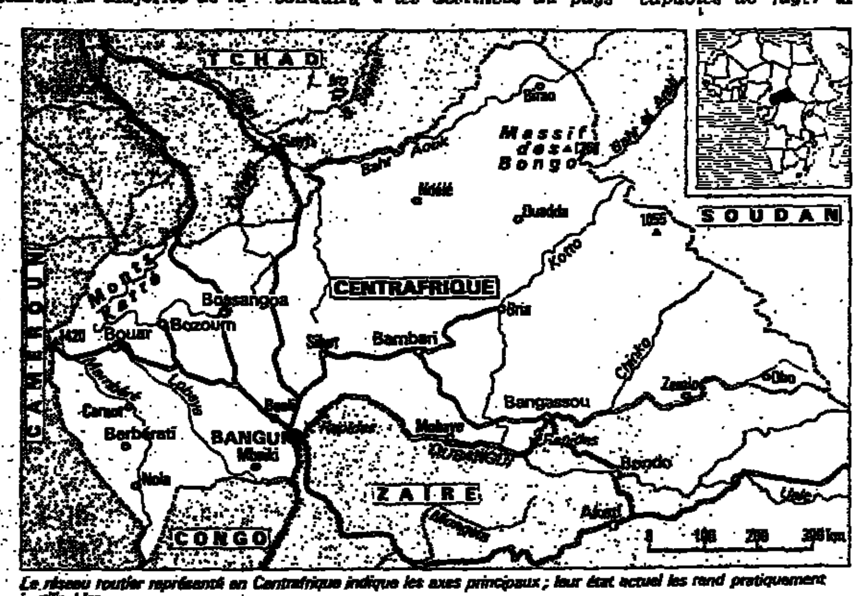
Comme on lui demandait s'il était rassuré, le ministre a répondu : *« Nous ne sommes pas rassurés, nous sommes attentifs. Nous n'avons pas à porter un jugement sur la situation tant que nous n'aurons pas tous les éléments. »*

Au sujet de la coopération avec le Centrafrique, M. Cot a dit : *« Nous prenons acte du fait que le gouvernement centrafricain veut poursuivre la coopération. »*

La veille, M. Charles Hernu, qui assistait à Cherbourg au lancement du sous-marin nucléaire *Saphir*, a indiqué qu'il était *« tenu constamment informé de la situation à Bangui »*, ajoutant que les troupes françaises en Centrafrique étaient actuellement consignées, et qu'il n'était pas question qu'elles interviennent, sauf s'il existait un danger pour les coopérants et les ressortissants français.

On n'enregistre, curieusement, aucune réaction dans les capitales africaines, y compris dans celles des Etats voisins directement intéressés pourtant par l'évolution de la situation à Bangui. En revanche, à Moscou, pour l'agence Tass, qui citait mardi 1er septembre — sans les nommer — des observateurs, le coup de force s'est produit au cours d'une période de crise économique et sociale. *« Les observateurs »*, souligne l'agence Tass, *« notent que le régime du président Dacko était marqué par la stagnation économique et sociale »* et qu'*« un chômage croissant a suscité le mécontentement et des manifestations antigouvernementales »*.

Ph. D.



Le réseau routier représenté en Centrafrique indique les axes principaux ; leur état actuel les rend pratiquement inutilisables.

Le général Kolingba souhaite le maintien des « relations privilégiées » avec Paris

Bangui (*A.F.P.*). — Le nouveau président centrafricain, le général André Kolingba, a souhaité, ce mercredi 2 septembre, le maintien des *« relations privilégiées »* franco-centrafricaines, demandant notamment à la France de faire tout ce qui est en son pouvoir pour assurer la paie des fonctionnaires centrafricains *« pendant au moins un an »*.

Au cours d'une interview, le général a déclaré que cette mesure *« permettra d'avoir les mains libres pour réorganiser le pays et jeter les premières bases de son redressement économique »*.

« D'une manière générale, a poursuivi le général Kolingba, *nous souhaitons bien sûr garder les relations privilégiées que nous avons toujours eues avec la France, et ce serait une ingratitude de notre part de souhaiter autre chose, vu les liens historiques et sentimentaux qui nous unissent. »*

Le nouveau président centrafricain a insisté sur la situation économique catastrophique de son pays, et a souhaité que la coopération économique franco-centrafricaine puisse rapidement se développer.

Le nouveau président s'est également félicité de la présence militaire française en Centrafrique en déclarant : *« Les cadres de l'armée nous sont précieux »*, et il a insisté sur le fait que les investisseurs et les cadres français *« seront toujours les bienvenus en Centrafrique »*.

Interrogé sur les raisons qui l'ont conduit à former un gouvernement exclusivement composé de militaires, le général Kolingba a insisté sur la nécessité de *« remettre de l'ordre dans les affaires »*.

« Ce qui compte avant tout, c'est la discipline. Certes, tous les nouveaux ministres ne sont peut-être pas tous compétents, mais ce sont des chefs ; et nous avons des techniciens. Il nous faut avant tout des chefs et, lorsqu'il y aura de l'ordre, le reste suivra. »

Interrogé sur les désirs de M. Ange Patassé, chef du mouvement de libération du peuple centrafricain (M.L.P.C.), de voir les militaires remettre rapidement le pouvoir aux civils, le nouveau président a répondu : *« Cela dépendra des partis politiques et de leurs leaders. Qu'ils se taisent pour le moment et qu'ils restent dans leur coin. Lorsque l'ordre sera revenu, je verrai comment faire pour leur repasser le pouvoir. »*

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● RADIO-KABOUL LIBRE a commencé à émettre en territoire afghan, ont annoncé à Islamabad les animateurs de l'association d'intellectuels qui sont à l'initiative de ce projet dont le but est de permettre à la résistance afghane de se faire entendre. — *(A.F.P.)*

Cambodge

● LES TROIS DIRIGEANTS DE LA RESISTANCE ANTI-VIETNAMIENNE, le prince Sihanouk, M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), et M. Khieu Samphan, président du Kampuchéa démocratique (Khmer rouge) étaient attendus ce mercredi 2 septembre à Singapour. *Ils doivent se rencontrer, pour la première fois, afin de discuter de la formation d'un front uni ou d'un gouvernement de coalition.* — *(U.P.I.)*

États-Unis

● ROGER BALDWIN, l'un des membres fondateurs de la puissante Union américaine des libertés civiques (ACLU), est mort le mercredi 26 août à Oakland (New-Jersey). Il était âgé de quatre-vingt-dix-sept ans. Depuis 1920, cet ancien objecteur de conscience s'était attaché à défendre, sans discrimination, les droits de nombreux citoyens et minorités — *(A.F.P., U.P.I.)*

Somalie

● AIDE DETOURNEE. — *« De grandes quantités de nourriture offertes par la C.E.E. et les Etats-Unis pour les réfugiés de Somalie sont détournées au profit de l'armée somalienne et des guérilleros appuyés par la Somalie qui se battent en Ogaden »*, rapporte le quotidien de Londres *The Guardian*, dans une dépêche de son envoyé spécial sur place. Ces détournements affecteraient, selon les envois, de 30 % à plus de 70 % de l'aide reçue par les autorités somaliennes.

Tchad

● LE PRESIDENT GOUKOUNI OUEDDEI sera reçu, le 17 septembre, à l'Elysée. L'annonce de cette rencontre confirme la reprise des relations entre Paris et N'Djamena qui s'était amorcée, début août, avec l'envoi d'un émissaire français, M. Campredon, dans la capitale tchadienne et, surtout, avec la rencontre, à *Libreville*, entre M. Guy Penne, conseiller pour les affaires africaines et malgaches à l'Elysée, et le président du *GUNT* (Gouvernement d'union nationale de transition du Tchad).

Thaïlande

● UNE VINGTAINE D'ETRANGERS, dont deux Français, emprisonnés pour trafic de stupéfiants, ont entamé dimanche 30 août une grève de la faim, pour réclamer de meilleurs conditions de détention. — *(A.F.P., U.P.I.)*

Sierra-Leone

POUR EMPÊCHER UNE GRÈVE GÉNÉRALE

L'état d'urgence a été proclamé

Freetown (A.F.P., Reuter). — L'état d'urgence a été proclamé mardi 1er septembre, pour six mois en Sierra-Leone, après l'échec des négociations entre les autorités et la Confédération syndicale en vue de l'annulation d'une grève générale prévue pour le jour même (*le Monde* du 19 août). Les forces de l'ordre ont bouclé, à Freetown, les abords du siège de la centrale syndicale (avec deux cent cinquante mille membres, elle est la plus importante du pays). Selon des informations non confirmées, une quinzaine de dirigeants syndicaux auraient été arrêtés.

L'état d'urgence, institué dans le cadre d'une loi sur l'ordre public datant de 1965, donne au président Stevens, au pouvoir depuis treize ans, la possibilité de lutter contre tout désordre « menaçant l'intérêt public ». Le chef de l'Etat sierra-léonais fait face à une grave détérioration de la situation économique. Le 14 juillet, des négociations avec la Confédération syndicale s'étaient amorcées notamment sur des réductions des prix alimentaires, des transports et des loyers, ainsi que sur l'amélioration des équipements médicaux. Le 17 août, le gouvernement avait accepté de baisser de 40 % le prix du riz, aliment de base, mais les travailleurs avaient jugé cette mesure insuffisante et annoncé un ordre de grève générale pour le 1er septembre. Lundi, sept heures de négociations n'ont pas permis d'aboutir à un compromis, et le gouvernement a choisi l'épreuve de force. Petit pays sans grandes ressources d'Afrique occidentale, la Sierra-Leone avait espéré relancer son économie à l'occasion d'investissements faits à Freetown pour accueillir, en 1980, le sommet annuel de l'Organisation de l'unité africaine. Mais les dépenses ainsi engagées n'ont fait, semble-t-il, qu'alourdir la dette d'une économie déjà fragile.

ASIE

Chine

UN AVERTISSEMENT AUX JOURNALISTES ÉTRANGERS : « NE VOUS OCCUPEZ PAS DES CONTESTATAIRES ! »

Ne vous occupez pas de nos contestataires ! Tel est l'avertissement que viennent de recevoir les correspondants étrangers à Pékin de la part du nouveau responsable de l'information du ministère des affaires étrangères, le vice-ministre et général Zhong Xidong. Il s'agit, en effet, pour lui, d'une affaire intérieure chinoise qui ne regarde pas « nos amis étrangers ». *« Cela n'affectera pas votre travail normal. Mais j'aimerais ajouter ceci : j'espère que vous n'aurez rien à voir avec des activités illégales. Les journaux clandestins font partie de ce type d'activités. »* Les points de vue exprimés par les contestataires n'étant pas ceux *« du peuple et du gouvernement chinois »*, ils ne peuvent avoir un « rôle positif ».

M. Zhong s'est refusé à préciser si la publication d'informations sur les contestataires *ou sur leurs journaux était ou non « légale »*. « Cela dépend, a-t-il dit. *Si leur contenu nuit à la modernisation de la Chine socialiste et si l'article est mal intentionné, cela pose un problème (...). Il y a deux façons de parler* (de ces revues) : *l'une est de critiquer leurs erreurs, l'autre est de leur témoigner sa sympathie et son soutien.* » Déjà, en mai dernier, les correspondants étrangers s'étaient vu demander de n'exercer leurs activités professionnelles *« que dans la limite d'une couverture normale de l'information »*. Une formule qui laisse une large place à l'interprétation ! *(Reuter, A.F.P.)*

LES SUITES DE L'INTERVENTION SUD-AFRICAINE EN ANGOLA

Pretoria fournit les noms de militaires soviétiques tués ou prisonniers

(Suite de la première page.)

Les soldats sud-africains et namibiens quitteront donc le territoire angolais dès que ce sera *« opérationnellement possible »*.

D'autre part, l'agence officielle de presse de Luanda — Angop — a reconnu pour la première fois que des rampes de lancement de missiles SAM-3, SAM-4 et SAM-6 avaient récemment été employées sur le territoire angolais. C'est notamment pour détruire ces installations que les Sud-Africains affirmaient avoir lancé l'opération « Protée ».

Cette agence, pour avoir nié la réalité du retrait des forces de Pretoria depuis trois jours, avait été qualifiée d'*« hystérique »* lundi soir par un porte-parole de l'armée sud-africaine, l'accusant de diffuser des *« balivernes »*. Après avoir indiqué qu'un Mirage-3 sud-africain avait été abattu près de Cahama (ce que nient les Sud-Africains), Angop est revenue mardi sur le déroulement des combats soulignant notamment que les villes de Cahama et de Tchibemba étaient *toujours prises sous d'intenses* bombardements. Un convoi militaire angolais aurait également été attaqué près de cette dernière ville.

Environ vingt-cinq bombardiers auraient été utilisés depuis le début de l'opération. Il y aurait trois mille sans-abri. Selon des témoignages recueillis par Angop, *« les Sud-Africains détruisent tout sur leur passage et tuent tout ce qui bouge »*. Les Angolais affirment en outre avoir contraint une colonne sud-africaine, qui s'aventurait au nord-est de Xangongo, à faire demi-tour. Cependant, selon Angop, l'annonce vendredi d'un retrait des forces par Pretoria était uniquement destinée à rendre inutile la réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies.

L'agence de Luanda assure qu'en fait *« les troupes sud-africaines contrôlent toujours la plus grande partie de la province du Cunene »*.

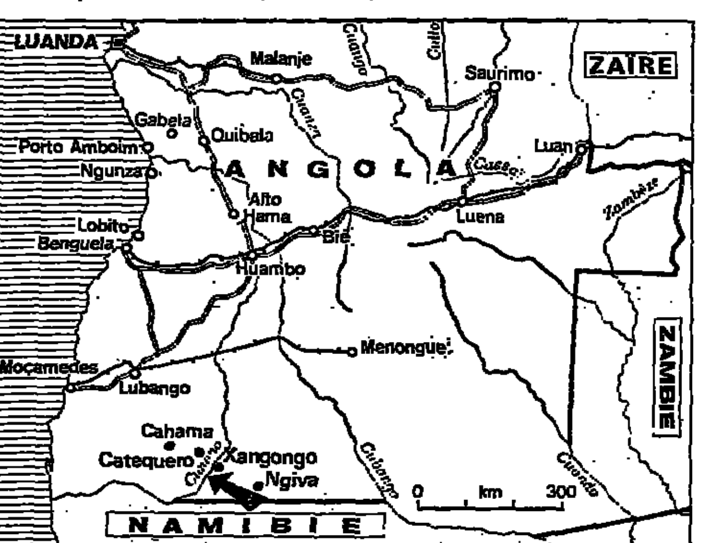
Au-delà des justifications fournies par le général Malan, des spécialistes des affaires militaires avancent ici deux explications possibles au retard qui semble avoir été pris dans l'opération de repli. Il se pourrait d'abord que les troupes encore présentes à Ngiva, *où des combats sont signalés*, aient été prises sous le feu des forces angolaises et éprouvent des difficultés à se dégager. Dans l'autre hypothèse, les forces d'intervention, faisant d'une pierre deux coups, auraient été chargées d'aider les maquisards angolais de l'UNITA à occuper militairement les principales villes du Cunene. Au Cap, le général Malan estime, au demeurant, que, *« profitant du vacarme créé autour de l'incursion sud-africaine, l'UNITA pourrait conforter ses acquis immédiatement »*. *« Le gouvernement angolais ne peut plus dissimuler la guerre civile qui ravage son pays »*, a-t-il ajouté.

L'organisation de M. Savimbi, *qui prétend disposer d'une armée* de quinze mille hommes, s'est toujours opposée à la SWAPO accusée de collaborer avec le gouvernement de Luanda. Il est clair que si la province du Cunene, frontalière de la Namibie, tombait, au moins en partie, entre ses mains, la guérilla, en territoire namibien même, pourrait être sérieusement compromise. Ce n'est probablement pas un hasard si le « gouvernement intérimaire » de Windhoek, *dirigé par* M. Mudge, s'est vu octroyer, à la veille du week-end, de *nouveaux* pouvoirs par l'administrateur général *sud-africain* du territoire. *« Désormais*, s'est félicité M. Mudge, *nous avons toutes les attributions d'un gouvernement ordinaire, excepté le contrôle de la sécurité, des affaires étrangères et des questions constitutionnelles. »*

PATRICE CLAUDE.

Deux mille conseillers et instructeurs d'U.R.S.S.

Le nombre des conseillers et instructeurs militaires soviétiques stationnés en Angola étant généralement évalué à deux mille hommes, il n'est pas inconcevable que certains d'entre eux aient pu se faire capturer au cours d'une opération aussi importante et aussi minutieusement préparée que celle de l'armée sud africaine.



L'aide apportée par l'U.R.S.S. à la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) est de notoriété publique. *Déjà, l'an dernier*, deux pilotes « *civils* » soviétiques avaient été capturés par l'UNITA alors qu'ils effectuaient une mission aérienne de ravitaillement dans le centre ou dans le sud-est de l'Angola.

Il est possible que des Soviétiques aient été chargés dans le Sud angolais, de la couverture radar de la *région*. De bonne source, on indique, en effet, que l'opération sud-africaine *a déjà eu pour résultat de mettre* hors de service le dispositif de *contrôle de son espace aérien par* Luanda dans la province de Cunene, limitrophe de la *Namibie*.

Si les Sud-Africains ont renoncé, en raison de la vigueur des réactions internationales, à l'objectif ultime de leur opération — qui était probablement d'attaquer la région de Lubango à 300 kilomètres au nord de la Namibie, où des forces de réserve cubaines sont stationnées — ils n'ont pas moins réussi à créer un véritable *no man's land* du côté angolais de la frontière avec la Namibie. Ce résultat devrait à la fois faciliter les *mouvements* d'agents locaux de renseignements sud-*africains, renforcer* les bases arrière de l'UNITA et compliquer la tâche *de la SWAPO dans ses opérations de* guérilla en Namibie.

Sur le plan international, si les Sud-Africains parviennent à démontrer la présence de militaires soviétiques dans le Sud angolais, les Etats-Unis en tireront argument pour justifier l'usage de leur veto lundi, au Conseil de sécurité de l'ONU, *contre la résolution condamnant* l'attaque sud-africaine. Washington y trouvera une raison supplémentaire de maintenir le dialogue avec Pretoria, afin de contrer, en Afrique australe, l'« *interventionnisme soviétique* ». Enfin, Moscou serait placé *dans une situation délicate*, que semble déjà traduire son absence de réaction. — *J.-C. P.*

PROCHE-ORIENT

APRÈS L'ATTENTAT CONTRE LA SYNAGOGUE DE VIENNE

Le chancelier Kreisky met en cause le groupe Abou Nidal

Le chancelier autrichien Bruno Kreisky a déclaré, mardi 1er septembre, que les deux terroristes auteurs de l'attentat contre la synagogue de Vienne appartenaient au groupe extrémiste palestinien d'Abou Nidal. « *Ce groupe, a-t-il dit, prétend que je travaille directement pour Israël. Je suis pris sous le feu des accusations des deux bords.* » L'organisation d'Abou Nidal a revendiqué le meurtre, le 1er mai, d'un conseiller municipal de Vienne et a, à plusieurs reprises, formulé des menaces *contre M. Kreisky.*

Un ennemi acharné de M. Arafat

L'hostilité entre le groupe d'Abou Nidal et la centrale palestinienne est ancienne. Le 26 octobre 1973, l'agence palestinienne Wafa annonçait que le « tribunal de guerre » du Fath avait condamné à mort le représentant de l'O.L.P. à Bagdad, M. Sabri Al-Banna, *plus connu sous* le nom d'Abou Nidal. Chefs d'accusation : « *Sédition armée, meurtre de l'un des membres du Fath, violation des lois de la révolution et provocation de conflits dans les rangs palestiniens.* » La sentence n'a certes jamais pu être exécutée, mais le contentieux s'est sensiblement alourdi.

Alors que la centrale palestinienne s'était, à partir de 1973, éloignée du terrorisme, Abou Nidal se distinguait en organisant plusieurs détournements d'avion. Son nom est pour la première fois prononcé lors du détournement d'un VC-10 britannique *en novembre 1974. Peu après,* l'O.L.P. entreprenait une rafle dans plusieurs capitales arabes contre vingt-six militants du Fath accusés d'être impliqués dans des opérations terroristes. *Dans le même temps,* la centrale palestinienne demandait à l'Irak de lui livrer Abou Nidal, ce que le gouvernement de Bagdad refusa bien évidemment. Car, après *sa condamnation, le dissident était* resté en Irak, sous la protection du régime, qui assurait pourtant ne pas vouloir se mêler du différend qui opposait Abou Nidal à ses chefs.

M. Arafat *continuera d'ailleurs d'être* reçu *régulièrement* à Bagdad. Les Palestiniens, *qui avaient, au cours* de cette période, besoin de tous leurs alliés, ne se montraient guère insistants sur le cas d'Abou Nidal.

Le 28 septembre 1976, un commando se *réclamant* de Juin noir, organisation jusque-là inconnue (juin étant le mois au cours *duquel commença la guerre syro*-palestinienne), attaquait l'hôtel Semiramis de Damas et prenait quatre-vingt-dix personnes en otage. Il réclamait la libération de trente-*trois personnes arrêtées en Syrie* à la suite d'attentats. Mais les forces syriennes ne tardaient pas à appréhender les quatre membres du commando, qui, après un procès *expéditif, seront pendus sur* la place publique, face à l'hôtel. Les Syriens prendront prétexte de cette opération qu'ils imputent au Fath pour lancer une offensive décisive contre les forces palestiniennes et progressistes libanaises. Mais, pour l'O.L.P., *il était clair que le responsable de* l'opération était Abou Nidal, téléguidé sans doute par ses amis irakiens désireux d'accentuer le clivage entre Palestiniens et Syriens.

L'attaque de l'hôtel Jordan Inter*continental d'Amman,* en *novembre* 1976, par un autre commando de Juin noir confortait les dirigeants palestiniens dans leurs présomptions.

Après la *guerre* civile au Liban et l'obligation pour l'O.L.P. de parvenir *à un modus vivendi avec les Syriens,* le fossé s'approfondissait entre Palestiniens et Irakiens. Le conflit tournait rapidement au drame avec les assassinats de Saïd Hammami, *Ali Yassine et Ezzeddine Kalak,* respectivement représentants de l'O.L.P à Londres, *Koweït* et Paris, crimes que M. Arafat imputait formellement aux services secrets irakiens, et avec les opérations de représailles contre les ambassades d'Irak à Londres, Paris et Karachi. Parallèlement, l'organisation d'Abou Nidal revendiquait un attentat contre un autobus de la compagnie d'aviation israélienne El-Al à Londres.

A la suite d'une médiation, entreprise, dit-on, par un diplomate algérien, Abou Nidal annonçait à Bagdad *l'arrêt des actions contre l'O.L.P* à condition que « *l'autre partie en fasse autant* ». *Une trêve est* instaurée et, en octobre 1978, à la faveur des retrouvailles entre les *frères ennemis du Baas,* M. Arafat se réconciliait lui aussi avec le régime *de Bagdad, qui paraissait prêt,* pour sa part, à « sacrifier » Abou Nidal.

De fait, Abou Nidal quittait bientôt *la* capitale irakienne et trouvait *refuge* à Damas, où il vit toujours, *ce qui ne signifie pas que les autorités* de Damas soient directement impliquées dans les opérations de Vienne.

De toute évidence, le dissident palestinien n'est pas l'homme lige de la Syrie, pas *plus* d'ailleurs qu'il n'était celui de l'Irak. Tout en ser*vant de fer de lance avec son* organisation, le « conseil révolutionnaire », à la politique irakienne ou syrienne, suivant les cas, il poursuit une action déterminée, confor*mément à une ligne maximaliste* dirigée contre les tendances modérées et « capitulardes » au sein de l'O.L.P., dont le symbole est, selon lui, M. Arafat. Abou Nidal dissimule à *peine que son principal objectif* est l'élimination physique du chef de la *révolution palestinienne.*

Israël

Après la rencontre entre M. Cheysson et M. Arafat

Jérusalem critique de plus en plus vivement la politique française

L'ambassadeur d'Israël, M. Meir Rosenne, a été reçu mardi après-midi, pendant une heure et demie, par le président Mitterrand. A l'issue de cet entretien, qui s'est déroulé en présence *de M. Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République,* l'ambassadeur d'Israël s'est borné à déclarer que ce « rendez-vous avait été pris il y a bien longtemps avant les derniers événements » et qu'il entendait « informer son gouvernement avant de faire des déclarations publiques ». La rencontre, *a-t-il ajouté, s'est déroulé* dans une « ambiance *excellente* ».

De notre correspondant

Jérusalem. — Les déclarations faites par M. Cheysson, lors de son récent voyage au Proche-Orient, et sa rencontre avec M. Yasser Arafat continuent de *faire l'objet de très vives critiques* en Israël, où « *l'état de grâce* » dont bénéficiaient le gouvernement et le président *français — qualifié d'ami d'Israël* — semble se dissiper.

Dans un discours de politique générale devant l'assemblée de l'Agence juive, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, a accusé, le 1er septembre, M. Cheysson « *d'avoir jugé convenable de comparer la situation d'ici* (celle des Israéliens dans les territoires occupés) *à celle de l'Afghanistan et d'avoir assimilé la lutte des assassins palestiniens à la résistance des Français contre l'occupation nazie* ». D'autre part, M. Shamir a déclaré qu'Israël ne cessera de s'opposer « *aux différentes initiatives qui apparaissent, ici et là, en Arabie Saoudite ou dans divers pays européens, et qui n'ont pour but que de menacer le processus de paix défini à Camp David* ». Le ministre des affaires étrangères semble avoir ainsi désigné et dénoncé les ambitions du gouvernement français visant à jouer un *rôle* de médiateur privilégié entre Israël, les Palestiniens et les pays arabes.

Dans les milieux diplomatiques israéliens, on laissait entendre que la preuve vient d'être faite par M. Cheysson que la France ne peut pas avoir de politique « *équilibrée dans ce domaine* ». Parmi les propos tenus par M. Cheysson, au cours de son voyage, on se garde manifestement de relever des éléments qui, en d'autres temps, auraient pu être considérés comme positifs, *telle la distinction faite* par le chef de la diplomatie française selon laquelle *l'O.L.P. ne* peut dès maintenant être tenue *pour seule et unique* représentante du peuple palestinien. On va *même jusqu'à souligner que la* position de M. Cheysson est plus « extrême » que *celle de ses* prédécesseurs au Quai d'Orsay, en estimant que jamais, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing — honni en Israël — un dirigeant français n'avait aussi précisément évoqué une solution du problème palestinien fondée sur la création d'un Etat indépendant.

A l'appui de cette interprétation, on a relevé particulièrement à Jérusalem, que le ministre syrien des affaires étrangères avait déclaré que les prises de position françaises sur le conflit du Proche-Orient allaient maintenant au-delà de celles *de* la Communauté européenne *fermement* rejetées par Israël, *qui* espérait du nouveau gouvernement français un rôle « modérateur » parmi les Dix.

Par ailleurs, le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, a, lui aussi, condamné *la* comparaison faite entre la résistance palestinienne et la Résistance française pendant la deuxième guerre mondiale. M. Pérès a ajouté : « *Nous apprécions la nouvelle position du gouvernement socialiste en France favorable aux accords de Camp David, mais nous continuerons à lutter de toutes nos forces contre l'O.L.P.* » Ces propos ne peuvent que conforter le gouvernement de M. Begin dans son *rejet* de l'attitude de M. Cheysson, d'autant plus que *le premier ministre israélien* sait les liens qui unissent le parti *travailliste* au gouvernement français au sein de l'Internationale *socialiste.*

Des rumeurs continuent de courir à propos d'un *éventuel* report du prochain voyage de M. Cheysson en Israël. Le directeur général du ministère des affaires étrangères avait, deux jours plus tôt, fait allusion à une possible remise en cause de cette visite.

FRANÇIS CORNU.

LES DÉVELOPPEMENTS

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR CRITIQUÉ POUR N'AVOIR PAS RÉDUIT LE TERRORISME

M. Mahdavi Kani a été nommé premier ministre

Attentats et exécutions se multiplient

Les députés iraniens ont approuvé, ce mercredi matin 2 septembre, par 178 voix *contre 10 et 3 bulletins blancs,* la nomination de l'hodjatoleslam *Mohamed Reza* Mahdavi Kani au poste de premier ministre, proposée mardi par le Conseil provisoire de la présidence.

Le nouveau chef du gouvernement était ministre de l'intérieur depuis février 1980. Il dirigeait auparavant les « *comités révolutionnaires de l'imam Khomeiny* », *sortes de milices islamiques et* civiles et a appartenu au Conseil *de la* Révolution. Né en *1931* dans le village de Kan, situé au nord de Téhéran, M. Mahdavi Kani a étudié la théologie dans la capitale iranienne, puis dans la ville sainte chiite de Qom, sous la direction, notamment, de l'imam Khomeiny. Le nouveau premier ministre, qui est membre du conseil de surveillance (conseil constitutionnel) avait récemment fait l'objet de vives critiques pour son incapacité à faire face aux *actes de* terrorisme, en sa qualité de ministre de l'intérieur.

Cinquante-cinq fusillés en deux jours

Dans un discours prononcé mardi devant un groupe d'étu*diants pakistanais,* l'imam Khomeiny a demandé aux responsables des tribunaux islamiques de « *ne pas perdre le contrôle d'eux-mêmes et de ne pas transgresser la loi et l'ordre de l'islam* ». Ce n'est pas la première fois que l'imam prêche la modération aux tribunaux islamiques, mais ces derniers n'ont jamais tenu compte de ces « conseils ». La télévision a d'ailleur annoncé l'exécution lundi et mardi de cinquante-cinq per*sonnes, pour la plupart des membres* de l'organisation des Moud*jahidin, dans quatorze villes de* province.

De même, le rythme des attentats s'est légèrement accru ces deux *derniers* jours : à Téhéran, deux religieux ont été assassinés lundi. A Chiraz, trois personnes ont été tuées par l'explosion d'une bombe et à Babol (dans le nord du pays) *trois hommes, dont* deux militants du « parti de Dieu », ont trouvé la mort au cours d'une fusillade. Mardi, deux pasdaran (gardiens de la révolution) ont été tués et sept autres blessés dans une attaque spectaculaire lancée contre le minibus *à bord duquel ils se trouvaient.*

Le sort des blessés dans l'attentat qui a coûté la vie dimanche au président de la République et au premier ministre n'est toujours pas connu ; ni leurs noms ni la gravité de leur état n'ont été révélés. Il pourrait s'agir,



(Dessin de PLANTU.)

selon des sources informées, de hauts responsables des services de renseignement des différentes forces de sécurité iraniennes. Il semble en effet que ce n'était pas le Conseil supérieur de défense qui *était réuni* dans les bureaux de M. Bahonar au moment de l'explosion, mais un nouveau et mystérieux « Conseil de sécurité », *chargé de coordonner* la lutte contre les ennemis intérieurs de la *République* islamique. Le silence des autorités peut être attribué à la *difficulté* de reconnaître que l'organisme chargé de combattre le terrorisme en a été la première victime.

A Auvers-sur-Oise, M. Hani el Hassan, conseiller personnel de M. Yasser Arafat, s'est entretenu mardi avec M. *Massoud Radjavi,* chef des Moudjahidin du peuple. A *l'issue de cet entretien,* il a affirmé qu'il espérait que le « *frère Massoud Radjavi pourra rencontrer Yasser Arafat pour discuter de la situation, car le bain de sang se poursuit en Iran et nous devons voir comment faire face à la situation* ». « *L'O.L.P.*, a-t-il ajouté, *ne peut oublier ses frères Moudjahidin qui ont combattu avec les Palestiniens.* » M. Hani El Hassan s'est défendu de mener une mission de médiation et a affirmé que la politique de l'O.L.P. vis-à-vis de l'Iran n'avait pas changé. « *Nous n'avons pas besoin d'être les ennemis des uns pour être les amis des autres. Nous sommes avec l'Iran et l'O.L.P. veut aider ce pays.* » — *(A.F.P.)*

● *A Genève.* — La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, réunie depuis le 3 août au Palais des nations pour étudier la prévention des discriminations et la protection des minorités, a examiné, vendredi 28 août, le sort de l'une d'entre elles menacée dans son existence même, les Baha'is d'Iran.

Leur cause a été défendue principalement par trois experts, MM. Ahmed Khalifa (Egypte), Syed Masud (Inde) et Bossyt (Belgique). L'intervention de M. Khalifa a soulevé une très vive émotion dans la salle, quand il a déclaré : « *Il ne s'agit pas simplement d'un nouveau cas de dictature, il s'agit plutôt d'un génocide comme celui du Cambodge qui avait épouvanté le monde entier. Ce qui arrive par la main de ces mollahs et de ces ayatollahs est la caricature bizarre et hideuse d'un rêve sauvage, mais n'enlève point de l'islam.* » — *(Corresp.)*

AMÉRIQUES

États-Unis

M. Reagan est prêt à réduire son ambitieux programme de dépenses militaires pour tenter d'équilibrer le budget d'ici à 1984

En dépit de sa volonté de réarmer les Etats-Unis, le président Reagan s'est résigné à rogner les énormes dépenses militaires du Pentagone pour parvenir à équilibrer le budget d'ici à 1984. Un porte-parole de la Maison Blanche a indiqué mardi 1er septembre, à Los Angeles, où le président termine ses vacances, que M. Reagan était prêt à réduire le budget militaire de 30 milliards de dollars au maximum pour les années fiscales 1983 et 1984. Une décision en ce sens devrait être annoncée dans les deux prochaines semaines.

Selon les experts économiques, il est en effet exclu de pouvoir assainir l'économie américaine — un objectif prioritaire pour le président Reagan — sans procéder à une réduction des dépenses militaires fixées à 1 600 milliards de dollars pour les cinq prochaines années. A la demande du président Reagan, le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, vient d'ordonner une révision complète, secteur par secteur, des dépenses prévues au sein des quatre armes : air, marine, armée de terre et corps des « marines ».

Le porte-parole a souligné que *les armes stratégiques* ne seront pas touchées par ces coupes bud*gétaires.* Il a également réaffirmé que le président Reagan demeu*rait fermement* engagé à augmenter le budget militaire de 7 % par an. *Celui-ci pour 1982* est d'environ 220 milliards de dollars. Il *devrait être porté à 225 milliards* en 1983 et à 254 milliards en 1984.

Les 30 milliards de dollars devant être amputés du budget du Pentagone en 1983 et en 1984 font partie des 75 milliards de dollars de coupes budgétaires que souhaite le président Reagan pendant cette période, a dit le porte-parole. M. Reagan, a-t-il précisé, cherchera à réduire le budget général des Etats-Unis de 35 milliards de dollars en 1983 et de 40 milliards l'année suivante.

Pour l'exercice fiscal qui commence le 1er octobre prochain, le budget prévoit des dépenses de 695 milliards de dollars et un déficit de 42,5 milliards. La plupart des économistes et les experts du Congrès affirment depuis quelque temps que le déficit réel sera très supérieur, pouvant atteindre les 60 milliards de dollars ou plus si le loyer élevé de l'argent cause une récession. Ce danger est re*connu officiellement* depuis peu par les conseillers de M. Reagan, qui poussent en conséquence à une réduction de l'ambitieux programme militaire présidentiel pour les années à venir. — *(A.F.P.)*

Uruguay

LE GÉNÉRAL GREGORIO ALVAREZ A PRIS SES FONCTIONS DE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Montevideo *(A.F.P., U.P.I.).* — Le général Gregorio Alvarez a pris ses fonctions de président de la République, le mardi 1er septembre, en remplacement de M. Aparicio Mendez, qui occupait ce poste depuis le 1er septembre *1976.*

Agé de cinquante-cinq ans, le général Gregorio Alvarez a été choisi le 31 *juillet* par les vingt-deux plus hauts dirigeants militaires du pays, pour conduire la « période de transition à la démocratie » qui devrait arriver à terme le 1er mars 1985, trois mois après un référendum et l'élection d'un nouveau président de la République.

Le général Alvarez, qui a participé à la *lutte* contre le mouvement de guérilla des Tupamaros *en 1978 et 1979,* a déclaré, dans son discours d'investiture, qu'il lutterait contre la « *propagande* » et les « *subterfuges* » du « marxisme-léninisme » tout en œuvrant pour la normalisation institutionnelle.

El Salvador

Selon Washington

DES CONSEILLERS CUBAINS OPÈRENT AUX COTÉS DE LA GUÉRILLA

Le *département* d'Etat américain a affirmé, le mardi 1er septembre, dans *une déclaration officielle,* que des conseillers militaires cubains opéraient aux côtés de la guérilla au Salvador. Il a assuré également que la présence de Nicaraguayens *avait été détectée* dans des opérations du même genre.

Les Etats-Unis avaient accusé à *plusieurs reprises* Cuba et le Nicaragua de fournir des armes à la guérilla salvadorienne. Mais c'est la première fois qu'ils *font état officiellement* de la présence de conseillers *militaires cubains.*

Les autorités de La Havane n'ont pas réagi à ces affirmations. La der*nière mise au point* sur ce sujet avait été faite le 30 mars 1980 par M. Raul Castro, frère du chef de l'Etat, qui avait confirmé un éditorial publié par *Granma,* l'organe du P.C. cubain, selon lequel « *Il était absolument mensonger de dire que Cuba fournissait des armes aux révolutionnaires du Salvador par l'intermédiaire du Honduras* ».

A *San-Salvador,* le chef de l'Etat, M. José Napoleon Duarte, a convoqué, mardi, une réunion d'urgence de son gouvernement pour étudier, selon certaines informations, une possible rupture des relations diplomatiques avec la France et le Mexique, *à la suite de la déclaration* de ces deux pays sur la « représentativité » des mouvements d'opposition clandestins au Salvador.

Une note de protestation officielle a été *remise aux* représentants de Paris et du Mexique dans la capitale salvadorienne. On a appris à Washington qu'une initiative du même genre était préparée par les gouvernements colombien, vénézuélien et argentin, qui s'efforceront, sans doute, d'obtenir l'approbation d'autres capitales latino-américaines. — *(A.F.P., U.P.I.)*

Libye

LE COLONEL KADHAFI MET EN GARDE L'EUROPE CONTRE UNE « CATASTROPHE NUCLÉAIRE » EN MÉDITERRANÉE

Tripoli (A.F.P., A.P., Reuter). — La Libye a célébré, mardi 1er septembre, le douzième anniversaire de l'accession au pouvoir du colonel Kadhafi, par un imposant défilé militaire des forces terrestres, navales et aériennes, auquel participaient des chars T-72, T-62, des chasseurs soviétiques Mig-23, Mig-25 et Sukhoï.

Le guide de la révolution libyenne, *qui avait à ses côtés M. Yasser Arafat,* chef de l'O.L.P., et les présidents Assad de Syrie et Goukouni Oueddei du Tchad, a mis en garde le monde, et en particulier l'Europe, contre une « catastrophe nucléaire » qui pourrait se produire en Méditerranée à la suite d'un affrontement américano-libyen, comme l'incident aérien qui s'est produit dans le golfe de Syrte (*le Monde* du 20 août).

« La VIe flotte américaine est dotée de missiles nucléaires. Si elle nous attaque, nous riposterons sans faire de différence entre les engins nucléaires et les autres. Si les bases américaines d'Europe occidentale et de Méditerranée participent à cette attaque, ou les soutiennent, nous aurons le droit de contre-attaquer dans un esprit de légitime défense, et de leur porter des coups si nous en avons les moyens », a déclaré le colonel Kadhafi.

Après avoir dit que sa mise en garde concernait plus particulièrement les bases de Sicile, de Crète, de Grèce et de Turquie, il a salué le peuple allemand qui a « entrepris de se libérer de l'emprise des Etats-Unis, en incendiant, depuis quelques jours, des centres de l'aviation américaine ». Il a de nouveau menacé Washington d'une alliance avec Moscou en annonçant qu'il allait proposer aux congrès populaires libyens, détenteurs du pouvoir réel, de procéder à un « réexamen » de la politique étrangère du pays qui était « fondée jusqu'à maintenant sur le neutralisme positif ».

PROCHE-ORIENT

DE LA CRISE EN IRAN

POINT DE VUE

La bataille finale oppose les khomeinistes aux partisans déçus de l'imam

par
CHAPOUR HAGHIGHAT (*)

L'ESCALADE de la terreur et de la répression s'est accélérée en Iran depuis la disgrâce du président Bani Sadr. Harcelé par des attentats quasi quotidiens, épuisé par les révoltes des minorités et par une *guerre d'usure qui absorbe toute son attention et qui fait passer, volontairement ou non, au second plan une* situation économique en constante détérioration, le clergé intégriste s'acharne impitoyablement contre les forces progressistes et les groupements de gauche, qualifiés d'« *enfants de Satan* », d'« *ennemis de l'Islam* » ou de « *contre-révolutionnaires téléguidés par l'impérialisme international* ».

Au début du mois d'août (1), l'imam Khomeiny sommait la population « *au nom du devoir religieux* », de surveiller les voisins suspects et de les dénoncer. « *Le gouvernement n'a pas les moyens de disposer partout dans le pays d'un système de renseignements efficace. Vous devez constituer vous-mêmes les noyaux d'information du gouvernement. Vous devez observer ce que font les voisins qui vous entourent. Surveillez-les et eux, de leur côté, vous surveilleront réciproquement (...). Les parents doivent contrôler leurs enfants, ne pas les perdre de vue, les conseiller, sinon les dénoncer. Ceci est un devoir divin. Sans cela, vous serez complices des comploteurs.* »

La violence exemplaire du clergé intégriste, regroupé sous l'enseigne du Parti de la République islamique (PRI), s'explique par une volonté obstinée de récupérer et de monopoliser entièrement les commandes du pays. *Le partage du pouvoir avec la bourgeoisie « libérale » et « modérée », dans l'ensemble hostile à l'instauration d'une dictature théocratique, avait, dès le départ, gêné son entreprise.*

Ne pouvant admettre aucun obstacle à la mainmise inconditionnelle sur les affaires de l'Etat, il avait *déjà, aussitôt après la révolution,* réussi tant bien que mal — avec d'ailleurs la complicité des « libéraux » — à éliminer les formations de gauche qui avaient largement participé à la chute du régime impérial, et à réprimer durement les *rébellions kurde et arabe. Par la* suite, une éviction lente et progressive des « modérés » de la scène politique devenait nécessaire. Dans ce but, le clergé intégriste n'a cessé, en s'appuyant sur la petite bourgeoisie urbaine, sur le sous-prolétariat et la masse des chômeurs de s'opposer à l'infiltration au sein de l'Etat des « libéraux » — dont le rôle a été prépondérant dans l'encadrement, le financement et l'organisation de la révolution — et de limiter leur influence dans les rouages économiques du pays.

La politique de M. Bani Sadr

Le premier objectif de la bourgeoisie « libérale » au lendemain de la révolution était le retour au calme et la normalisation rapide de la société, nécessaires à une relance économique du pays, et elle était prête à toute coalition pour endiguer un *éventuel débordement de la* gauche. Ainsi, les premières mesures *prises par M. Bazargan, partageant* les mêmes vues, visaient avant tout à rétablir l'ordre et la sécurité. Son projet était d'éliminer les institutions issues de la révolution, d'écarter les organisations marxistes et d'interdire les grèves dans les usines.

Son départ, le 4 novembre 1979, signifiait le premier revers des « libéraux » et le début du compte à rebours qui mènera un an et demi plus tard à la destitution de M. Bani Sadr.

Pour faire face à la *mainmise* des mollahs sur les commandes du pays, qui provoquait une érosion constante de son pouvoir, *ou* bien par conviction, M. Bani Sadr a vite trouvé refuge dans le camp des « libéraux », a adopté leur thèse *et s'est aligné sur leurs exigences.* En fait, sa conception politique ressemblait à plus d'un égard à celle de M. Bazargan. Malgré ses critiques parfois virulentes contre le gouvernement de ce dernier, Bani Sadr, ancien militant du Front *national, n'a pas hésité par la suite* à copier point par point les mêmes méthodes.

Dès son accession à la présidence, *en janvier 1980, il s'est lui* aussi d'abord préoccupé d'instaurer l'ordre et de centraliser le pouvoir. Favorable à la sauvegarde des institutions existantes, teintée de quelques réformes conjoncturelles, il a fait preuve d'un certain conservatisme. Pour contenir les forces progressistes, il les a menacées d'un « *châtiment exemplaire* » *si elles ne respectaient* pas la Constitution. Il a avalisé la répression en cours destinée à « *purifier* » le Kurdistan, et défendu, parfois même vigoureusement, les forces de l'armée traditionnelle.

M. Bani Sadr ne cachait pas son opinion : il confiait au *Monde* quelques jours avant sa destitution : « *Seul un président fort, doté de larges pouvoirs, est en mesure de gouverner un pays comme le nôtre.* »

Dans le domaine social, même à son apogée, il n'a pris aucune mesure pour ébaucher une ouverture vers les forces populaires. Favorable à l'abandon des *shoras* (élections de base) dans les entreprises, dont l'existence était tolérée par la *Constitution, il a participé à l'« épuration »* des usines. Il a approuvé les lois adoptées par le gouvernement précédent concernant l'interdiction de l'activité syndicale et considéré, comme Bazargan et Khomeiny : « *Ceux qui incitent les ouvriers à continuer à faire la grève sont coupables de trahison...* »

Sa responsabilité n'est pas négligeable non plus dans l'affaire des universités, à la fin du mois d'avril 1980, où il proclamait la « *révolution culturelle islamique* » ; de concert avec le Conseil de la révolution et, suivant l'ordre de l'imam, il procédait à l'« *assainissement* » des établissements universitaires, dont le but réel était de déloger les *étudiants marxistes de l'Université.* Résultat : plusieurs dizaines de morts.

En matière d'économie et de politique internationale, il n'a tenté en aucune manière de modifier en profondeur l'appareil économique *préexistant, ou même simplement* de mettre en cause la structure capitaliste de la production, principale base de domination impérialiste à l'époque du chah. Au contraire, il était enclin à une réouverture rapide des relations économiques et *commerciales vers l'Occident, avec la* même articulation sur le marché international que *par le passé.* Pour justifier cet objectif, il n'hésitait pas à grossir le danger communiste et la menace de l'« *impérialisme soviétique* ». Toutefois, l'accent était porté sur des coopérations et des échanges avec le Japon et l'Europe plutôt qu'avec les Etats-Unis.

Peut-on mésestimer la participa*tion de Bani Sadr aux erreurs,* déviations et perversions du régime actuel, aussi bien dans le domaine politique qu'économique ? Peut-être serait-il injuste de lui en tenir entièrement rigueur en raison des limites constitutionnelles qui frei*naient son autorité et de l'érosion* constante de son pouvoir, d'autant plus qu'il s'est élevé courageusement et à plusieurs reprises contre les exactions des mollahs, les exécutions sommaires, l'absence de liberté d'expression, l'hégémonie des « *religieux fascistes* » *et leur carence* politique. Cependant, ces protestations, du moins jusqu'à sa chute, ne visaient que la forme et ne touchaient nullement la structure du régime.

Les déboires des libéraux

La disgrâce du chef de l'Etat a été le résultat d'un conflit social beau*coup plus profond et plus soutenu* qu'en apparence : la frustration de certaines catégories, de la bourgeoisie « libérale » et du Bazar, qui cherchaient vainement une occasion de rupture avec le régime. Cette catégorie de mécontents suppor*taient de plus en plus mal le gouver*nement de l'iman et qui n'ayant *aucun intérêt à rejoindre l'opposi*tion monarchiste, a trouvé, depuis la chute de M. Bani Sadr, une alternative plus « confortable » que celle qu'offraient les nostalgiques de l'ancien régime.

La bourgeoisie « libérale » a été poussée vers l'opposition par plusieurs facteurs :

1) *La confusion et le désordre de la société.*

La multiplication des centres de décision, l'absence d'un gouvernement central capable de contenir l'anarchie et l'interventionnisme *excessif souvent inopiné* du haut clergé chiite dans l'économie et l'Etat n'ont fait qu'accentuer la désagrégation de la société. De plus, l'amenuisement des libertés, la répression de toutes parts, les arrestations, les perquisitions, n'épargnaient pas non plus les « libéraux ».

2) *Le manque d'un projet relançant l'économie libérale.*

La faillite économique va de pair avec la *dégradation* de la situation politique. A la stagnation de l'appa*reil productif et à la montée du* chômage, s'ajoutent l'impuissance et la carence politique des dirigeants. De surcroît, l'établissement d'une économie de guerre a donné l'occasion à l'équipe au pouvoir de dissimuler son immobilisme et ses *insuffisances.*

Ce marasme économique a frappé durement la bourgeoisie du Bazar, qui a perdu beaucoup de ses intérêts, vu la stagnation de la production et de la consommation. Les *fonctionnaires* et les *officiers,* habitués à une vie bourgeoise, ont également vu leur salaires réduits, parfois de plus de la moitié. Les professeurs et les enseignants sont au chômage depuis la fermeture des établissements universitaires.

3) *L'étatisation inattendue.*

Il est vrai que certaines décisions gouvernementales concernant la *nationalisation des banques et des* assurances (juin 1979), des chaînes de montage d'automobiles, des mines, de l'acier, des industries alimentaires (juillet 1979), de l'industrie pharmaceutique, visaient avant tout la grande bourgeoisie *mais elles ont aussi touché la bour*geoisie « libérale ». Cette vague de nationalisations risque d'atteindre le commerce extérieur. Source de richesse de la bourgeoisie du Bazar, il avait été détourné à l'époque du chah par les affairistes et les intermédiaires. Cela avait été à l'origine du grand mécontentement et de la révolte des Bazaris.

En outre, l'exaltation excessive et le déclenchement permanent de l'effervescence populaire au nom de l'islam pour une « *justice sociale* » et une « *égalité islamique* » effraient les nantis. Ainsi, un certain climat de « *haine des riches* » a été propagé *par le clergé radical* au sein de la population. Aux yeux des deshérités, le riche doit prouver l'origine de sa richesse.

Si la petite bourgeoisie *urbaine* et la masse des deshérités, malgré les privations, restent dans l'ensemble favorables à Khomeiny, force est de constater qu'une partie croissante de la bourgeoisie est arrivée à la conclusion qu'elle n'obtiendra rien de ce régime et qu'elle doit prendre ses distances, afin de préparer l'avènement d'une autre société, plus favorable à ses objectifs et à ses intérêts.

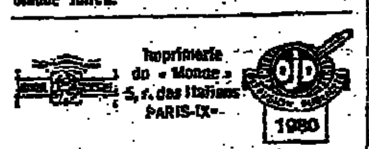
Il n'est pas impossible que la bourgeoisie « libérale » et « modérée », en se faisant passer à nouveau pour le défenseur des revendications *populaires et ethniques, soucieuses* des libertés et de la démocratie, draine la majorité des mécontents et des opposants au régime islamique et, en l'absence d'une organisation populaire solide, prenne la direction de la lutte et présente l'alternative *bourgeoise comme une solution « raisonnable »* et nécessaire pour l'avenir de l'Iran.

Les forces de gauche n'ont pas *caché leur inquiétude à cet égard.* D'ores et déjà, aucune d'entre elles (sauf les Moudjahidin, qui ont conclu un accord tactique avec M. Bani Sadr) ne s'est ralliée à la politique de l'ex-président iranien. Les Fedayin (minoritaires), le Peykar, le *Komaleh (combattants kurdes marxistes-léninistes),* tous hostiles au régime de Khomeiny, considèrent que le président déchu s'est trop compromis avec le régime en place et que son alternative ne serait qu'un prolongement plus « *doux* » de la *République islamique. Mais l'au*dience des groupements de gauche est encore insuffisante pour faire le contrepoids. La chance de la monarchie en exil est aussi mince, sauf au prix d'un coup d'Etat sanglant, en raison de sa faible *assise populaire. Tout montre que* la bataille finale opposera les khomeinistes à ceux qui ont cessé de se réclamer de l'iman.

(*) Auteur du livre *Iran, la révolution inachevée et l'ordre américain.* Editions Anthropos. 1980.

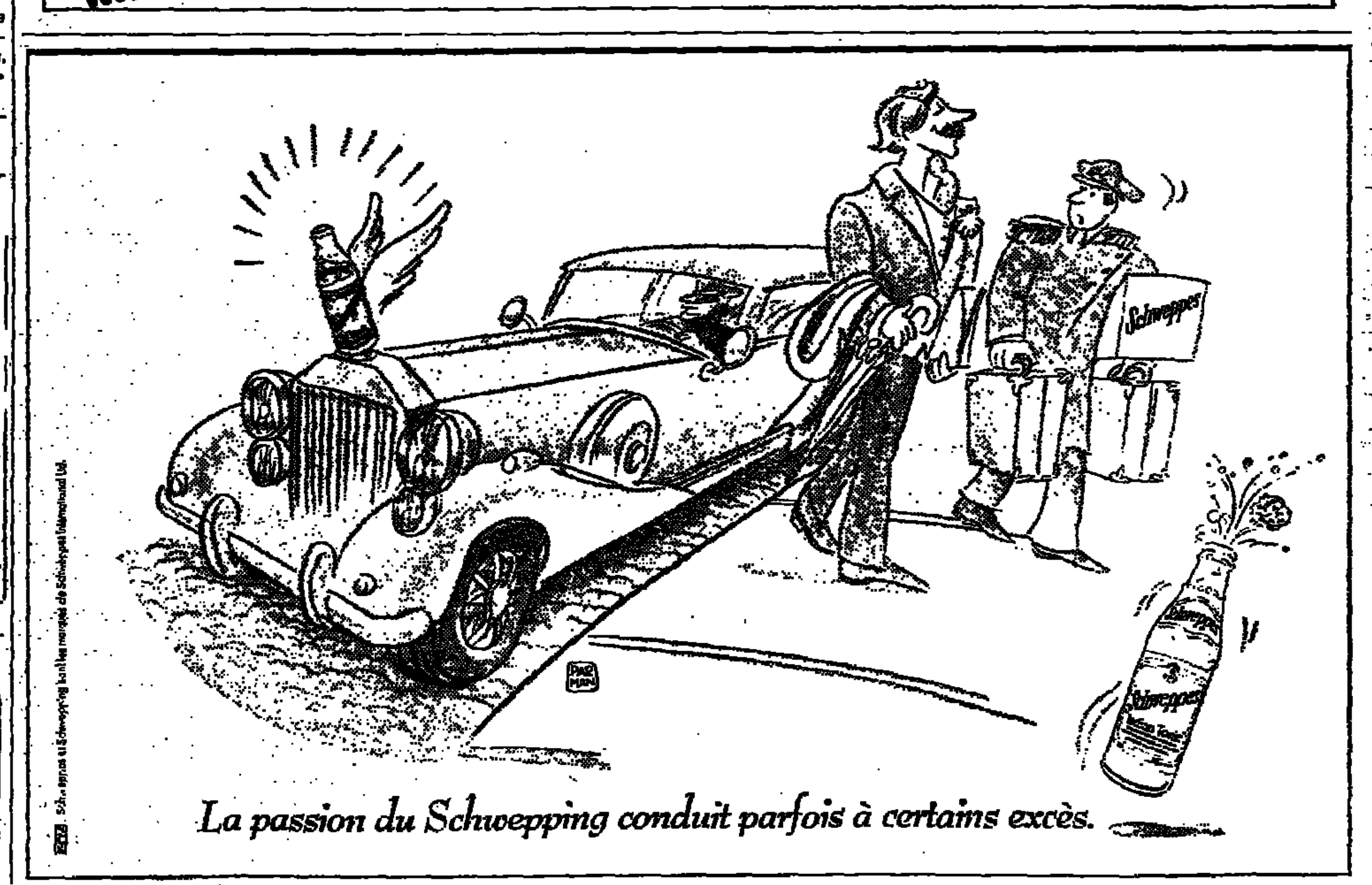
(1) 10 août 1981, discours radiodiffusé.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Claude Julien.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°







EUROPE

R. F. A.

La presse et la police redoutent une flambée de violence

De notre envoyé spécial

Francfort. — Faut-il déjà parler de vague d'attentats, de recrudescence de la violence anti-américaine ? Vingt blessés — dont un général grièvement atteint — au quartier général de l'air à Ramstein (*le Monde* des 1er et 2 septembre), huit voitures incendiées à Wiesbaden sur un parking du quartier habité par les familles des soldats américains et, mardi 2 septembre, des inscriptions violemment hostiles aux Etats-Unis sur les murs de Francfort, où une permanence du parti social-démocrate a été incendiée après avoir été couverte de slogans dénonçant la « *complicité* » des amis du chancelier Schmidt avec le « *militarisme américain* » : la R.F.A. mesure brusquement que la montée du pacifisme et du neutralisme, qui se manifeste dans une partie de sa jeunesse depuis plusieurs mois, est en train de prendre une forme singulièrement plus violente et plus précise que la protestation à laquelle on assistait jusqu'alors, et qui semblait s'exercer « tous azimuts ».

De nombreux commentaires de presse témoignent de cette inquiétude, à laquelle s'en ajoute une autre : celle d'assister aux prémices d'un nouveau déferlement de l'action terroriste. Plusieurs quotidiens de Francfort, d'horizons politiques divers, se posent la question. La hantise *d'un retour en force de la Fraction* armée rouge et des groupes qui militent dans sa mouvance est restée vivace outre-Rhin. Même si, depuis quatre ans — très exactement depuis l'échec de la prise d'otages de Mogadiscio, le 18 octobre 1977, et le triple suicide controversé de Stammheim, qui devait lui faire suite, — ces organisations paraissaient défaites et réduites au silence.

Certes, les attentats qui ont été organisés depuis dimanche n'ont pas provoqué de mort, encore qu'il s'en soit fallu de très peu à Ramstein, où un deuxième engin, désamorcé de justesse, aurait dû faire explosion à l'heure de l'ouverture des bureaux. *Mais à Francfort* certaines des inscriptions sur les murs de la ville (même si la capitale financière de la République fédérale offrait mardi un visage assez serein), *notamment celles qui ont* été badigeonnées sur le local régional du S.P.D. incendié dans la matinée, se réclamant explicitement de la Fraction armée rouge. « *Ramstein, un exemple à suivre* », « *A bas l'impérialisme U.S.* », « *Les camps de concentration en 1933, les euro-missiles en 1981* », « *La Fraction armée rouge est vivante* », pouvait-*on lire mardi en lettres rouges sur* les murs de Francfort.

L'inspiration est-elle à l'Est ?

Les milieux de la police semblent *exclure l'hypothèse, un instant* avancée, d'une provocation de l'extrême droite. Ils redoutent plutôt d'assister dans les semaines qui viennent à un regain de l'agitation d'extrême gauche, voire du terrorisme pur et simple. Encore ce type d'opérations n'est-il précisément, aux yeux de beaucoup d'Allemands de l'Ouest, *ni* pur ni simple. On souligne volontiers en R.F.A. que ces nouvelles manifestations anti-américaines ont lieu à un moment où la R.D.A. — que certains ici n'ont pas hésité à accuser *de soutenir en sous-main* et de financer les mouvements terroristes en R.F.A. — relaie d'une façon particulièrement active la campagne soviétique contre le redéploiement des euro-missiles de l'OTAN en Allemagne de l'Ouest, d'une part, et contre les récentes déclarations du président Reagan sur la bombe à neutrons, d'autre part.

Les prochains *jours devraient* permettre de mesurer s'il s'agit d'une flambée sporadique ou si, en plus des difficultés *auxquelles* elle se *trouve actuellement confrontée* (notamment sur le terrain budgétaire), la coalition socialiste et libérale au pouvoir à Bonn va devoir faire face à une véritable *offensive* des organisations terroristes contre les « alliances à l'Ouest » de la R.F.A.

Les forces américaines en République fédérale, qui comptent près de deux cent cinquante mille hommes cantonnés dans plusieurs centaines de bases et de casernes, seraient, en effet, assez faciles à harceler, *paradoxalement*, par de petits groupes décidés à s'attaquer à des personnes isolées ou à des installations dont la protection, dans un pays considéré comme ami par excellence, n'est qu'assez médiocrement assurée.

BERNARD BRIGOULEIX.

L'échange de l'espion Günter Guillaume serait envisagé

De notre correspondant

Bonn. — Comment s'en débarrasser ? Telle est la question *posée au gouvernement de Bonn* à propos de Günter Guillaume, l'espion qui a changé le cours de la République fédérale. Lorsque, en 1973, on s'est aperçu que le conseiller le plus proche et l'ami personnel du chancelier fédéral était un agent de la R.D.A., M. Willy Brandt fut, en dépit de l'indéniable popularité dont il jouissait alors, contraint de quitter la tête du gouvernement.

L'année suivante, Guillaume fut condamné à treize ans de prison. Depuis lors, les porte-parole officiels n'ont jamais cessé de dire que, dans ce cas particulièrement grave, il ne saurait être question d'échanger l'espion est-allemand contre des prisonniers détenus en R.D.A. Ces derniers temps, toutefois, les rumeurs se multiplient, suggérant que Guillaume pourrait bientôt quitter la prison de Rheinbach, près de Bonn, où il est détenu. Ce printemps déjà, son épouse, Christel, ayant accompli la majeure partie de sa peine, avait pu rejoindre Berlin-Est. Quant à Guillaume lui-même, les autorités ne démentent plus un marchandage possible, mais se réfugient pour l'instant dans un silence équivoque.

Dans cette affaire, les responsables doivent, bien entendu, prendre en considération les sentiments de l'ancien chancelier Willy Brandt. Celui-ci, pour *autant que l'on sache, n'a jamais* voulu entendre parler d'un geste quelconque en faveur de l'homme qui l'a trahi. A présent, toutefois, le bruit court que le président du S.P.D. ne serait plus aussi catégoriquement hostile à une transaction, qui rendrait aussi la liberté à un nombre indéterminé de citoyens se trouvant dans les geôles est-allemandes.

Le danger politique tout à fait évident est que Berlin-Est pourrait célébrer Günter Guillaume lors de son retour comme un héros du régime socialiste. Plus inquiétant encore est le fait que *l'ancien* homme de confiance du chancelier fédéral se trouverait sans doute en mesure de faire bien des révélations embarrassantes à propos du gouvernement Brandt, dont il a connu la plupart des secrets. Encore l'impression prévaut-elle à Bonn que, *en ce moment, le camp oriental* ne voudrait pas mettre le président de l'Internationale socialiste en difficulté. Son attitude dans les controverses sur le réarmement nucléaire et sur l'ensemble des relations entre l'Est et l'Ouest est nettement plus souple que celle du chancelier Schmidt.

Le véritable conflit met en présence ceux qui veulent maintenir Guillaume en prison à titre d'exemple ; il s'agirait de démontrer que les espions est-allemands ne peuvent pas, grâce à des échanges de prisonniers, compter automatiquement sur une libération rapide lorsqu'ils sont arrêtés. A cette thèse s'oppose une argumentation tout aussi empreinte de cynisme ; à la fin de 1982, Guillaume aura accompli les deux tiers de sa peine, ce qui devrait, selon la pratique ouest-allemande, lui valoir une libération anticipée. Aussi serait-il urgent d'envisager un marché avec Berlin-Est avant que l'espion ne perde sa « *valeur d'échange* ».

JEAN WETZ.

Ancien ministre de Hitler, Albert Speer est mort à Londres

Albert Speer, ministre de l'armement et architecte d'Adolf Hitler, est mort à Londres le 1er septembre, à 19 h. 30, des suites d'une hémorragie cérébrale qui l'avait frappé dans l'après-midi. Il avait commencé, dans la matinée, les enregistrements d'entretiens pour la B.B.C. Son décès a eu lieu à l'hôpital St Mary.

« Responsable, mais non coupable »

Avant l'homme, il faut évoquer le ministre, celui qui, ayant reçu le portefeuille de l'armement en février 1942, dans le Reich en guerre, parvint à tripler la capacité de production de l'industrie allemande en deux ans et demi, alors même que les vagues de bombardements alliés sur les usines croissaient dans la même proportion. Celui qui s'est targué d'avoir, de ce fait, prolongé la guerre de deux ans.

Bref, le technicien de génie, le premier d'une caste qu'on a, depuis lors, vu proliférer en tous pays, sous tous les régimes, broyer les hommes en toute pureté d'âme, poussant l'élégance, sinon la désinvolture, jusqu'à se reconnaître « responsable, mais non coupable », uniquement voué au service de l'Etat et aveugle sur son idéologie. Le technocrate, celui qui n'a jamais pensé que la réussite de sa mission passait par des millions de morts, de soldats tués, d'adolescents fusillés, de juifs exterminés, d'opposants liquidés en Sibérie.

Albert Speer, il est vrai, a porté à son comble une telle réussite puisque, ayant été le personnage le plus puissant du Reich après Hitler, il a survécu et analysé longuement les rapports de la responsabilité et de la culpabilité. C'était un grand bourgeois du pays de Bade, descendant d'une dynastie d'architectes de Mannheim, où il naquit en 1905. Un traditionaliste appuyé sur l'ordre social voulu par Dieu. Il devint architecte à Berlin en 1927 et, sous l'influence des analyses de Spengler sur le déclin de l'Occident, entra au parti nazi en janvier 1931.

Il y fit carrière avec son propre métier, non pas comme militant. Dès la prise de pouvoir par Hitler en 1933, Speer fut chargé de bâtir des édifices officiels. Il entra en contact avec Hitler, qui lui confia l'édification de la chancellerie. « J'avais trouvé mon Méphistophélès », dira-t-il. Or l'architecte raté qu'était Hitler se prit d'une passion réelle pour celui qui, à vingt-huit ans, développait son ambition artistique dans les voies dont il avait rêvé. En fait, Speer, que ses goûts personnels portaient plutôt vers le Bauhaus, s'orienta vers ceux de Hitler, vers le néo-classicisme. Dans les mises en scène spectaculaires des congrès de Nuremberg, il montra le génie de la psychologie des masses et le sens des formes où s'embrasait ce qui vibrait de sacré dans la mythologie hitlérienne. De Berlin, il fera la plus grandiose des capitales mondiales. Jusqu'en 1942 il en dressa les plans.

L'hiver 1942 survint la mort de Fritz Todt, ministre de l'armement. A trente-six ans, Speer le remplaça, puis, en septembre 1944, il se fit confier le contrôle de toute la politique industrielle et de l'économie de guerre. Il avait le pouvoir de court-circuiter tous les responsables, ne rendait de comptes qu'à Hitler, alors même qu'il savait la guerre perdue.

Dans l'hiver 1944-1945, il envisagea la suite et la fin : comment assassiner Hitler ? Il pensa au gaz. Il sabota les ordres de destruction du potentiel industriel des territoires occupés. Il alla enfin vivre les derniers jours de Hitler, y assistant plutôt qu'y participant, dans l'abri de la chancellerie à Berlin.

C'est alors que Hitler lui donna sa chance, en ne le faisant pas exécuter pour défaitisme. Speer rejoignit le gouvernement formé à Flensbourg par le grand amiral Doenitz, après la mort de Hitler, comme il aurait probablement rejoint les conjurés du 20 juillet 1944 s'ils avaient réussi l'attentat contre Hitler. N'avaient-ils pas prévu de l'y associer ?

Traduit devant le tribunal international de Nuremberg, parmi les vingt-quatre principaux criminels de guerre, Speer fut condamné à vingt ans de prison, le 1er octobre 1946, pour avoir participé à l'exploitation des travailleurs forcés et des prisonniers de guerre. De cela, il fit une expérience théorique d'analyse du IIIe Reich, admettant sa responsabilité avec un sang-froid constant, mais sans forfanterie non plus.

Libéré en 1966 au terme de sa peine, Albert Speer publia ses souvenirs, son journal de prison et, récemment, une étude sur l'organisation de l'état SS. Il se prêta volontiers aux interviews, déplorant d'avoir été « spolié » par Hitler de sa véritable vocation d'architecte.

Fasciné par Hitler, soumis à son « magnétisme », enivré par le pouvoir, Speer a dit tout cela avec complaisance. Il n'a qu'à peine dissimulé l'autre forme de complaisance qu'il apporta à se regarder accomplissant un tel itinéraire. Sans doute eût-il préféré que sa nécrologie fût celle d'un théoricien de l'esthétique. Mais il faudra du temps pour qu'on compare sa conception du néo-classicisme à celle de Winckelmann ou de Carl-Philip Moritz.

JACQUES NOBÉCOURT.

Italie

Les nouvelles mesures de clémence en faveur des terroristes repentis suscitent des réserves dans les milieux judiciaires

De notre correspondant

Rome. — Les nouvelles mesures de clémence en faveur des terroristes « repentis » contenues dans le projet de loi mis au point par le gouvernement italien le 28 août ont suscité un certain nombre de réserves et de critiques dans les milieux judiciaires.

Pour la quasi-totalité des forces politiques, ainsi que pour le ministère de l'intérieur et celui de la justice, l'essentiel est d'encourager de nouveaux terroristes à collaborer avec les enquêteurs et à devenir des témoins à charge contre leurs ex-camarades. Pour la première fois, il a été prévu de ne pas sanctionner pénalement ceux qui ont simplement participé à une « bande armée » sans commettre d'autres graves délits et ont ensuite décidé simplement de se dissocier de leur ancien groupe terroriste.

En offrant ce « chemin de retour » aux sympathisants ou complices du terrorisme, le gouvernement espère accroître encore l'isolement et la crise interne des groupes armés. Ainsi les marginaux de la lutte armée échapperont-ils à la détention préventive et au risque de tomber sous la coupe des organisations terroristes qui au sein du monde carcéral se sont structurées en véritable pouvoir parallèle.

Si cet aspect politique du projet de loi a été jugé très favorablement, les mesures de clémence prévue pour les terroristes proprement dits qui acceptent d'accuser leurs anciens complices ont suscité plus de réserve. Depuis le décret Cossiga de décembre 1979 qui offrait les *premières réductions de peine pour* les « repentis », certains magistrats, notamment à Magistratura démocratica (le syndicat de gauche de la magistrature italienne) s'inquiétaient de la fiabilité de dépositions dictées par un évident intérêt personnel. Les « repentis » sont actuellement en Italie entre deux cents et trois cents. Ils ont permis aux forces de l'ordre de porter des coups importants aux groupes terroristes mais un magistrat tel que M. Salvatore Senese, dirigeant de Magistratura démocratica, et actuellement membre du Conseil supérieur de la *magistrature, se demande si « ces dépositions, au lieu d'être corroborées par des éléments objectifs extérieurs ne sont pas devenues en elles-mêmes désormais des preuves définitives et ne déterminent pas de longues et injustifiées détentions préventives* ».

Encore plus ambiguë a été jugée l'éventualité, dans des cas d'« *exceptionnel intérêt* », de voir des terroristes « repentis » de premier plan remis en liberté avant même le déroulement du procès. M. Guido Neppi Modona, juriste communiste, très favorable pourtant aux encouragements à l'égard des terroristes « repentis », s'inquiète « *de ces procès sans contradicteur, sans débat entre accusés et accusateurs* » et de voir « *les raisons de la clémence à l'égard des terroristes importants échapper ainsi à tout contrôle de l'opinion publique* ».

La nouvelle stratégie des Brigades rouges

Les Brigades rouges ont, comme chaque année, respecté la trêve estivale. Mais, afin de faire face à la « campagne d'automne » qu'elles ont d'ores et déjà annoncée, le responsable de la police italienne, M. Rinaldo Coronas, a tenu une réunion à Turin le 24 août avec les préfets et les principaux responsables des forces de l'ordre de la région du Piémont. Dans leur communiqué numéro seize — qu'elles avaient laissé le 3 août dernier à côté du corps criblé de balles de M. Roberto Peci, frère de l'ex-responsable turinois du groupe terroriste, devenu depuis le grand accusateur de ses anciens camarades, les Brigades rouges affirmaient que leurs « *campagnes* » de la rentrée « *ne sont ni ne peuvent être un acte unique et isolé. Elles doivent avoir un rythme se développant sur une période prolongée* ». Elles ajoutent, menaçantes et explicites, que la « *campagne d'automne ne peut pas ne pas avoir un point de majeure concentration à la FIAT* ».

Des moyens accrus pour les forces de l'ordre

Ces menaces ont été prises d'autant plus au sérieux par les responsables des forces de l'ordre que les Brigades rouges, malgré les cent quatre-vingt-dix-sept arrestations effectuées pendant l'hiver 1980, notamment à Turin et à Gênes, grâce à la collaboration de terroristes « repentis » et à la mise sous les verrous, le 6 avril 1981, de l'un de leurs principaux organisateurs, Mario Moretti, se sont montrées capables d'effectuer coup sur coup, entre avril et juin derniers, quatre enlèvements et de réaliser une demi-douzaine de fructueux hold-up pour se financer. S'agissait-il, comme l'estiment certains observateurs, d'un ultime et lugubre baroud d'honneur des Brigades et d'une tentative de démontrer, en jetant leurs dernières forces dans la bataille, qu'elles existent encore ?

De nombreux magistrats et responsables des forces de l'ordre engagés dans la lutte contre le terrorisme, plus pessimistes, pensent en revanche que le groupe terroriste s'est réorganisé. Certaines « colonnes » comme celle *de Rome, qui effectua en dé*cembre dernier l'enlèvement du juge D'Urso, sont restées intactes. D'autres « colonnes », entrées en « dissidence », comme celle de Milan, et accusées par la direction stratégique du groupe terroriste de « militarisme excessif », ont fait taire leurs divergences.

Les Brigades rouges paraissent non seulement avoir été à même de récupérer dans leurs rangs les restes de groupes rivaux totalement démantelés, comme Prima Linea, mais aussi d'avoir formé une véritable « troisième génération » de terroristes en général âgés d'à peine plus de vingt ans. Elles ont annoncé la création d'une nouvelle « colonne » à Bologne, et il semble que celle de Turin, malgré les coups portés par les forces de l'ordre, se soit reconstituée. L'offensive annoncée dans cette dernière ville aura donc aussi valeur de symbole et sera un second banc d'essai de leur nouvelle stratégie et de leur tentative de mordre dans le « social ».

Trois des quatre enlèvements du printemps 1981 — ceux de M. Cirillo, assesseur régional démocrate-chrétien de Naples, et de deux cadres de l'industrie, M. Taliercio (Montedison) et M. Sandrucci (Alfa Romeo) — représentaient, en revanche, une tentative des Brigades rouges de s'insérer dans les luttes ouvrières.

L'autre terrain de lutte des B.R. — celui de l'intimidation aux terroristes repentis, — y compris par des représailles sur leur famille, est jugé tout aussi inquiétant.

Les terroristes hésitants, conscients de l'impasse que représente la lutte armée, accepteront-ils de se « repentir » si leur famille risque d'en subir les conséquences ? Les « repentis » étant près de deux cents, assurer la protection de tous leurs proches risque de poser de sérieux problèmes à des forces de l'ordre déjà surchargées de travail. A court terme, seule sera assurée celle des membres des familles des terroristes repentis jugés les plus importants.

Le gouvernement a par ailleurs décidé, au début du mois dernier de donner plus de moyens aux forces de l'ordre et de débloquer 400 milliards de lires de crédit afin de moderniser le matériel dont elles disposent.

MARC SEMO.

Pays-Bas

SOCIALISTES, CHRÉTIENS-DÉMOCRATES ET NÉO-LIBÉRAUX SONT D'ACCORD POUR FORMER UN GOUVERNEMENT.

La Haye (*A.F.P.*). — La crise gouvernementale ouverte aux Pays-Bas depuis les élections législatives du 26 mai, paraît virtuellement résolue. Les groupes parlementaires, chrétien-démocrate, socialiste et Démocratie 66 (néo-libéraux) ont en effet donné leur accord, mardi 1er septembre, au projet de programme et de répartition des portefeuilles d'une coalition de centre gauche.

La *reine Beatrix devrait* charger de former le gouvernement M. Andreas Van Agt (chrétien-démocrate), premier ministre du cabinet sortant de centre droit (libéraux et chrétiens-démocrates).

Selon le projet de programme approuvé mardi par les trois partis, le gouvernement réduira le déficit budgétaire, renoncera à augmenter les charges fiscales et sociales, et ne prendra cette année aucun engagement en ce qui concerne l'installation des nouvelles fusées nucléaires de l'OTAN aux Pays-Bas.

La nouvelle coalition aura une majorité confortable de 109 sièges sur 150 au Parlement et comptera six ministres chrétiens-démocrates, six ministres socialistes et trois ministres néo-libéraux.

DIPLOMATIE

François Seydoux, ambassadeur de France est décédé

Nous apprenons le décès, le 30 août, de François Seydoux de Clausonne, ambassadeur de France et conseiller d'Etat honoraire.

L'élégance du cœur

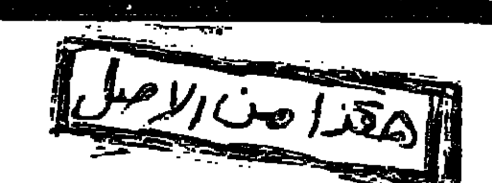
Avec François Seydoux disparaît une des figures les plus attachantes de la diplomatie française de ce siècle. Il n'avait pas seulement le brillant qui, au moins à son époque, était d'usage. La vivacité d'esprit, déjà moins répandue. L'humour, qui se fait rare. C'était un homme de cœur, chez qui l'âge n'avait en rien éteint la capacité d'aimer et d'admirer. Mais ce qui frappait par dessus tout chez ce personnage qui pouvait sembler, à première vue, si papillonnant, c'était l'absence totale de méchanceté et, pour tout dire en peu de mots, l'élégance morale. Il avait, comme bien d'autres, subi son lot d'avanies : jamais on ne l'entendait se plaindre. C'est avec la même discrétion, la même force d'âme, qu'il a fait face, ces temps derniers, à la maladie qui devait l'emporter et dont il savait parfaitement la gravité.

Né dans une famille qui a donné beaucoup de diplomates à la France, de la fameuse « haute société protestante », il avait de qui tenir. Son père, Jacques Seydoux, avait été cloué très jeune dans un fauteuil roulant par des rhumatismes déformants. Il n'en joua pas moins, à la tête de la sous-direction des relations commerciales du Quai d'Orsay, un rôle essentiel dans la définition de la politique française des années 20 à l'égard de la Grande-Bretagne et plus encore de l'Allemagne. De cette Allemagne où François Seydoux était né, en 1905, alors que son père y était secrétaire d'ambassade et qui devait jouer un tel rôle dans sa vie. Lui-même fut trois fois en poste à Berlin, de 1933 à 1936, avant de passer à la direction d'Europe du Quai d'Orsay. Démissionnaire en 1942 de ses fonctions de premier secrétaire à Budapest, membre du bureau d'études clandestin des affaires étrangères, il fut nommé à Bruxelles en 1944, avant d'être affecté au commissariat général pour les affaires allemandes et autrichiennes.

En 1955, il devint ambassadeur en Autriche. En 1958, de Gaulle revenu au pouvoir, il succède à Bonn à Maurice Couve de Murville, camarade de lycée et de service militaire, parpaillot comme lui. Passionné d'Allemagne, mais jamais touché, comme il l'a écrit dans ses Mémoires d'outre-Rhin, *par la « grâce européenne », il fut fasciné et ravi par le développement progressif entre le général et Adenauer d'une connivence qu'il s'employa infatigablement à encourager. C'est à regret qu'il quitta ce poste en 1962 pour représenter la France à l'OTAN, mais il le retrouva trois ans plus tard jusqu'à sa retraite en avril 1970.*

Il n'était pas homme à se satisfaire de l'inactivité. Il devint conseiller d'Etat, membre du conseil d'administration de l'O.R.T.F. et du conseil supérieur de l'A.F.P., président du Comité pour le français langue de l'Europe, chroniqueur diplomatique de la Revue des Deux Mondes. *Outre les* Mémoires d'outre-Rhin, *au titre si bien trouvé, déjà cités, on lui doit un autre livre de souvenirs :* Dans l'intimité franco-allemande, *et, l'an dernier, un spirituel essai sur le « métier de diplomate ». Il avait publié plusieurs articles dans* le Monde. *Gaulliste convaincu, François Seydoux n'avait pas vu sans mélancolie ni inquiétude remises en cause depuis quelques années certaine des bases de la politique à laquelle il avait consacré sa vie.*

A. F.



EUROPE

Espagne

La démission du ministre de la justice risque d'accentuer le glissement à droite du gouvernement

De notre correspondant

Madrid. — La démission surprise du ministre de la justice, M. Francisco Fernandez Ordonez, a brutalement mis fin, le mardi 1er septembre, à la trêve des vacances, semé l'émoi dans la classe politique espagnole et posé un point d'interrogation quant à l'avenir du parti au pouvoir.

Avec M. Ordonez, chef de file de l'aile social-démocrate de l'Union du centre démocratique (U.C.D.), c'est le plus progressiste des « barons » du centrisme espagnol qui s'en va. Sa démission, à quelques jours d'une importante rentrée parlementaire, affaiblit le gouvernement. A plus long terme, elle ne peut qu'accentuer son glissement à droite et le couper de son électorat de centre-gauche, au profit des socialistes.

Le premier ministre, M. Leopoldo Calvo Sotelo, soucieux d'éviter tout semblant de crise, a comblé en toute hâte le trou laissé par son ministre. A peine une fuite avait-elle révélé la démission de celui-ci, dans la nuit de lundi à mardi, que son successeur était nommé : M. Pio Cabanillas, cinquante-huit ans, jusqu'alors ministre à la présidence du gouvernement, lui-même remplacé par M. Matias Rodrigues Inciarte, proche conseiller économique de M. Calvo Sotelo, qui, à trente-trois ans, devient le plus jeune membre du gouvernement.

M. Fernandez Ordonez, âgé de cinquante et un ans, restera dans l'histoire de l'après-franquisme comme l'auteur d'une réforme fiscale et de la loi rétablissant le divorce plus de quarante ans après son abolition par le général Franco.

C'est cette loi, votée en juin dernier, qui a attiré sur M. Fernandez Ordonez les foudres de l'aile démocrate-chrétienne de l'U.C.D. Une partie des sociaux-démocrates appartenant à la majorité centriste avaient en effet voté avec les socialistes pour lui conserver le caractère libéral auquel tenait le ministre de la justice. Certains centristes avaient alors demandé sa démission.

Il a semblé s'incliner devant ces pressions dans sa lettre de démission à M. Calvo Sotelo. Sa décision a coïncidé avec l'examen des premières demandes de divorce par les tribunaux. Elle s'est également produite le jour où le gouvernement demandait aux Cortès de débattre de la candidature de l'Espagne à l'OTAN. Le ministre démissionnaire estimait cette candidature prématurée et paraissait souhaiter, comme les socialistes, qu'elle soit soumise à un référendum.

Le parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.) attribue le départ de M. Fernandez Ordonez au « *glissement à droite et au manque de clarté dans la politique gouvernementale, qui crée l'incertitude et l'incohérence au sein du gouvernement lui-même* ».

L'ancien ministre a indiqué qu'il quittait le gouvernement, mais pas l'U.C.D. Ses amis sociaux-démocrates n'ont pas l'intention de mettre le pouvoir en difficulté au cours du débat parlementaire sur l'OTAN qui devrait avoir lieu dans une vingtaine de jours. Néanmoins, pour se mettre à l'abri d'une surprise similaire à celle du vote secret sur la loi de divorce, cinquante députés centristes ont demandé que le vote qui clôturera ce débat soit public.

(Intérim.)

Portugal

M. Francisco Balsemao a formé un gouvernement qui inclut tous les dirigeants du centre-droit

Lisbonne (*A.F.P.*). — Le premier ministre portugais, M. Francisco *Pinto Balsemao, qui avait* démissionné le 10 août puis avait été chargé par le président de la République de former un nouveau gouvernement, a fait connaître, *le mardi 1er septembre*, la liste de ses ministres. Celle-ci devait être officiellement annoncée, ce mercredi, après un entretien avec le chef de l'Etat, le général Ramalho Eanes.

Pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuelle majorité de centre-droit, il y a bientôt deux ans, les leaders des trois partis de l'Alliance démocratique participeront *ensemble* à un même gouvernement.

En effet, M. Diogo Freitas do Amaral, président du Centre démocratique et social (C.D.S.), reprend les fonctions de vice-premier ministre qu'il avait déjà exercées *dans le premier gouvernement* de l'Alliance démocratique, présidé par M. Francisco Sa Carneiro, *et* il détiendra également le portefeuille de la défense.

De son côté, M. Gonçalo Ribeiro Teles, président du petit parti *populaire monarchiste* (P.P.M.), fera son entrée au gouvernement en tant que ministre d'Etat et ministre de la qualité de la vie.

La présence des trois leaders dans l'exécutif est la conséquence des démarches faites ces derniers temps par M. Pinto Balsemao, qui avait posé comme condition, *pour revenir sur* sa démission du 10 août dernier, un plus grand *engagement de la majorité* au niveau gouvernemental.

La composition du cabinet

Voici la composition du nouveau cabinet :

Vice-premier ministre et ministre de la défense nationale : M. Diogo Freitas do Amaral (C.D.S.) (*) ;

Ministre d'Etat et ministre de la qualité de la vie : M. Gonçalo Ribeiro Teles (P.P.M.) (*) ;

Ministre d'Etat et ministre des finances et du plan : M. Joao Salgueiro (P.S.D.) (*) ;

Ministre adjoint du premier ministre : M. Fernando do Amaral (P.S.D.) (**) ;

Intérieur : M. Angelo Correia (P.S.D.) (*) ;

Affaires étrangères : M. André Gonçalves Pereira (ind.) ;

Justice et réforme administrative : M. José Meneres Pimentel (P.S.D.) ;

Education et Université : M. Vitor Crespo (P.S.D.) ;

Travail : M. Antonio Queiros Martins (P.S.D.) (*) ;

Affaires sociales : M. Luis Barbosa (C.D.S.) (**) ;

Agriculture, commerce et pêche : M. Basilio Horta (C.D.S.) (**) ;

Industrie, énergie et exportation : *M. Ricardo Bayao Horta (C.D.S.)* ;

Culture et coordination scientifique : M. Francisco Lucas Pires (C.D.S.) (*) ;

Habitation, travaux publics et transports : M. José Viana Baptista (P.S.D.).

(*) Nouveau ministre.

(**) Ministre qui change de portefeuille.

P.S.D. : Parti social-démocrate.

C.D.S. : Centre démocratique et social.

P.P.M. : Parti populaire monarchiste.

Ind. : Indépendant.

Pologne

M. Walesa propose de rencontrer M. Jaruzelski pour « dissiper les malentendus »

Varsovie (*A.F.P.*). — La télévision polonaise a diffusé mardi *soir* 1er septembre en différé une déclaration de M. Lech Walesa et de quelques autres dirigeants de Solidarité. Par la *voix de son* président, le syndicat indépendant s'est voulu apaisant en affirmant qu'il ne cherchait ni le pouvoir, ni la confrontation, mais il a insisté *simultanément* sur sa détermination à obtenir un accès aux *mass media* et à instaurer une autogestion authentique, seul moyen de sortir le pays de la *crise*. Il a aussi proposé de rencontrer le chef du gouvernement pour « *dissiper les malentendus* ».

M. Walesa a été on ne peut plus clair dans cette première réponse publique à la virulente campagne menée par le pouvoir contre Solidarité. *Le* syndicat, a-t-il dit, ne cherche pas à prendre le pouvoir, mais à servir la population : « *A un moment donné, voyant que le gouvernement avait perdu la confiance de la société et rejetait sur nous la responsabilité de la situation, nous avons dû changer de cap.* » Ce fut fait non pour paralyser l'économie par des « revendications » à caractère purement syndical — exiger par exemple des gants de protection ou de meilleures conditions d'hygiène, — mais pour « *venir en aide à ses adhérents et à toute la population* ».

« *Les* mass media, *nous n'en avons pas besoin pour des polémiques stériles, mais pour pouvoir mieux nous comprendre, non seulement entre le gouvernement et Solidarité, mais aussi entre adhérents à Solidarité. Le syndicat ne peut permettre à qui que ce soit de monopoliser les* mass media. *Ceux-ci doivent servir à une discussion nationale qui permette de faire comprendre à la population les difficultés de la situation afin de sortir de la crise. Ce n'est ni moi ni la commission nationale de coordination de Solidarité qui allons résoudre les problèmes à la place de l'Etat. Chacun doit y participer quelles que soient ses opinions. Je ne crois pas à la confrontation, je crois à notre sagesse à tous.* »

Puis, M. Walesa a plaidé pour l'autogestion (à laquelle devait être consacré le plénum du comité central du parti convoqué pour ce mercredi 2 septembre), car, dit-il, « *une entreprise véritablement autogérée ne fera pas grève, puisqu'elle nuirait du même coup à ses propres intérêts* ».

Les « redéploiements de main-d'œuvre » auxquels la crise économique va contraindre le pays affecteront d'ici à 1983 quelque 660 000 salariés, dans l'industrie, l'administration et la construction (175 000 dès cette année, 262 000 l'an prochain et 223 000 en 1983), indiquait mardi le quotidien *Zycie Warszawy*, qui qualifia ces chiffres d'« *effrayants* ». De plus, selon le ministre du travail, il faudra procéder « *dans l'avenir le plus proche* » à 180 000 licenciements dans l'industrie, 150 000 dans la *construction* et 60 000 dans les transports.

(Publicité)

Après et avec des luttes parlementaires, dans les institutions internationales, le Manifeste des Prix Nobel, les succès de leurs campagnes, la mobilisation de l'opinion publique, les radicaux passent à la grève illimitée de la faim contre la faim.

LA CONFÉRENCE DE L'ONU CONFIRMERA L'HOLOCAUSTE DU QUART-MONDE SUR L'AUTEL D'UN DÉVELOPPEMENT QUI LUI EST NIÉ ?

La priorité des priorités réside dans la volonté politique : c'est elle qu'il faut organiser et imposer, par une lutte démocratique mais aussi sans concessions pour une vraie alternative. Tout le reste n'est qu'illusoire real-politik d'impuissants et de complices. Assurer que des vivants et non des morts participent au développement : voilà la seule démarche possible et réaliste. L'objectif « fou » de *la grève de la faim de Marco Pannella qui a débuté* le 2 septembre à Paris est « d'assurer la survie, pour un minimum de douze mois, d'au moins un dixième des personnes *qui seraient autrement exterminées* en 1982 ». Il s'en expliquera ce jeudi 3 septembre, à 11 heures, à la salle des conférences de presse de l'UNESCO. Deux mois après leur lancement, aucun gouvernement n'a encore *répondu aux sommations* que *cinquante-quatre* Prix Nobel ont exprimé dans leur Manifeste, mais le Parlement italien a voté 3 milliards de dollars de crédits supplémentaires *A.P.D.*, *le Sénat* belge demande la convocation extraordinaire du Conseil de sécurité de l'ONU pour lutter contre la faim, et dans dix autres Parlements des initiatives *convergentes* sont en cours. Que l'ONU bouge et s'engage. Sa Charte l'exige. Son sort aussi. Tout de suite. Un Nuremberg pour les responsables du nouvel holocauste. Une *conférence qui paraît* avoir déjà renoncé à donner à ses résolutions toute valeur contraignante ne peut plus se réduire à mendier des concessions mineures et sans suite.

TOUTE POLITIQUE DE RENVOI EST EXTERMINATRICE

Un développement réduit à mirage, à mensonge, à alibi, à autel sur lequel on sacrifie le quart-monde : voilà la réalité d'aujourd'hui (et non pas le *risque pour demain*) contre laquelle la conférence doit faire front et agir.

Lorsque les semaines, les mois, les années, les décennies scandent à l'unisson la mise à mort continue de millions d'êtres, toute politique — mais aussi toute idée et tout idéal — de renvoi, d'attente, de résignation, n'est qu'assassine, exterminatrice. A cet égard, toute accusation, toute peur de rhétorique et de démagogie relèvent d'une histoire et d'une culture aux racines et aux fruits sanglants : au nom d'un *projet d'homme*, l'on tue l'homme tel qu'il est. C'est Hitler, c'est Staline aussi, Pol-Pot, ces noms et ces visages que nous donnons à notre propre histoire.

Il ne s'agit pas de mépriser les petits résultats, la capacité à engranger les récoltes, surtout lorsqu'elles sont maigres et qu'il y a famine. Nous nous y attachons depuis toujours et partout. C'est notre lot de militants, de députés, de non-violents. Notre révolution, c'est un millimètre par jour, pourvu que ce soit toujours dans la bonne direction. Mais déranger des milliers de personnes, hommes d'Etat, diplomates, hommes politiques, les plus hautes autorités internationales, des journalistes du monde entier, dépenser pendant des mois l'énergie des fonctionnaires et des experts internationaux, attirer sur soi l'attention du monde, pour ne faire qu'annoncer ce que l'on pouvait dire à l'occasion d'une conférence de presse *ou dans une table ronde*, relève d'un gaspillage et d'une irresponsabilité intolérables. Dès lors, *une politique purement politi*cienne qui en fait ne gouverne rien et sert de couverture à la *logique brutale des choses* risque de primer le vrai. Un structuralisme et un économisme *grossier semblent nous aveugler*. Quand une classe dirigeante pense que l'existence de dizaines *de millions de morts* « ailleurs » est supportable chez soi, elle a déjà importé au cœur *même de son pays ou de son* monde les raisons du désastre.

Qu'un seul homme d'Etat, qu'un seul, montre de le comprendre et mobilise son pouvoir dans la direction que lui indique sa conscience d'homme et que lui indiquent — depuis plusieurs mois maintenant — cinquante-quatre Prix Nobel, qu'il *annonce le salut à des millions* d'hommes qui sont sur le point d'être exterminés, de mourir, qu'il le fasse, et les frontières du possible s'entrouvriront au-delà de l'horizon de mort que nous avons fait tomber si proche de nous, et en nous. Mais il faut que la conférence y contribue, qu'elle l'exige.

Food and Disarmament International.
Emma BONINO, Jean FABRE, Giovanni NEGRI.

C'est aussi ma prière laïque de non-violent, armé d'espoir jusqu'au point d'en *risquer la* vie contre la mort. Je la récite humblement, comme je souhaite qu'on l'écoute. A mesure d'homme, d'ici et du quart-monde.

Marco PANNELLA.

Un Nuremberg contre les responsables du nouvel holocauste

L'article 2 du Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels adopté le 16 décembre 1966 par l'Assemblée générale de l'ONU, et entré en vigueur le 3 janvier 1976, proclame « le droit fondamental de chaque individu à être libéré de la faim ». Ce Pacte reste « lettre morte ». Et nous ne citons là qu'un texte parmi tant d'autres : ce n'est qu'un exemple. L'ONU elle-même semble refuser d'en tirer les conséquences qui s'imposent. Chaque année, des dizaines de millions d'individus exterminés par la faim et la malnutrition meurent donc non seulement du désordre établi, mais aussi et en premier chef du fait que les Etats et pouvoirs internationaux violent de façon flagrante leur droit fondamental.

Nul ne semble s'en soucier. L'on relègue ceux qui le font parmi les « humanitaires » sans force et sans pouvoir, alors qu'en fait ils agissent pour que la légalité soit respectée et affirmée. Juridiquement, il faut se le dire, les Etats et l'ONU sont hors la loi, et leur crime et responsabilité sont aussi et strictement juridiques. Il faut affirmer clairement que les responsabilités dans « l'holocauste » et les exterminations » que dénoncent les 54 Prix Nobel sont, au plan juridique, totales et précises ; le dossier, sur ce plan, est infiniment plus accablant et complet que celui sur lequel on a fondé le procès et les condamnations de Nuremberg. Il en est de même politiquement et moralement : l'horreur nazie n'était en fait que plus évidente, mais seulement à partir du moment où les nazis ont « dérangé » les autres Etats avec la guerre, et où ils ont été battus.

Il serait peut-être intéressant et urgent de trouver les moyens de permettre à l'opinion publique mondiale de connaître la question, et aux hommes d'Etat, aux gouvernements et aux instances de l'ONU d'y voir clair sur leurs propres responsabilités et devoirs.

Le principe de ce procès, ainsi que de la défense de la légalité, du droit fondamental et des droits des personnes qui agonisent aujourd'hui ou seront à l'agonie demain, fait d'ailleurs partie, depuis un an du préambule même au statut du Partito Radicale et des buts de nombreuses autres organisations ou mouvements qui lui sont proches.

POUR QUE L'ONU BOUGE

Le 15 juillet, le Sénat belge a voté à l'unanimité une résolution, explicitement et fortement inspirée par le Manifeste des cinquante-quatre prix Nobel, qui dit notamment :

« Le Sénat engage le gouvernement... à demander immédiatement la convocation du Conseil de sécurité des Nations unies sur le problème de la faim dans le monde comme une menace grave pour la paix et la sécurité internationales. »

La Chambre des députés italienne s'est prononcée dans le même sens. Il s'agit là de décisions d'une portée considérable dont les experts savent quelles suites profondément innovatrices elles peuvent entraîner.

En fait, depuis des années, que ce soit au Parlement italien, au Parlement européen, au Comité paritaire ou à l'Assemblée parlementaire A.C.P.-C.E.E., les radicaux « italiens » et leurs alliés soutiennent la thèse que le Conseil de sécurité de l'ONU peut (et même doit) exercer son autorité — et même faire usage des pouvoirs contraignants dont il dispose — dans le domaine de la lutte contre la faim *dans le monde*, en « invitant » les Etats membres à respecter les engagements qu'ils ont pris (en particulier la résolution 2626 engageant les pays riches à consacrer 0,7 % *de leur P.N.B.* à l'aide publique au développement ; ou encore la nécessité d'interventions d'urgence de longue durée pouvant même comprendre l'usage de forces militaires désarmées, ou toute autre mesure nécessaire pour assurer le droit à l'alimentation consacré par *le pacte* international du 16 décembre 1966). Cette thèse se base sur une interprétation analogique d'un avis de la Cour internationale de justice à propos d'une résolution sur la Namibie. Les articles 24 et 25 de la Charte des Nations unies confèrent, en effet, au Conseil des « pouvoirs résiduels » qui, « en cas de menace grave pour la paix et la sécurité internationales », pourraient permettre d'entreprendre toute initiative adéquate pour assurer ce « droit au développement » que la doctrine juridique reconnaît désormais comme acquis, et même la constitution d'une « force d'intervention militaire » contre la faim et ses alliés.

Toute notre campagne et nos actions ont été jusqu'à présent financées uniquement grâce aux contributions des députés européens radicaux et de quelques militants non violents. Vous informer est nécessaire, mais aussi au-delà de nos moyens financiers.

Aidez-nous. Envoyez votre *contribution au compte n° 063-0286474-68* (Crédit communal de Belgique) à Bruxelles, à l'ordre de Jean Fabre.

AIDEZ-NOUS ! ECRIVEZ-NOUS !

FOOD AND DISARMAMENT INTERNATIONAL c/o SOUS-GROUPE RADICAL CDI PARLEMENT EUROPÉEN - 3, boul. de l'Empereur, 1000 Bruxelles (Belgique) - Tél. 511-61-55

EXTRAITS DU MANIFESTE-APPEL DE 54 PRIX NOBEL

« Nous soussignés... adressons un appel à tous les hommes et à toutes les femmes de bonne volonté, aux puissants et aux humbles, *chacun* d'eux avec ses propres responsabilités, pour que soient *rendus* à la vie des dizaines de millions d'êtres humains que la *faim* et le *sous*-développement font « agoniser », victimes qu'ils *sont du désordre* politique et économique international qui règne *aujourd'hui*... Il *faut* donc une nouvelle volonté politique et une *nouvelle et spécifique* organisation de cette volonté, qui tendent *directement et manifestement* — « et cela avec une priorité *absolue* » — à *surmonter les causes* de cette tragédie et à en conjurer *au plus tôt les effets*.

Il faut :

— qu'une méthode et une procédure adéquates, d'entre celles déjà existantes ou imaginables, soient au plus tôt choisies ou élaborées et mises en œuvre ;

— qu'un ensemble de projets convergents et correspondants à la pluralité des forces des responsabilités et des consciences les rendent effectives ;

— que les plus grandes autorités internationales, les *Etats*, les *peuples*... agissent, s'unissant, ou unis par l'action, avec des objectifs ponctuels, précis et appropriés, pour que soit attaquée, combattue et vaincue, partout où elle sévit, cette mort qui menace, *envahit* et condamne désormais une grande partie de l'humanité...

— que les citoyens et les res*ponsables politiques choisissent et* votent, à leurs niveaux respectifs, *électoraux ou parlementaires*, gouvernementaux ou internationaux, de *nouvelles lois*, *de nouveaux* budgets, de nouveaux projets et de nouvelles *initiatives qui soient* immédiatement mis en œuvre pour sauver *des milliards d'hommes* de la malnutrition et du sous-développement, et de la *mort de faim* des centaines de millions d'êtres, à chaque nouvelle *génération*...

Si ceux qui sont sans pouvoir et *sans armes* ne se *résignent pas* à rester passifs, si, de plus en plus nombreux, ils *proclament* qu'ils n'obéiront plus qu'à une seule loi, celle, fondamentale, des droits de l'homme et des peuples, loi qui est en premier lieu Droit et droit à la vie ; si ceux qui sont sans pouvoir et *sans violence* s'organisent, utilisant leurs rares mais durables armes — celles de la démocratie politique et les grandes actions non violentes gandhiennes — se proposant et imposant des choix et des objectifs chaque fois limités *et* adéquats, si cela se produisait il est certain que notre ère ne serait plus celle de la catastrophe... »

MM. et Mmes.

Vincente Aleixandre, Hannes Alfven, Philip Anderson, Christian Anfinsen, Kenneth Arrow, Julius Axelrod, Samuel Beckett, Baruj Benacerraf, Heinrich Boll, Norman Ernest Borlaug, Owen Chamberlain, Mairead Corrigan, André Cournand, Jean Dausset, John Carew Eccles, Odysseus Elytis, Ernst Otto Fischer, Roger Guillemin, Odd Hassel †, Gerhard Herzberg, Robert Hofstadter, François Jacob, Brian Josephson, Alfred Kastler, Polykarp Kusch, Salvador Luria, André Lwoff, Sean Mac Bride, Czeslaw Milosz, Eugenio Montale, Nevill Mott, Gunnar Myrdal, Daniel Nathans, Philip Noel-Baker, Adolfo Perez Esquivel, Rodney Robert Porter, Ilya Prigogine, Isidor Isaac Rabi, Martin Ryle, Anwar El Sadat, Abdus Salam, Frederik Sanger, Albert Szent-Gyorgyi, Hugo Theorell, Jan Tinbergen, Ulf Von Euler, George Wald, James Dewey Watson, Patrick White, Maurice Wilkins, Betty Williams, Charles Hard Townes, Lawrence R. Klein.

M. JOSSELIN EXPLIQUE QUE LE GROUPE SOCIALISTE DOIT ÊTRE LE « GARDIEN DU CHANGEMENT »

Au cours de la première des quatre réunions de travail qu'ils tiennent, mercredi 2 et jeudi 3 septembre, à l'Assemblée nationale, les parlementaires socialistes ont évoqué, mercredi matin, l'harmonisation des relations entre le parti, le groupe socialiste et le gouvernement, *« pour se prémunir contre tout dérapage éventuel »*, a précisé M. Claude Estier, porte-parole du groupe, député de Paris. M. Estier a souligné que les élus *« ont l'impression d'être tenus pour responsables de ce que fait le gouvernement. Aussi souhaitent-ils être tenus au courant »* et ne pas apprendre les décisions gouvernementales par la presse. Afin de faire coexister ce « trépied » (parti-gouvernement-groupe), un organe de coordination qui pourrait être le bureau du groupe devrait être mis en place.

Les députés socialistes ont décidé la création de deux groupes de travail (l'un sur l'énergie, l'autre sur les nationalisations). M. Estier a également indiqué que des séances préparatoires à la technique de la discussion budgétaire seront organisées.

Après avoir entendu M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice, sur le projet abolissant la peine de mort, les parlementaires doivent examiner les amendements aux titres III et IV du projet de loi sur la décentralisation en présence de M. Gaston Defferre, ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Jeudi après-midi sont prévues les auditions de M. Laurent Fabius, ministre du budget, et de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'État, ministre de la recherche et de la technologie.

M. Josselin (P.S., Côtes-du-Nord) estime, dans *le Quotidien de Paris* du 2 septembre, que les discussions doivent permettre de faire le point sur les rapports entre le gouvernement et les députés socialistes.

Il affirme : *« Il nous faut tenir compte des impératifs de la gestion des affaires publiques. Mais l'opinion est fondée à s'interroger sur une certaine marge qui existe entre les déclarations gouvernementales, parfois contradictoires entre elles, et les engagements pris pendant la campagne électorale. Faire le point est aussi nécessaire parce que chaque ministre court le risque d'un certain enfermement dans l'action quotidienne de son ministère. »*

Après avoir affirmé que le texte de loi sur la décentralisation doit *« aller plus loin »* pour la région et souhaité qu'*« un pouvoir économique accru lui soit donné »*, M. Josselin rappelle que la réduction à six mois du service militaire *« fait partie des engagements pris »*.

M. Charles Josselin ajoute : *« Dans l'intérêt bien compris de François Mitterrand, il est utile que le groupe pousse de son côté pour que les objectifs fixés soient atteints. Nous sommes bien placés pour sentir ce que les gens attendent et pour expliquer ensuite sur le terrain pourquoi on s'en est tenu à telle ou telle mesure. Nous devons jouer tout notre rôle. Et je crois que le groupe doit être le « gardien du changement. »*

M. PIQUET APPELLE LES COMMUNISTES A LA DISCUSSION DU RAPPORT DE M. MARCHAIS

M. René Piquet, membre du bureau politique du P.C.F., appelle au nom du comité central, les communistes à discuter *« plutôt deux fois qu'une »*, en vue de la préparation du XXIVe congrès du parti communiste, prévu fin janvier-début février 1982, du rapport fait par M. Georges Marchais lors du comité central des 25 et 26 juin dernier (*le Monde* daté 27-28 juin).

Dans *l'Humanité* du 1er septembre, M. Piquet relève : *« Nous passons en quelques semaines d'un règne sans partage de la droite, d'une situation de rupture des forces de gauche alors dans l'opposition à l'existence d'un gouvernement socialiste à participation communiste au moment même où le parti communiste enregistre un net recul de son influence électorale (...) Une telle situation (...) ne peut que faire naître de nombreuses et diverses interrogations (...) La question, l'interrogation, ne sont jamais le signe avant-coureur de je ne sais quelle maladie contagieuse. »*

M. Piquet poursuit : *« Rien n'est plus urgent, pour les cadres et organisateurs du parti que de créer pour tous les communistes les conditions les meilleures de leur participation effective à l'analyse du rapport de Georges Marchais. »*

POINT DE VUE

Les cent jours de l'ex-majorité

II. — Ce qui va se passer

par

JEAN-FRANÇOIS DENIAU

Après avoir réfléchi sur les causes profondes des mutations politiques d'avril-mai et de juin (« le Monde » du 2 septembre), M. Jean-François Deniau, ancien ministre, qui fut le principal responsable de la campagne électorale de M. Giscard d'Estaing, s'interroge sur les premières initiatives du « pouvoir socialiste » et sur ses chances de durée.

François Mitterrand est donc élu par 51,75 % des suffrages exprimés. A ce stade, il n'y a encore ni raz de marée, ni euphorie, ni état de grâce. Mais, pour reprendre l'excellente métaphore de Noël-Jean Bergeroux, dès que le barrage-voûte dont le président était la clef est rompu, le flot sociologique et politique qui s'était accumulé s'engouffre (1). Ce qui montre entre autres l'absurdité de la thèse du « recours » qui tendait à faire croire que, Giscard d'Estaing étant éliminé, les Français, affolés d'avoir mis en place Mitterrand, voteraient massivement pour la droite aux élections législatives suivantes.

Au contraire, le mouvement va accélérer le mouvement. Dans une *circonscription du Cher*, 52 % des électeurs avaient voté Mitterrand au second tour. Quinze jours après, ils déclarent à 57 % être satisfaits de cette élection. La *victoire a donc apporté* à la victoire déjà 5 points. Il ne s'agit pas seulement d'opportunistes mais de cette catégorie de légitimistes qui considèrent que, puisque le *suffrage universel a changé* le président, le suffrage universel avait raison. Il s'agit aussi du groupe dit de « recentrage », qui peut désormais exprimer plus largement en faveur de la gauche son large désir d'un changement et son besoin conservateur de certitude ou de sécurité.

De tous les arguments que peut utiliser l'ancienne majorité dans la campagne des législatives qui s'ouvre, aucun ne prend. L'idée qu'il ne faut pas donner tous les *pouvoirs au même mouvement* politique est récusée par la logique même des institutions de la Ve République, que les Français ont peut-être mis vingt ans à comprendre mais qui est désormais un fait acquis. Le parti communiste ne fait plus peur ; la présence éventuelle de ministres communistes dans le gouvernement, soit est négligée comme peu vraisemblable, soit admise comme une conséquence naturelle de la victoire de la gauche. Mitterrand lui-même est largement crédité du fait qu'il a ramené le P.C. à un rang secondaire.

Quant aux conséquences d'un programme socialiste tout à fait *marxiste*, là *aussi les craintes ne* jouent pas. Il y a une majorité de réponses positives sur la bureaucratie, le régime de la propriété, les droits de succession, le niveau des impôts et des charges sociales, la liberté de l'entreprise et celle de l'enseignement elle-même, en ce qui concerne les *effets* favorables attendus par chacun. Certes, parmi les professions libérales, les agriculteurs, les commerçants *et* artisans, les P.M.E., certains qui avaient voté Chirac au premier tour et Mitterrand au second reviennent vers l'ancienne majorité. Mais leurs clients, leurs employés, leurs voisins, ceux-là ne reviennent pas et voteront socialiste. Le rejet du régime précédent ce n'est pas le 10 mai, c'est après, c'est en juin qu'il se produit, et à l'égard de l'ensemble de l'ex-majorité. Parce qu'il y a aussi désormais un vrai et profond mouvement populaire d'espoir et de confiance. Les présidentielles se sont passées dans un étrange climat de lassitude, un mai 68 mou ; les législatives, dans une ambiance de 1936 tranquille.

Les premières mesures prises par le pouvoir ne troublent pas profondément l'euphorie, qu'il s'agisse du remplacement en quelques semaines de toutes les *têtes à la radio et* à la *télévision* (les Français considérant volontiers que tout gouvernement ayant toujours eu à sa disposition radio et télévision, alors...) ou de la valse de la moitié des *recteurs* d'académie et de celle de la moitié des préfets. Les revirements ou contradictions des ministres sur la politique nucléaire et militaire, sur le statut des réfugiés politiques, sur les ventes d'armes, ne frappent que quelques spécialistes ou paraissent relever du flottement normal de toute installation nouvelle. L'isolement de la France à la conférence européenne de Luxembourg, l'isolement de la France sur les conséquences économiques *et* sociales à tirer de la conférence d'Ottawa, sont des sujets pour les chancelleries. Seules, l'augmentation du « super » à plus de 4 F et les manifestations *traditionnelles* des producteurs de vin et fruits et légumes font apparaître qu'il y a des problèmes réels que les incantations et les votes ne suffisent pas à régler. *Mais* cela peut être encore pris pour des séquelles du régime précédent.

Mitterrand disait pendant la campagne : *« On verra »*. Les Français lui ont donné tous pouvoirs pour « faire voir », et peuvent partir en vacances la conscience en paix. Mais une fois passé le temps des vacances, une fois passée la période où il est possible de dire en étant raisonnablement crédible que c'est la faute aux autres, l'euphorie risque *de ne pas durer*. Et la déception risque d'être à la mesure de l'espoir considérable qui avait été créé.

Les promesses

Je parle des engagements sérieux et non pas de ce *« droit à la paresse »* mentionné page 142 dans le texte officiel du *Projet socialiste*... Le général de Gaulle, à qui on parlait un jour de programme, en avait refusé l'idée en répondant qu'il fallait, quand on était obligé de passer aux réalisations, *« soit tromper l'électeur, soit tromper l'intérêt du pays »*. Pendant sa campagne, Giscard d'Estaing a évité les promesses démagogiques parce que ce n'est pas son tempérament et parce que, s'il restait au pouvoir, il ne *voulait pas avoir à se dédire*. Les socialistes vont d'abord devoir faire face, comme tout candidat élu, à leurs propres promesses.

Un proverbe mauritanien, qui d'ailleurs assez étrangement est aussi berrichon, dit *« qu'il est bien pauvre celui qui ne peut même pas promettre »*. Reconnaissons que le parti socialiste, de ce point de vue, a été plutôt riche. Il va falloir désormais payer ou décevoir.

C'est déjà fait pour les écologistes, dont la pétition avait été signée avant les élections par les plus grands noms du parti socialiste, Mitterrand en tête. Un mauvais compromis porte atteinte aux intérêts français à long terme sans satisfaire aux revendications des antinucléaires, et on verra à la télévision M. Brice Lalonde dégagé de force par les C.R.S.

On dira qu'il ne s'agissait pas d'un engagement formel. Prenons alors les « cent dix propositions pour la France » adoptées par le P.S. en même temps que Mitterrand est choisi comme candidat.

Il est promis un programme immédiat « de grands travaux publics, de construction de logements sociaux et d'équipements *collectifs (proposition n° 16)* ; la réduction de la durée du travail à trente-cinq heures (proposition n° 23 : l'encouragement de l'épargne par l'indexation sur les prix *(proposition n° 26)* ; la suppression de la T.V.A., ramenée au taux zéro pour les produits de première *nécessité (proposition n° 32)* », etc. Certes, la négociation pour la réduction de la durée du travail s'est engagée, et je suis pour, je l'ai écrit dans le programme européen de *l'U.D.F.* Mais, comme je l'avais précisé à l'époque, les résultats ne peuvent être que très progressifs, et seulement dans un cadre européen pour lequel M. Mitterrand n'a certainement pas pris à Luxembourg la meilleure approche. Quant aux autres propositions, l'opinion risque aussi d'avoir à patienter.

La proposition n° 60, chère aux syndicats et qui donne le droit de veto aux comités d'entreprise sur l'embauche et le licenciement, sera-t-elle appliquée alors que les chefs d'entreprise y sont résolument allergiques notamment dans les P.M.E., qui assurent la base de notre économie *et de notre emploi* ? Et la proposition n° 72 de création prioritaire de trois cent mille places de crèche supplémentaires ? Et la proposition n° 80, agréable aux belles âmes comme aux stratèges électoraux, de droit de vote aux municipales pour les travailleurs immigrés ? Et la proposition n° 105 de *réduction du service militaire* à six mois ? Je ne parle pas de la proposition n° 106, « cohésion accrue de l'Europe », qui dans le style péremptoire est une *manière de petit chef-d'œuvre*.

Nous savons déjà aujourd'hui, sur ces exemples que le gouvernement socialiste hésite, se contredit, et parfois renie purement *et simplement* les engagements annoncés. Le journal *le Monde*, dans un billet, déplorait que les radios libres aient été brouillées systématiquement le jour du centième anniversaire de la loi sur la liberté de la presse. Il espérait que ce fâcheux symbole ne durerait pas. Soit. Ne désespérons ni le journal *le Monde* ni Billancourt. Mais il va y avoir beaucoup à faire...

Car, en dehors de toute promesse électorale, le seul exercice du pouvoir conduit à des compromis qui ne peuvent satisfaire toutes les exigences et tous les espoirs.

C'est déjà à la suite d'un compromis laborieux au sein du P.S. que le déficit budgétaire a été « seulement » doublé ». Aller encore plus loin entraîne trop de conséquences perverses sur les autres équilibres économiques. A la suite de quel compromis les ventes d'armes ont-elles repris vers l'Iran de Khomeiny et la Libye du colonel Kadhafi, qui ne *sont certainement* pas des démocrates modèles, alors qu'elles avaient été si sévèrement condamnées par les socialistes et M. Mitterrand dans un débat public ? *C'est l'exercice quotidien* du pouvoir, qui n'est pas simple. Je vois que pour rencontrer M. Arafat on doit accepter de faire un peu antichambre, ce qui est nouveau. *J'entends le ministre d'État justifier* l'augmentation des tarifs des transports publics par les nécessités budgétaires et la hausse du prix du pétrole, ce qui l'est moins. *J'entends le ministre des* relations extérieures affirmer qu'on distinguera nettement entre réfugiés politiques, qui sont sacrés, et criminels de droit commun, à condamner sévèrement. Mais chacun sait que le problème dramatique de notre temps est précisément celui de l'action politique qui prend la forme et les moyens d'un terrorisme de droit commun. Il faudra donc trouver un compromis, au moins entre les ministres compétents. J'entends que les agriculteurs exigent, ce qui est normal, un revenu sûr et suffisant sans passer pour des assistés. Je suis convaincu depuis des années qu'une réforme profonde est nécessaire de certains de nos mécanismes nationaux comme européens. Mais une telle réforme immanquablement change des habitudes, lèse des intérêts. *Une cellule de crise* peut sans doute trouver quelques palliatifs, mais les problèmes de fond demeurent, et la négociation sur les prix en mars prochain risque *d'être une dure minute de vérité.*

J'entends que le parti communiste avait promis aux chauffeurs de taxi la détaxation de l'essence, mais que le gouvernement l'a obligé à abandonner sa promesse, parce qu'il aurait dû donner la même chose aux marins-pêcheurs, aux agriculteurs, aux sages-femmes et, pourquoi pas, aux élus locaux. J'entends que gouverner n'est pas facile et qu'il faut chaque jour arbitrer entre différents intérêts pour dégager celui *qui est le moins contraire* à l'intérêt général. Michel Crépeau, président des radicaux de gauche, alors qu'il était candidat, s'était trouvé un slogan d'une rare méchanceté — peut-être involontaire — à l'égard du parti socialiste, son allié. Il s'était décrit, lui, comme le représentant de la « gauche réaliste ». Peut-on être longtemps, quand on a la charge du pouvoir, le porteur d'un grand espoir et en même temps être réaliste ?

Tout pouvoir, même si on l'a démocratiquement choisi, reste le pouvoir, celui que tôt ou tard les Français appellent « Ils ». « Ils » ont encore augmenté le prix de l'essence. « Ils » ferment des entreprises françaises au lieu de *fermer* la *frontière* aux produits étrangers. « Ils » s'entendent sur notre dos... Après le temps de l'espoir succédera sans doute le temps de la déception, succédera *sûrement le temps des « Ils »*.

L'enlisement dans la routine gouvernementale et même les déceptions catégorielles ne suffiront pas à retourner profondément *l'opinion*. Parce que *Mitterrand* et la gauche sont venus au pouvoir, en fait, sur une question, une seule : la crise, marquée pour le public par le chômage, et accessoirement l'inflation. Ce que voulaient les Français, c'est un gouvernement qui, face à ces problèmes, « réussisse » : réussisse, au sens qu'on puisse faire comme s'il n'y avait plus de crise. Raymond Barre, au cours des dernières années, a accompli un tour de force. Les Français voulaient un miracle. Dans un ou deux ans viendra le moment du bilan. Est-ce que le chômage se réduit et l'inflation régresse ? Est-ce que l'augmentation *continue du pouvoir d'achat reprend* ?

Si c'est le cas, la conjoncture internationale aidant, *et les socialistes renonçant à leur programme*, alors les socialistes sont au pouvoir pour vraiment *longtemps*... Mais si la crise s'aggrave ou même continue, cette crise niée par l'opposition pendant la campagne, alors l'opinion pensera que les socialistes se sont trompés et l'ont trompée. Ce sera la première pierre de touche. Aux désillusions particulières s'ajoutera la réprobation collective, les deux se renforçant mutuellement. C'est à ce moment aussi que sonnera pour Mitterrand l'autre épreuve de vérité encore à venir : les rapports avec le parti communiste.

Les communistes

Le double pari de Mitterrand est, à court terme, d'avoir acheté la paix sociale en donnant quatre ministères, et non des moindres, au parti communiste ; à plus long terme, de réduire définitivement en France le P.C. à un rôle secondaire. Mais il l'a toujours dit lui-même, il ne se coupera pas du P.C. C'est au P.C. de refuser l'alliance et de prendre la responsabilité de la rupture.

Combien de temps le P.C. attendra-t-il en acceptant de *jouer ce double jeu ? Dans l'immédiat*, décontenancé par ses propres erreurs et palinodies, ayant perdu un million d'électeurs, il ne pouvait sans doute que participer, en considérant que quatre ministères où placer ses hommes et à organiser en fiefs valaient bien de se faire traiter de garçon de course « chargé de porter les paquets » par un éminent collègue (2). A court terme, le souci de conserver ses fiefs municipaux peut le conduire à patienter jusqu'en mars 1983. Cela ne lui sera pas trop difficile si, comme je l'ai dit, la situation s'améliore sur le seul problème vraiment sensible à l'opinion, celui du chômage et de la fin de la crise.

Mais, si le chômage s'aggrave, et si les prix montent encore, il ne pourra plus se couper du mécontentement de la base. Pour *préserver son* avenir, *il faudra* qu'il agisse. Car le second pari de Mitterrand, celui à long terme, il le connaît aussi. Aujourd'hui Mitterrand semble le gagner, mais rien n'est encore joué. Parce que Mitterrand l'a gagné politiquement mais pas socialement. Il a réduit le P.C., mais pas la C.G.T. Mais c'est à la C.G.T. qu'il aura affaire.

L'heure de vérité

Alors viendra, dans un, deux ou trois ans, non pas la minute mais l'heure de vérité. Les adaptations sont faciles en période de croissance, et les contradictions s'effacent dans *le* mouvement *lui-même*. Mais, si la crise continue, viendra plus durement l'heure de vérité où il apparaîtra qu'entre le P.C., ses hommes, ses méthodes, ses objectifs, et MM. Delors, Rocard ou Badinter, il n'y a presque rien de commun. Ni sur la politique étrangère à l'égard de l'U.R.S.S. et des États-Unis, ni sur la politique intérieure en ce qui concerne la conception de la démocratie, ni sur la politique économique et le rôle de la concurrence, du marché libre, de l'intégration européenne, de la compétition internationale.

La voilà bien la contradiction interne du socialisme. M. Mitterrand sera jugé par les Français sur sa réussite face à la crise. Mais M. Mitterrand se jugera lui-même sur la transformation de la société et la création d'un socialisme nouveau qui portera son nom. Aujourd'hui, parce qu'il a besoin d'eux dans la lutte contre le chômage, il appelle à l'aide l'esprit d'entreprise et les petits patrons et envisagerait certaines réformes (notamment en ce qui concerne les effets de seuil de nos réglementations) que je considère souhaitables. Mais demain ? Mais en même temps est amorcée en divers domaines la « stratégie de rupture » définie par son parti, sous son impulsion. Les deux objectifs, contradictoires, seront poursuivis simultanément ? Illusion. L'un après l'autre ? Tromperie.

On peut combattre le projet socialiste, on ne saurait reprocher aux socialistes de vouloir l'appliquer. J'ai essayé, justement, pendant des semaines, de faire comprendre aux Français que ce programme serait appliqué. Mais *le parti socialiste ne peut pas* longtemps maintenir son double objectif, et donc son double langage. Alors que M. Mitterrand déclare publiquement qu'il faut *« rehausser l'image des dirigeants d'entreprise dans le pays* (3) » la motion du courant Mitterrand pour le congrès socialiste de Valence décrira-t-elle toujours l'entreprise comme *« le lieu de l'aliénation et de l'exploitation »* ?

Viendra l'heure pour lui de choisir entre une gestion social-*démocrate* de l'économie, *que* le P.C. ne pourra que condamner, et un durcissement de son régime à tous égards, qui ne sauvera peut-être pas l'alliance avec le *P.C., mais qui maintiendra au* moins l'unité du parti socialiste. Quitte, dans la seconde hypothèse, à se débarrasser de l'aile minoritaire de tempérament libéral qu'on accusera d'ailleurs d'être responsable de l'échec (certains se déclarent déjà voués à ce rôle de bouc émissaire). Je crains que ce ne soit cette dernière hypothèse qui triomphe.

Parce que pour la première fois la France est gouvernée par un parti politique, et que ce parti a une majorité dont on peut lire la pensée dans les trois cent soixante-dix pages du *Projet socialiste*. Karl Marx y est cité vingt-trois fois, la lutte des classes presque partout, notamment à propos de l'émancipation des femmes *« dont elle n'est pas dissociable »*. La société libérale française est décrite comme une sorte de goulag, dans des termes proches de l'hystérie. Les Français, en votant pour Mitterrand et la gauche, ont cru élire Rocard et mettre en place une gestion social-démocrate, un peu plus chaleureuse que le régime précédent. Ils ont mis en place des socialistes proprement doctrinaires. A l'heure des choix, ce malentendu fondamental risque de peser lourd.

Parce que tout système véritablement socialiste implique l'isolement comme une nécessité et un certain « totalitarisme » comme moyen. Je veux dire par là qu'un socialisme ne peut réussir que s'il est « protégé » de l'extérieur (à moins que toute l'Europe n'adhère en bloc au courant « A » du P.S. français) et si, à l'intérieur, il a tous les instruments entièrement à sa disposition. C'est la raison pour laquelle l'aile gauche du Labour Party a toujours refusé la construction européenne ; pour elle, la participation à l'Europe, en *enlevant* des *instruments* du pouvoir (droits de douane, contingents, politique agricole, prix, contrôle des changes, etc.), détruit la possibilité elle-même de réalisation d'une *société socialiste en* Grande-Bretagne.

En France aussi, pour les théoriciens du parti socialiste, il manquera toujours une intervention, une emprise, un contrôle. Il manquera aussi toujours un quart d'heure. Déjà, dans un article consacré au « Socialisme du troisième type », ni communiste ni social-démocrate, qui est l'objectif de M. Mitterrand, le professeur Duverger s'inquiète — et m'inquiète — des moyens d'assurer après 1986 la durée du régime actuel et donc les chances de sa réussite (4).

Parce que M. Mitterrand n'a pour modèle ni l'Allemand Schmitt ni le Suédois Palme, mais le Chilien Allende ; comme il l'a dit lui-même, « un *Allende qui réussirait* ». Parce que son ambition est grande et ne se *limite* pas au changement *sans* risque si cher aux *Français* en 1974 comme en 1981. Elle est de créer ce socialisme modèle qui marquera l'histoire de la France et du monde, et pour *lequel* Allende lui avait donné quelques conseils, qui étaient notamment de ne pas faire trop peur trop vite aux classes moyennes et de ne pas laisser subsister un grand journal d'opposition qui puisse mobiliser l'opinion. Un chef d'État étranger, sage parmi les sages, me disait récemment : *« J'ai peur des hommes politiques qui veulent prouver quelque chose. »* Mitterrand voudra prouver que son type de socialisme peut réussir, *ici* et ailleurs. La tentation sera la fuite en avant avec le durcissement du régime en tous domaines.

Pour ce jour et dans cette éventualité, il faut être prêt. Notre démocratie ne supportera pas des mouvements de balancier trop violents. A solutions doctrinaires de gauche, il ne faut pas que répliquent remèdes de cheval d'extrême droite. On voit déjà en Grande-Bretagne les difficultés de Mme Thatcher après *l'échec de l'expérience* travailliste. Non, pour que l'alternance puisse jouer et que ce soit l'alternance la plus raisonnable qui l'emporte, il faut dès maintenant une opposition suffisamment organisée et un centre suffisamment fort. C'est la tâche qui nous attend.

Prochain article :

CE QU'IL FAUT FAIRE

(1) Dans l'article intitulé : « L'erreur stratégique » (*le Monde* du 17 juillet 1981).

(2) Déclaration faite par M. Cheysson, *ministre des relations extérieures*, le 25 juin (*le Monde* du 27 juin 1981).

(3) Déclaration relatée par M. Bérégovoy à l'issue du conseil des ministres du 19 août.

(4) *Le Monde* daté des 18 et 19-20 juillet 1981.

M. TOUBON (R.P.R.) : les vieilles lunes de la gauche...

Dans *la Lettre de la Nation* datée du 2 septembre, M. Jacques Toubon, secrétaire général adjoint du R.P.R., député de Paris, écrit : *« L'imposture à l'égard du peuple français est inscrite dans l'histoire des trois derniers mois.*

» Au fond, pourquoi les Français ont-ils choisi l'opposition ? Parce qu'ils croyaient confusément et sincèrement qu'un gouvernement socialiste administrerait à la France une médecine miraculeuse qui réduirait le chômage et la hausse des prix et relancerait la croissance.

» Or quoi ? Depuis près de quatre mois, le gouvernement a fait voter des lois, pris des mesures réglementaires, lancé des débats, avancé des propositions, défini un programme dans les domaines suivants : décentralisation, suppression de la Cour de sûreté de l'État, réforme de la Cour de cassation, abolition de la peine de mort, universités, amnistie, bientôt nationalisations.

» Quelle urgence majeure y avait-il donc à « réformer », à « changer » quand le chômage s'accroît, ainsi que le coût de la vie, quand l'activité économique baisse (...).

» Ne parlons pas de réalisme. Le réalisme (...), c'était d'utiliser ce fameux état de grâce à prendre à bras le corps les problèmes économiques et sociaux, à mettre en œuvre immédiatement une politique de confiance et de relance. Au lieu de quoi ce répit a été consacré à assouvir les vieilles lunes de la gauche. »

Le Monde

société

AU BUREAU DES « CLANDESTINS »

Impatients et hésitants

Quelques groupes stationnent devant les portes grillagées de cet ancien commissariat de police du 11e arrondissement de Paris devenu centre d'accueil des travailleurs étrangers. Sans trop savoir ce qui va se passer, chacun des « clandestins » est venu avec un ou des amis ; rares sont les solitaires, encore plus rares les femmes. On se bouscule un peu, on allume cigarette sur cigarette, on se ronge les ongles. Une question hante les nouveaux arrivants : « *Qu'est-ce qu'ils vous demandent à l'intérieur ?* » Les réponses *sont évasives...*

La porte s'ouvre, un travailleur immigré sort, son dossier à la main. Nouvel attroupement. Chacun consulte la liasse d'imprimés. La lettre du secrétaire d'État aux travailleurs immigrés, M. François Autain, glissée au milieu des formulaires, est abondamment commentée. Elle rassure parfois, mais inquiète ceux qui, sans travail fixe, ont peu de chances de voir leur situation régularisée. Une incertitude demeure : le patron qui emploie clandestinement des immigrés depuis de nombreuses années va-t-il accepter de signer des formulaires de contrats de travail ?

Miguel est plombier. Il travaille illégalement chez un employeur. Il gagne bien sa vie. Arrivé en France en 1974, il traîne deux années et trouve un emploi stable. Chaque mois, depuis *cinq* ans, *son employeur lui* verse son salaire de la main à la main. Il n'a aucune couverture sociale. Aujourd'hui, c'est l'unique occasion de régulariser sa situation. Son patron l'accepterait, mais Miguel ne sait pas à quel prix. Pour les 600 francs que l'employeur devra verser au moment de la régularisation, pas de problème. Ce qui l'inquiète, c'est la diminution de salaire qui va suivre son entrée dans la légalité. Aujourd'hui, il gagne 4 500 francs par mois pour cent soixante-treize heures de travail. Demain en échange d'une carte de séjour et de travail, il peut devenir smicard. Il y est prêt.

Pendant que chacun suppute ses chances sur le trottoir de l'avenue Parmentier, les employés, polis mais sans plus, reçoivent le travailleur sans papiers : date d'arrivée en France, emploi occupé et adresse actuelle. La réponse à cette dernière question est un peu longue à venir chez *ces hommes et femmes qui vivent* dans l'ombre depuis trois, quatre, cinq ans ou plus. Le silence se *fait parfois pesant*, une adresse est murmurée, l'employée, imperturbable, la note soigneusement *sur son cahier. « N'importe comment*, précise-t-elle, *nous vérifierons si elle est exacte lorsque nous recevrons les dossiers dûment remplis. »*

La journée s'écoule ainsi paisible dans le petit bureau des régularisations. Même les déclarations de Solimane, qui affirme d'emblée qu'il n'a pas assez *confiance dans la préfecture pour* apporter les originaux de ses certificats d'hébergement et de travail, ne suffisent pas à troubler la préposée aux écritures. Solimane s'éloigne, son dossier à la main. Au suivant...

Une étape

Quatre-vingt-dix travailleurs se sont présentés lundi 31 août dans ce centre. Le mardi, *ils étaient* cent vingt-neuf. Faute d'imprimés disponibles, le bureau se vide. *Hocine* est en colère. Il est venu pour rien. Salarié d'une entreprise connue, il paye ses cotisations sociales et ses impôts, pourtant il n'a jamais eu de carte de travail. Son but : être naturalisé français. En attendant il aimerait bien devenir un travailleur immigré officiellement reconnu.

Une après-midi difficile se termine pour le travailleur sans papier. Une première étape est passée, l'acquisition d'un formulaire de régularisation.

Sur le bord du trottoir reste José. Sourire aux lèvres, le corps légèrement penché en avant, il est là depuis 14 heures. Il fait la queue, s'en éloigne, va de groupe en groupe, écoute, reprend la file, hésite à nouveau. A 16 h. 30, les portes du bureau se ferment définitivement. José reviendra demain ou après-demain. Il est inquiet et hésitant. — Y. M. A.

L'enquête sur un double meurtre dans l'Aude

Du malheur d'être un homme des bois

De nos correspondants

Narbonne. — Qui a tué à coups de fusil de chasse Dominique Gazeau, animateur au *Centre de perfectionnement des journalistes* à Paris, et sa compagne Marie-Hélène Pacaud, professeur dans un établissement privé d'Angers ? Ils *avaient trente ans l'un et l'autre.* Leurs corps ont été retrouvés le 26 août devant une bergerie isolée qu'ils avaient louée sur *le territoire de la commune de* Feuilla, dans l'Aude.

Depuis une semaine, gendarmes et policiers cherchaient. Ils avaient leur idée. Ce double *crime* pouvait bien être celui d'un solitaire de la région. Paul De Lee. A cinquante ans, cet original, originaire de Lille, *vivant dans des grottes des Corbières*, avait derrière lui un passé de petit voleur. On l'avait déjà arrêté plusieurs fois. Et puis on le revoyait. *Il parlait* peu avec les habitants.

Depuis le double crime de Feuilla, on s'intéressait donc à lui. C'est que s'il restait introuvable, *on avait mis la main*, dans l'une des grottes où il avait l'habitude de passer, sur des sous-vêtements féminins dont certains *avaient* appartenu à Mlle Pacaud, l'une des victimes de Feuilla.

A la fin de la semaine dernière, les gendarmes avaient longuement battu la campagne *de l'Aude, espérant y saisir ce fugitif* tenu pour « témoin numéro un ». Sans résultat. On pensa même que cet homme des bois avait bien été capable de *se replier vers le Sud* et de franchir la frontière d'Espagne.

Et puis lundi 31 août, un peu avant midi, c'est dans le Gard, à Sommières, que Paul De Lee a été vu et appréhendé. Il circulait *à bicyclette dans le centre de la* bourgade. On n'avait eu aucun mal à le repérer : son maillot de corps vert, son vieux « jean » *sa barbe mal taillée, ses longs* cheveux, ses tatouages, tout le désignait à l'attention. Depuis deux jours on l'avait remarqué. *Il s'est laissé prendre sans résistance. On n'a pas trouvé* d'arme sur lui.

Gardé à vue, questionné sur le double crime de Feuilla, il a nié sans se troubler. Il a bien fallu admettre qu'il ne mentait *pas lorsque le berger qui avait* vu, lui, un rôdeur le jour du meurtre, a dit que de toute façon ce n'était pas Paul De *Lee. L'homme des bois est hors* de cause. Il reste à trouver un nouveau « témoin numéro un ».

LE MRAP SE FÉLICITE DES INITIATIVES GOUVERNEMENTALES CONTRE LE RACISME

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples se félicite de la circulaire adressée aux préfets par le ministre de l'intérieur et dans laquelle M. Defferre les invite à être vigilants à l'égard de la propagande antisémite et néo-nazie (*le Monde* du 1er septembre). « *Cette circulaire*, déclare le M.R.A.P., *fait suite à diverses prises de position et mesures gouvernementales récentes visant à mettre hors d'état de nuire des groupes racistes tandis que d'autres initiatives concernant les travailleurs immigrés contribuent à réduire les injustices flagrantes dont ils ont souffert pendant ces dernières années.*

» *Dans ces nouvelles orientations, qui répondent à son action de toujours, le M.R.A.P. voit la possibilité de progrès décisifs pour les idéaux qu'il défend. Prenant appui sur les décisions des pouvoirs publics, il entend développer ses efforts pour faire reculer, dans la vie sociale et dans les esprits, le racisme sous toutes ses formes et favoriser la compréhension entre les diverses communautés cohabitant en France, par-delà les différences d'origine et de culture.* »

● *Une Française tuée en Espagne.* — Mme Michelle Plante, âgée de vingt-sept ans, professeur originaire du Gers, a été retrouvée morte, le 31 août, dans un ravin de la région de Burgos (Espagne). La victime a été poignardée. — (*A.F.P.*)

La communauté juive de France et l'attentat de Vienne

UN MILLIER DE PERSONNES ONT MANIFESTÉ DEVANT LA SYNAGOGUE DE LA RUE COPERNIC

Un millier de personnes se sont rassemblées, mardi 1er septembre, à Paris, devant le temple israélite de la rue Copernic. Le Renouveau juif, organisation *initiatrice* de cette manifestation, souhaitait exprimer sa solidarité avec la communauté juive d'Autriche endeuillée à la suite de l'attentat du 29 août contre une synagogue.

Cette assemblée clairsemée s'est vite transformée en forum de discussion entre les différentes tendances politiques de la communauté juive de France. La présence d'une délégation du parti socialiste a été diversement appréciée. La présence de Mme Monique Garnier-Lançon, représentant M. Jacques Chirac, maire de Paris, a agréablement surpris l'assistance.

M. Henri Hadjenberg, président du *Renouveau juif*, et seul orateur de ce rassemblement, s'est attaché à dénoncer le terrorisme antisioniste et antisémite, qui, a-t-il remarqué, vise souvent « *les juifs en prière* ». L'orateur a surtout critiqué le principe de la rencontre de MM. Claude Cheysson et Yasser Arafat à Beyrouth, « *centre du terrorisme pro-palestinien* », et ce au lendemain de l'attentat de Vienne.

UNE NOUVELLE DEMANDE DE RÉVISION DE L'AFFAIRE MIS ET THIENNOT

Me Jean-Paul Thibault, du barreau de Châteauroux, qui souhaite obtenir la réhabilitation de MM. Raymond Mis et Gabriel Thiennot, condamnés en 1950 à quinze ans de travaux forcés pour un meurtre dont ils se disent innocents (*le Monde* du 8 juillet 1980), a annoncé, mardi 1er septembre, qu'il avait déposé une requête supplétive en révision à la *fin du mois de juillet*. Une demande en révision avait déjà été déposée en août 1980. Le garde des sceaux d'alors, M. Alain Peyrefitte, avait indiqué que la chancellerie ouvrait une enquête (*le Monde* du 28 août 1980).

Accusés en décembre 1946 du *meurtre* d'un garde-chasse, à Saint-Michel-en-Brenne (Indre), Raymond Mis et Gabriel Thiennot, alors âgés de vingt et un ans et dix-neuf ans, ont toujours nié. Ils ont été jugés trois fois, les *deux premiers procès* ayant été cassés. Ils devaient être libérés après sept ans et demi de détention. L'*interdiction* de séjour de dix ans dans la région n'a jamais été appliquée et ils ont pu reprendre une vie normale. Cependant, ils veulent que leur innocence soit publiquement reconnue. Déjà en 1980, Me Thibault avait fait valoir un élément nouveau — un rapport de gendarmerie dont on n'avait jamais fait état — pour appuyer sa demande. Il affirme avoir désormais un nouvel élément : le témoignage écrit de Mme Juliette Dessart, soixante-quatorze ans, qui, selon lui, disculpe totalement ses clients.

DÉFENSE

DEUXIÈME SOUS-MARIN NUCLÉAIRE D'ATTAQUE

Le « Saphir » a été lancé à Cherbourg en présence de plusieurs milliers de personnes

De notre correspondant

Cherbourg. — Les problèmes de défense, le coup d'Etat en Centrafrique et l'agitation antinucléaire : un emploi du temps serré attendait le ministre de la défense venu assister, mardi 1er septembre à l'arsenal de Cherbourg, au lancement du deuxième sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) de la marine nationale (le Monde du 1er septembre). A peine arrivé dans la cale où se trouvait le Saphir, M. Charles Hernu a été averti des événements de Bangui qu'il devait commenter à chaud à l'issue du lancement du sous-marin. Tenu au courant de l'évolution de la situation par son entourage, le ministre a pris des accents presque gaulliens pour évoquer un peu plus tard la sécurité et la défense du pays, « affaire de toute la France », ce qui n'a pas déplu aux élus de l'opposition présents.

Avant de regagner la capitale, le ministre a présidé une séance de travail du groupe socialiste d'entreprise de Cherbourg. Il a aussi reçu une délégation de militants antinucléaires opposés au retraitement des combustibles irradiés étrangers et à l'extension de l'usine de la Hague. Selon ces militants, le ministre se serait « engagé à informer mercredi le gouvernement » sur leurs revendications.

M. Hernu s'était entretenu en fin de matinée avec les représentants des syndicats qui lui avaient soumis les revendications des personnels de l'arsenal. Tout en reconnaissant une incontestable amélioration de leurs rapports avec leur administration, les personnels civils travaillant pour la défense nationale ont fait savoir à M. Hernu qu'un important contentieux restait à régler avec les ouvriers des arsenaux. La C.G.T. et la C.F.D.T. avaient d'ailleurs annoncé qu'elles n'assisteraient « officiellement » pas aux cérémonies organisées par les constructions navales.

La mise à l'eau du Saphir n'en a pas moins été un grand succès populaire : six à huit mille personnes ont répondu à l'invitation de l'arsenal qui renouait à cette occasion avec une vieille tradition. Depuis sept ans en effet (lancement de l'Indomptable en octobre 1974, aucun des bâtiments construits à Cherbourg n'avait donné lieu à une telle fête, le ministère jugeant déplacées les manifestations que les syndicats avaient pris l'habitude d'organiser à chaque lancement public.

A l'inverse de son aîné, le Rubis, lancé en catimini il y a deux ans après une tentative avortée de renouer avec le faste habituel (1), le Saphir a donné au ministre de la défense l'occasion de citer et de remercier tous ceux qui travaillent à assurer la sécurité du pays et de se réjouir de la présence à ses côtés de tous les élus de la Manche représentant les divers horizons politiques.

Les SNA ? « Tel qu'est maintenant le Saphir et tel qu'il sera demain avec ses systèmes complexes de propulsion, de calcul et d'armes, c'est un nouveau témoignage de la maîtrise française en matière de recherche scientifique et de production industrielle dans les techniques de pointe (...) La propulsion nucléaire et les nouveaux systèmes d'armes confèrent à nos sous-marins d'attaque une puissance qui fait d'eux les rivaux des bâtiments de surface majeurs et donne à la France une des meilleures places dans le monde. »

La politique militaire française ? « C'est une politique de paix et de défense fondée sur la dissuasion », a précisé M. Hernu en rappelant un mot du général de Gaulle fondant la dissuasion sur un principe de non-guerre.

RENÉ MOIRAND.

(1) Des ouvriers en colère avaient incendié et jeté à la mer les éléments de la tribune dressée à cette occasion, contraignant l'arsenal à retarder la mise à l'eau du prototype.

MM. Defferre et Hernu à bord du porte-avions « Clemenceau »

M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, et M. Charles Hernu, ministre de la défense, assisteront, jeudi 3 septembre, à une série d'exposés sur la situation en Méditerranée et le rôle de l'escadre française, qui leur seront faits à bord du porte-avions « Clemenceau », au large de Toulon.

Les deux ministres, après une escale à Hyères (Var), apponteront sur le « Clemenceau » à bord d'un avion Breguet-Alizé de lutte anti-sous-marine. Ils assisteront à une démonstration aérienne et, à l'issue d'un déjeuner, entendront des exposés du vice-amiral d'escadre Orosco, préfet maritime de Toulon et commandant en chef en Méditerranée ; du vice-amiral Lacoste, commandant l'escadre de Méditerranée à laquelle sont rattachés les porte-avions « Foch » et « Clemenceau », et du contre-amiral Montpellier, commandant les porte-avions et l'aviation embarquée. MM. Defferre et Hernu regagneront la base d'Hyères à bord d'un hélicoptère avant de s'envoler pour Paris.

Quelques jours après, le « Clemenceau » doit participer à un exercice franco-américain, au sein d'une manœuvre de l'OTAN réunissant plusieurs marines alliées, pour tester le contrôle des approches atlantiques. Cinq bâtiments de guerre français et un ravitailleur d'escadre doivent accompagner le porte-avions.

Un bâtiment capable de missions nucléaires

Mis en service en novembre 1961, le porte-avions Clemenceau est, avec le Foch, le soutien d'une aviation embarquée qui, en France, réunit mille huit cents hommes (dont deux cent quarante pilotes), comprend cent dix avions et trente hélicoptères en ligne, organisés en douze flotilles de combat. Depuis 1975, les deux porte-avions de la marine nationale sont basés à Toulon.

Porte-avions d'escadre léger (d'un tonnage moyen de 30 000 tonnes) armé par mille huit cent vingt-cinq hommes de l'équipage (y compris le personnel du groupe aérien embarqué), le Clemenceau, avec une machine développant 126 000 chevaux, peut franchir jusqu'à 7 000 milles marins (environ 12 000 kilomètres) et filer à la vitesse maximum de 32 nœuds (soit 57 kilomètres à l'heure). Ses installations aéronautiques lui permettent de mettre en œuvre une quarantaine d'avions et d'hélicoptères pour l'attaque, l'interception et la lutte anti-sous-marine.

A dix-huit ans d'âge, le Clemenceau a subi à l'arsenal de Toulon une refonte importante, qui a duré de septembre 1977 à février 1979, pour lui redonner une nouvelle existence. Cette période d'entretien et de réparations a été l'occasion de travaux évalués à 170 millions de francs et représentants un million cinq cent mille heures d'ouvriers de l'arsenal.

On a estimé, à l'état-major, que ces travaux étaient nécessaires, malgré leur coût, puisqu'ils ont abouti à donner au Clemenceau l'assurance d'une douzaine d'années d'activités supplémentaires.

La liste de ces travaux à bord est longue et concerne le système de navigation et de transmissions, les catapultes, les bancs d'essais aéronautiques, la chaufferie, les radars et, surtout, les soutes à munitions. Certaines de ces soutes pourront désormais accueillir des bombes nucléaires tactiques AN-52, c'est-à-dire la version navale de la bombe (entre 10 et 20 kilotonnes) du missile Pluton lancée par le nouvel avion d'attaque Super-Etendard.

Car la refonte du Clemenceau, après celle du Foch qui avait été précédemment modernisé de la même façon, a surtout consisté à accueillir le Super-Etendard de l'aéronavale française : un avion d'attaque, qui est entré en service à partir de 1978 et qui est capable de missions d'assaut, d'interception ou de largage nucléaire.

En septembre 1980, un conseil de défense restreint à l'Elysée a décidé la construction de deux porte-avions à propulsion nucléaire pour remplacer le Foch et le Clemenceau après 1990. Deux ans auparavant, le ministère de la défense avait pris soin de consacrer des crédits à l'étude d'une chaudière nucléaire pour ces bâtiments qui déplaceraient environ 32 000 tonnes.

Le premier des porte-avions nouveaux, baptisés de noms de provinces maritimes, devait être mis en chantier à Brest en 1983

A l'heure actuelle, le ministre de la défense, M. Charles Hernu ne s'est pas prononcé sur l'intérêt d'un tel programme. De son côté, le chef de l'Etat élu en mai n'a pas eu l'occasion de se prononcer sur cette question durant la campagne présidentielle. On sait seulement que le ministre de la défense est partisan d'un accroissement des moyens attribués à la marine nationale. — J. I.

MÉDECINE

● *Pneumonie atypique : cent dix-sept mort.* Un homme âgé de cinquante-cinq ans et une jeune fille âgée de dix-sept ans sont morts, le 1er septembre, en Espagne, des conséquences de la « pneumonie atypique » qui sévit dans le pays depuis le mois de mai. Ces deux décès portent à cent dix-sept le nombre des victimes de cette maladie.

SPORTS

TENNIS

LES INTERNATIONAUX DES ÉTATS-UNIS

Un grand tournoi dans un cadre inadapté

De notre envoyé spécial

New-York. — Le championnat des Etats-Unis est centenaire, mais ses internationaux ne se disputent que pour la quatrième fois à Flushing-Meadow. Pourtant ces quatre années ont été suffisantes pour instaurer là une tradition aussi solide que les légendaires fraises à la crème de Wimbledon.

Flushing-Meadow, c'est une foire tennistique visitée par plus de trente mille personnes par jour, des spectateurs tout aussi préoccupés de se nourrir de pop-corn et de hot-dogs que de suivre les matches. Flushing-Meadow, c'est un enfer tennistique où les joueurs cuits à l'étuvée ont les tympans fracassés par les jets qui décollent. Flusinh-Meadow est au tennis ce que les H.L.M. sont à l'architecture, une aberration, une dérision, une négation.

Tout cela n'empêche pas ce championnat d'être l'un des trois plus grands au monde. Parce qu'ici comme à Paris et à Londres les joueurs qui rivalisent sur la distance implacable des cinq sets s'engagent plus que dans n'importe quel autre tournoi ou exhibition. Parce qu'un tour passé ici vaut plus pour une réputation qu'une finale à Bombay, Bordeaux ou Bogota, pour ne citer que ces trois villes.

Grisantes, ces trois bouchées que fit Connors, grand méchant loup, du petit chaperon John Lloyd (6-0, 6-0, 6-2) Grisants encore, ces trois coups de cuiller à pot d'Ivan Lendl pour sortir le Suédois Simonsson (6-2, 6-2, 6-3). Hallucinantes ensuite, ces quatre heures vingt-cinq minutes de services-volées de plomb par Stan Smith et John Sadri. A trente-cinq ans, l'ancien champion de Forest-Hill (1971) et de Wimbledon (1972) a frôlé le cauchemar de l'élimination en trois sets, avant de montrer à son cadet de dix ans, éternel espoir, ce qu'un parfait gentleman a dans le ventre et dans la raquette. Mené à deux jeux à zéro, puis ayant essuyé trois balles de match dans la troisième manche, Smith va aligner six jeux pour gagner le troisième set (7-5) et le quatrième (6-4). Farouche duel, qui va se terminer au cinquième set par un tie-break, où les services-boulets de canon précéderont les volées assassines.

Epreuve terrible pour les nerfs. Ceux du jeunot Sadri céderont les premiers.

La coupe n'était pas pleine d'émotion pour autant. John Mac Enroe, « Big Mac », devait encore y aller de sa grosse colère contre l'incapacité des juges de ligne. A Wimbledon, cela lui coûta 10 000 dollars d'amende, la fermeture des portes du All England Club, en dépit de sa victoire, et la menace d'une suspension. Il ne s'est pas assagi pour autant. « Le pape est-il catholique ? », répondit-il, quand on lui a demandé s'il avait du mal à rester calme. Toujours est-il que ses sempiternelles récriminations sur les balles litigieuses lui valurent un point de pénalité. Il faut dire que la résistance de Nunez avait de quoi l'agacer. Taillé comme un bûcheron, le Chilien a, en effet, enlevé le premier set disputé au tie-break. Ignoré du classement A.T.P., cette force de la nature est douée d'un service particulièrement explosif. Admis dans le tournoi au dernier moment en remplacement de Bob Lutz, blessé, il a fait plus que tenter sa chance. Même si les trois sets suivants furent plus conformes à la logique (6-7, 6-1, 6-3, 6-2), en dépit des encouragements du public.

La série des électrochocs n'était pas terminée. Picotements dans la tête de série pour l'élimination du Polonais Fibak par le Sud-Africain Curren (7-6, 6-4, 7-6) et picotements dans les jambes pour la sortie de l'Américain Tim Gullikson par son compatriote Ship Hooper, un Noir de vingt ans, très athlétique, qui a été invité dans le tournoi en raison de ses victoires dans les rangs universitaires. Il a lui aussi un service dévastateur (7-6, 3-6, 6-3, 3-6, 6-1). Electrochoc encore, l'empoignade entre la Tchèque Mandlikova et l'Américaine Piatek. Il fallut deux tie-breaks à la championne de Roland-Garros, finaliste à Wimbledon, pour se sortir de la toile que tenta de tisser autour d'elle l'Américaine.

Après quoi, l'exécution tardive du tendre Australien Drewett par José Luis Clerc parut terne. Du tennis sous tranquillisants, tant était écrasante la supériorité de l'Argentin (6-4, 6-3, 6-3). Celui-ci connaît une période particulièrement faste. Depuis Wimbledon, il a gagné à Boston, à Washington, à Conway et à Indy. Il dépasse désormais son compatriote Vilas au classement mondial. Mais les spectateurs n'en ont eu cure ivres de tennis-fureur, ils sont partis se coucher sans attendre la conclusion de ces échanges trop feutrés pour leur goût.

ALAIN GIRAUDO.

SIMPLE MESSIEURS
(64es de finale)

R. Vasselin (F.) b. Kohlberg (E.-U.), 7-5, 6-4, 6-4 ; Stockton (E.-U.) bat Tulasne (Fr.), 4-6, 6-3, 6-4, 6-4 ; Gullikson (E.-U.) bat Bedel (Fr.), 6-1, 6-4, 6-4 ; Borowiak (E.-U.) bat Portes (Fr.), 6-2, 6-3, 6-1.

Le faux-pas de Tulasne

De notre envoyé spécial

New-York. — Loin des regards de la grande foule, le Français Thierry Tulasne, champion du monde junior, était opposé à l'Américain Dick Stockton, vieux renard de la raquette à la poitrine convexe et aux cuisses de footballeur.

Depuis son heure de gloire où il avait fait chuter Bjorn Borg en 1977 au quatrième tour des Internationaux des Etats-Unis, l'Américain avait de plus en plus de difficultés à passer le premier tour des tournois. Si bien que sur le circuti, il ne réservait plus ses chambres d'hôtel que pour une nuit. A trente ans, il était tombé au 141e rang du classement de l'A.T.P. Des nerfs trop fragiles et un revers impossible en étaient les causes principales. Stockton avait certes retrouvé le chemin des grandes réussites ces derniers mois. Il était parvenu en quart de finale à Bangkok et en finale à South-Orange. Toutefois, il semblait à la portée du jeune Français.

Les opérations commencèrent d'ailleurs fort bien pour lui. Le service de volée de l'Américain ne perturbait guère Tulasne, qui le transperçait par des passings de revers, et qui était plus régulier dans les échanges. Le premier set fut adjugé au Français (6-4). Le deuxième set se déroula sur le scénario inverse, quelques amortis croisés de toute beauté assurant la manche à l'Américain (6-3). Apparemment ce n'était qu'une péripétie. En fait, la mécanique à fifter du Français dont le bras gauche est singulièrement atrophié commençait à se dérégler. Lentement, mais sûrement, Stockton put donc couler ce jeune torpilleur au cours des deux manches suivantes (6-4, 6-4).

En vérité, quel qu'il eût été, le résultat de ce match contre l'Américain n'aurait pas eu bonne presse. En cas de victoire, on aurait dit qu'elle était normale, Stockton n'étant plus, et de loin, à son meilleur niveau. La défaite a été d'autant plus amère qu'elle fut administrée par un « has been ». Toujours est-il qu'un échec de cette nature cadre mal avec l'ambition affichée par le Français de figurer rapidement parmi les dix meilleurs joueurs mondiaux. Tulasne est donc apparu à un tournant délicat de sa jeune carrière. Il lui faut le négocier en douceur s'il veut avoir un jeu et des résultats comparables à ceux de Borg, alors que, pour l'heure, il pasticherait plutôt Vilas dans ses mauvais jours. Le choix d'un « coach » dans trois semaines lui permettra-t-il de résoudre ses problèmes ? Il semble le croire. — A. G.

FOOTBALL

Le Dynamo de Berlin-Est élimine Saint-Étienne de la Coupe d'Europe

Berlin-Est. — L'Association sportive de Saint-Etienne ne disputera pas le premier tour de la Coupe d'Europe des clubs champions contre le Football-Club de Zurich, les 16 et 30 septembre. Déjà tenus en échec (1 à 1), le 26 août au stade Geoffroy-Guichard, les champions de France ont été battus (2 à 0), le 1er septembre à Berlin-Est, par l'équipe du Dynamo, dans un tour préliminaire tiré au sort pour ramener à trente-deux le nombre des participants.

Mauvais perdants

De notre envoyé spécial

Les Stéphanois ont franchi sans même s'en rendre compte le « mur de la honte ». Pas celui tristement célèbre qu'ils avaient sous les yeux pendant le match puisqu'il borde depuis vingt ans l'une des deux grandes tribunes découvertes du stade Frederic-Ludwig-Jahn. Celui heureusement moins conséquent d'un comportement indigne dans la défaite même après une élimination aussi précoce.

A l'image de leur dernière recrue, le « justicier » blond Philippe Millot expulsé après une heure de match pour avoir porté par derrière un coup au tibia de Bernd Schulz en dehors de toute phase de jeu, de leur entraîneur Robert Herbin, quittant presque aussitôt la conférence de presse parce que personne ne pouvait répondre à sa question : « A quoi sert un ramasseur de balles ? » (le Dynamo de Berlin ayant toujours été en position de qualifié, les ramasseurs manifestaient peu d'empressement pour renvoyer le ballon). A l'image, enfin, de la plupart des joueurs mettant sur le dos de l'arbitre, pourtant excellent, ou d'un manque de réussite, leur inefficacité chronique, sans vouloir reconnaître que leur jeu collectif devient de plus en plus fruste.

Un échec inquiétant

Compte tenu du résultat nul du match aller à Saint-Etienne, l'élimination des Verts paraît pourtant logique si on considère leur comportement passé dans cette épreuve. S'ils avaient rétabli des situations compromises contre Hadjuk Split, Dynamo Kiev ou Eindhoven, c'était toujours en tirant le meilleur profit de l'ambiance si particulière du chaudron de Geoffroy-Guichard pour livrer quelques matches à l'emporte-tibia, bousculant ou usant leurs adversaires jusqu'à ce qu'ils craquent. Mais, chaque fois qu'ils avaient été tenus en échec sur leur terrain au match aller (par le Bayern Munich et par Manchester United) ou même battus (par Moenchengladbach et par Ipswich), ils avaient concédé au retour une défaite par deux buts d'écart... comme à Berlin-Est le 1er septembre.

Si les Stéphanois ont mal accepté cette défaite, c'est aussi parce qu'ils n'ignorent pas qu'elle sera moins bien admise que les précédentes par l'opinion publique et par leurs supporters. Depuis le début de leur épopée européenne en 1974, c'est, en effet, la première fois qu'ils sont éliminés par une équipe de l'Est avec tout ce que cela implique comme disproportion des moyens à tous les niveaux, à commencer par celui du recrutement.

Association sportive de la police et du ministère de l'intérieur, comme tous ses homonymes de l'Est, le Dynamo de Berlin est avant tout un club de quartier, celui de l'arrondissement de Weissensee où il est implanté. C'est là qu'il a recruté puis formé la plupart de ses jeunes « amateurs » berlinois, même si le docteur Dieter Fuchs, entraîneur général du club, reconnaît que « les joueurs travaillent quand ils ont du temps libre, l'entraînement étant quotidien, mais ils ont tous une activité et conservent leur emploi durant toute leur carrière sous le maillot de Dynamo ».

L'immense gardien de but, Bodo Rudwaleit (chauffagiste), est ainsi entré au club à onze ans, tout comme Norbert Trieloff et Ralf Strasser (fonctionnaires), Artur Ullrich (professeur d'éducation physique), Dirk Schlegel (électromécanicien), Roland Jungling (installateur), Reiner Ernst et Christian Backs (étudiants) et Hans Jurgen Riediger (monteur-électricien), qui n'avaient pas quatorze ans quand ils ont revêtu leur premier maillot grenat.

Le plus souvent, ils ont été recommandés au club par une association sportive du quartier ou ont été remarqués à l'occasion de rencontres de sélection organisées chaque année pour les jeunes de six à neuf ans. Treize des seize joueurs inscrits sur la feuille de match étaient passés par l'école de football du Dynamo et comptaient plus de dix ans de présence au club où ils ont été façonnés par plusieurs anciens internationaux comme Schoen, Schröter, Skaba ou Bley. Faute de pouvoir disposer de certaines vedettes du football européen arrachées à prix d'or par les clubs occidentaux, le Dynamo de Berlin mise donc, comme beaucoup de clubs de l'Est, sur l'esprit d'abnégation des joueurs, leur sens collectif, leur cohésion, dûs à une longue pratique en commun, leur parfaite condition physique et leur souci de préparation des grands événements.

Pas plus qu'à Saint-Etienne, le Dynamo de Berlin, dominé sur son propre terrain, n'a fait preuve d'un grand brio, mais il a su tirer un profit maximum de ses occasions de buts et des fautes adverses. Ainsi, après une série de tirs stéphanois mal cadrés, c'est l'ailier gauche Rolf-Rudiger Netz qui a ouvert le score cinq minutes avant la mi-temps en reprenant de volée un dégagement manqué de Christian Lopez.

Les Verts se devaient alors d'attaquer de plus belle pour égaliser mais ils le faisaient mal, à l'image de Jean-François Larios, qui remontait systématiquement le terrain, ballon au pied, comme un joueur de rugby sorti de son pack, pour partir en percussion. C'est au plus fort de cette domination aveugle que Hans-Jurgen Riediger, laissé dans le rond central avec Gérard Janvion, s'en est allé battre Jean Castaneda pour la deuxième fois, après un coude à coude de 40 mètres à sept minutes du coup de sifflet final.

S'ils ne veulent pas que cette défaite soit la plus lourde de conséquences pour leur club depuis plusieurs années, les Stéphanois devront tirer les leçons de cet échec. Leur public restera-t-il mobilisé s'ils ne retrouvent pas en championnat — trois buts et quatre points pour les cinq premiers matches — une efficacité suffisante pour se replacer rapidement dans la course au titre ? Pour ce faire, il semble bien qu'ils devront revenir à un jeu plus rationnel et mieux construire, faisant la part moins belle aux longues courses et aux balles en profondeur, trop systématiques.

Baisse de revenus

Pour sa part, le président, M. Roger Rocher, qui avait estimé vitale la qualification de son club pour le tour suivant, refusait de dramatiser. Il chiffrait le manque à gagner contre Zurich à 2 millions de francs, sans compter, bien sûr, les sommes beaucoup plus importantes que quelques tours supplémentaires télévisés auraient pu rapporter ; mais son principal souci résidait dans « la détérioration de l'image de marque des Verts ». Or, sur un chiffre d'affaires de 39 521 659 F la saison dernière, les seules actions commerciales du club s'étaient élevées à 14 millions de francs, ce qui représentait deux fois le budget global des équipes les moins favorisées de première division.

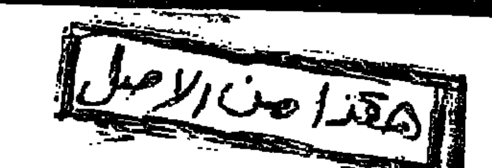
GÉRARD ALBOUY.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION
(Huitième journée)

*Bordeaux et Lille	1-1
*Valenciennes b. Laval	3-1
*Nancy et Sochaux	0-0
*Lyon b. Bastia	4-1
*Nantes b. Monaco	3-1
*Lens et Paris-St-Germain	1-1
*Auxerre b. Strasbourg	2-0
Tours b. *Nice	1-0
*Montpellier et Metz	1-1

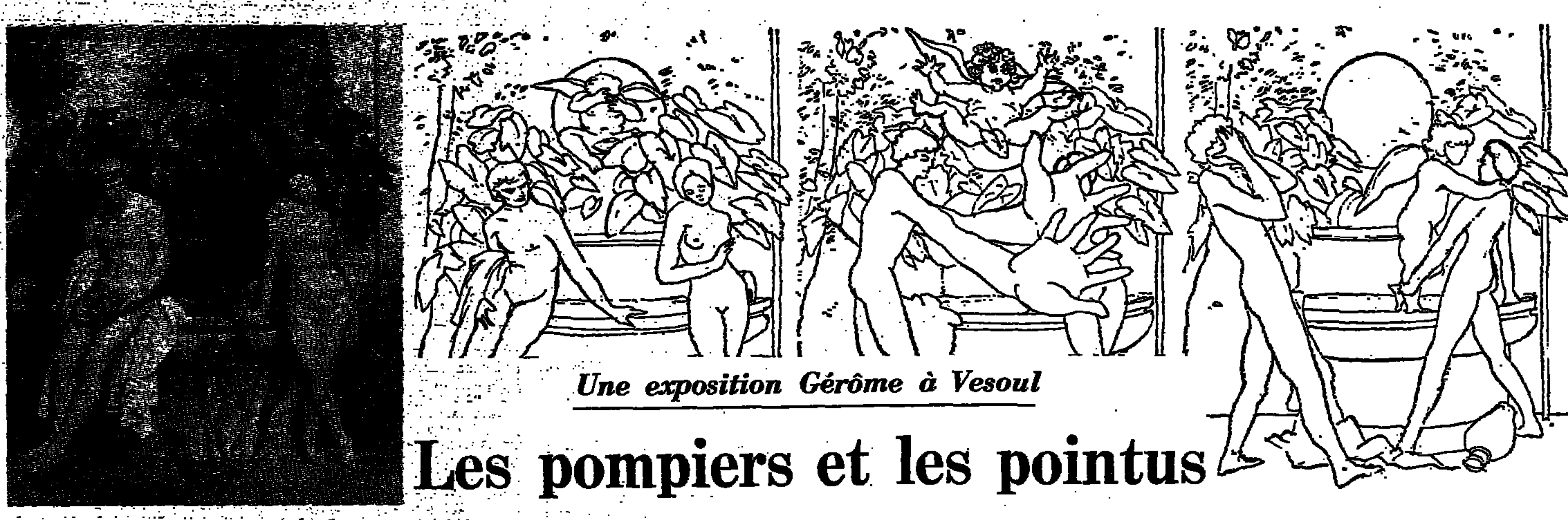
Classement : 1. Bordeaux et Lyon, 12 points ; 3. Sochaux, 11 ; 4. Lille et Laval, 10 ; 6. Monaco, Nancy, Bastia et Paris-Saint-Germain, 9 ; 10. Nantes, 8 ; 11. Valenciennes, Brest, Strasbourg et Tours, 7 ; 15. Saint-Etienne et Metz, 6 ; 17. Montpellier et Auxerre, 5 ; 19. Nice, 4 ; 20. Lens, 3.

Le match Brest - Saint-Etienne aura lieu à une date ultérieure.



Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



Une exposition Gérôme à Vesoul

Les pompiers et les pointus

« J'AI eu quarante-cinq visites, et sur les quarante-cinq il y en a eu quarante-deux qui ont parlé du tableau de Gérôme », soupire Odette Swann à la fin d'un de ces thés qui marquent sa consécration culturelle et mondaine. Si incertaine que soit la chronologie proustienne, on peut situer la scène dans les années 80 ou 90 du siècle dernier, années pendant lesquelles un nouveau tableau de Gérôme était, en effet, un événement parisien et le peintre lui-même une institution nationale comme un article d'exportation de première grandeur.

Après la gloire, qui fut immense, vint l'oubli, qui fut total. L'oubli et l'anathème. Parce qu'il avait essayé d'empêcher l'exposition Manet à l'Ecole des beaux-arts en 1883, parce qu'il s'opposa ensuite, sans plus de succès, à l'acceptation par l'Etat du legs Caillebotte, Léon Gérôme (1824-1904) est devenu le symbole du « pompiérisme » sous sa forme la plus hargneuse et réactionnaire, au point qu'on l'a souvent considéré comme l'ennemi n° 1, le tortionnaire de l'impressionnisme et de tout le mouvement moderne de la fin du dix-neuvième siècle.

Les choses ont bien changé. L'œcuménisme récupérateur de notre époque aidant, nous savons, nous professons qu'il y a plus d'une demeure dans la maison du Père. Les prix de Gérôme ont allégrement monté ces dernières années et ses dessins apparaissent à nouveau dans les ventes, dessins presque toujours excellents, parfois superbes (l'un d'entre eux a été récemment acquis par le Louvre). Une révision du procès, sinon une réhabilitation, s'imposait, révision à laquelle Vesoul, la ville natale du peintre, vient d'apporter sa contribution par une exposition sympathique et méritante, présentée dans les salles rénovées du musée municipal.

Donc Gérôme est né à Vesoul, ce qui est assez curieux dans la mesure où la ville, d'ailleurs fort respectable, n'est pas une de celles où on a l'impression que s'enfantent les destins nationaux. Son père était orfèvre. En 1840, après des études normales, il entre dans l'atelier de Paul Delaroche. L'atelier fermé (un des élèves était mort à la suite d'une séance de bizutage particulièrement corsée), il accompagne son maître en Italie.

Il y séjourne un an, fréquente à son retour l'atelier de Gleyre, échoue au prix de Rome, présente au salon de 1847 un *Combat de coqs* dont on loua la simplicité, la « naïve » élégance en des termes dont il fut le premier surpris. Le voilà au premier rang et le *Combat de coqs* est le point de départ de cette manière érudite, scrupuleuse, un peu mince qui fit école sous le Second Empire : une école que Théophile Gautier, « dans sa bénignité », baptisa *« néo-grecque »* et que Baudelaire appelait l'*« école des pointus »*.

La pudeur

Il expose ensuite *Anacréon, Bacchus et l'Amour*, un *Gynécée*, une vue de Paestum, *Bacchus et l'Amour ivres* et, au Salon de 1853, une *Idylle* où l'on voit Chloé appuyée à la margelle d'un puits et séparée par une biche seulement d'un Daphnis entièrement nu et portant en guise de cache-sexe un ravissant bouquet de fleurs. Une seconde de plus, Daphnis offrait le bouquet à Chloé et c'était la catastrophe. Mais la catastrophe est évitée et la carrière de Gérôme se poursuivra glorieusement, à l'exception de l'imprudence qu'il commit en acceptant la commande pour l'Exposition universelle de 1855 d'une composition monumentale, *l'Apothéose du siècle d'Auguste*, qui voulait rivaliser avec *l'Apothéose d'Homère* d'Ingres et qui n'était visiblement pas dans ses moyens.

Il se gardera bien de récidiver. Et c'est toujours en petits formats, avec une remarquable régularité d'exécution, qu'il peindra désormais des scènes inspirées de l'histoire antique *(Phryné devant l'Aréopage, les Gladiateurs, Pollice verso, la Mort de César)* qui alternent avec des scènes de genre parfois galantes ou détendues *(les Badauds, Louis XIV et Molière)*, plus volontiers tragiques *(le Duel à la sortie du bal masqué)*, parfois même énigmatiques et inquiétantes, comme ces *Conspirateurs qui furent présentés à* l'exposition « Equivoques » et montrent qu'il avait tout de même un peu plus de plomb *dans la tête que son collègue* Meissonier.

A quoi il faut ajouter les toiles et les dessins qu'il rapporta de ses nombreux voyages en Orient et qui sont en général de belle qualité, tels ces petits paysages d'Egypte exposés à Vesoul ou *l'Entrée du Christ à Jérusalem*, dont le sentiment peut-être un peu faible est relevé par une surabondance de détails exquis et vrais. Comme disait Edmond About, « *le mérite spécial de M. Gérôme est d'enfermer dans chaque centimètre carré de sa peinture une quantité de détails précieux qui suffiraient à remplir un tableau de dimension moyenne* ».

Cependant, chez un homme aussi intelligent que Gérôme (tel que l'a modelé Carpeaux, son visage éclate d'esprit, de feu, de passion), ce goût du détail, si fastidieux parfois chez les « néo-grecs », révèle une profonde modestie, une conscience aiguë de ce qui était alors possible dans le domaine qu'il avait fait sien. Et il y a encore ce regard devant l'événement en effet « pointu », décapant, à la fois familier et distant, presque glacé, qui évite soigneusement l'emphase du grand style et propose une voie de salut à la peinture d'histoire et à la peinture religieuse, à l'époque déjà si malades.

Le commerce

Voie de salut ou voie de garage ? En l'absence des tableaux conservés en Amérique, qu'il ne pouvait être question de faire venir à Vesoul, il est bien difficile d'en décider. Ce qui est en revanche évident, c'est l'originalité et la cohérence de la position de Gérôme. Formé par Paul Delaroche aux fastes de la peinture d'histoire, il a plutôt choisi le parti d'Ingres, l'Ingres des tableaux « troubadour » de *Raphaël et la Fornarina*, de *la Mort de Léonard de Vinci*.

Et il a fait exactement le contraire de ce que faisait à la même époque celui qui fut son contemporain majeur, c'est-à-*dire Courbet*. Dans les années 50, Courbet, le dernier des peintres du dix-neuvième siècle qui aient eu la tête épique, n'eut d'autre ambition que d'élever la peinture de genre au niveau de la peinture d'histoire. Gérôme, lui, voulut sauver ou renouveler la peinture d'histoire en la ramenant à la précision savante, à la concision épigrammatique et impersonnelle de la scène de genre (« *Il l'a réchauffée frotdement* », disait Baudelaire), et l'événement devient ici constat enregistré, décrit, énuméré, avec une minutieuse élégance.

Cette élégance nerveuse et un peu sèche, on la retrouve dans les sculptures de Gérôme, qui sont bien représentées à Vesoul *(le Duc d'Aumale, Bonaparte entrant au Caire)*. Et l'on appréciera la fertilité de son invention à travers les marbres polychromes qu'il exécuta à la fin de sa vie *(Sarah Bernhardt, Loïe Fuller)* et que l'on peut comparer aux moins contestables réussites de l'Art nouveau.

Cela dit, comment expliquer un aussi phénoménal succès ? Il y a bien sûr le goût bourgeois, l'obsession réaliste et photographique du siècle, le plaisir que l'on éprouve (comme au cinéma) à sentir l'événement aussi proche de soi qu'un fait divers auquel on aurait assisté. Il y a surtout les dons de Gérôme, son étonnante maîtrise du métier. Certains des dessins exposés à Vesoul, les nus surtout, sont supérieurs à tout ce que proposent de meilleur les meilleurs élèves d'Ingres et les portraits qu'il a laissés de ses amis, de Charles Garnier, de ses filles, sont de premier ordre, surtout lorsqu'on compare leur réserve, leur tenue, aux fla-flas des spécialistes du genre (voir l'actuelle exposition du *musée Hébert*).

Néanmoins, devant *la Vérité sortant du puits* du musée de Moulins, devant cette femme nue en cheveux qui caracole un balai à la main sur une margelle de jardinet de banlieue en ouvrant une bouche grande comme une entrée de métro, comment ne pas éclater de rire ? Quitte à reconnaître que peu de peintres ont aussi bien que Gérôme — pour parler comme Balzac — « *entendu la chair* ».

Une autre explication est possible. Gérôme est un des premiers peintres dont la réussite est en grande partie le fait du commerce d'art. Il y a, en effet, une raison toute matérielle à l'éclat de sa carrière et à la présence de tant de ses toiles dans les musées américains. Et cette raison est la famille de sa femme.

Marie Goupil était la fille d'un des grands marchands de tableaux de l'époque. Adolphe Goupil, qui avait, dès 1845, ouvert une succursale à New-York. Il répandit à profusion, par la photographie, l'œuvre de son gendre (elle s'y prêtait mieux qu'aucune autre) et sut ainsi vendre les deux tiers de sa production aux prix fabuleux que permettaient les fortunes « yankees » et le début de l'ère des collectionneurs à prétentions sociales et médicéennes. Quels que soient les mérites de Gérôme, de cet homme curieux, séduisant, d'une rare indépendance d'esprit, le génie de la famille, ce fut bien Adolphe Goupil.

ANDRÉ FERMIGIER.

Tous les jours, sauf mardis, de 14 h. 30 à 19 heures. Jusqu'à la fin de septembre.

P.S. — Aux lecteurs qui m'ont demandé où l'on pouvait se procurer *le Rhin* de Hugo, j'en signale une réédition récente aux Editions Bueb et Reumaux, 7, rue du Fil à Strasbourg.

L'homme est un animal qui rit, qui pense, roseau toujours cherchant un air nouveau, toujours enraciné à la même place, et ses rêveries tournent en rond. Ainsi vont les modes, à revenir en spirale à leur point de départ, mais avec la distance du temps. Chaque génération vénère ses idoles, que ses enfants haïssent, que ses petits-enfants encensent.

Voyez le « pompiérisme » et le peintre Gérôme, André Fermigier en dit les aventures. Et puis, il y a ceux qui, plus près de notre époque, se parent des nostalgies d'une jeunesse embellie. *Bill Coleman est mort, les années 30 et 50, le jazz* Nouvelle-Orléans... Lucien Malson raconte.

A La Nouvelle-Orléans, il y a vingt ans, naissait Wynton *Marsalis, trompettiste lui aussi, musicien d'aujourd'hui, révélé* au cours des festivals d'été. Christian Tarting l'a rencontré. Geneviève Breerette a rencontré Steivan Lin Könz, il fait des « *sgraffiti* », quelque chose de très neuf, qui perpétue une tradition très ancienne. C'était au mois d'août à Zurich.

Zigzags à Zurich

A ZURICH, ce jour d'août, il faisait une chaleur du diable, ce qui n'empêchait pas le franc (suisse) de continuer à y faire grande figure face au dollar, ni un groupe de jeunes d'entretenir calmement un grand feu sur le vague terrain devant leur « maison ». Leur terrain : il a été récupéré sans escarmouche sur un parking malencontreusement aménagé là par la ville ; la « maison » : d'anciens bâtiments d'expositions qui de provisoires ont duré en garage, avant d'être promus « centre autonome » des jeunes, qui l'ont obtenu à l'arraché, et qui, depuis deux ans, se battent ferme pour le garder. Fermé, donc perdu, à plusieurs reprises parce qu'on y avait trouvé de la drogue, ou pour des raisons de sécurité, ils l'ont regagné parfois sur parole, mais le plus souvent à la force de barricades et d'affrontements violents avec la police, qui, toute suisse qu'elle est, n'a pas, semble-t-il, toujours su *faire preuve de self-contrôle*.

Alors ce feu d'août ? « *Ils ont trouvé de l'héroïne dans des bagages* (la maison tient, c'est le moins qu'on puisse dire, de la salle des pas perdus), *et ils brûlent tout. Ils ont peur que la police trouve encore un prétexte pour intervenir. Ils veulent régler eux-mêmes leurs problèmes.* » Bien. Et pas si loin que ça de leurs pères, ces jeunes.

Que tout de même cela n'ait l'air d'étonner personne me surprend : on est, sinon en plein cœur de la ville, en tout cas pas loin de la gare et à la limite des « beaux quartiers ». Il est vrai que les passants sont rares. Il est vrai que les jeunes ont su délimiter leur empire, en le ceinturant de carreaux cassés et de graffiti, toutes choses difficilement concevables dans la ville propre, ordonnée, florissante, ô combien ! du réformateur Zwingli. Où le problème de cette jeunesse qui refuse tout, même le dialogue, occupe et préoccupe sacrément les esprits.

Mon ambassadeur interprète — il faut bien ça devant ces jeunes peu bavards, qui voient la police partout, de près ou de loin — connaît bien les épisodes de la petite guerre des jeunes. Pour sa part, il trouve normal que ceux-ci veuillent avoir un lieu : « *Ils n'ont rien à eux, Zurich ne fait rien pour les jeunes* », et il n'aime pas tellement les « forces de l'ordre ». Il est intarissable sur le chapitre coups et blessures, balles de caoutchouc, grenades lacrymogènes et lances à eau...

C'est un *fin conteur*. Je retiendrai le récit, parmi d'autres, de cette fête traditionnelle avec défilé de notables et de bourgeois costumés, où le cortège paniqué à *l'idée que* la jeunesse pouvait profiter de l'occasion pour faire une « démonstration » (lire manifestation) avait parcouru les rues de la ville au pas de course et était arrivé une heure avant l'heure là où ils devaient arriver, « *les masques à gaz sous les crinolines* ». Vrai, faux, allez donc vérifier ! Et lui, après avoir précisé que ce jour-là, évidemment, il ne s'était rien passé, et marqué un temps de pose, histoire sans doute de se visualiser la scène, de partir d'un rire profond, en « e », rythmé comme du morse, et comme on n'en fait plus.

L'œil d'un Romanche

Costaud, pas loin des 2 mètres, la quarantaine tout juste, cheveux frisés courts mais tout de même ébouriffés, il a l'œil bleu, moins sec que l'eau du lac mangée par son suréquipement balnéaire, et le regard toujours près à décrocher sur quelque idée pétillante, née probablement de la rencontre fortuite et tonifiante de quelque machine à coudre là où on ne l'attend pas.

Il s'appelle Steivan Lin Könz, vit à Zurich, mais c'est un montagnard des Grisons. *Il est né en Engadine*, parle le romanche — il est un des quarante mille Suisses à le parler aujourd'hui, — l'italien, le français, *le suisse allemand* et, à l'occasion, l'allemand. Zurich n'est pas vraiment sa ville et il la juge avec certaine distance, celle, peut-être, du voyageur — Könz est un grand voyageur — qui a arpenté pas loin de quarante pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique, de préférence à pied, a un certain sens de la relativité et ne pense pas forcément que l'image modèle que la ville aime tant offrir aux passants — *et il en passe depuis des millénaires*, — est si exemplaire *que* cela. Non, décidément dans sa beauté, Zurich *a trop de raideur pour lui*.

Könz est un artiste. Il est peintre, dessinateur, a deux grandes spécialités : le collage (héritage surréaliste) et le *sgraffito* (l'héritage paternel). A Guarda, où il est né, son père est à l'origine de la rénovation des belles maisons traditionnelles toutes décorées de *sgraffiti* (héritage italien, toscan, depuis le seizième siècle). Les collages, nous irons les voir dans une petite galerie du centre *historique*, intellectuel et culturel, étagé sur la rive droite de la Limmat, où il me montrera, aussi, les plus belles maisons anciennes *dûment restaurées* avec leurs balcons fermés couverts de *décorations*. Il a participé à plusieurs de ces rénovations. Les *sgraffiti*, nous irons les voir, non pas à Guarda, (dommage) mais à Engelberg où il a un gros chantier en cours.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(Lire la suite page 13.)

ENTRETIEN AVEC LE TROMPETTISTE WYNTON MARSALIS

L'état présent de l'émotion

Il se produit sur scène depuis ses treize ans ; il n'en a pas même vingt. De l'histoire de son instrument, il connaît tout, sait tout jouer, du New-Orleans (la capitale louisianaise l'a vu naître) aux plus vifs modernismes. Acteur du présent de la musique afro-américaine, familier de toutes ses facettes, on l'entendait, l'année dernière à Nîmes, s'exercer sur des fragments de Petrouchka *: son jeu s'appuie aussi sur une parfaite éducation classique. L'Orchestre philharmonique de La Nouvelle-Orléans l'a accueilli, Art Blakey l'a découvert et convié à rejoindre ses derniers Jazz Messengers. Wynton Marsalis collabore maintenant avec Herbie Hancock, Ron Carter et Tony Williams : à son âge, ou peu s'en faut, les trois hommes venaient juste de constituer, sous l'égide de Miles Davis, l'une des plus belles rythmiques du jazz. Aujourd'hui, ce quartett propose une musique lourde d'accents davisiens — de ceux qui vibraient dans* Nefertiti *ou* Miles Smiles *Qui a pu l'écouter en juillet (aux festivals de Nîmes, Nice ou Vienne, à Paris...) s'est vite aperçu que Wynton Marsalis n'est pas pour peu dans le brillant d'une formation dont la reprise d'anciennes couleurs n'est aucunement synonyme de passéisme. Wynton Marsalis n'a pas vingt ans : ce n'est pas un musicien « prometteur », mais bien, d'ores et déjà, l'une des voix importantes de la trompette.* — C. T.

« On dit fréquemment qu'Art Blakey a toujours manifesté, quant aux trompettistes, un étonnant talent de découvreur. Depuis les années 50, les Jazz Messengers ont compté dans leurs rangs presque tous les grands de l'instrument...

— De fantastiques trompettistes y ont séjourné : Kenny Dorham, Donald Byrd, Lee Morgan, Freddie Hubbard, etc., et Art a été l'un des tout premiers à mesurer l'importance d'un Clifford Brown. Avoir fait partie du groupe ne m'autorise pas à me prendre pour leur égal. Je les aime sans exception, comme aussi Booker Little, Miles Davis, Don Cherry... J'ai énormément appris en les écoutant tous, en écoutant Fats Navarro également, ou Gillespie. Je peux préférer tel ou tel, mais aucun pour *moi* n'est le meilleur : chacun a sa personnalité et, à les étudier, je ne pourrai jamais épuiser leurs richesses. J'ai horreur de l'esprit de compétition, des Hit-Parades. Je ne veux pas faire de classement des musiciens que j'aime.

» De même, je ne me sens pas tributaire de l'un d'entre eux en particulier. Quand vous jouez, vous ne faites pas référence au passé ; vous vivez et exprimez l'état présent de votre émotion, *sans évocation, sans* rappel de l'histoire, ou alors votre émotion ne passe pas. Mais on essaie toujours de rattacher votre expression au passé, de la ramener au connu ; la *comparaison sévit partout, surtout* en musique semble-t-il, et entache irrémédiablement le jugement. On vous entend, et on vous compare à celui-ci ou celui-là ; la plupart du temps, cette relation n'a aucun fondement : il suffit d'écouter les disques de vos prétendus pères pour le voir. Actuellement, mon désir est d'enregistrer pour laisser une trace à laquelle on puisse revenir et qui coupe court à toute tentative de réduction par la comparaison.

» Armstrong est le seul musicien dont je ressente véritablement l'influence. Tous les trompettistes, d'ailleurs, lui sont redevables. C'est *le seul génie de* l'instrument et, au même titre que Charlie Parker, l'un des très rares génies du jazz. Il m'étonne constamment, et je retourne souvent à ses disques, pour réentendre un trait de phrase à la *logique harmonique surprenante* ou les bonheurs de construction d'un chorus. Thelonious Monk, Armstrong, Parker, Ornette Coleman : on apprend d'eux toute sa vie.

— Vous détestez le Star System, mais appartenez au quartette d'une « star », Herbie Hancock...

— Ce sont les médias qui donnent ou ont donné cette image d'Herbie. Il ne se considère *pas comme une* vedette. C'est un très grand pianiste qui a toujours joué ce qu'il avait envie de jouer dans le moment, et un excellent compositeur. J'ai infiniment de respect pour lui. Seules comptent *ses qualités de* musicien ; ce qui a été fabriqué *tout autour, pour* des *raisons* promotionnelles, par un système qui n'a rien à voir avec la musique, qui s'en moque éperdument, ne m'intéresse pas.

» Un vrai musicien ne peut être une « star », car son cheminement personnel bouscule sans relâche la représentation figée et superficielle que les *médias voudraient lui imposer.* On n'écoute pas vraiment Herbie Hancock ou *Miles Davis. On* se contente des cartes postales qu'en montrent les médias. Il suffirait cependant de les écouter attentivement pour comprendre qu'ils ne sont en rien des marionnettes. Ce sont de vrais musiciens. *C'est dire qu'ils* sont sincères et ne jouent jamais pour quelqu'un *d'autre qu'eux-mêmes* ou leurs partenaires. Lorsqu'on est sincère, on essaie simplement de rendre la musique belle — et cet *effort ne concerne que soi.* Que signifie « faire de la musique pour quelqu'un », sinon l'hypocrisie ?

» Le public veut des « stars ». Il n'aime jamais l'originalité, au moins à ses débuts. Il a peur des perturbations qu'entraîne la nouveauté : elle oblige à réfléchir, réduit à néant le confort des repères. Voilà pourquoi ses faveurs vont avant tout à la musique dite *populaire, qui ne fait que* reproduire des formes connues, rassurantes. La musique, *la vraie,* vit bien autrement et compose un monde incommensurablement plus généreux, profond, où s'épanouissent les sentiments et les émotions. En ce sens, je n'espère pas être un musicien *« populaire ».*

New-Orleans, New-York

— Quelle importance accordez-vous à votre passage chez les Messengers ?

— J'ai vécu une année avec les Messengers. C'est une expérience qui ne pouvait qu'avoir son poids, mais elle n'a pas été décisive. Mes *nuits d'adolescent* passées à jouer dans les clubs de New-Orleans sont tout aussi marquantes, sinon plus, de même que mes études classiques, que je poursuis maintenant à la Julliard School. C'est à mon père, *Harris Marsalis,* que je dois l'essentiel de mes connaissances musicales : mon expérience fondamentale tient aux conversations que j'ai eues quotidiennement avec lui. Jazzman lui-même, sa culture musicale est *immense. Il m'a guidé dans* mes écoutes, conseillé, permis d'acquérir une perspective historique solide. Ce que je lui dois est inappréciable.

» J'ai été heureux de jouer avec Blakey, mais pas dans son big band, dont la structure est *très contraignante : toujours* les mêmes arrangements, les mêmes parties à exécuter, le même ordre des solos... J'ai les big bands en horreur. Ils entravent la créativité, fonctionnarisent complètement les musiciens. Ma *propre formation* sera un quintette.

— Vous vivez à New-York depuis deux ans. Que pensez-vous de la scène musicale new-yorkaise ?

— Il y a beaucoup de musiciens, peu d'endroits où jouer, peu d'engagements. Se faire reconnaître est très dur ; il faut toujours se surveiller, ne jamais faiblir. La concurrence et les jugements *sont très sévères.* Pendant longtemps, vous n'êtes rien; quand on commence à s'intéresser à vous, le moindre faux pas peut être fatal. On se sent incessamment guetté par l'avis des autres, d'abord celui des *musiciens en place, qui se méfient* des nouveaux venus. Tous heureusement n'agissent pas ainsi, et certains vous donnent votre chance — j'en ai heureusement rencontré quelques-uns. Vivre à New-York est très difficile, *spécialement si* vous ne voulez jouer que votre musique ou la musique que vous aimez. J'ai dû souvent participer à des séances de studio pour m'en sortir.

— On vous retrouve aujourd'hui auprès de trois musiciens dont les noms sont associés à l'une des grandes époques de Miles Davis...

— Je travaille avec eux, mais ne joue pas le rôle de Miles. Miles est irremplaçable et mon but n'est pas de l'imiter, mais d'être moi-même. J'espère y parvenir. »

Propos recueillis par
GUY SCHOUKROUN
et CHRISTIAN TARTING.

BILL COLEMAN, MUSICIEN

L'histoire

BILL COLEMAN vient de disparaître doucement dans le Gers. Qui aime le jazz *et ne connaît pas encore l'After You've Gone* ou *Joe Louis Stomp,* de Bill — enregistrés *en trio* sous son nom, — ou ses *solos* de *Hanging Around Boudon* — avec Dicky Welles — ou de *B C Blues* — avec Django, — ou qui n'a pas eu jusqu'ici l'occasion d'écouter, ne serait-ce que l'un de ces chefs-d'œuvre d'intelligence et de vivacité gracieuse *a été privé du plaisir d'entendre* l'un des héros de la musique afro-américaine à l'époque où elle faisait, en France, la conquête de la nuit.

Bill Coleman, né à Paris (Kentucky), fut séduit par Paris (Seine) dès le voyage qu'il fit en 1933. En ce second Paris, il *trouva son port d'attache quand* il revint sur le *Normandie* en Europe, où il resta de 1935 à 1939, puis cette fois, sans retour, y élut domicile, après la guerre, jusqu'à ces derniers temps. Bill effectua donc un peu plus de la *moitié de sa carrière de* trompettiste hors des États-Unis, se maria place Saint-Sulpice et devint quasiment Français avec une tendresse particulière pour notre Sud-Ouest, et plus précisément pour la Gascogne, où il a rédigé ses Mémoires maintenant traduits de l'américain par celle *à qui il les a dédiés,* et qu'il nomme en première page du livre sa « *chère femme Lily* » (1).

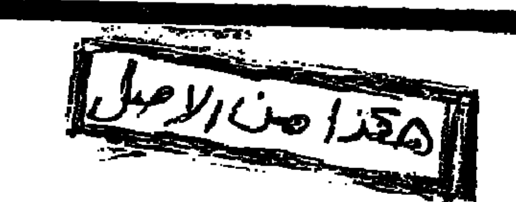
L'ouvrage ajoute au récit de beaucoup d'autres musiciens jazzistes une moisson nouvelle *de faits* importants et d'anecdotes piquantes, il a la valeur inestimable de ce qui est dit en histoire non seulement par le témoin, mais par l'agent. Sobrement, fermement, Bill Coleman juge aussi les personnages et le monde de sa vie. Avec, on s'en doute, une sévérité sans réplique, le *racisme, dont il a souffert.* Racisme de Cincinnati, où, tout jeune, il ne s'asseoit au théâtre qu'en la galerie, en haut, la « galerie des cacahuètes ». Racisme de San-Diego, où le préposé d'un bar l'accuse d'ébriété *pour n'avoir pas à lui servir à* boire. Racisme de Gettysburg, à l'endroit même où Lincoln avait proclamé leur émancipation et où les gens dits de couleur ne pouvaient franchir la porte des restaurants blancs. Racisme de Denver, *où un petit miteux pousse* Bill dans le dos et gueule : « *Hors du trottoir, négro.* » Racisme de Centerville enfin, où un fermier, égorgeur de cochons, invite les Noirs à danser en tirant au fusil vers leurs pieds — dans son autobiographie, Dizzy Gillespie rapporte la même répugnante plaisanterie.

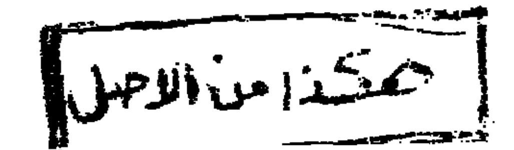
Beaucoup d'eau passera sous les ponts, tout de même, entre *ce soir de la Saint-Sylvestre 1936* où Bill boxa l'injurieux vice-consul américain de Bombay et ce jour de novembre 1971 où il sera l'hôte d'honneur en Côte-d'Ivoire de l'ambassadeur des États-Unis.

On comprend que, dans le Montmartre des années 30, Bill se soit, après *tant d'abjectes* humiliations, senti « *accepté comme un être humain* » et n'ait plus, dès lors, attendu que l'heure et cherché que le moyen de faire, comme il l'écrit, ses « *adieux à l'Amérique.* » Curieux *Montmartre* de l'avant-guerre, où les musiciens noirs se retrouvaient à *l'hôtel Lisieux, à l'hôtel* Boudon, jouaient au Hot Feet, rue *Pigalle,* chez Florence, rue Blanche, à la Cabane cubaine, rue Fontaine, où Bill, qui ignorait tout de la musique antillaise, découvrit, « *à sa grande surprise, qu'elle swinguait terriblement* ». Coleman Hawkins vivait alors aux *Pays-Bas,* mais rappliquait parfois pour retrouver les Montmartrois, à sa propre satisfaction et distraction, et pas seulement dans le Harlem parisien, mais aussi dans les beaux quartiers à la Villa *d'Este, près de l'Étoile, où chaque* soir, Georges Carpentier venait écouter Bill et le jazz.

Avant de se rendre en Europe et de s'y fixer, Bill Coleman avait aperçu, rencontré ou fréquenté le gratin de son domaine, *d'abord à « Cincy » (Cincinnati),* où il fit ses premières armes chez Clarence Paige, ensuite à New-York, dans les formations de Lloyd Scott, Luis Russell, Don Redman, Benny Carter, Lucky Millinder, Fats Waller, Teddy Wilson, Andy Kirk, Sy Oliver. Avec ces groupes, Bill hanta les boîtes de New-York, le Savoy, dont il donne sur plusieurs pages une description précise et dont il rapporte les « batailles d'orchestre », le Roseland, le Cotton *Club, le Lenox's, le Connie's Inn,* le Golden Gate, le café Society, Jimmy Ryan's.

Bill, on le voit, méritait bien d'être l'un des élus en septembre 1945 d'un concert à Town Hall du Best American Jazz que présentait *Specs Powell. Il y* côtoya Charlie Parker, qu'il devait retrouver au festival de Pleyel trois ans plus tard. « *Parker,* écrit-il, *venait de surgir au*





DE PARIS

d'une trompette

premier plan avec Dizzy Gillespie. Les boppers apportaient un changement qui se situait dans le courant du jazz authentique. » On se souvient que Louis Armstrong, par exemple, manifesta plus de réticence à l'égard de ce courant bousculant.

Bill Coleman, sans se départir jamais de son calme et de son élégance, porte un regard sévère sur le milieu musical, où les managers n'ont pas l'apanage de l'arnaque. La *société tout entière* est mauvaise, peuplée de gens qui tiennent des rôles, des postes, des pouvoirs et qui sont sur scène, dans la rue comme dans les coulisses vingt-quatre heures sur vingt-quatre moins le sommeil. Voici Cecil Scott, le voleur, Herman Chittison, le traître, Noble Sissle, le m'as-tu-vu, Fess Williams, le musicien bidon, qui avait pourtant beaucoup de succès au Savoy, Willie Lewis, l'exploiteur, qui feint le repentir et qui pleure à volonté.

Sacrés « reefers »

Toutefois des êtres de lumière traversent ce crachin : Armstrong dont « *les doigts paraissent voler au-dessus des valves* », Ellington, seigneur sans prétention qui vient danser sur la piste du Grand Terrace de Chicago et dire bonjour à chacun des musiciens de l'orchestre, alors que Tiny Bradshaw, un nullard — c'est toujours comme ça, — a fait, lui, semblant de ne voir personne ; John Hammond, beau-frère de Benny Goodman, ami de Bill et découvreur de talents, de Meade Lux Lewis à Charlie Christian ; Thimotée-« Timme », Rosenkrantz, baron danois dit « baron Barrelhouse », érudit en jazz et tellement envoûté par Harlem qu'il y prit ses quartiers, épousa la chanteuse Inès Cavanaugh, et ouvrit avec elle une boutique de disquaire sur Saint-Nicholas Avenue.

On buvait ferme dans les cercles du jazz en ce temps-là. Fats Waller éclusait chaque jour cinq litres de vin muscat parce que son médecin lui avait déconseillé le whisky pour cause de goutte. Charlie Big Green n'assurait que le premier set et allait tout après s'étendre sur un lit de camp ; Lips Page possédait une Cadillac, mais avait toujours refusé d'apprendre à conduire pour pouvoir se soûler à son gré. Tous les records furent peut-être battus en Espagne au Jamboree de Barcelone par les décorateurs rémunérés en potion au rhum et qui laissèrent, selon l'auteur, « *des empreintes de pied au plafond* ». Bill Coleman lui-même convient qu'il descendait avec Curby Alexander deux ou trois bouteilles de whisky par jour et avoue, non sans humour et malice, qu'à Tokyo, dans une salle de cinéma il eut soif tout de suite en s'identifiant au Ray Milland de *Lost Week-End*. Il ajoute, en toute candeur et bonne foi : « *J'aimais l'alcool, les « reefers »* (les cigarettes de haschisch), *mais la drogue, non, merci.* »

De ces « reefers », tout de même, il dénonce les illusions qu'ils induisent chez les auditeurs, musiciens ou non. Ainsi par un effet de cigarette, le drummer Zutty Singleton trouve le pianiste Randy Down d'un talent fou, quelque temps plus tard, d'une médiocrité insigne. « *Zutty fumait de la marijuana,* écrit Bill, *et le premier soir où il avait entendu Randy, il était sous influence.* » Sacré « hasch » ! Grâce à lui Christine Dubois ou Caroline Martin peuvent devenir pour une oreille distraite et selon la dose les égales de Bessie Smith et de Billy Holliday, dont Bill Coleman parle avec passion.

Bill Coleman relate la vie de New-York, celle de Paris en France, celle de toutes les villes que le jazz a touchées et qu'il a lui-même visitées, cinquante années de pérégrinations. Avec une fuite à Manille, où les coqs de combat morts, immangeables, *mais tout de même préparés par* le cuisinier, faisaient des consommateurs « *les derniers perdants de la bataille* ». Avec une fuite en Egypte, puis un long séjour aux Indes grouillantes de lézards et de maharadjahs, où le luxueux hôtel Taj Mahal avait été construit selon des plans inversés et présentait ses arrières face à la baie. L'architecte, n'ayant pu survivre au désastre, s'était purement et simplement suicidé. Bill joua joyeusement sur cette place en compagnie de Charlie Lewis et sans doute depuis l'estrade en prenant une vue sur la mer.

Le livre raconte encore beaucoup de choses. Les soirs à Paris au Bopperea-House — avec Annie Ross et Kenny Clarke, — au *Vieux-Co* — avec Jacques Hess et « Spike Jones » de Fatto, — au Club Saint-Germain — où Bill reçut Tommy Dorsay — au Ringside (futur Blue-Note) de Ray Sugar Robinson — avec Solal « *qui jouait magnifiquement* », — aux Trois-Mailletz *(« la geôle de François Villon », maison de torture qui attirait les badauds)*, aux studios de ciné où il tourne *la Putain respectueuse*, de Sartre, le *Blues Jumped and Got Me* de Jimmy Lover Man Davis. Les soirs à Berne au Chiquito, à Londres au Ronnie Scott's, à Juan-les-Pins (invité de Count Basie), à Luneray pour plusieurs festivals de juin, aux Pays-Bas, en Italie, en Autriche, au Portugal, au Danemark, en Allemagne, où l'on parlait encore dans la presse, par péjoration en 1955, de « *la musique de nègres* ».

Bill roule sa bosse. Il fait quelques économies. Il sait qu'il n'aura jamais la bonne retraite et pense à ses vieux jours. Il vend son appartement du 54, rue Monsieur-le-Prince, dans la maison « *que Pascal avait habité* ». Il loue, en 1963, un appartement dans le douzième, puis à Fontenay-sous-Bois. Il confie à une « connaissance » pour le placer, l'argent qu'il lui faudra plus tard. La connaissance fait faillite. « *A soixante-deux ans*, écrit Bill, *je me retrouve sans un sou ; il me faut, plus que jamais, continuer à jouer.* » Il se tient à sa décision dans une société oublieuse et cruelle. En 1981, il reçoit un prix exceptionnel de l'Académie du jazz pour l'ensemble de son œuvre. Il donne des concerts, toujours, mais il revient avec une joie insigne dans « *la belle campagne du Sud-Ouest* », où il est « *comme un poisson dans l'eau* ». Il s'y est englouti, éteint, à soixante-dix-sept ans, au mois d'août en pouvant compter sur la mémoire des hommes.

LUCIEN MALSON.

(1) *Trumpet Story*, Paris éditions Cana, 1981.

Une sélection

Marlène

«La Scandaleuse de Berlin», de Billy Wilder

Années 50, chasse aux nazis, fraternisation des riches vainqueurs et des vaincus affamés et serviles, humour corrosif, scepticisme de Billy Wilder, et Marlène, qui sur les ruines chante « Marché noir » et « Illusions ».

et aussi

CINEMA : *le Choix des armes*, d'Alain Corneau (flics et voyous). *Il faut tuer Burgit Haas*, de Laurent Heynemann (flics et terroriste). *L'Année des treize lunes*, de Fassbinder (une histoire d'amour). *New York 1997*, de John Carpenter (un rêve américain). *L'Homme de fer*, de Wajda (un espoir polonais, palme d'or au Festival de Cannes).

THEATRE : *1929*, au théâtre Présent. *Mérimée*, à l'Atelle Théâtre. *Si tu grimpes à l'arbre, rapporte-moi une vache*, à l'Espace Marais. *Anatole*, à l'Espace Gaîté.

EXPOSITIONS : *Expression textile et théâtre : Yagoda Buic* ; *Fils, papier, espace : E. Baran*, au musée des tapisseries à Aix-en-Provence. *Jean-Pierre Pincemin* et *Bernar Venet* (chapelle de la Charité), *Luis Tomasello* (musée Reattu), *Toni Grand* (cloître Sainte-Trophine), à Arles. Inauguration du *musée Jean-Lurçat*, à Aubusson. *Espace peint, espace traversé : la danse*, au musée de Toulon. *Alberto Naguelli : dessins florentins 1914-1918*. *Carte blanche à Sheila Hicks*, au musée de Rennes. *Giacometti*, au musée de Saint-Etienne. *Robert Guinan*, au musée de Grenoble. *Tinguely : machines 1981*, à l'abbaye de Sénanques. *Dessins de Bonnard*, au musée savoisien de Chambéry.

Zigzags à Zurich

(Suite de la page 11.)

Mais avant : le musée, la Kunsthaus, cette mine pour la connaissance de Füssli — nulle part ailleurs il n'y en a autant — qui était zurichois (et non anglais), Böcklin, Hodler le robuste, Vallotton, Giacometti et quantité d'autres artistes suisses et européens, témoins d'un esprit collectionneur extrêmement ouvert et averti de la qualité, plus que prompt à spéculer sur l'art-*marchandise (mais oui)*. Le *musée* a aussi cette qualité d'absorber sans « cloisonnisme » excessif l'ancien et le nouveau, et un espace d'expositions temporaires tout proche des collections permanentes : cet été, par exemple, « Mythes et rituels dans l'art », qui remet à une plus juste place l'apport novateur de cette *décennie — les années 70 — si* négligée aujourd'hui.

Könz n'a pas l'air très convaincu par la tournure des choses — installations, *totems*, *architectures imaginaires* signées Oppeinheim, Poirier... Il a, visiblement, beaucoup plus d'affinités avec les œuvres de Martin Schwarz, un jeune artiste originaire de Winterthur (comme Wölfflin) et dont un des principes fondamentaux est de trafiquer des reproductions d'œuvres et chefs-*d'œuvre du passé, avec beaucoup* d'intelligence. Et même si, à la longue, le créneau dans lequel il opère paraît limité, on se marre, ce qui n'est, après tout, pas défendu, même au musée.

Imaginez entre autres, dans un paysage de Friedrich, la trajectoire d'un arc-en-ciel transformée en celle d'un avion à réaction, le nez et le menton de Montefeltre prêtés à sa dame, et vice versa, Mona Lisa gommée du paysage (reconstitué à *l'identique supposé et crédible)*, le bras de Napoléon descendu très nettement au-dessous de la ceinture, la bataille d'Altdörfer vidée de ses belligérants et la place du village de Bruegel de ses occupants — pas tout à fait, en vérité : le cul-de-jatte n'a pu s'enfuir, il a tout de même opéré un quart de tour... *Donc on se marre. Nous suons* — comment se fait-il qu'un musée pareil ne surveille pas mieux le thermomètre. Nous sortons pour chercher quelques galeries ouvertes. Il n'en est point, ou si peu. Sous la porte de Maeght, le courrier s'entasse.

A Engelberg, Könz, qui adore les images, toutes les *images*, et n'a pas encore réussi à convaincre les moines du couvent bénédictin fondé au début du douzième siècle de lui montrer les fabuleuses enluminures qui y sont conservées, est en train de boucler un ensemble important de graffiti pour une résidence chic, *bien intégrée au paysage* très beau de cette haute vallée. Les maisons à arcades allient tradition et modernisme, jouent sur un bon équilibre des pleins et des vides, des balcons en bois brun et du crépi clair. Idée que reprend Könz, très soucieux de conserver les lignes de force de l'architecture, en jouant sur l'alternance du bourrage décoratif et des grandes figures isolées sur le mur.

On est en terre catholique, et dans une *station* de *sports* d'hiver, et les thèmes traités le rappellent : *Adam et Eve*, le *Sacrifice d'Abraham*, le fondateur du couvent, les *saisons*, les mois de l'année, les saints protecteurs. Avec fantaisie, savoureusement et astucieusement, tout un bestiaire ornemental bien rond, primesautier, s'ourle, pas triste. Ça anime sans excès, se tord parfois. Creusé dans l'enduit frais, le dessin doit être exécuté rapidement : pas de dessin prépa*ratoire, on tourne en direct*

Toujours à Engelberg, Könz a peint aussi les murs des toilettes d'un espace pour les enfants — il y a mis les mois de l'année : décembre est un skieur, — et aussi sur la petite maison d'une association de tir, le martyr de saint Sébastien, notre homme ne manque pas d'humour. A noter, encore, que les anges à Engelberg portent patins aux pieds, pour atterrissage contrôlé dans la neige. Héritier *d'une tradition populaire*, il la perpétue avec son savoir, sa verve narrative.

Tout cela ne semble pas gêner outre mesure le Könz des collages par centaines qui développe à Zurich une imagerie folle, inquiétante, abracadabrante, faite de toutes les images, de tous les symboles découpés dans de vieux livres, des revues, partout. Il est Jekill à Engelberg, Hyde à Zurich, l'un ici talonnant l'autre là, tou*jours prêt au détournement, au dé*bordement iconographique, aux dérapages aventureux de figures hybrides hors cadre. Et c'est pour cela, sans doute, qu'il me parle des « sprayers » — lire les utilisateurs de couleurs en bombes aérosols, outil très opérationnel, peu encombrant, pas salissant, commode pour le repli stratégique (en cas d'alerte, on le glisse dans la poche), mais qui nuit gravement à l'originalité de la typographie, — dont le sort *n'est pas toujours enviable à* Zurich. Des *sgraffiti* aux graffiti, après tout, il n'y a qu'un *s*, celui de la légalité. Mais Könz sait ce que veut dire transgresser les interdits, au moins au-delà des conventions d'un style.

GENEVIÈVE BREERETTE.

La disparition du collectionneur Joseph Hirshhorn

Joseph Hirshhorn, fondateur du Musée d'art moderne qui porte son nom, à Washington, et ancien milliardaire de l'uranium, est mort, mardi 1er septembre, à Washington. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

La chance sonne toujours trois fois

La légende du self-made man américain qui a commencé très bas et est arrivé très haut illustre bien la vie de Joseph Hirshhorn. Né en Lituanie, il arrive à l'âge de six ans aux Etats-Unis avec ses douze frères et sœurs, et mène une enfance misérable dans un quartier de Brooklyn. A douze ans, il vend des journaux, mais ne tarde pas à aller traîner du côté de Wall Street, à s'intéresser à la Bourse, et à y travailler. Un peu avant le grand krach de 1929, il était encore jeune homme et déjà riche, et peu après le « vendredi noir », à l'heure du grand bouleversement des fortunes, il était milliardaire. Ayant joué et gagné un audacieux coup de poker, il quitta les jeux de la Bourse et convertit ses papiers en possessions minières au Canada. La chance devait lui sourire une deuxième fois, peu après la déclaration de la guerre : une de ses acquisitions était une future mine d'uranium.

A la cinquantaine, il vendit ses intérêts canadiens et, passé soixante ans, Joseph Hirshhorn prit sa retraite des affaires. Désormais, c'est à l'art qu'il se consacre. « Investisseur » de tempérament, il achète peintures et sculptures par lots entiers, raflant ce qui, en ces années-là, subsistait encore sur le marché de l'art moderne, né avec lui au tournant du siècle.

Le milliardaire consacra à l'art beaucoup de ce que lui fit gagner l'uranium, amassant une collection dont le nombre des œuvres se chiffrait par milliers. S'il n'avait pas toujours un grand sens de la qualité, il avait celui de la quantité. Dans le nombre de ses acquisitions, on trouvait le meilleur et le pire. L'homme d'action fit construire, en 1974, un musée pour abriter ses collections, sur le célèbre Mall, la grande avenue de Washington, non loin de la nouvelle aile de la National Gallery.

Il consacra vingt années à sa dernière entreprise : un musée qu'il voulait donner au pays, mais avec une clause obligatoire, qu'il porte son nom et illustre en même temps l'histoire du petit immigré au grand cœur. L'Etat accepta la donation, mais la clause de M. Hirshhorn suscita une controverse. Vite calmée, car, avec le temps, on s'aperçut que les quelque cinq mille six cents peintures et sculptures qu'il avait données recelaient des joyaux, qu'on y trouve des Degas et des Daumier en abondance, que la peinture réaliste américaine, devenue depuis une valeur nationale, y est très riche, et riches aussi ses acquisitions contemporaines : Pollock, Rothko et d'autres étoiles de l'art américain d'aujourd'hui.

La chance avait sonné trois fois pour Joseph Hirshhorn : en art aussi il avait trouvé un champ d'uranium.

J. M.

LE DERNIER FILM DE BERGMAN ?

Ingmar Bergman va abandonner le cinéma. Le metteur en scène a annoncé son intention au cours d'un voyage en Suède, son pays natal, où il reviendra définitivement en 1984, dès qu'il aura terminé son prochain, et dernier, film. Il vient d'en terminer le scénario, mais n'a donné aucune précision, si ce n'est que la distribution sera germano-américaine, et qu'il le tournera en 1983 à Munich, où il s'est établi en 1976, à la suite de problèmes avec le fisc suédois.



EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h. à 22 h. ; sam. et dim., de 10 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche à 16 h. et à 19 h. ; le samedi à 11 h., entrée du musée (troisième étage) : lundi et jeudi, 17 h., galeries contemporaines.

PARIS-PARIS. — Grande Galerie, cinquième étage. Jusqu'au 2 novembre. Sauf mardi et dimanche, à 16 h. et 20 h. : Visite animation.

IDENTITE ITALIENNE. L'art en Italie de 1959 à aujourd'hui. — Jusqu'au 7 septembre.

RODCHENKO. Photographies. — Jusqu'au 6 septembre.

JEAN DEWASNE. La longue marche. Forum. Jusqu'au 4 octobre.

JARDINS DE LA MEDITERRANEE. Carrefour des régions. Jusqu'au 13 septembre.

AUTOPORTRAITS PHOTOGRAPHIQUES (1898-1981). — Salle animation et salle contemporaine. Jusqu'au 4 octobre.

C. C. I.

PAYSAGES. Evolution du paysage français depuis ces trente dernières années. — Jusqu'au 5 octobre.

B. P. I.

LA JEUNESSE A VINGT ANS. Photos. — Jusqu'au 5 octobre.

MUSEES

DONATION MARCOU - TROUVELOT - DONATION DE LA SOCIETE DES AMIS DU LOUVRE - PASTELS DE QUENTIN DE LA TOUR (1704-1788) - DESSINS ET MINIATURES DES VAN BLARENBERGHE. — Musée du Louvre, cabinet des Estampes, Pavillon de Flore, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi de 9 h. 45 à 17 h. 15. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 14 septembre.

LA PLACE ROYALE DU PEYROU A MONTPELLIER. — Grand Palais, entrée porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 30 septembre.

LA FRANCE EN MEMOIRE. — Grand Palais, espace 404 (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 octobre.

MONUMENTS DE BASSE-NORMANDIE. Plans et dessins. — Musée national des monuments français, palais de Chaillot. Sauf mardi, de 9 h. 45 à 12 h. 15 et de 14 h. à 17 h. 30. Jusqu'au 15 septembre.

HENRI CARTIER-BRESSON. Dessins : 1973-1981. Jusqu'au 13 septembre. — **TAPISSERIES DE LA MANUFACTURE DE PORTALEGRE,** Portugal. Jusqu'au 30 septembre. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (720-62-40). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Le mercredi, jusqu'à 20 h. 30. Entrée : 10 francs.

JEAN-PIERRE BERTRAND - CHRISTIAN BOLTANSKI - MARIO MERZ. — ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 6 septembre.

ART ET CREATION TEXTILE : Amaral, Grau-Garriga, Tapta, Varbanov. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'en octobre.

SANTI SIRCANA. Espace couleur. Musée des enfants, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, quai de New-York (723-61-27), (poste 16). Entrée libre. Animations sur rendez-vous. Jusqu'au 6 septembre.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Soieries de Lyon, commandes impériales. Jusqu'au 7 septembre. Portrait et société en France 1715-1789. Jusqu'à l'automne. Un siècle d'égyptologie française. - Les arts antiques du Maghreb. — Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. 15. Entrée : 7 F ; le dimanche, 3,50 F.

LE CIRQUE FRANÇAIS. — Musée de l'affiche, 18, rue de Paradis (824-50-04). Sauf lundi et mardi, de 12 h. à 18 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 31 octobre.

BENJAMIN RABIER, œuvre graphique. — Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h. à 18 h. Jusqu'au 18 septembre.

VINGT ANS DE PRIX BOURDELLE. — Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi de 10 h. à 17 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 15 septembre.

PORTRAITS DE FEMMES, 1850-1900. — Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (222-23-82). Sauf mardi de 14 h. à 18 h. Entrée : 7 F ; dim. : 3,50 F. Jusqu'au 14 septembre.

PIERRE SICARD. Du Paris des années folles au Paris de naguère. Peintures. Du 4 septembre au 31 octobre. **CINQUANTE ANS DE MECENAT.** Dons de la Société des amis du musée. Jusqu'au 27 septembre. — Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 9 F.

ALBERT DECARIS. Gravures et aquarelles. — Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard (320-15-30). Sauf jeudi. De 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 13 septembre.

CENTENAIRE DU CHAT NOIR. — Musée de Montmartre, 17, rue Saint-Vincent (606-61-11). De 14 h. 30 à 17 h. 30. Dim., de 11 h. à 17 h. 30. Entrée : 5 F. Jusqu'à fin septembre.

EX-VOTO MARINS DANS LE MONDE DE L'ANTIQUITE A NOS JOURS. — Musée de la marine, palais de Chaillot (553-31-70). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 15 octobre.

L'HUMOUR ET LA MEDAILLE à la Monnaie de Paris, 11, quai de Conti (329-12-48). Sauf dim. et jours fériés, de 11 h. à 17 h. Jusqu'au 15 octobre.

LA MODE AU PARC MONCEAU. Epoque Napoléon III. — Musée Nissim-de-Camondo, 63, rue de Monceau (522-13-22). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 13 septembre.

SUR LES CHEMINS DE L'INNOVATION : quelques innovations, futurs instruments de notre vie. **LAENNEC, INVENTEUR DE L'AUSCULTATION, 1781-1981** — Palais de la Découverte, avenue F.-Roosevelt (359-16-65). Sauf lundi. Entrée : 6 F. Jusqu'au 13 septembre.

AUTOUR D'EIFFEL. La vie et les aventures de la tour Eiffel racontées aux enfants. — Musée en herbe, jardin d'acclimatation, Bois de Boulogne (747-47-66). Jusqu'au 31 décembre.

Centres culturels

CARDENAS. Sculptures. — Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 12 h. à 19 h. Jusqu'au 30 septembre.

LES FOLLES ANNEES DU RAIL. — Centre culturel de Belgique, 125-127, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h. à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 4 octobre.

EQUUS. L'objet d'art et le cheval. — Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf dim. et lundi, de 11 h. à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 octobre.

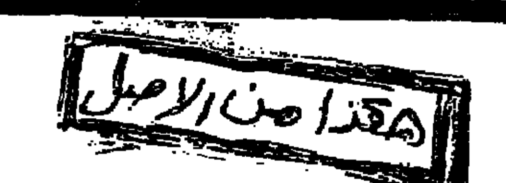
BABAR A CINQUANTE ANS, dessins originaux de J. et L. de Brunhoff. — Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). Sauf mardi, de 12 h. 30 à 19 h. 30. Entrée : 8 F. Jusqu'au 4 octobre.

DOIDEAU, GRANCHE, POITEVIN-TAMARA, JAWORSKA. Tapisseries. — Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (551-35-73). De 10 h. à 19 h. Jusqu'au 20 septembre.

En région parisienne

FONTAINEBLEAU. L'art fantastique aujourd'hui. Salle des fêtes du théâtre. De 14 h. 30 à 18 h. Du 5 au 20 septembre.

SCEAUX. Hommage à Marc Saint-Saëns (tapisseries, dessins, lithographies). — Château de Sceaux (660-07-79). Les lundis, mercredis et jeudis, de 14 h. à 18 h. et pendant les concerts du Festival. Jusqu'au 10 octobre.



RADIO-TÉLÉVISION

Semaine du 4 au 10 septembre

Les programmes du mercredi 2 et du jeudi 3 septembre sont en page 17.

Vendredi 4 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 25 Série : Cher inspecteur.
13 h Journal.
13 h 35 Série : La croisière s'amuse.
14 h 25 Demis Roussos à l'Olympia.
15 h 25 L'été en plus.
16 h 45 Croque-vacances.
Spiderman ; Bricolage ; Variétés ; Black Beauty.
17 h 50 Génération 1 : De la musique et génération 1 part en vacances.
18 h 5 Série : Caméra au poing.
18 h 25 Document : Histoire des trains.
Le Transsibérien.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Au théâtre ce soir : Monsieur Dehors.
De Cl. Reichman. Mise en scène : D. Colas. Réal. : P. Sabbagh. Avec A. Abbadie, C. Teissèdre, Y. Varco et D. Colas.
Une jeune fille consolée d'un chagrin d'amour par un laveur de carreaux.
22 h 40 Jardins, paradis de rêve...
Parcs et promenades romantiques.
L'avènement des jardins pittoresques et romantiques inspirés des modèles anglais.
23 h 10 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 30 Série : La vie des autres.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : Les arpents verts.
14 h Aujourd'hui madame : Les artisans de l'éphémère.
15 h 5 Série : Rush.
15 h 50 Sports été.
18 h Récré A 2.
18 h 30 : C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 La commode.
20 h Journal.
20 h 35 Série : L'Ennemi de la mort.
D'après le roman d'E. Le Roy. Réal. : R. Kahane. Avec C. Lizon, N. Mazéas, J. Clèves...
21 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot : J. Laurent et la rentrée romanesque. Avec Mmes B. Privat (Portrait d'une enfant interdite), L. Cosse (les Chambres du Sud), et MM. J. Laurent (les *Sous-Ensembles flous*), A. Gerber (le Jade et l'Obsidienne), C. Giudicelli (Une affaire de famille).
22 h 50 Journal.
23 h Sports : *Athlétisme.*
Coupe du Monde à Rome ; Cyclisme.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes.
Les aventures de David Balfour ; Titres en poche : Balthazar le mille-pattes.
20 h Les jeux.
20 h 30 V 3 - *Le nouveau vendredi.*
Les Fils du vent : la sédentarité des Tziganes (sous réserve).
21 h 30 Téléfilm : Portrait d'un inconnu.
Réalisat. : P. Planchon. Avec : B. Freyd, D. Hermann - Kristo, etc.
(Lire notre sélection.)
22 h 25 Journal.
22 h 45 Magazine : Thalassa.
Le course autour du monde.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Rencontre avec un vigneron.
8 h, Les chemins de la connaissance : Le canal royal des Deux Mers (les mirages de l'isthme aquitain) ; à 8 h 32, Le miracle de Théophile : image et texte d'un miracle.
8 h 50, Echec au hasard : Est-il possible d'enseigner les mathématiques ?
9 h 7, Matinée des arts du spectacle.
10 h 45, Le texte et la marge : Ivan le Terrible, avec C. Durand-Cheynet.
11 h 2, Libre parcours récital : M. Horak, piano.
12 h 5, Agora : Les maisons des artistes, par H. Touraine.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Musiques extra-européennes : Grands solistes orientaux récemment disparus.
14 h, Sons : Paris au mois d'août.
14 h 5, Un livre, des voix : Une enquête au pays, de D. Chraïbi.
14 h 45, Un homme, une ville : Rembrandt à Amsterdam.
15 h 50, Contact.
16 h, Pouvoirs de la musique : La danse ; Itinéraire musical de J.-J. Rousseau.
18 h 30, Feuilleton : *Les bas-fonds de Paris*, d'A. Bruant.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, A comme artiste : Ljuba, peintre.
20 h, Emission médicale : La myopathie, en liaison avec TF 1.
21 h 30, Black and blue : Dix livres sur la musique afro-américaine.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Entrée des artistes : « Musique populaire ». Angleterre, Ecosse, Hollande, Allemagne, *France* (Ravenscroft, Beethoven, Haydn, Canteloube, Montebus-Krier) ; 7 h 30, Anthologie du mois : la mélodie française (Fauré, Ravel, Poulenc, Roussel, Auric, Milhaud, Honegger) ; 8 h 10, Kiosque : informations sur les concerts, festivals et stages musicaux.
9 h 30, Les grands de ce monde : L'inspiration populaire dans la musique classique et baroque (Janequin, Bach, Corrette, Soler, Couperin, Milan, Campra, Raison, Vivaldi, Mozart, Purcell, Pugnani et anonyme) ; 11 h 30, Concert (« Nuits de Sceaux », 19.10.1980) : « Première suite de Symphonies », de Mouret, « l'Aurore » de Bernier, « Suite française en sol » de Barraine, Delannoy, Aubin, Françaix, Martelli, « Divertissement de Sceaux » de Gilliers, « Suite opus 33 pour trompette » de Schmitt, « Les divertissements de Sceaux » de Houdy, « Idylle sur la paix » de Lully, par l'orchestre de chambre Ad Artem de Metz, dir. L. de Froment, et *la chorale* E. Brasseur, dir. C. Brilli ; 13 h, Jazz vivant estival : aux Nancy Jazz Pulsations le 4.10.80, et au Palais des Congrès de Paris le 8.3.1980.
14 h Musique légère : œuvres de Rauber et Ganno ; 14 h 30, Le génie du lieu : « Le sentiment populaire dans le romantisme *allemand* » *par* M. Vignal (Haydn, Weber, Schubert, Haydn, Schumann, Mahler, Reinecke, Raff) ; « Ecole nationale » par Y. Queffelec (Bartok, Kodaly, Sibelius, Smetana, Dvorak, Grieg, Chostakovitch, Martinu, Janacek, Prokofiev, Britten).
18 h 2 Repères contemporains : Jean Schwarz, « *Surroundings* », avec Ch. Austin et J. Gallivan ; 18 h 30, Concert de musique de chambre (*Narbonne* 23.6.1981) : « Trio pour piano, violon et violoncelle n° 1 » de Beethoven, « Trio D 897 » de Schubert, « Trio n° 2 » de Mendelssohn, avec J.-B. Pommier au piano, M. Kaplan au violon et L. Parnas au violoncelle.
20 h 5 Les chants de la terre : musique traditionnelle d'Asie, d'Afri*que et de l'océan Indien* ; 20 h. 20, Concert (Echanges franco-allemands) : « Symphonie n° 5 en si bémol majeur » de Brückner, par l'orchestre Radio-Symphonique de Sarrebruck, dir. G. Wand.
22 h 15, Ouvert la nuit : les week-ends de la francophonie, par M. Lovano, « Musique française d'aujourd'hui » (Constant, Barraqué) ; 23 h 5, Vieilles cires : les Quatuor du Flonzaley (Brahms).

Janus

PORTRAIT D'UN INCONNU
FR 3, 21 h 30

Comment se débarrasser d'un passé chargé et recommencer une nouvelle vie ? En changeant d'identité ou, mieux de visage. Si par hasard la femme avec qui vous vivez a la malencontreuse idée de tomber sur votre faciès d'antan nouvellement remodelé par la chirurgie esthétique, il faut calmer ses suspicions et poursuivre sans rien dire ses occupations parallèles. C'est le cas de M. Bromfield, *qui*, après avoir échappé à une cavale meurtrière et au plasticage de sa voiture, reprend *une existence neuve sans une* femme devenue encombrante.

Truffé d'astuces policières, ce téléfilm réalisé par Paul Planchon a le mérite, grâce à sa violence, d'aller vite au fond du sujet. — M. G.

● **Ouvert la nuit** (F.M., 22 h 15). — Nouveau directeur des programmes de France-Musique, M. Koering a annoncé que, dans l'immédiat, il changerait le contenu sans changer la « grille » *(c'est-à-dire les formes)*, intention naïve qui ferait sûrement sourire un « dialecticien » si cet animal existait à part entière. Venant d'un compositeur, cette opération de haute voltige consistera peut-être — outre à *faire surgir des présentateurs* vedettes « style périphérique », aux coins de toutes les émissions — à remplacer par un subtil transvasement, les illustres anciens par des musiciens contemporains. Ainsi verrait-on, à *« Ouvert la nuit »*, *Nunes et* Ferrari se substituer à Jean Barraqué, déjà disparu, et à Marius Constant, vétéran de la nouvelle musique. En attendant, Maggy Lovano, qui séduit toujours à trébucher sur des phrases ambitieuses et « proustériennes » par la longueur, présente les deux derniers. Heureusement, son avenir ne semble pas menacé : on peut penser, en effet, qu'elle *fait partie des structures.*

T. Fr.

● **En radio, une rediffusion, dans la série « Un homme, une ville » : « Rembrandt à Amsterdam »**, par Pierre Descargues et Elyane Milhau (F.-C., *4 et 11 septembre, 14 h 45*). — Guidé par le jeune peintre chinois Zao Wou-Ki, l'auditeur découvrira, au long de ces deux émissions, les lieux de Rembrandt à Amsterdam : non seulement le Rijksmuseum, mais la *grande maison de Jodenbreestraat* et celle beaucoup plus modeste de la vieillesse du peintre, la tombe de Saskia, les rues et les canaux de la ville... — B. A.

Samedi 5 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Objectif santé : Les brûlures en chiffres.
12 h 20 La bonne conduite.
13 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
13 h 50 Au plaisir du samedi.
La petite maison dans la prairie ; 14 h 35 Claude Ruben ; 14 h 55 Les évasions célèbres ; 15 h 50 Popeye : La chasse au trésor ; 16 h 25 Le magazine de l'aventure ; 17 h 45 Temps X.
18 h 55 Trente millions d'amis.
S.O.S. animaux perdus.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 *Les paris de TF 1.*
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Monte-Carlo show.
Avec Dalida, G. Campbell, les pompiers de Paris, Magic acrobats of Taiwan, Pahons, et E. Montego.
21 h 30 Série : Madame Columbo.
Le mystère de Sant-Barbara.
Un candidat à une élection politique accusé d'avoir simulé un accident pour obtenir de l'argent d'une compagnie d'assurance.
22 h 25 Spécial sports.
Cyclisme sur piste ; Athlétisme ; Judo.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 20 Journal des sourds et des malentendants.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Prix Nobel : Marie Curie 1867-1934.
Une histoire d'amour.
14 h 5 Les jeux du stade.
18 h Musique : Ouvertures.
(en liaison avec France-Musique).
Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine (Brahms, Dvorak, Offenbach, Strauss, Tchaïkovski).
18 h 30 Athlétisme : Coupe du Monde à Rome.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : L'Arme au bleu.
De M. Frydland. Avec P. Arditi, M. Sandoux, G. Laurent...
(Lire notre sélection.)
22 h 20 Bonjour, bonsoir la nuit (et à 23 h 45).
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes.
Les jetons ; Les aventures de David Balfour ; Pillages.
20 h Les jeux.
20 h 30 Théâtre : La Visite de la vieille dame.
De F. Dürrenmatt. Adapt. : J.-P. Porret. Avec : M. Marquet, etc. (Rediffusion.)
L'attente d'une vieille dame très riche par les habitants de Güllen, petite ville misérable d'Europe occidentale.
22 h 5 Journal.
22 h 25 A vous de voir.
Le Festival du film américain à Deauville.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Le sel des contes.
8 h, Les chemins de la connaissance : Regards sur la science.
8 h 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : Education et informatisation de la société.
9 h 7, Matinée du monde contemporain.
10 h 45, Démarches avec... J.-C. Zylberstein.
11 h 2, La musique prend la parole : Concerto en mi mineur, de Chopin.
12 h 5, Le pont des Arts.
14 h, Sons.
14 h 5, Festival de La Rochelle : Les états généraux du bruit.
16 h 20, Recherches et pensée contemporaine : L'auto-organisation.
18 h, Pour mémoire : La légende noire de *Las Hurdes.*
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
20 h, Le paravent des enfers, de D. Margerie, avec : B. Devoldère, *M. Rayer, E. Riva, etc.*
21 h 55, Ad lib, avec M. de Breteuil.
22 h 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques pittoresques et légères : vagabondages sans frontières en musique récréative (Lamand, Suppé, Manoury, Carrara, Ségurel, Betty, Garcia, Castan, Rakovec, Papatanassiou, Schola, Hofstade) ; 6 h 50, L'opérette du jour : « Les Brigands » d'Offenbach, dir. J. Doussard ; « *Le mariage forcé* » de *Gabaye* et Clerc, dir. T. Aubin ; 8 h, Kiosque : informations sur les concerts, festivals et stages musicaux.
9 h 30 Les grands de ce monde : « Les fils de J.-S. Bach », œuvres de W.-F. Bach, par l'Ensemble de solistes de Fribourg et L. Sgrizzi *au clavecin* ; *10 h 5, Festival de* Salzbourg 1981 (en direct de la radio autrichienne) : « Concerto pour orchestre » de B. Bartok, « Symphonie n° 4 » d'A. Brückner, par l'orchestre symphonique de Chicago, dir. Sir Georg Solti.
11 h 30 Les grands de ce monde : « Les fils de J.-S. Bach » (deuxième partie), œuvres de *C.-Ph.-E. Bach*, J.-J.-F. Bach, J.-C. Bach et W.-F.-E. Bach ; 13 h 5, Jazz vivant estival : « Big bands ».
14 h *Histoire de mes disques* : racontée par Y. Menuhin (Beethoven, B. Bartok, Vivaldi) ; 16 h, Le Génie du lieu : « Hambourg 1750 » (J.-S. Bach, Telemann, J.-C.-F. Bach, W.-F. Bach, *C.-Ph.-E.* Bach).
18 h Ouverture (avec Antenne 2) : « Danse hongroise n° 1 » de Brahms, « Danse en si mineur » de Dvorak, « Barcarolle, des contes d'Offmann » d'Offenbach, « Polka » de R. Strauss, « La belle au bois dormant » extraits, de Tchaïkovski, *par le Nouvel Orchestre philharmonique*, dir. E. Krivine ; 18 h 30, Comment l'entendez-vous ? « Purcell » par Massin.
20 h 35 Récital de chant José Carreras (en direct de la radio autrichienne) : Lieder de V. Bellini, G.-B. Bononcini, G. Donizetti, G. Fauré, Obradors, G. Rossini, A. Scarlatti, P. Tosti, avec E. Muller au piano (*Grossen Festspielhaus*, 22 août 1981)
22 h Ouvert la nuit : les week-ends de la francophonie, « Musique électroacoustique en Suisse romande » (R. Boesch, N. Loeffel, Ph. Vallet) ; 0 h 5, Jazz nocturne : trois jam-sessions du concert d'orchestre de l'Union européenne de radiodiffusion à Helsinki en 1979 et un panorama du jazz canadien en 1981.

La guerre d'Algérie

L'ARME AU BLEU
A 2, 20 h 35

Quand on dit d'un film de télévision qu'il pourrait passer au cinéma, *c'est plutôt un* compliment. On peut le dire pour « l'Arme au bleu » de Maurice Frydland. Même si ce n'est pas une grande œuvre, c'est un bon film, bien fait, qui traite franchement de *certains aspects de la guerre d'Algérie* (1959).

« L'Arme au bleu », tiré du roman de Jean Yanne, raconte les dernières heures d'une patrouille française partie chercher des prisonniers dans le *Sud-Est algérien, presque le* désert. Le camion vient de tomber en panne, et le sergent-chef a donné l'ordre de le détruire (il ne doit pas être réutilisé par l'ennemi), les six soldats du contingent continuent *à pied et s'installent pen*dant cette marche en huis clos dans un paysage de rocailles chauffées à blanc. Des rapports à la fois troubles et violents entre le chef (un mégalomane tortionnaire qui a ses instants *de courage) et un de ses sol*dats (de ceux qui n'ont pas tellement envie de faire la guerre), Maurice Frydland montre l'ambiguïté d'un affrontement entre deux hommes différents. Récit psychologique, mais sans *excuse, qui se termine par le* massacre de la patrouille entière. — C. H.

● **Une confrontation des sciences physiques et des sciences sociales : « L'auto-organisation : de la physique au politique »**, par Gérard Ponthieu et Jacqueline Archam*beaud (F.-C., 16 h 20). — Cette* émission, qui présente les principaux résultats du colloque qui s'est tenu à Cerisy en juin dernier, sur le thème de l'autonomie du vivant, rassemble des chercheurs aussi divers que *Henri Atlan, Cornélius Casto*riadis, Jean-Marie Domenach, Jean-Pierre Dupuy, René Girard, Edgar Morin, Isabelle Stengers, Jean-Claude Tabary, Francisco Varela. Leur rencontre autour de la question des relations *entre la « nature » et la « cité »* est due à l'initiative d'une équipe pluridisciplinaire du C.N.R.S., animée par Jean-Pierre Dupuy et Paul Dumouchel. — B. A.

Dimanche 6 septembre

Deux films

FANTOMAS
Film français d'André Hunebelle (1964), avec J. Marais, L. de Funès, M. Demongeot, M.-H. Arnaud, R. Dalban, J. Dynam.
TF 1, 20 h 35.
★ *Héros terrifiant de la littérature populaire à la fin de la Belle Epoque, Fantomas, transposé dans les années 60, est devenu un aventurier que l'on ne prend pas au sérieux, dans une sorte de vaudeville à gags burlesques. Louis de Funès, en commissaire Juve atrabilaire, vole la vedette à Jean Marais. Adaptation-trahison.*

LE MESSIE
Film franco-italien de Roberto Rossellini (1975), avec P. M. Rossi, M. Ungaro, C. de Carvalho, J. Martin, T. Ucci.
FR 3, 22 h 35.
★ *Rappel de l'histoire des Hébreux et vie terrestre de Jésus. Rossellini, qui n'avait pas la foi, a réalisé un film non religieux, avec un grand souci de réalisme (la Palestine au temps de Jésus reconstituée en Palestine) et de didactisme selon les conceptions qui lui étaient chères depuis « la Prise du pouvoir par Louis XIV ». Aucune scène à grand spectacle, aucune esthétique picturale, mais la constatation de la présence humaine d'un prophète qui devient « le messie » et de ses rapports avec le peuple juif.*

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 15 Talmudiques.
9 h 30 Source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
Célébrée à l'abbaye de Trois-Fontaines (Marne). Prédication : Père Robert Jorens.
12 h *La séquence du spectateur.*
12 h 30 TF 1 - TF 1.
13 h Journal.
13 h 20 Variétés : Billy Smart Circus.
14 h 15 Les nouveaux rendez-vous en direct de Deauville.
Festival du cinéma américain.
15 h 30 Tiercé.
15 h 40 Série : La Couronne du diable.
16 h 40 Sports première.
18 h 15 Série : Les Roues de la fortune.
Réal. : I. Erhat.
19 h 15 Les animaux du monde.
Enquête sur un blaireau.
19 h 45 Suspens.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Fantomas.
Film d'A. Hunebelle.
22 h 10 *La leçon de musique.*
Le piano de Mozart. Avec P. Badura-Skoda.
23 h 5 Journal.

Pompes diverses

UBU COCU
FR 3, 20 h 30

Circonvolutions intestinales, flatulences, gargouillements, engloutissements dans la gidouille, nous voilà de plain-pied dans l'univers du Père Ubu, cocufié par sa femme. Supplice du pal, trappes, « pompes à merdre », apparitions, disparitions, surimpressions, pimentent une sorte de bande dessinée en mouve*ment où les personnages, mas*qués, figurent des marionnettes que Jean-Christophe Averty articule et désarticule à son gré. Rien n'est assez « hénaurme » pour le texte. Le travail d'Averty est brillant, soigné. Un peu trop brillant peut-être. La réalisation dévore le texte. Certains lui reprocheront en outre un manque de sensibilité. — D. W.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h Récré A 2 à table.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Série : Le Retour du Saint.
14 h 10 Documentaire : *Un monde différent.*
Les systèmes de l'esprit humain.
15 h Théâtre : Conversation dans le Loir-et-Cher.
De Paul Claudel. Mise en scène : C. Benedetti. Avec D. Gélin, G. Géret, R. Rimbaud, S. Monfort.
Cette pièce de Paul Claudel, écrite entre 1925 et 1929, met en scène trois hommes et une femme qui conversent de l'art de vivre.
16 h 30 Variétés : Véronique Sanson.
Interprète « Besoin de personne », « Sad Limousine », « Christopher », etc.
16 h 55 Série : Orient-Express.
Jane.
18 h La chasse au trésor.
18 h 55 Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Jeux sans frontières.
Angleterre.
22 h *Peintres enchanteurs de France et d'ailleurs.*
Trois peintres : Anne Vernon, Jacqueline Benoit et Anne Mandeville.
22 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h Série : La Malédiction du Kriss Pusaka.
N° 10 : Des ombres dans la nuit.
20 h 30 Théâtre : *Ubu cocu.*
D'A. Jarry. Réal. : J.-C. Averty. Avec : B. Allemane, etc.
(Lire notre sélection.)
22 h 15 Journal.
22 h 35 Cinéma de minuit (cycle FR 3 et le cinéma) : le Messie de R. Rossellini.

FRANCE-CULTURE

7 h 7, La fenêtre ouverte.
7 h 15, Horizon, magazine religieux : Le baptême des petits enfants.
7 h 40, Chasseurs de son.
8 h, Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h 30, Protestantisme.
9 h 10, Ecoute Israël : Liturgie de Provence.
9 h 40, Divers aspects de la pensée *contemporaine : Le Grand Orient* de France.
10 h, Messe : En direct de l'abbatiale de La Chaise-Dieu.
11 h, Regards sur la musique : Don Pasquale, de Donizetti.
12 h 5, Allegro.
12 h 40, Le lyriscope.
14 h, Sons.
14 h 5, La Comédie-Française présente : L'Ecolier de Salamanque.
16 h 5, Libre parcours jazz.
17 h 30, Escales de l'esprit : La comtesse de Ségur (Diloy le chemineau).
18 h 30, Ma non troppo.
19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h, Albatros : Valéry Larbaud.
20 h 40, Atelier de création radiophonique : Prix Italia 1976 (Opéra du Cameroun, de J. Pivin ; Plainte pour les victimes de la violence, de C. Halffter ; Ne m'oublie pas, de B. Gillet, M. Louys et M. Sola).
23 h, Musique de chambre : Grieg, Bernstein, Arma.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Concert promenade : musique viennoise et musique légère (Haydn, Schubert, J. Strauss, *Zulenburg*, Translateur, Rossini, Lehar, Liadov, Addinsel, Kreisler) ; 7 h 30, Chorales d'Europe : « Messe allemande » de Schubert par le chœur de garçons de Tolz ; 8 h, Polyphonie *de l'été* : *le délire* des doigts (Saint-Saëns, Schubert, Chopin, Liszt) ; la grande polyphonie de l'été (R. Strauss, Mous*sorgski*, Haendel, Szymanowsky, Stockhausen).
11 h 15, Festival de Salzbourg 1981 (Grossen Festspielhaus 29.8.1981) : Symphonies n° 8 et n° 9 de F. Schubert, par l'orchestre philharmonique de Vienne, dir. W. Sawallisch ; 13 h 5, Jazz vivant estival : « Jazz vocal »
14 h, Tel qu'en lui-même : D. Fischer-Dieskau interprète des lieder de F. Schubert ; 16 h, Polyphonie de l'été : opéra, œuvres de Schumann, Robert, Wolf, Stravinski, Beethoven, R. Strauss, Weber.
20 h 5, Equivalences (non-voyants) : six entretiens avec A. Marchal (J.-S. Bach) ; 20 h 30, Concert (*festival* de La Chaise-Dieu — Abbatiale 31.8.1981) : « Fanfare » de G. Hugon, « l'Apprenti sorcier » de P. Dukas, « Concerto pour piano et orchestre » de G. Hugon, « L'Oiseau de feu » de Stravinski, par l'Orchestre philharmonique de Katowice, dir. Cziffra junior, avec E. Heidsik au piano.
22 h 30, Ouvert la nuit : les week-ends de la francophonie, « Jacques Février » (Ravel, Schubert, Poulenc).

● *Un portrait de Valery Larbaud*, **chaque dimanche soir du mois de septembre**, dans l'émission de poésie « Albatros » (F.-C., 20 heures) : Jacques Darras a préparé quatre approches de l'œuvre de Larbaud, *résumées* dans les titres suivants : « Amants, heureux amants » (6 septembre), « J'ai marché dans le troupeau avec délices » (13 septembre), « Une seule religion : toutes les langues » (20 septembre), « Dans un si grand silence » (27 septembre), avec la participation, notamment, de Bernard Delvaille, Emmanuel Hocquard, *Marcelin Pleynet, Robert Mallet*, Jean Bessière, Jean Cassou, Gérard-Georges Lemaire, Serge Fauchereau, Monique Kunz, Viviane Forrester. — B. A.

Lundi 7 septembre

Deux films

L'AMOUR AVEC DES SI...
Film français de Claude Lelouch (1962), avec G. Mairesse, J. Magnan, R. Saint-Bris, J. Franval, F. Noelle, J. Martin.
TF 1, 20 h 35.

★ *Le deuxième des cinq longs métrages tournés par Lelouch de 1960 à 1965, avant le succès triomphal de « Un homme et une femme ». Il était, alors, un cinéaste plus ou moins « maudit » auquel on ne prêtait guère d'attention. Dans cette histoire à suspense (une auto-stoppeuse voyage avec un sadique évadé de prison) se manifeste déjà le brio technique, la virtuosité dans le maniement de la caméra, qui ont rendu Claude Lelouch célèbre.*

UN HOMME EST MORT
Film français de Jacques Deray (1972), avec J.-L. Trintignant, Ann-Margret, R. Scheider, A. Dickinson, M. Constantin.
FR 3, 20 h 30.

★ *Film noir tourné à Los Angeles par un réalisateur français admirateur du cinéma américain. Jean-Louis Trintignant, joueur malchanceux et tueur occasionnel, est pris dans un piège infernal. La mise en scène impeccable de ce « thriller » fait apparaître la solitude, l'impression d'étouffement, d'écrasement, la peur d'un homme perdu et traqué dans une ville étrangère, menaçante.*

PREMIÈRE CHAINE : TF1

12 h 5 *Réponse à tout.*
12 h 25 Une minute pour les femmes.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 50 Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui.
17 h 25 Croque vacances.
Adam, Bricolage, Isidore le Lapin, Variétés, Joë chez les abeilles
18 h C'est à vous.
18 h 25 L'île aux enfants.
18 h 50 Avis de recherche.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : L'Amour avec des si...
Film de Claude Lelouch.
21 h 50 Les nouvelles de l'histoire.
Entretien avec Tewfik el Hakim, historien égyptien, auteur du Journal d'un substitut de campagne, à propos de l'histoire contemporaine d'Egypte : L'homme du vingtième siècle avec le photographe allemand A. Sander, auteur d'un recueil de photographies « historiques » : Naufrage du Pamir.
23 h 5 *Journal.*

DEUXIÈME CHAINE : A2

12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La vie des autres.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame : Des auteurs face à leurs lectrices.
15 h 5 Série : *L'Aigle et le vautour.*
15 h 50 La télévision que j'aime.
Françoise Giroud.
(Lire notre sélection.)
17 h 20 Fenêtre sur...
Ce corps est le vôtre.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les gens d'ici.
20 h Journal.
20 h 35 Document de création : Rome est dans Rome.
Réalisation : P. Bureau.
Rome en 1981 : avec la participation d'Alberto Sordi et du pape Jean Paul II.
21 h 40 Variétés.
Festival mondial de la chanson française à Antibes et à Juan-les-Pins.
R. Charlebois, N. Croisille, etc.
22 h 40 Mémoires pour demain : Ballets Russilo.
23 h 10 Sports : Championnats d'Europe de *natation.*
23 h 20 Journal.

Le choc du direct

LA TELEVISION QUE J'AIME FRANÇOISE GIROUD
A 2, 15 h 50

Pouvait-on rêver œil plus charmeur pour regarder les grands moments du petit écran, que Françoise Giroud, première invitée d'une série d'émissions *de l'INA consacrée* à la mémoire télévisuelle. Elle a choisi sans hésiter les directs historiques : les premiers pas sur la Lune, l'assassinat éclair de Lee Owald et l'esclandre clavélien de l'émission « A armes égales ». Le choc produit par ces *instantanés,* que l'analyse d'une familière et artiste de la télévision tempère encore, ne nous émeut que passablement, pour les avoir déjà vécus. Et *avouons que revivre l'histoire* une deuxième fois relève d'une forme de masochisme. — M. G.

TROISIÈME CHAINE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo-jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Comité français des organisations non gouvernementales auprès des Nations unies.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Le chansonnier de l'histoire de France.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (cycle : Le polar du lundi) : Un homme est mort, de J. Deray.
22 h 15 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Colportages : Rencontre avec le directeur du parc ornithologique de Teich.
8 h, Les chemins de la connaissance : Le canal des deux mers (un couple de mariniers) ; à 8 h 32, Les chants de l'airain : histoire de noms, histoire d'une voix.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Les lundis de l'histoire : La guerre à l'horizon, 1930-1936.
10 h 45, Le texte et la marge : Gabrielle Perreau, femme adultère, de P. Darmon.
11 h 2, Evénement-musique.
12 h 5, Nous tous chacun : Eva, une jeune fille de soixante-dix-huit ans.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Atelier de recherches instrumentales.
14 h, Sons.
14 h 5, *Un livre, des voix :* Mon oncle Oswald, de R. Dahl.
14 h 47, Contact.
15 h, *Le fond de la question :* Les nouvelles voies de l'adoption.
16 h, Feu vert.
16 h 20, Actualité : La foudre.
16 h 50, Départementale : A Mâcon.
17 h 32, Festival de La Rochelle.
18 h 30, Feuilleton : Les Bas-Fonds de Paris, d'A. Bruant.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Présence des arts : Exposition J. Guitet à Saint-Rémy-de-Provence.
20 h, 3, rue Bréa, de B. Mazeas, avec : J. Rosny, F. Cantrell, I. Nazaris, etc.
21 h, *L'autre scène, ou les vivants et les dieux :* Les confessions de saint Augustin.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Entrée des artistes : œuvres de Lully, Marais, Delalande, Rameau, Couperin, Dukas ; 7 h 30, Anthologie du mois : J.-S. Bach, interprété par l'English Chamber *Orchestra,* dir. R. Leppard et W. Landowska au clavecin ; 8 h 10, Kiosque : informations sur les concerts, festivals et stages musicaux.
9 h 30, Les grands de ce monde : « Rameau » par J. Merlet ; 11 h 30, Concert-lecture (5.2.1981) : « Sonate n° 13 » et « Canzone à douze en écho » de Gabrieli ; « *Il était une fois* » de Savouret, par le Nouvel orchestre philharmonique, dir. A. Savouret ; 13 h, Jazz vivant estival : le Néo Jazz Quartette à l'Espace Cardin le 26.2.1980 ; le Quintette du pianiste R. Urtreger, le Unit Five du saxophoniste ténor J.-P. Debarbat à l'Espace Cardin le 27.3.1980.
14 h, Musique légère : œuvres de Walberg, *Glinka, Rachmaninov,* J. Strauss ; 14 h 30, Le génie du lieu : « Paris 1789 » par F. Bourgoin ; « Scott Ross » par J. Merlet (J.-H. d'Anglebert, Couperin, Bull, Sola, J.-S. Bach).
18 h 2, Repères contemporains : Alain Moene, « Glaukos », par les Chœurs de Radio-France et l'Ensemble d'instruments à vent du Nouvel Orchestre Philharmonique, dir. G. Reibel ; 18 h 30, Concert « Hommage à Jacques Février » (salle Cortot à Paris, 16.11.1980) : œuvres de Haydn, Schubert, Poulenc, Debussy, par le Trio Risler, le Quatuor Nova, A. Gorog, *G. Tacchino, J.-C. Ambrosini* et M. Boegner, pianos.
20 h 5, Festival de Berlin 1981 (en *direct de la Philharmonie de Berlin*) : « César et Cléopâtre » ouverture, de J.-G. Graün, « Concerto pour *flûte et* hautbois » de G.-A. Schneider, « Gli amori di Teolinda », opéra-bouffe de Meyerbeer, par l'Orchestre Symphonique de la radio de Berlin, dir. G. Albrecht et le Rias Kammerchor, dir. U. Gronostay.
23 h, Ouvert la nuit : les grands orchestres américains, « l'Orchestre symphonique de Pittsburgh » (Mozart, R. Strauss, K. Goldmark).

● **Rameau** (F.M., 9 h 30). — *« Toute son âme et son esprit* étaient dans son clavecin », dit un épigramme du caustique Piron, et l'envieux Diderot d'ajouter, lui, que sa femme pouvait *bien mourir* pourvu que les cloches qui salueraient son enterrement continuent de sonner juste. Force est donc de constater que Rameau devait être un triste misanthrope, mais que nous importe puisque sa musique spirituelle jusqu'à la futilité s'égaie hardiment dans ces pastorales héroïques, ces ballets bouffons comme on les faisait à l'époque : feu d'artifice de travestissements, à la mytho*logie de bric et de broc,* et bacchanales exotiques qui mettent les « Indes à l'heure de Versailles ». Maître de tous ces plaisirs, Jacques Merlet les distille *en extraits mesurés : Hyppolyte et Aricie,* a, sur la *Phèdre* de Racine, la supériorité de nous conduire dans les enfers. Sur ces rivages pas très *funestes,* la *musique* tient le pari de Rameau : « Elle doit être le langage du cœur. » Mais tiens, Rousseau, son cruel ennemi, ne le disait-il pas aussi ? — T. Fr.

Mardi 8 septembre

Un film

LES OUBLIES
Film américain de Mervyn Le Roy (1941), avec G. Garson, W. Pidgeon, F. Bressart, M. Hunt, F. Holden.
FR 3, 20 h 30.

★ *Constat social souvent bouleversant de la situation injuste autrefois faite aux enfants illégitimes par l'état civil américain. Et aussi un mélodrame empreint de romantisme hollywoodien où triomphe l'interprétation frémissante, remarquable, de Greer Garson, femme qui a connu le malheur et lutte, milite, pour l'enfance frappée d'infamie.*

PREMIÈRE CHAINE : TF1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 25 Une minute pour les femmes.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les *après-midi de TF 1 :* Féminin présent.
A votre santé, Elles comme littérature, Mémoire en fête, Les femmes au volant, Découvertes TF 1, Tout feu tout femmes, Livres pratiques, Les recettes de mon village
17 h 25 Croque vacances.
Adam, Bricolage, Isidore, Variétés, Dinky Duck.
18 h C'est à vous.
18 h 25 L'île aux enfants.
18 h 50 Avis de recherche.
19 h 20 Emissions *régionales.*
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Frère Martin.
La justice de Dieu, réalisation J. Delannoy, avec B. Lingot, G. Wilson, P. David...
(Lire notre sélection.)
21 h 55 Sports : Cyclisme, Tour de l'Avenir.
22 h *Magazine* : Sept sur sept.
De P. Boulay, J.-L. Burgat, J.-L. Demigneux.
La tuerie d'Auriol et le problème irlandais.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La vie des autres.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame : Ces professeurs qui ont compté.
15 h Téléfilm : La Chatte sur un toit brûlant.
Réalisateur : *R. Moor.*
D'après une pièce de Tennessee Williams : conflits de famille dans le sud des Etats-Unis
16 h 40 Soif d'aventures : Les derniers survivants du Titicaca.
17 h 5 *Histoires courtes : Ferdinand.*
Film de D. Maillet.
17 h 20 Fenêtre sur... « le Choix des armes ».
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les gens d'ici.
20 h *Journal.*
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : L'Ecole.
Film de D. De Galard.
22 h Débat : L'école, quel avenir pour une centenaire ?
Avec MM. P.-J. Hellas, écrivain, ancien enseignant, C. Duneton, écrivain folkloriste, ancien professeur de collège, A. Prost, historien-professeur, et le professeur P. Debray-Ritzen, médecin aux *Enfants-Malades,* psychopédiatre.
23 h 30 Sports : Championnats d'Europe de natation.
23 h 40 Journal.

L'hérétique

FRERE MARTIN
T. 1, 20 h 35

Une évocation des dix années pendant *lesquelles* s'opère la crise de conscience de Martin Luther. Du moine fidèle à son ordre jusqu'à l'homme qui, publiquement, renie le pouvoir *papal en brûlant son décret* d'excommunication, se raconte l'histoire d'une révolte contre le pouvoir de la peur brandi par l'Eglise catholique.

Ecrit par Alexandre Astruc, Roland Laudenbach et Jean *Delannoy, réalisé* par ce dernier, le scénario est ennuyeux. Il réduit toute l'importance du luthéranisme au drame d'un homme, hésitant à devenir hérétique. Il y avait pourtant une matière fabuleuse à exploiter dans ce protestantisme naissant, où le philosophe Max Weber verra les prémices du capitalisme — D. W.

TROISIÈME CHAINE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
La C.I.M.A.D.E.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Le chansonnier de l'histoire de France.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : Les Oubliés, de M. Le Roy.
22 h 5 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Colportages : Rencontre avec le conservateur du musée municipal d'Angoulême.
8 h, Les chemins de la connaissance : Le canal royal des deux-mers (gens d'eau, gens de terre) ; à 8 h 32, Les chants de l'airain : l'inventaire français ; à 8 h 50, La cendre écarlate.
9 h 7, La matinée des autres : Gustation, goût et culture.
10 h 45, Un quart d'heure avec...
11 h 2, Festival de La Rochelle (et à 17 h 32).
12 h 5, Nous tous chacun : Eva, une jeune fille de soixante-dix-huit ans.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Libre parcours variétés.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : Quand le destin nous mène, de J. de Lacretelle.
14 h 47, Magazine international : Le salazarisme vu par les jeunes Portugais.
16 h 20, Actualité : La fin des paysages, exposition au Centre Georges-Pompidou.
16 h 50, Départementale : A Mâcon.
18 h 30, Feuilleton : Les Bas-Fonds de Paris, d'A. Bruant.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Agora : Les trous noirs dans le ciel (redif.).
20 h, Dialogues : Pouvoir et vie sociale, avec G. Pascal et M. Perniola.
21 h 15, Musiques de notre temps : Hughes Dufour.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Entrée des Artistes : « Le premier romantisme » par M. Clary (Hummel, C.-P. E. Bach, Cherubini, Hoffman, Weber, Schubert) ; 7 h 30, Anthologie du mois : J.-S. Bach ; 8 h 10, Kiosque : informations sur les concerts, festivals et stages musicaux.
9 h 30, Les grands de ce monde : « Weber » par M. Vincent, avec « Obéron », opéra romantique, par les Chœurs (dir. F. Gerstacker) et l'Orchestre Symphonique de la radio bavaroise, dir. R. Kubelik ; 11 h 30, Concert « Musique à découvrir » (« Polyphonies instru*mentales* », Auditorium 105, le 8 juin 1979) : « Tellur, pour guitare seule » de Murail, « For that » de Fourchotte, « Suite dans le ton juif » de Campion, « Permutations » de Clostre, avec R. Andia, guitare, L. Lovano, alto, J. Vandeville, hautbois, R. Jean-Marie, trompette, J. Douay, trombone ; 13 h, Jazz vivant estival : *Les Breckers Brothers au Festival* de Pori.
14 h, Musique légère : « Les Fâcheux » de G. Auric, dir. I. Markevitch ; 14 h 30, Le génie du lieu : « Berlin 1821 » (Weber, Beethoven, Mendelssohn) ; « Les *Kleiber* » par *G. Zeisel* (Schubert, Weber, Beethoven, Berg, J. Strauss).
18 h 2, Repères contemporains : Claude Lefebvre, « Dérives nocturnes » par l'Ensemble 2E 2M et le Chœur national, dir. P. Méfano et J. Grimbert ; 18 h 30, Concert (Radio autrichienne 21 décembre 1980) : ouverture de l'opéra « *Alceste* » de *Glück,* « Kindertotenlieder » de Mahler, « Symphonie en ré mineur » de C. Franck, par l'Orchestre symphonique de l'O.R.F., dir. V. Neumann.
20 h 5, Les chants de la terre : musiques traditionnelles d'Asie, d'Afrique et d'océan Indien ; 20 h 30, Concert (Festival Estival de Paris 1981 — en direct de l'église Saint-Julien-le-Pauvre) : « Concert royal n° 2 », « Les *fastes de la grande et ancienne* menestrandise pour clavecin » et « Concert royal n° 3 » de F. Couperin ; « Quemadmodum desiderat cervus » de Brossard ; « Suite en la mineur pour hautbois, viole et clavecin » de Philidor ; « Ad mensam coelatus paratam » de J.-B. Morin, avec B. Haudebourg, clavecin, O. Pietti, soprano, J. Vandeville, *hautbois et Ph. Foulon,* viole de gambe.
22 h, Ouvert la nuit : les grands orchestres américains, « L'Orchestre symphonique de Pittsburgh » (Tchaïkovski, Brahms, Beethoven).

● **Auric** (F.M., 14 h). — C'est *sans doute le jugement de Satie,* un peu suspect parce qu'il eut des rapports passionnels avec Auric qui vaut aux *Fâcheux* qualifiés de « limonade musi*cale » et même de gamme de* sirops en tous genres, d'être diffusés dans les émissions de « musique légère ». Ce dont on pourrait s'étonner quand on sait *qu'Auric a appartenu au Groupe* des six avec le très sérieux Honnegger, avide, on le sait, d'oratorios claudéliens, Jeanne d'Arc en tête. Il faut alors *croire Satie qui prétendait que* la fameuse association n'avait été qu'un coup de publicité. Quoi qu'il en soit, la musique farfelue, superficielle par volonté, des *Fâcheux s'accommode* très bien, avec ses reparties incongrues, du qualificatif de légèreté. D'ailleurs, elle rimait à l'époque avec les fantasques bal*lets russes de Diaghilev.* — T. Fr.

Mercredi 9 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 25 Une minute pour les femmes.
12 h 30 Midi première.
13 h *Journal.*
13 h 35 Portes ouvertes.
Et l'emploi ; Conduire en silence ; *Je vous déclare unis.*
13 h 55 Les visiteurs du mercredi.
Une surprise Walt Disney, Heidi, J. Tremolin, *Matt et Jenny,* La belle santé, La maison magique de Garcimore, Bazoum, les grands maîtres de la B.D., sports, les infos, superparade des dessins animés, studio 3.
18 h 25 L'île aux enfants.
18 h 50 Avis de recherche.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
19 h 53 Tirage du loto.
20 h Journal.
20 h 35 *TF 1 actualités :* Les mercredis de l'information.
Une enquête de Michel Honorin sur l'expérimentation médicale sur les hommes.
21 h 30 Les grandes enquêtes de TF 1.
Réal J.-M. Charlier.
La Mafia : L'Onorata Societa.
Une histoire de la Mafia italienne, de ses rites, de ses structures du dix-huitième siècle à nos jours
22 h 30 Sports : *Cyclisme, Tour de* l'Avenir.
22 h 40 Magazine : Questionnaire.
Avec Bruno Lussato (informaticien)
23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La vie des autres.
12 h 45 Journal.
13 h 35 *Emissions régionales.*
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'aujourd'hui madame.
Jean Nohain.
15 h 20 Série : Super Jaimie.
Chasseur de fantômes.
16 h Récré A 2.
[illegible] h Les carnets de l'aventure.
Les cascades de la nuit.
[illegible] h 30 C'est la vie.
18 h 50 *Jeu : Des chiffres et des* lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Football : Coupe du monde.
21 h 50 Variétés : Tout nouveau, tout beau.
Nicolas Peyrac, Marie-Claire Buzy, Jérôme Berichon, etc.
22 h 50 Natation : Championnats d'Europe.
23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes.
Coup double.
18 h 55 Tribune libre.
Soldats de France.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Le chansonnier de l'histoire de France
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma 16 : Ce fleuve qui nous charrie.
Une émission de la télévision suisse romande. Réal. : R. Vouillamoz. Avec : J.-L. Bideau, J. Guhl, F. Germond, etc.
(Lire notre sélection.)
22 h *Journal.*

La tête et les jambes

CE FLEUVE
QUI NOUS CHARRIE
FR 3, 20 h 30

Le footing comme religion des temps modernes est celle de Simon. Bedonnant, traînant une habituelle névrose qui le fait vivre en marge, il s'évertue à poursuivre des pelotons impossibles à suivre, à traverser plaines et montagnes, vomissant *tripes et boyaux,* sans *obtenir* le réconfort attendu. Infatigable mais toujours fatigué, devenu *la risée de ses copains, il lutte* contre une impossibilité de vivre dans la norme et de courir au train.

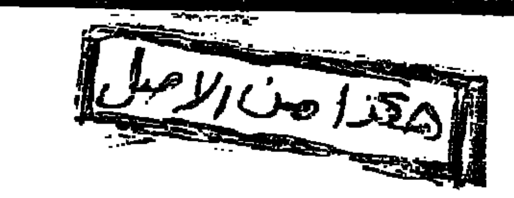
Que peut-on dire à cet homme de quarante ans, personnage central de ce téléfilm bien filmé ? Que les jambes ne sont pas forcément faites pour courir, pas même pour marcher, *peut-être simplement* pour le pantalon. — M. G.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Colportages : Rencontre avec des créateurs d'automates.
8 h, Les chemins de la connaissance : Le canal royal des deux-mers (Voyage à travers les signes des tailleurs de pierre) ; à 8 h 32, Les chants de l'airain : le contrat au Saintier.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques : L'Anthropologie de *notre société.*
10 h 45, *Le livre, ouverture sur la vie :* Une collection consacrée aux métiers artisanaux.
11 h 2, Festival de La Rochelle (et à 17 h 32).
12 h 5, Nous tous chacun : Eva, une jeune fille de soixante-dix-huit ans.
12 h 45, Panorama : Emission spé*ciale sur l'Inde.*
13 h 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : Le voyage autour de ma chambre, de X. de Maistre.
14 h 47, *L'école des parents et des* éducateurs : Apprendre à aimer.
15 h 2, Emission spéciale : Le point sur les programmes de la recherche scientifique.
16 h 20, Actualité : Les dessins de R. Barthes, au musée des Sables-*d'Olonne.*
16 h 50, Départementale : A Mâcon.
18 h 30, Feuilleton : Les bas-fonds de *Paris,* d'A. Bruant.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Agora : L'exil intérieur *(redif.).*
20 h, La musique et les hommes : Karl Boehm.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Entrée des artistes : « La Russie du groupe des cinq » (Rimski-Korsakov, Moussorgski, Balakirev, Borodine, Glinka) ; *7 h 30, Anthologie du mois :* J.-S. Bach ; 8 h 10, Kiosque : informations sur les concerts, festivals et stages musicaux.
9 h 30, Les grands de ce monde : « Rimsky-Korsakov », « Tsar Saltan », direction E. Kurtz, et des extraits du « Coq d'or », dir. A. Kovalec ; 11 h 30, Concert (Théâtre des Champs-Elysées, 9-10-*1978*) : « *Les* créatures de Prométhée », « Concerto pour violon et orchestre en ré majeur », « Concerto pour violon, piano, violoncelle et orchestre en ut majeur », de Beethoven, par l'Orchestre de la garde républicaine, dir. R. Boutry, avec G. Poulet, violon, J.-M. Gamard, violoncelle, C.-E. Nandrup, piano ; 13 h, Jazz vivant estival : La chanteuse et pianiste C. Mc Rae.
14 h, Musique légère : œuvres de G. Calvi, J.-C. Naude ; 14 h 30, *Le génie du lieu :* « Antal Dorati » (Haydn, Bartok, Stravinski, Beethoven, Wagner, Sibelius) ; « Saint-Petersbourg 1788 » par Cl. Lehmann (Paisiello, Grétry, Philidor, Galuppi, Sarti, Berezowski, Bortolanski, Fomine).
18 h 2, Repères contemporains : Jean-Pierre Guézec, « Architecture colorée », par l'Ensemble du Domaine *musical, dir. M.* Tabachnik ; 18 h 30, Concert (au profit d'Amnesty International en l'église Saint-Merri à Paris, 31-1-1981) : œuvres de Dufay, Obrecht, Philipon (XV[e]) et des chants grégoriens, par l'Ensemble Guillaume de Machaut de Paris, dir. J. Belliard.
20 h 5, Les chants de la terre : Musiques traditionnelles d'Asie, d'Afrique et d'océan Indien ; 20 h 30, Concert (Théâtre des Champs-Elysées, 26 mai 1981) : « Musique pour cordes, percussion et célesta » de Bartok, « Punkte » de Stockhausen, « Sinfonia pour huit voix et instru*ments » de Berio, par l'Orchestre* national de France, dir. P. Boulez, et les New Single Singers.
22 h 30, Ouvert la nuit : les grands orchestres américains, l'Orchestre symphonique de Chicago, — autour de Fritz Reiner (Ravel, *Prokofiev,* Brahms, *Lieberman,* De Falla).



Jeudi 10 septembre

Un film

LE PAYS DE LA VIOLENCE
Film américain de John Frankenheimer (1970), avec G. Peck, T. Weld, E. Persons, R. Meeker, L. Chapman.
FR 3, 20 h 30.
Portrait d'un shérif amené à commettre des actes répréhensibles, à cause de sa passion pour une fille perverse. Récupération de la contestation sociale (devenue une mode au tournant des années 70) dans un récit désordonné où la réalité désespérante d'une petite ville américaine est sommairement traitée. Photos de luxe pour un film destiné à engourdir la « majorité silencieuse » dans ses certitudes.

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 25 Une minute pour les femmes.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Objectif santé : Les aides techniques aux handicapés.
16 h 25 Croque-vacances.
Spiderman, Bricolage, Variétés, Animation science-fiction, Isidore le Lapin, Variétés, Clue-Club.
18 h C'est à vous.
18 h 25 L'île aux enfants.
18 h 50 Avis de recherche.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les formations politiques.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Frère Martin.
La justice du pape. Réal. J. Delannoy, avec B. Lincot, G. Wilson, F. David, M. Creton... *L'excommunication de Luther.*
22 h Sports : Cyclisme, Tour de l'Avenir.
22 h 5 Magazine : La rage de lire.
De G. Suffert.
Essai sur la mémoire : Yves Navarre (Biographie) ; Christine Arnothy (*Jeux de mémoires*) ; Jacques Borel (*Petites Histoires de mes rêves*) ; Jean-Pierre Amette (*Jeunesse dans une ville normande*) ; Jean-François Held (*le Grand âre oriental*).
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 Antiope.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La vie des autres.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame : Carte blanche pour l'été.
15 h Série : L'Aigle et le Vautour.
15 h 55 L'invité du jeudi.
17 h 20 ?
18 h Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 ?
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : L'Examen.
Film de C. May et J.-D. Simon. *L'histoire d'une femme qui consacre sa vie à soulager la misère.*
22 h Document de création : Malka Weisker.
Réal. : François Ribadeau. *Une petite fille juive en France sous l'occupation.*
22 h 55 Coups de théâtre.
23 h 35 Sports : Championnats d'Europe de natation.
23 h 45 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Cuisine sans cuisson : Les métiers de l'eau : la chasse sur le rail.
18 h 55 Tribune libre.
Le parti communiste.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Le chansonnier de l'histoire de France.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : Le Pays de la violence,
de J. Frankenheimer.
(Voir notre sélection.)
22 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Colportages : Rencontre avec un ancien instituteur conteur.
8 h, Les chemins de la connaissance : Le canal royal des deux-mers (Un patrimoine à réinventer) ; à 8 h 32, Les chants de l'airin : naissance d'une cloche ; à 8 h 50, La cendre écarlate.
9 h 7, Matinée de la littérature.
10 h 45, Questions en zig-zag.
11 h * *Festival de La Rochelle* (et à 17 h 32).
12 h 5, Nous tous chacun : Eva, une *jeune fille de soixante-dix-huit ans.*
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Renaissance des orgues de France : En Aquitaine.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : Le diable sans porte, de C. Duneton.
14 h 47, Souvenirs d'égotisme : *F. Ponge.*
15 h 50, Contact.
16 h, Le magasin des nouveautés : Les nouveaux jeux de l'enfant et de la couleur.
16 h 50, Départementale : A Mâcon.
18 h 30, Feuilleton : Les Bas-Fonds de Paris, d'A. Bruant.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Agora : Un libraire allemand à Paris (rediff.).
20 h, Les bonnes âmes, de L. Zorine, avec : G. Montero, J.-P. Cisife, Douchka, etc.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Entrée des artistes : « Les grands émigrés » par M. Vignal (Mozart, Mahler, Bartok, Haydn) ; 7 h 30, Anthologie du mois : J.-S. Bach (Bach, Haendel), 8 h 10, Kiosque : informations sur les concerts, festivals et stages musicaux.
9 h 30, Le génie du lieu : « Berlin 1933 » par Y. Queffélec ; 11 h 30, *Récital d'orgue (Festival Estival de Paris — église Saint-Germain-des-Prés, 24-7-1981)* : « Prélude et fugue en si mineur », « Partita en sol mineur » de Bach ; « Sixième sonate » de Mendelssohn ; « Fantaisie sur Wachet auf » de M. Reger ; « Troisième sonate » de Ballif, avec L. Robilliard à l'orgue ; *13 h, Jazz vivant estival* : Le quintette du pianiste H. Silver à Bordeaux le 25-4-80, et le trompettiste T. Curson au Festival de Pori.
14 h, Musique légère : œuvres de B. Gérard, P. Hindemith ; 14 h 30, Les grands de ce monde : Portrait de David Atherton *par O. Bernager* (Janacek, Schoenberg, K. Weill) : « Kurt Weill » (Weill, Eisler, *Dessau*, Schönberg) ; 18 h 2, Repères contemporains : René Koering, « Konzert n° 4 », par le Nouvel Orchestre *philharmonique*, dir. B. Duffalo et D. Porelijn.
18 h 30, Concert (échanges internationaux) : « Concerto n° 5 » de *Beethoven* ; « *Symphonie* n° 1 » de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. Soudant, avec A. Watts au *piano* ; 20 h 5, Concours de guitare : Premiers prix de Paris.
20 h 30, Concert (en direct de l'église Notre-Dame de Besançon — XXXIVe Festival international de musique de Franche-Comté) : « Huitième concert » de Couperin ; « Sonate en sol mineur » de Haendel ; « Sonate en trio en fa majeur » de Graun ; « Partita en la mineur » de Bach ; « Quatuor en sol majeur » de Telemann, par l'Ensemble Parnassus.
23 h, Ouvert la nuit : les grands orchestres américains, « l'Orchestre symphonique de Chicago » (Vaughan-Williams, Brahms, Elgar).

Rappel des émissions

Mercredi 2 Septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Série : Julien Fontanes.
La dixième plaie d'Egypte. Réal. : P. Jamain. *Une affaire délicate pour le magistrat J. Fontanes : la fille d'un de ses supérieurs hiérarchiques est impliquée dans une sombre histoire de drogue...*
22 h 10 Photoscopie : Le miroir des autres.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 30 Variétés : C'est du spectacle.
En direct du casino municipal de Biarritz : Thierry Le Luron.
22 h 10 Magazine médical.
Les risques du cancer.
Une émission de Pierre Desgraupes tournée à l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif, avec la participation des docteurs S. Garnier et Wolff, et du professeur Cachin, entre autres.
23 h Journal.
23 h 10 Sports : Cyclisme, championnats du monde.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 30 Cinéma : « Il pleut sur Santiago ».
Film franco-bulgare d'H. Soto (1975). Avec J. Abbey, B. Andersson, N. Caïtan, R. Cucciola, A. Dussolier, B. Fresson, M. Carrel, A. Girardot. (Rediffusion.)
Un journaliste français assiste, à Santiago, au coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, qui amène la chute du gouvernement d'unité populaire et la mort du président Allende.
Un cinéaste chilien en exil, perdu dans un mélodrame politique au scénario manichéen, aux dialogues effarants et à l'interprétation chargée. Une bonne cause, un mauvais film.
22 h 20 Journal.
22 h 40 Prélude à la nuit.
Oscho-Tirao, guitare.

FRANCE-CULTURE

19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, A comme artiste : Ljuba, peintre.
20 h, *La musique et les hommes : Pénélope*, de F. Fauré, avec J. Norman.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 5, Les chants de la Terre : Musiques traditionnelles d'Asie, d'Afrique et de l'océan Indien ; 20 h 30, *Concert (Echanges internationaux)* : « Vier letzte Lieder », de R. Strauss, « Don Quichotte », de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan, avec A. Tomova-Sintow, soprano, M. Rostropovitch, violoncelle et W. Christ, alto (Philharmonia de Berlin, 30 décembre 1980)
22 h 30, Ouvert la nuit : Les grands orchestres américains, « L'Orchestre symphonique de Los Angeles », par M. Ryssen (Leclair, Haydn, Rossini, Lalo, Kraft, J. Strauss, R. Strauss, Wieniawski).

Jeudi 3 Septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 25 Série : Cher inspecteur.
13 h Journal.
13 h 35 Série : La croisière s'amuse.
14 h 25 Variétés : Les grands moments du music-hall.
Caterina Valente à l'Olympia.
15 h 25 L'été en plus.
16 h 45 Croque vacances.
Joe chez les abeilles ; Isidore ; Variétés ; Portrait d'animaux, *Ciné-club*.
17 h 50 Génération 1 : Tenues modernes pour petits budgets de rentrée.
18 h 5 Série : Caméra au poing.
18 h 20 Document : Histoire des trains.
Les trains de France.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : « le Serment d'Heidelberg ».
Réal. : A. Farwagi. Avec B. Le Coq, M. Aumont, C. Allegret, P. Arditi...
Un chômeur à la recherche d'un emploi tombe dans une entreprise où les employés s'identifient aux ordinateurs qu'ils manient.
21 h 30 Documentaire : Le dossier Kundrikova.
Réal. : N. Long...
A trente-sept ans, un homme découvre qu'il fut un enfant adopté et cherche ses vrais parents.
22 h 30 Le jeune cinéma français de court métrage.
Fracture, de P. et G. Brizzi.
Un dessin animé de dix-huit minutes sur l'anéantissement des civilisations.
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 30 Série : La vie des autres.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : Les arpents verts.
14 h Aujourd'hui, madame.
En Auvergne, sur les traces d'Henri Pourrat.
15 h Série : Rush.
16 h Sports été.
18 h Récré A 2...
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Emission *réservée aux grands partis politiques* : U.D.F. et R.P.R.
20 h Journal.
20 h 35 Jeudi cinéma.
Et à 22 h 40.
20 h 45 Cinéma : Domicile conjugal.
Film français de F. Truffaut (1970). Avec J.-P. Leaud, C. Jade, H. Berghauer, D. Ceccaldi, C. Duhamel, D. Boulanger (Rediffusion.)
Chronique de l'adolescence prolongée, de l'entrée dans le monde des responsabilités, de la fêlure du couple et du bonheur fragile. Avec humour et sensibilité, Truffaut exprime des choses graves.
23 h 40 Journal.
23 h 55 Sports : Cyclisme, championnats du monde sur piste.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes.
Les aventures de David Balfour : Cuisine sans cuisson ; L'ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « Château en Suède ».
Film français de R. Vadim (1963) Avec C. Jurgens, M. Vitti, J.-C. Brialy, J.-L. Trintignant, S. Flon, F. Hardy (Rediffusion.)
A la suite d'un scandale, un jeune homme est envoyé chez des cousins habitant un château isolé dans le nord de la Suède. Il y trouve une famille extravagante ; il est mêlé à des événements étranges.
La pièce ironique et brillante de Françoise Sagan écrasée sous la sophistication esthétique de Vadim. Un monde d'artifices et une distribution hétéroclite.
22 h 10 Journal.
22 h 30 Prélude à la nuit.
L. Coryell et J. MacLaughlin, guitare.

FRANCE-CULTURE

10 h 45, Questions en zigzag : Clarissa mon amour, avec Y. Cazeaux
11 h 2, Libre parcours récital (et à 17 h 32).
12 h 5, Agora : Les maisons des artistes.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Renaissance des orgues de France : en Aquitaine.
14 h, Sons : Paris au mois d'août.
14 h 5, Un livre, des voix : La femme endormie, de G. Simenon.
14 h 47, Questions croisées : Les relations entre voyants et non-voyants.
15 h 50, Contact.
16 h, Le magasin des nouveautés : De nouveaux partenaires pour la musique
16 h 50, Départementale : Chalon-sur-Saône.
18 h 30, Feuilleton : Les bas-fonds de Paris, d'après A. Bruant.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, A comme artiste : Ljuba, peintre.
20 h, La Comédie-Française présente : la Locandiera, de *Goldoni.*
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 30, Les grands de ce monde : « Debussy », par J.-L. Graton (Debussy, Stravinski, Ohana, Chopin, Sibélius) : 11 h 30, Concert (« Musique à la Besnardière », 29 septembre 1979) : Œuvres de Brahms, Schumann, Mendelssohn, Franck et Liszt, par Jean Guillou à l'orgue ; 13 h, Jazz vivant estival : Festival finlandais de Pori (D. Gillespie, M. Longo) ; Festival de Nice, 17 juillet 1980 (M. Legrand, F. Hubbard)
14 h, Musique légère : Œuvres de J. Boyer et F. Chopin ; 14 h 30, Le génie du lieu, « Paris 1918 » (Rameau, Debussy, Ives, Janacek, Weill) ; « Ailleurs » : Italie les concerts de Toscanini en 1918). Russie (Prokofiev part aux U.S.A.). Suisse (le mouvement dadaïste) (Debussy, Prokofiev, Stravinski, Satie, Milhaud, Beethoven, Dvorak, Ruggles) ; 18 h 2, Repères *contemporains : Georges Aperghis « Il gigante golia »*, par l'Ensemble instrumental du Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Reibel, avec *M. Vial, soprano.*
18 h 30, Concert (Cycle Isaac Stern — Théâtre de la Ville de Paris, — 26 juin 1980) : « Symphonie concertante pour violon, hautbois, basson et violoncelle, en si bémol majeur », de J. Haydn, « Concerto K 216 », de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. I. Stern, avec I. Stern, violon, J. Vandeville, hautbois, D. Raclot, violoncelle, et A. Randon, basson ; 19 h 30, Concours de guitare : Premiers prix de Paris
20 h 5, Festival de Berlin 81 (en direct du Theatersaal de Hochschule der Künste) : « Quatuor à cordes n° 3 », de B. Bartok, « Unrevealed » pour baryton et quatuor à cordes, d'A. Reimann, « Vingt Lieder populaires hongrois », de B. Bartok, par le Quatuor à cordes Kreuzberger, avec C. Gayer, soprano, B. Mac Daniel, baryton, et A. Reimann au piano.
22 h 30, Ouvert la nuit : Les grands orchestres américains, « L'Orchestre symphonique de Los Angeles », par M. Ruyssen (Mozart, Rimsky-Korsakov, Dvorak, Stravinski, Varèse).

TÉLÉVISIONS FRANCOPHONES

VENDREDI 4 SEPTEMBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., série : le Saint ; 21 h., *la Lettre du Kremlin*, film de J. Huston.
- TELE-MONTE-CARLO : 21 h., *Trois chambres à Manhattan*, film de M. Carné.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, série : Des moines et des hommes ; 21 h 25, *l'Adolescente*, film de J. Moreau. — TELE 2 : 20 h., Coupe du monde d'athlétisme (*Eurovision de Rome*).
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., série : La double vie de Théophraste Longuet ; 21 h. 30, 50e anniversaire de la S.S.R. ; 22 h. 5, sports.

SAMEDI 5 SEPTEMBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 19 h. 30, série : les Dames de cœur ; 20 h. 30, Cinéma pour tous : *l'Oiseau rare*, film de J.-Cl. Brialy ; 22 h., Ciné-club : *le Cri de la terre*, film de D. Coletti.
- TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 50, série : Mission impossible ; 21 h., *Comme un cheveu sur la soupe*, film de M. Régamey.
- TELEVISION BELGE : 20 h. 25, *Paix sur les champs*, film de J. Boigelot ; 22 h., Variétés, gala de Mysen.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 55, série : *le Comte de Monte-Cristo* ; 21 h. 25, le Francophone d'or ; 22 h., Sport.

DIMANCHE 6 SEPTEMBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., série : les Envahisseurs ; 21 h., *Dites-lui que je l'aime*, film de C. Miller.
- TELE-MONTE-CARLO : 21 h., *les Guerriers*, film de S. Nicolaesco.
- TELEVISION BELGE : 20 h 35, *Aurélien*, téléfilm de M. Favart.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 45, série : Les fiancés de l'empire ; 20 h. 55, L'or du Rhin, l'art du Rhône ; 21 h. 55, Le son des Français d'Amérique.

LUNDI 7 SEPTEMBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., série : *L'île aux trente cercueils* ; 21 h., *Au rythme des tambours fleuris*, film de H. Coster.
- TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 50, série : Hunter ; 21 h., *les Yeux de l'amour*, film de D. de la Patellière.
- TELEVISION BELGE : 19 h 55, L'écran-témoin : *Trouver un homme*, film de B. Kulik, suivi d'un débat sur l'avortement.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50, série : Mister Magoo ; 20 h. 5, Spécial cinéma : *le Juge Fayard dit « le Shériff »*, film d'Y. Boisset ; 21 h. 55, Gros plan sur Y. Boisset ; 22 h 25, Actualité cinématographique en Suisse.

MARDI 8 SEPTEMBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., série : Le prisonnier ; 21 h., *le Jouet*, film de F. Veber.
- TELE-MONTE-CARLO : 21 h., Châteaux de France : Malmaison ; 22 h., Variétés : Gogo rythmes.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Ciné-hit, 20 h 30, That's Hollywood ; 21 h 5, Jeux sans frontières à Belgrade.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., série : Kojak ; 20 h. 55, Entracte ; 21 h. 55, Lauréat ; 22 h. 10, Regards : *La religion et ses valeurs dans la vie quotidienne* (congrès sociologique des religions de Lausanne).

MERCREDI 9 SEPTEMBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Hit-Parade ; 21 h., *Tornade*, film d'A. Dwan.
- TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 50, série : Patrouille du cosmos ; 21 h., *Top secret*, film de B. Edwards.
- TELEVISION BELGE : 20 h., Les sentiers du monde : Colombie noire ; 21 h, Variétés : Paroles et *musique* ; 22 h, *Prélude à un oratorio* : Introduction au *Canto General* de M. Théodorakis, sur *des textes de Pablo Neruda.*
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., série : Buck Rogers ; 20 h. 55, Jeux sans frontières (Belgrade) ; 22 h. 25, Lauréat.

JEUDI 10 SEPTEMBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., série : Dallas ; 21 h., *Un singe en hiver*, film d'H. Verneuil.
- TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 50, série : Police woman ; 21 h., *Moi et les hommes de quarante ans*, film de J. Pinoteau.
- TELEVISION BELGE : 20 h. 20, *les Mal-Partis*, film de J.-B. Rossi ; 22 h 15, Le carrousel aux images et le monde du cinéma
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 45, série : Mister Magoo ; 20 h., Temps présent ; 21 h. 5, *Pierrot le fou*, film de J.-L. Godard.

Le M.R.G. pour une réglementation plus ouverte des radios libres

Le Mouvement des radicaux de gauche (M.R.G.) a publié un communiqué faisant état d'une déclaration faite le 1er septembre par son président par intérim, M. Roger-Gérard Schwartzenberg, à propos des radios libres. C'est à des dispositions sensiblement plus libérales que celles arrêtées au moins provisoirement par le ministère de la communication que le M.R.G. convie le gouvernement à travers cette déclaration.

« *Le M.R.G.*, a affirmé M. Schwartzenberg, *a été le premier parti à réclamer dès 1977 l'abrogation du monopole et la création de radios libres, car nous sommes fondamentalement pour la liberté et la pluralité d'expression. En 1881, notre pays a adopté une grande loi sur la liberté de la presse. Cent ans plus tard, il est grand temps de faire de même pour la liberté des ondes.* »

« *Certes*, a poursuivi le président du Mouvement, *pour éviter le désordre des ondes ou leur commercialisation au profit de grands groupes financiers, il convient d'établir un minimum de normes juridiques et techniques. Mais il faut se garder de consacrer par la loi une réglementation pesante et tatillonne, qui enfermerait les radios libres dans un corset ou un carcan, en les condamnant de surcroît à l'amateurisme. La réglementation transitoire arrêtée en juillet dernier mériterait donc d'être modifiée sur deux points. D'une part, en renonçant à la limitation excessive des zones d'émission et en portant le rayon de diffusion de 5 à 30 kilomètres.*

» *D'autre part, en levant l'interdiction de toute recette publicitaire, qui risquerait de priver les radios libres locales des moyens nécessaires à leur existence. Il convient donc non d'interdire la publicité, mais de la limiter par exemple à cinq minutes par heure.* »

« *Pour marquer*, a conclu M. Schwartzenberg, *sa pleine reconnaissance des radios libres, le M.R.G. les invitera à suivre son prochain congrès des 3 et 4 octobre, au même titre que les autres organes d'information.* »

VU

Une chenille dans le vide

Quel voyage cette Croisière jaune que nous a montrée TF 1 ! 4 avril 1931, départ de Beyrouth, 12 février 1932, arrivée à Pékin : des milliers de kilomètres parcourus en auto-chenilles et aussi à cheval, à chameau et à pied sur des pistes incroyables. Les images et le commentaire du film, tourné pendant l'expédition par André Sauvage, font, certes, sourire par moment. Quels explorateurs auraient, actuellement, l'idée de porter des chapeaux mous, des casques coloniaux et des cravates ? Qui oserait s'étonner, maintenant, de la pauvreté des Afghans, pourtant « aryens, comme nous » ? Mais, à aucun moment, le film ne tourne à l'hagiographie, ni d'André Citroën, organisateur de l'expédition, ni de Georges-Marie Haardt, le chef de la Croisière jaune, ni des chauffeurs, ni des mécaniciens capables de toutes les prouesses techniques.

Le cinéaste montre, comme en passant, les véhicules cheminant péniblement sur des sentiers vertigineux de l'Himalaya, une chenille dans le vide parfois ; les voitures démontées, portées en pièces détachées puis remontées, la chevauchée hivernale dans le Xing Jiang (Sin chauffeurs, ni des mécaniciens, une chenille dans le vide par presque gelé. Sans jamais insister sur le travail et la peine des hommes.

Il sait voir les monuments, les paysages et surtout la vie des populations : une jeune mère jouant avec son petit enfant, les hommes de Bamiyan (Afghanistan) tourbillonnant au son des tambours pour célébrer le départ de l'expédition, les ruelles des bazars, le bouzkachi (1), où des cavaliers montés sur des yaks ou des chevaux se disputent et s'arrachent un mouton décapité, des femmes au puits, un seigneur chinois de la guerre et son armée personnelle.

Certaines images nous ont ramené à l'actualité, notamment en « Perse » (pourtant devenue Iran depuis 1925) : le jeune prince héritier, âgé de douze ans, habillé en soldat, vient saluer l'expédition ; une foule excitée — les femmes en tchador noir — participe à une fête dont le « clou », pourrait-on dire, est le sacrifice d'un chameau ; des champs couverts à perte de vue de pavots en fleur... Quant à la Chine, où les guerres privées et leur corollaire, le banditisme de grands chemins, ont vidé les campagnes, elle suscite la question : « Où sont donc les quatre cents millions de Chinois ? »

YVONNE REBEYROL.

(1) Jeu qui se pratique en Asie centrale, surtout en Afghanistan, rendu célèbre par le livre de Joseph Kessel, *les Cavaliers.*

MUSIQUE

MERCREDI 2 SEPTEMBRE

BEFFROI DE LA MAIRIE ANNEXE DU 1er ARRONDISSEMENT. 18 h. : R. Cagneux (Cagnard).

LUCERNAIRE, 19 h. 45 : S. Boulin, M. Horvat (Dubut, de Visée) ; 21 h. : K. Koleva (Beethoven, Vladiguerov, Chopin).

JEUDI 3 SEPTEMBRE

FACULTE DE DROIT, 20 h. 30 : Orchestre de Paris, dir. et sol. : D. Barenboïm (Brückner, Mozart).

LUCERNAIRE, 21 h. : Voir le 2.

EGLISE SAINT-ETIENNE-DU-MONT, 20 h. 30 : Orchestre de chambre de Heidelberg (Bach, Vivaldi).

VENDREDI 4 SEPTEMBRE

LUCERNAIRE, 19 h. 45 : Voir le 2 ; 21 h. : Voir le 2.

SAMEDI 5 SEPTEMBRE

GALERIE HEROUET, 20 h. 30 : S. Escure (Bach).

LUCERNAIRE, 19 h. 45 : Voir le 2 ; 21 h. : Voir le 2.

DIMANCHE 6 SEPTEMBRE

EGLISE NOTRE-DAME DE PARIS, 17 h. 45 : L. Medici-Turrini (Vivaldi, Schumann, Bossi).

EGLISE AMERICAINE, 18 h. : M. Fabrizio (Bach, Scarlatti, Couperin).

EGLISE SAINT-MERRI, 16 h. : D. Garcia, C. Boppe (Schumann, Grieg, Hindemith).

LUNDI 7 SEPTEMBRE

EGLISE SAINT-JEAN DE MONTMARTRE, 21 h. : J.-F. Manzone (Bach).

LUCERNAIRE, 19 h. 45 : H. Kelley, H. Calef (Mozart, Franck) ; 21 h. : M. Deret, L. Hoppeler (guitares).

MARDI 8 SEPTEMBRE

EGLISE SAINT-SEVERIN, 21 h. : Orchestre P. Kuentz (Bach).

LUCERNAIRE, 19 h. 45 : Voir le 7 ; 21 h. : Voir le 7.

En région parisienne

BRETEUIL, château (052-05-11), le 6, 17 h. : A. Motard (Bach, Beethoven, Chopin).

VINCENNES, théâtre Daniel-Sorano (374-73-74), t.l.j., 20 h. 30, D., 15 h. : : Festival Courteline.

16e FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (Tél. 633-61-77)

CONCIERGERIE, le 2, 18 h. 45 : Octuor de Paris (Mozart, Xénakis, Mache).

GRAND AUDITORIUM DE RADIO-FRANCE, le 2, 20 h. 30 : finale du cinquième Concours international de clavecin

EGLISE SAINT-SEVERIN, *le 3,* 20 h. 30 : Musica Orphea (Bach, Haydn).

STATION AUBER-R.E.R., le 4, 16 h. 30 : Trio de cuivres contemporain (Bach, Mozart).

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRES, le 4, 20 h. 30 : A. Isoir (Bach, Ligeti, Janacek).

BATEAUX-MOUCHES, le 5, 15 h. 45 : Duo de cuivres contemporains

EGLISE SAINT-MERRI, le 5, 20 h. 30: G. Prouvost, P.L. Aimard, J. Di Donato, P. Muller (Messiaen).

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, le 7, 20 h. 30 : récital du cinquième Concours international de clavecin : le 8, 18 h. 30 et 20 h. 30 : P. Haudebourg, O. Pietti, J. Vandeville, P. Foulon (Couperin).

13e FESTIVAL DE SCEAUX ORANGERIE (Tél. 660-07-79)

Le 4, 21 h. : Quatuor Bernede (Bartock, Penderecki, Webern).

Le 5, 17 h. 30 : Ensemble Guillaume de Machaut (musique du Moyen Age).

Le 6, 17 h. 30 : R. Streich (Mozart, Schubert, Schumann).

FESTIVALS

AUVERGNE

LA CHAISE-DIEU
XIVe Festival de musique française (Tél. : 09-74-64)

Abbatiale, le 3, à 21 h. 15 Youri Boukoff ; le 4, à 21 h. 15 : Orchestre philharmonique de Katowice, dir. K. Stryja (Saint-Saëns, Milhaud, Berlioz) ; le 5, à 21 h. 15 : Ensemble vocal et instrumental de la Chapelle royale, dir. P. Herreweche (Dumont, Rameau, Delalande) ; le 6, à 21 h. 15 : Orchestre philharmonique de Katowice, dir. J.-L. Lam (Haydn, Mozart) ; le 7, à 21 h. 15 : Orchestre philharmonique de Katowice, dir. K. Stryja (Berlioz, Ravel).

Chapelle des Pénitents, le 4, à 16 h. 30 : . Boukoff, P. Fontanarosa (Debussy, Ravel, Brahms) ; le 5, à 16 h. 30 : Pro Cantione Antiqua de Londres, Landini Consort, dir. M. Brown (musique ancienne) ; le 6, à 16 h. 30 : la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, dir. J.-C. Malgloire (Corelli, Telemann, Couperin).

VICHY
Festival
(Tél. : 31-68-88)

Théâtre, le 9 à 21 h. : Y. Boukoff, *U. Beinemann.*

AQUITAINE

Musique en côte basque
(Tél : 24-31-80)

ANGLET
Eglise Saint-Léon, le 10, à 21 h. : Nouveau Quatuor de Budapest (Schubert, Brahms).

ASCAIN
Eglise, le 5, à 21 h. : S. Accardo, B. Canino (Schubert, Schumann, Ravel).

BAYONNE
Cathédrale, le 8, à 21 h. : Orchestre de chambre F.-Liszt, dir. F Sandor (Vivaldi, Haendel, Mendelssohn). Cloitre, le 9, à 21 h. : Nouveau Quatuor de Budapest (Mozart Beethoven).

SAINT-JEAN-DE-LUZ
Eglise, le 6, à 10 h. : Chorale de la Côte basque, dir. P. Grenié.

SAINT-PEE-SUR-NIVELLE
Eglise, le 3, à 21 h. : Beaux-Arts *Trio (Haydn, Ravel, Beethoven).*

ARCANGUES
Château, le 7, à 21 h. : Centre national de musique de chambre d'Aquitaine, dir. R. Bex.

CIBOURE
Eglise, le 4, à 21 h. : T. Berganza, J.A. Alvarez Parejo (Vivaldi, Brahms, de Falla).

CENTRE

CHATEAURENARD
Semaines musicales du Gâtinais (Tél. 96-58-86)

Eglise, le 5, à 21 h. : Quatuor *Bernède (Mozart, Schubert, Ravel).*

NOIRLAC
Abbaye, le 6, à 18 h. : G.M.E.B. de Bourges (Barrière, Boeswillwald, Clozier).

FRANCHE-COMTÉ

BESANÇON
Trente-quatrième Festival international de musique
(Tél. : 89-73-26)

Palais des sports, le 3, à 20 h. 45 : Orchestre de la Philarmonie nationale de Budapest, dir. J. Ferencsik (Bartok, Beethoven).

Casino, le 5, à 18 h. : Quatuor Kodaly (Haydn, Bartok, Beethoven).

Théâtre, le 5, à 20 h. 45 : Octuor de l'Academy Saint-Martin in the Fields (Strauss, Chostakovitch, Mendelsshon) ; le 6, à 20 h. 45 : S. Richter ; le 8, à 20 h. 45 : J. Norman, D. Baldwin (*Haydn, Brahms, Ravel*) ; le 9, à 20 h. 45 : I Solisti Veneti, dir. C. Scimone (Pergolèse, *Galuppi, Rossini*).

Eglise de Levier, le 4, à 20 h. 45 : P. Cochereau, R. Delmotte (Delalande, *Couperin, Bach*).

Musée du Baron Martin de Gray, le 4, à 20 h. 45 : Quatuor Kodaly (*Schubert, Kodaly, Dvorak*).

Maison des arts et loisirs de Sochaux, le 4, à 20 h. 45 : Orchestre *de la Philarmonie nationale de Budapest,* dir. J. Ferencsik (Bartok, Beethoven).

Cathédrale de Saint-Claude, le 5, à 20 h. 45 : P. Cochereau, R. Delmotte (Delalande, Couperin, Purcell).

Abbaye de Montbenoît, le 6, à 11 h. : Manécanterie de Sainte-Madeleine, dir. R. Mérillot (chants grégoriens).

Eglise de Morteau, le 6, 15 h. 30 : Quatuor Kodaly (Mozart, Bartok, Brahms).

Basilique Saint-Pierre de Luxeuil, le 6, 20 h. 45 : voir théâtre de Besançon le 5.

Salines royales d'Arc-et-Senans, le 7, 20 h. 45 : M. Solal.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

LE CAP-D'AGDE
Festival méditerranéen
(Tél. : 86-82-14)

Salle de la Clape, le 6, 21 h. 30 : M. Petrucciani.

LORRAINE

GUEBWILLER
Saison musicale
(Tél. : 76-10-63)

Cloître des dominicains, le 5, 20 h. 45 : Orchestre de la Philharmonie nationale roumaine, dir : L. Sagrestano (Enesco, Mahler, Brahms).

MIDI-PYRÉNÉES

IIIe Festival de musique en Béarn
(Tél : 69-02-75)

LACOMMANDE
Eglise, le 4, 21 h. : Harmonic Group du Comminges.

NAVARRENX
Eglise, le 6, 21 h. : Chorale espa*gnole de Jaca.*

SALIES
Eglise, le 3, 21 h. : Quatuor à cordes de Besançon.

Festival du Haut-Languedoc
(Tél. : 61-27-07)

CASTRES
Eglise Notre-Dame, le 9, 20 h. 45 : H. Breuer (Bach).

MAZAMET
Grand Temple, le 3, 20 h. 45 : C. Rohn (Bach, Rameau, Pergolèse) ; le 6, 20 h. 45 : Chœur de la Session, Orchestre symphonique de Douai, dir. : J. Aquino (K. Ph. E. Bach).

SOREZE
Ecole Royale, le 5, 20 h. 45 : Orchestre symphonique de Douai, dir. : H. Vachey ; Chœur de la Session, dir. : J. Aquino (Bach).

TOULOUSE
De Messidor à Vendémiaire
(Tél : 23-32-00)

Cloître des Jacobins, le 3, 21 h. : Chants russes.

Eglise des Augustins, le 4, 21 h. : *Orchestre symphonique de Douai,* dir. : H. Vachey, chœur de la Session, dir. : J. Aquino (Bach, Rameau, *Vivaldi*).

PROVENCE-COTE D'AZUR

ANTIBES
Festival mondial de la chanson française
(Tél. : 33-95-64)

Pinède, le 3, 20 h. 30 : Les Ringard's P. Métayers, Ph. Lacoste, A. Altai, Charlebois ; le 4, 20 h. 30 : Dallas, Dewitte, Martial, Sheller, Didier, N. Croisille ; le 5, 20 h. 30 : Mistral, Prévost, Plume Latraverse, J. Guidoni, Ch. Trenet.

Carrefour de la Joie, le 6, 20 h. 30 : J. Quartz, D. Fernandez, M. Bonnet, P. Haralambon, N. Serra, Viscaino, E. Depardieu, F. Lowrens, Jennifer, L. et M. Broussard, A. Vanderlove, F. Bernheim.

Port Carré, le 8, 20 h. : Incontinent, Anti-gang, Karoline.

RHONES-ALPES

GREOUX-LES-BAINS
Premier festival
(Tél. : 78-00-25)

Château des Templiers, le 3, 20 h. 30 : Y. Boukoff, H. Legay.

Jazz, pop, rock, folk

CAPTAIN VIDEO (266-58-00), le 5, 21 h. : Duran Duran.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h. : Hal Singer Quartet.

CAVEAU DE LA MONTAGNE (354-82-39), 21 h. 30 : A. Conduant, M. Gaudry, A. Levitt.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-*24-24) (D., L.). 20 h. 30 : Mojo* Elem Blues Band. — 23 h. : H. Guédon.

LE CONNÉTABLE (277-41-40) (D., L., Mar.), 22 h. : Jazzing the Beatles.

DREHER (233-48-44), le 3, 21 h. 30 : A. Davis. A partir du 4, 21 h. 30 : Booker T. Laury.

L'ÉCUME (542-71-16) (D.), 22 h. : J.-P. Charles, P. Fayet, J.-L. Verger (dern. le 5). — Les 7 et 8 : P. Grancher, V. Bucher.

GIBUS (700-78-88), les 4 et 5, 22 h. : Tango Video.

JAZZ UNITÉ (776-44-26), les 2 et 3, 21 h. : Keshavan Maslar. Les 4 et 5 : Joe Lee Wilson. Les 7 et 8 : Sam Rivers.

LUCERNAIRE (544-57-34) (D.). 22 h. 30 : Green.

NEW MORNING (523-51-41), le 2, 21 h. : Barry Altschul Trio. Le 7, 21 h. : Pharoah Sanders. Le 8, 21 h. : A. Braxton.

PATIO (758-12-30) (D.), 22 h. : les Petits Français.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h. : Boulou Ferré (dern. le 6). A partir du 7 : J. Gourley, A. Cullaz, P. Combelle.

SLOW CLUB (233-84-30) (D., L.). *21 h. 30 : S. Guérault.*

THEATRE

Les salles subventionnées et municipales

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) (D. soir, L.), 20 h. 30, sam. et dim., à 14 h 30 : la Vie parisienne.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. D., 15 h. : Potiche.

ASTELLE-THEATRE (202-34-31), J., *20 h. 30 : l'Occasion, le Ciel et l'Enfer* ; mar., mer., vend., samedi, 20 h. 30 : les Bonnes.

ATHENEE (742-67-27) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim., 15 h. 30 : Faisons un rêve.

BOUFFES-PARISIENS (296-97-03) (D. soir, L.) ; 21 h., mat. dim., 15 h. : Diable d'homme.

COMEDIE-CAUMARTIN (742-43-41) (Mar., D. soir), 21 h., mat. dim., 15 h. 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMEDIE DE PARIS (281-00-11) (D.), 20 h. : Freaks Society ; 21 h. 30 : Boris Supervian ; 23 h. : les Bijoux de famille.

DAUNOU (261-69-14) (Mar., D. soir), 21 h., mat. dim., 15 h. 30 : Et ta sœur.

EDOUARD VII (742-57-49) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. 30 : Deburau.

ESPACE-GAITE (327-95-94), 20 h. 30 : *D. Lavanant (dern. le 5) ; 21 h. 45 :* Tranches de vie (dern. le 5). A partir du 8, 21 h. 45 : On continue à l'appeler Pantalon ; 23 h. et à partir du 7, 20 h. 30 : Racontez-moi votre enfance.

ESPACE-MARAIS (271-10-19), 21 h. : Ka (dern. le 5). A partir du 8, 20 h. 30 : la Mouette ; 22 h. 15 : Si tu grimpes à l'arbre, rapporte-moi une vache.

FONTAINE (874-74-40) (D., L.), 20 h. 30 : les Trois Jeanne.

GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18) (D.). 20 h 15 : Elle voit des nains partout ; 21 h 45 : On continue à l'appeler Pantalon (dern. le 5), à *partir du 7, 22 h. : Anatole.*

HUCHETTE (326-38-99) (D.), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (544-57-34) (D.) : I. 20 h. 30 : Douce ; 22 h. 15 : Un oiseau dans le plafond. II. 22 h 15 : J. Di Giacomo. — Petite salle (S., D.), 18 h 30 : Parlons français.

MADELEINE (295-07-09) (D. soir, L.). 20 h 45, mat. Dim 15 h : Arsenic et vieilles dentelles.

MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h 15, mat. D. 15 h 15 : On dinera au lit.

MONTPARNASSE (320-89-90) (D.) 21 h : Exercices de style.

NOUVEAUTES (770-52-76) (J., D. soir) 21 h., mat. Dim. 15 h : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir, L.) 20 h 45, mat. Dim. 15 h 30 : Pauvre France.

POCHE (548-92-97) (D.), 21 h. : Accordez vos violons.

ROQUETTE (805-78-51) (D., L.), 20 h. : la Tournée ; 21 h. 30 : le Fétichiste.

SAINT-GEORGES (878-63-47) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. D., 15 h. et 18 h. : le Charimari.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (723-35-10) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. D., 15 h. 30 : le Cœur sur la main.

THEATRE D'EDGAR (322-11-02) (D.) 20 h. 15 : Essayez... c'est pas sorcière ; 21 h. 30 : Nous, on fait où nous dit de faire.

THEATRE DE PARIS (280-09-30), le 5, 20 h. 45 et le 6, 15 h. 30 : l'Alouette.

THEATRE PRESENT (203-02-55) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. D. 17 h. : 1929 ou le Rêve américain.

VARIETES (233-09-92) (D. soir, L.), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D.). I : 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 22 h. 30 : Des bulles dans l'encrier ; II : 21 h. 30 : Attachez vos ceintures ; 22 h. 30 : Pit et Rik.

CAFE D'EDGAR (322-11-02) (D.) I : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h. 45 : Murielle ; 23 h. : *A. Agier ; 0 h. 15 : Electro-choc :* II. : 22 h. 45 : Mangeuses d'hommes.

CAFE DE LA GARE (278-52-51) (D., L.), 20 h. 30 : M. Sergent ; 22 h. : Qu'est-ce qu'il y a dedans ?

COUPE-CHOU (272-01-73) (D.) 20 h. 30 : le Petit Prince.

FANAL (233-91-17) (D.) 20 h. : Un ouvrage de dames ; 21 h. 15 : Francis Blanche.

LE PETIT CASINO (278-36-50) (D., L.), 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : T'as pas vu mes bananes ?

POINT-VIRGULE (278-67-03) (D., L.), 20 h 30 : J Charby ; 21 h. 30 : *Les Demoiselles de Rochechouart ;* 22 h. 45 : Du ronron sur les bitnis.

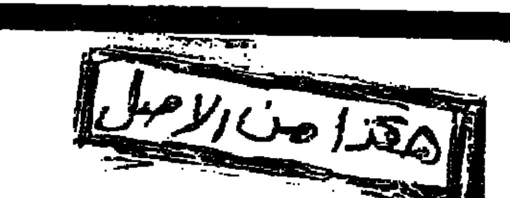
THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48) (D.). 20 h. 30 : P. Brunold : 21 h. 30 : Il en est... de la police.

TREMPLIN DE PARIS (258-65-28) (D., L.), 20 h. 15 : Trente centimètres à l'ombre.









CINEMA

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 2 SEPTEMBRE

15 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : les Mystères de Paris, de J. de Baroncelli ; 19 h. : Films d'auteurs et films rares : la Femme au gardenia, de F. Lang ; 21 h. : Bismarck, de W. Liebeneiner.

JEUDI 3 SEPTEMBRE

15 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : la Boite aux rêves, de Y. Allégret ; 19 h. : Films d'auteurs et films rares : Pierre le Grand, de V. Petrov.

VENDREDI 4 SEPTEMBRE

15 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : Premier de cordée, de L. Daquin ; 19 h. : Films rares et films d'auteurs : Tchapaiev, de G. et S. Vassiliev ; 21 h. : Pandemonium, de T. Matsumoto.

SAMEDI 5 SEPTEMBRE

15 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : la Fiancée des ténèbres, de S. de Poligny ; 17 h. : Films d'auteurs et films rares : le Masque de fer, de A. Dwann ; 19 h. : le Golem, de J. Duvivier ; 21 h. : Otello, de O. Welles.

DIMANCHE 6 SEPTEMBRE

15 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : le Bataillon du ciel (première époque : Ce ne sont pas des anges), de A. Esway ; 17 h. : Films d'auteurs et films rares : le Château Vogelod, de F.-W Murnau ; 19 h. : C'étaient des hommes, de F. Zinnemann ; 21 h. : la Nuit du carrefour, de J. Renoir.

LUNDI 7 SEPTEMBRE

Relâche.

MARDI 8 SEPTEMBRE

15 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : le Bataillon du ciel (deuxième époque : Terre de France), de A. Esway ; 19 h. : Amour, fleur sauvage, de L. Selander ; 21 h. : Panique année zéro, de R. Milland.

BEAUBOURG (278-35-57)

MERCREDI 2 SEPTEMBRE

15 h. : Films d'auteurs et films rares : Okraina, de B. Barnett ; 17 h. : le Rosier de Mme Husson, de B. Deschamps ; 19 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : Carmen, de Christian-Jaque.

JEUDI 3 SEPTEMBRE

15 h. : Fils d'auteurs et films rares : les Deux Orphelines, de D.W. Griffith ; 17 h. : Ouranos, de T. Kanellopoulos ; 19 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : les Anges du péché, de R. Bresson.

VENDREDI 4 SEPTEMBRE

15 h. : Films rares et films d'auteurs : la Jeune Fille au carton à chapeaux, de B. Barnett ; 17 h. : la Machine à tuer les méchants ; 19 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : Adieu, Léonard, de P. Prévert.

SAMEDI 5 SEPTEMBRE

15 h. : Films d'auteurs et films rares : le Pauvre Amour, de D.W. Griffith ; 17 h. : la Tragédie impériale, de M. L'Herbier ; 19 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : la Cage aux rossignols, de J. Dréville ; 21 h. : Sylvia Scarlett, de G. Cukor.

DIMANCHE 6 SEPTEMBRE

15 h. : Films d'auteurs et films rares : la Montre brisée, de V. Sjostrom ; 17 h. : Il Posto, de E. Olmi ; 19 h. : Vingt ans de cinéma français 1937-1957 : l'Idiot, de G. Lampin ; 21 h. : Films d'auteurs et films rares : Macbeth, d'O. Welles.

LUNDI 7 SEPTEMBRE

16 h. : Films d'auteurs et films rares : Arènes sanglantes, de F. Niblo ; 17 h. : One Potato, two Potato, de L. Peerce ; 19 h. : Vingt ans de cinéma français (1937-1957) : le Capitan, de R. Vernay.

MARDI 8 SEPTEMBRE

Relâche.

Les exclusivités

ALLEMAGNE, MERE BLAFARDE (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

L'AMANT DE LADY CHATTERLEY (Fr.-Ang.) (*), vers. angl. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-42-18). — V.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24).

L'ANNEE DES 13 LUNES (All., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

L'ANNEE PROCHAINE, SI TOUT VA BIEN (Fr.) : Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70). Mer., J. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Tourelles, 20e (636-51-98).

LES ANNEES LUMIERE (Suisse), vers. angl. : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25).

LA BOUM AMERICAINE (A., v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44).

CHARULATA (Ind., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LE CHOC DES TITANS (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LE CHOIX DES ARMES (Fr.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29).

LE DERNIER METRO (Fr.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

LES FILMS NOUVEAUX

L'ARME A L'ŒIL, film américain de Richard Marquand. — V.o. : Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LA GRANDE ZORRO, film américain de Peter Medak. — V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02). — V.f. : Grand-Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Gobelins, 13e (707-12-28).

IL FAUT TUER BIRGITT HAAS, film français de Laurent Heynemann. — Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-63-20) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (322-88-42) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

MESSE NOIRE, film américain d'Eric Weston (**). — V.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Cameo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramout-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

TAIS-TOI QUAND TU PARLES, film franco-tunisien de Philippe Clair : Normandie, 8e (359-41-18) (Jusqu'au L.) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

A partir de vendredi

OUTLAND, film américain de Peter Hyams. — V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : ABC, 2e (236-55-54) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Nation, 12e (343-04-67).

DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

L'EQUIPEE DU CANNONBALL (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88), mer., jeu.

LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65). A partir de vendredi Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

FAME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

L'HOMME DE FER (Pol., v.o.) : Forum, 1er (297-53-75) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; la Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

LES HOMMES PREFERENT LES GROSSES (Fr.), Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue, 15e (544-25-02) ; Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01) (Mer., J.) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01). A partir de vendredi.

L'IMPLACABLE NINJA (A., v.f.). Cin'ac Italiens, 2e (296-80-27).

IN GIRUM IMUS NOCTE ET CONSUMIMUR IGNI (Fr.), Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

JAZZ SINGER (A., v.o.), Marbeuf, 8e (225-18-45).

LILI MARLEEN (All., v.o.), Lucernaire, 6e (544-57-34).

MADAME CLAUDE 2 (Fr.) (**), Rex, 2e (236-83-93) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (656-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

MALEVIL (Fr.) : U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

MAUDITS, JE VOUS AIMERAI (It., v. o.) : Forum, 1er (297-53-75) H. sp.

MESSALINE, IMPÉRATRICE ET PUTAIN (It., v.f.) (**) : Cin'Ac Italiens, 2e (296-80-27).

MOI, CHRISTIANE F... (All.) (*), v.o. : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v. f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Images, 18e (522-47-94).

NEIGE (Fr.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62).

NEW-YORK 1997 (A.), v.o. : Studio Jean-Cocteau, 5e (354-47-62) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v. f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

PÉTROLE, PÉTROLE (Fr.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LE POLICEMAN (A.) (°), v. o. : Marignan, 8e (359-92-82) ; v. f. : Capri, 2e (508-11-69).

PLUIES D'ÉTÉ (Bré., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

PRENDS TA ROLLS ET VA POINTER (Fr.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86). Mer., J. : Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Mer., J.

RÉINCARNATIONS (A. (**), v. o. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v. f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy-Pathe, 18e (522-46-01).

REPORTERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

THIS IS ELVIS (A., v.o.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

TROIS FRERES (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

UN AMOUR INFINI (A.), v. o. : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65). Mer., J. ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v. f. : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Montparnasse, 83 6e, (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

UNE MÈRE, UNE FILLE (Fr.-Hon.), v.o. : Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v. f. : Impérial-Pathé, 2e (742-72-52) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v. f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29).

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74), h. sp.

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

L'AMOUR FOU (Fr.) : Action République, 11e (805-51-33).

LES AMOURS D'UNE BLONDE (Tch.) v.o. : Racine, 6e (633-43-71), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42), h. sp. ; v.f. : 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A.), v.o. : Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08), mer. j. ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29), à partir de v., Marbeuf, 8e (225-18-45), à partir de v. ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67), mer. j., Gaumont-Sud, 14e, (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

BABY DOLL (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) h. sp.

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

BUTCH CASSIDY ET LE KID (A.) v.o. : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) mer. j.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A.) v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).

LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol., v.o.), Lucernaire, 6e (544-57-34).

LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It. v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN (A., v.f.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).

CINEMA PAS MORT, MISTER GODARD (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

CITIZEN KANE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-54-59).

2001 L'ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées Point-Show, 8e (225-67-29), mer., j. — V.f. : 3, Haussmann, 9e (770-47-55).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LE DERNIER TANGO A PARIS (A., (v.o.) (**) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).

LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) : ABC, 2e (236-55-54), mer., j. ; 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

LA DOLCE VITA (It., v.o.) (*) : *Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille*, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15).

DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Bré., v.o.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Movies, 1er (260-43-99) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22).

LES ENCHAINES (A., v.o.) : St-Germain Village, 5e (633-63-20).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

LA GRANDE BOUFFE (It., v.o.) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45), Mer., J. ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE *GUEPARD* (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

GUERRE ET PAIX (Sov., v.o., 1re et 2e epoque) : Templiers, 3e (272-94-56).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).

HAROLD ET MAUD (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) : *Parnassiens, 14e (329-83-11)*.

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) (**) : Noctambules, 5e (325-42-34).

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : La Banque de l'image, 5e (326-12-39).

KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04), heure sp. : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), heure sp.

LA MARQUISE D'O (All., v.o.) : *Epée de bois, 5e (337-57-47)*.

MEDEE (It., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04). H. sp.

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

MONSIEUR ARKADIN (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

MONTHY PYTHON (SACRE GRAAL et LA VIE DE BRIAN) (Ang., v.o.) : *Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12)*.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Espace-Gaîte, 14e (327-95-94).

ORANGE MECANIQUE (Ang., v.o.) : (**) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

PADRE PADRONE (It., v.o.) : 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE PARRAIN (1 et 2) (A., v.o.) : Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).

PECHE MORTEL (A., v.o.) : Epée *de Bois, 5e (337-54-59)*.

ACTUELLEMENT



IL FAUT TUER BIRGITT HAAS

MARIGNAN PATHÉ (v.o.) - HAUTEFEUILLE PATHÉ (v.o.) - QUARTIER LATIN (v.o.) - MAYFAIR PATHÉ (v.f.) - FRANCE ELYSÉE (v.f.) - GAUMONT HALLES (v.f.) - FRANÇAIS PATHÉ (v.f.) - RICHELIEU (v.f.) - MONTPARNASSE 83 (v.f.) - GAUMONT SUD (v.f.) - FAUVETTE (v.f.) - GAMBETTA (v.f.) - WEPLER (v.f.) et dans les meilleures salles de la périphérie



LE COLISEE • UGC BIARRITZ
GAUMONT HALLES • BERLITZ
QUINTETTE
ST-GERMAIN HUCHETTE
MONTPARNASSE PATHE
GAUMONT CONVENTION
GAUMONT GAMBETTA
VICTOR HUGO PATHE
CLICHY PATHE • PLM ST-JACQUES
ST-LAZARE PASQUIER
et dans les meilleures salles de périphérie



LE MONDE DES SPECTACLES

CINEMA

PIERROT LE FOU (Fr.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
SALO OU LES CENT VINGTS JOURNEES DE SODOME (It., v.o.) (**) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
SANS ANESTHESIE (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
LA SCANDALEUSE DE BERLIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).
LES SEPT SAMOURAIS (Jap., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
SI DISNEY M'ETAIT CONTE (A., v.f.) : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Royale Disney, 8e (265-82-66) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01), mer., J. : Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
SILENCE ON TOURNE (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
TAXI DRIVER (A., v.f.) (**) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
TEX AVERY FOLLIES (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LA TERRASSE (It., v.o.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01).
LE TROISIEME HOMME (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
L'ULTIME RAZZIA (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
LES VACANCES DE M. HULOT (Fr.) : Champollion, 5e (354-51-60).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Montparnos, 14e (327-52-37).
VIVA ZAPATA (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
WEST SIDE STORY (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Boite à films, 17e (622-44-21), 15 h. (sf S., D.)
AMARCORD (It., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), Jeu. 18 h 50.
AMERICA AMERICA (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), S., D., 19 h.
BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), J., 20 h. 30.
LA BOUM (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), J., V., D., 17 h 10.
BONNIE AND CLYDE (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 18 h 10 ; Calypso, 17e (380-30-11) V., S., 0 h 15.
BUGSY MALONE (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), D., 18 h 50.
CALCUTTA (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04), J., V., S., L., 14 h., D., 19 h 15.
CALIGULA (A., v.o.) (**) : Boite à films, 17e (622-44-21), 17 h. 30.
CARRIE (A., v.o.) (*) : Calypso, 17e (380-30-11), V., S., 0 h. 30.
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) : (**) : Calypso, 17e (380-30-11) 15 h. 20.
LE CUIRASSE POTEMKINE (Sov., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), Mar., 19 h. 30.
LES DAMNES (It., v. ang.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71) 13 h. 30 ; Calypso, 17e (380-30-11), 19 h 45.
DELIVRANCE (A., v.o.) (*) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), Mer., L., 17 h. 15 V., 21 h. 45, S., 19 h. 30 ; Boite à films 17e (622-44-21), V., S., 0 h 15 ; Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h 10.
LE DERNIER TANGO A PARIS (A., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 20 + S. 0 h. 30.
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : St-Lambert, 15e (532-91-68), Mer., 21 h 45, J., 19 h. 30, D., Mar., 17 h 15 ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), Mar., 19 h 20.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.
FAUT TOUVER LE JOINT (A., v.o.) (**) : Boite à films, 17e (622-44-21), 22 h. 30.
FIST (A.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), J., Mar., 20 h. 30 ; V., 18 h. 30 ; S., D., 14 h. 30 et 20 h. 30.
LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf S., D.).
LA FLUTE ENCHANTEE (Suéd., v.o.) : Boite-à-Films, 17e (622-44-21), S., D., 15 h.
LE FORUM EN FOLIE (Ang., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), Mer., V., Mar., 22 h. 30 ; S., D., 18 h. 30.
HAMBURGER FILM SANDWICH (A., v.o.) : Boite-à-Films, 17e (622-44-21), 20 h. 30 + V., S., 0 h. 30.
L'HEURE DU LOUP (Suéd., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 14 h.
HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 15 (sauf Mer.).
HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Boite-à-Films, 17e (622-44-21), 13 h. 40.
HITLER, UN FILM D'ALLEMAGNE (All., v.o.) : Olympic-Saint-Germain, 6e (522-87-23), 12 h.
LA HONTE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h. + V., 0 h. 30.
L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (All., v.o.) : Action-République, 11e (805-51-33), 18 h. 15.
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Boite à films, 17e (622-44-21), 20 h. 05.
L'INNOCENT (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 19 h. 50.
INDIA SONG (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 30 (sauf Mer.).
JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) (**) : Calypso, 17e (380-30-11), 15 h. 45.
JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 20 h. 15.
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04), Mer., V., S., 21 h. ; D., 17 h. 30.
LE LOCATAIRE (Fr.) (**), Saint-Lambert, 15e (532-91-68) (V., D., 19 h. 30 ; S., mar., 21 h. 45)
LOLITA (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LILI MARLEEN (All., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 18 h. 50.
VAITRESSE (Fr.) (**) : Ciné-Solac, 5e (325-95-99), 22 h. 15.
MARATHON MAN (A., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 30.
LES MISFITS (A., v.o.) : Boite à films, 17e (622-44-21), 15 h. 40, sf mer., S., D.
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 18 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 14 h. 30, 20 h.
MURIEL (Fr.) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 30, sf mer.
NEW YORK NEW YORK (A., v.o.) : Boite à films, 17e (622-44-21), 18 h. 05.
NICK'S MOVIE (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
NOS PLUS BELLES ANNEES (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16), Mer., 20 h. 45, D., 20 h.
OUT OF THE BLUE (A., v.o.) (**) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82), 19 h., 20 h. 40, 22 h. 20 + V., S., 24 h.
QUELQUES JOURS DANS LA VIE D'OBLOMOV (Sov., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; S., D., 14 h. 20, mar., 21 h. 15.
RENCONTRES AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (Ang., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16) ; V., 18 h 50 ; L., 19 h. 20.
REPULSION (Ang., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 50 ; S., 0 h. 25.
SERIE NOIRE (Fr.) (**) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h., sf S., D.
SEX O'CLOCK U.S.A. (Fr.) (**) : Boite à films, 17e (622-44-21), 13 h. 30.
SHINING (A., v.o.) (*) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h. 30 + V. 0 h. 30.
SOLEIL VERT (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.
TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (374-72-71), 20 h. 10 ; Boite à films, 17e (622-44-21), 22 h. 15.
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 22 h.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (374-72-71), 22 h. 15, 24 h.
TOMMY (A., v.o.) (*) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), Mer., 18 h. 30, S., 19 h 20 ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68), J., L., 21 h. 45, V., 17 h. 15.
UNE PASSION (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 13 h. 50.
VALENTINO (Ang., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h.
VICES PRIVES, VERTUS PUBLIQUES (Youg., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 15 h. 50, V., 0 h. 25.
LES VISITEURS (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), Mer., 20 h. 30, J., 22 h. 30, V., 20 h. 30, S., D., 16 h 30 et 22 h. 30.
VIVRE SA VIE (Fr.) (**) : Ciné-Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 15 sf Mer.
ZORBA LE GREC (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), J., 16 h. 45, V., 20 h. 45, S., 15 h. 45, D., 14 h., 18 h. 5.

DANSE

COUR DE LA MAIRIE DU IVe (278-60-56) (V., S., D.), 21 h. : les Ballets historiques du Marais (*dernières*).

RELIGION

L'institution religieuse au miroir de la psychanalyse

Bruxelles. — Le neuvième congrès de l'Association internationale d'études médico-psychologiques et religieuses (A.I.E.M.P.R.) (1), qui a eu lieu à Bruxelles du 27 août au 1er septembre, avait pour thème « Notre rapport à l'institution religieuse, ni avec ni sans elle ». Ce congrès a réuni cent cinquante spécialistes des sciences humaines, psychologues, psychiatres, psychanalystes, médecins, sociologues, théologiens, etc., venus de treize pays. Il a surtout donné lieu à des tentatives d'éclairage psychanalytique de l'institution religieuse.

De notre envoyé spécial

Le thème choisi par l'A.I.E.M.P.R. pour son congrès triennal, « Ni avec l'institution, ni sans elle », reflétait d'abord une étape dans l'histoire de l'association elle-même. Née dans les années 50, sous le pontificat de Pie XII, c'est un rassemblement de personnes — en majorité catholiques, mais aussi des croyants d'autres confessions et des incroyants — qui s'intéressent aux recherches inter-disciplinaires où la médecine, la psychologie et les sciences humaines ont leur part.

Créée à une époque où les réserves de l'Eglise catholique envers les sciences humaines, et particulièrement la psychanalyse, étaient particulièrement fortes — et aboutissaient parfois à des condamnations — l'association a progressivement pris ses distances avec la hiérarchie ecclésiastique, notamment depuis son congrès de Luxembourg en 1972.

Mais la situation a évolué de part et d'autre. Comme l'a fait remarquer le président de l'A.I.E.M.P.R., M. Léon Cassiers, professeur à l'université catholique de Louvain : « *Le développement des concepts sur la structure symbolique des phénomènes humains, de leurs effets (...) sur le corps, le psychisme, les réalités économiques et sociales, tout cela a profondément assoupli, modifié, voire déplacé l'interface entre le domaine religieux et les sciences humaines.* »

Le concile, les traces de mai 1968 et la crise de civilisation actuelle ont précipité cette évolution du côté religieux, alors que la science abandonne son dogmatisme de naguère. Aussi bien la croyance religieuse que l'athéisme sont devenus plus flous et plus difficiles à définir. « *A la lumière des différentes sciences humaines,* s'est demandé le professeur Cassiers, *peut-on élucider plus avant les rapports qui se nouent entre ce que le sujet se donne comme croyances et pratiques par lesquelles il définit son destin personnel et les organisations institutionnelles qui prétendent proposer et transmettre ces croyances et ces pratiques ?* »

La question posée en son temps à des associations comme l'A.I.E.M.P.R. sur leur place dans l'Eglise institutionnelle se pose aujourd'hui à un nombre de plus en plus grand de croyants. Prêtres, laïcs, sociologues, médecins, universitaires, théologiens, psychologues, psychiatres, psychanalystes de la plupart des pays européens et des Amériques ont pu dialoguer et confronter leurs expériences sur des sujets où ils sont souvent condamnés au silence ou à une réserve prudente.

Les « psy », qui représentaient plus de la moitié des participants, ont dominé le congrès, et c'est le plus souvent à un dialogue entre psychologie et religion, ou à un discours psychanalytique sur la religion, qu'ont abouti les discussions.

Un dialogue « sans espoir » ?

Chez certains, institution est synonyme de hiérarchie ou de magistère, et le problème crucial est la liberté de recherche dans l'Eglise. Pour le Père Louis Beirnaert, psychanalyste jésuite français et l'un des membres fondateurs de l'A.I.E.M.P.R., « *l'espoir d'obtenir une reconnaissance après un dialogue fructueux pour les deux parties* [théologien et magistère] *est nécessairement toujours déçu. Pour le prévenu, il n'y a pas d'interlocuteur* ». En effet, explique le Père Beirnaert, c'est un dialogue de sourds, puisque « *le magistère vise à constituer et à sauvegarder un langage univoque véhiculant partout et toujours les mêmes significations* », alors que le théologien cherche continuellement à « *inculturer* » le *christianisme* en adaptant le langage religieux.

« *On n'importe pas les formulations de la foi comme un corps autonome immuable dans une culture moderne ou dans une culture non occidentale,* ajoute-t-il. *Pour exercer sa vigilance, rappeler la valeur normative des formules traditionnelles et justifier son intervention,* [le magistère] *présuppose implicitement l'extra-territorialité du langage de la foi* ». Alors, quelle attitude adopter devant cette situation « sans espoir » ?

D'abord, répond le Père Beirnaert, il faut renoncer à « *revêtir le magistère de l'image d'une paternité, ou plutôt d'une maternité, dont on attend l'approbation et dont on craint le blâme* ». Et puis, même si on doit accepter « *l'insupportable* », c'est-à-dire l'interdiction de publier ou d'enseigner, il faut continuer à travailler « *sans attendre l'encouragement d'un magistère qui n'est pas fait pour ça* ». Mais, conclut-il, « *ne rien attendre du magistère ne signifie pas ne rien en recevoir. La sanction éventuelle fait sens en rappelant que les formulations nouvelles elles-mêmes ne disent la vérité qu'à demi. Le destinataire apprend ici pour son compte ce que le pouvoir ne sait pas pour le sien. C'est pourquoi on peut tout ensemble poursuivre un travail dont on accepte la relativité et ne pas rompre avec un magistère dont on a cessé de sacraliser le fonctionnement* ».

D'autres, comme le Père Albert Plé, dominicain français, qui ne nie pas avoir « *profondément souffert dans* [ses] *rapports avec l'institution ecclésiale* », préconisent une attitude de foi. Tout *comme la divinité* du Christ n'était pas apparente à ses disciples qui ne voyaient que l'homme Jésus, l'Eglise est un mystère où le divin se cache derrière le trop humain.

D'autres encore pensent que l'institution doit être relativisée. Pour le Père Patrick Vandermeersch, psychanalyste et professeur de théologie à Louvain, si l'institution est un « *mal nécessaire* », il faut lutter contre « *les liens qui attachent à l'autorité* » et « *l'amour du censeur* ». En fait, dit-il, c'est « *une quête d'identité que nous trouvons dans l'attachement à l'autorité ecclésiale, et il n'est pas difficile d'y déceler les fantasmes de la sexualité enfantine sous-jacents* ».

Pour le Père Pierre de Locht, moraliste belge, enfin, il y a « *une sacralisation indue de l'institution ecclésiale, plus soucieuse de transmettre une orthodoxie que d'encourager les êtres à faire une expérience personnelle de la foi* ». Et de demander : « *Qui se chargera de faire une psychothérapie de l'institution ?* »

Le pape en analyse ?

L'Eglise s'est toujours méfiée, et se méfie encore, de la psychanalyse. « *Peut-on imaginer un évêque ou le pape acceptant de faire une analyse ?* » Cette question, entendue à Bruxelles, était plus qu'une boutade. Certains ont même cherché à établir un parallèle — on a parlé d' « *homologie* » — entre psychanalyse et religion. La comparaison peut paraître scandaleuse, de prime abord.

La psychanalyse se réclame d'une démarche d'ordre scientifique, elle cherche — pour certains — la « guérison » du patient et ne vise pas nécessairement à donner un sens à la vie humaine, ni à détenir une « vérité », révélée *ou non*. Et si psychanalyse et religion prétendent toutes deux utiliser une symbolique pour désigner les « choses invisibles », la première décrit le psychisme « *comme des effets de la nature symbolique du langage et des échanges humains* » (professeur Cassiers), *alors que la religion* décrit, symboliquement, la vérité d'une transcendance surnaturelle.

Cependant, il existe une ressemblance entre les deux. Elles cherchent à opérer une « conversion personnelle » du sujet. Mais là aussi, en cherchant à transmettre, enseigner et *formaliser* cette démarche personnelle de conversion, les deux institutions, religieuse et psychanalytique, risquent de tomber dans les mêmes pièges : *dogmatisme*, excommunications, discours de vérité, autoritarisme, etc. Même si, a-t-on fait remarquer à Bruxelles, il ne pouvait être question pour Jean-Paul II de dissoudre l'Eglise catholique comme le docteur Lacan son école de psychanalyse...

Le congrès de l'A.I.E.M.P.R. n'a exploité qu'une partie d'un matériau très riche et peu sollicité jusqu'à une époque récente. Il fut dominé par les psychanalystes. A *l'excès ? On peut en tout cas se* demander, à la lumière de ces débats, si un courant psychanalytique ne tend pas, non seulement, à rejoindre la religion, après avoir été très critique à *son* égard, mais encore s'il ne rêve pas d'en prendre le relais.

ALAIN WOODROW.

(1) A.I.E.M.P.R., 24/4, rue de la Cambre, 1200 Bruxelles, Belgique.

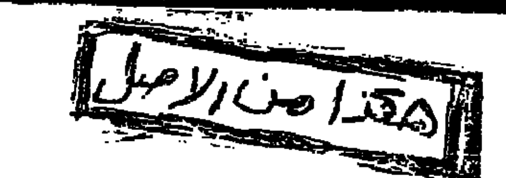
Une clinique psychiatrique pour le clergé

Une expérience française qui a suscité beaucoup d'intérêt au congrès de l'A.I.E.M.P.R., à Bruxelles, est la clinique médico-psychologique pour le clergé, créée par l'épiscopat français en 1970 et située à Montjay, à 70 km au sud-ouest de Paris. Conventionnée par la Sécurité sociale, depuis un an, cette clinique accueille des prêtres et des religieux souffrant de troubles psychiques. Le personnel, médical et administratif est surtout laïque.

Dans un long rapport présenté par le docteur Tony Anatrella, *un des psychothérapeutes de la* clinique, ont été évoqués les buts, les orientations et le fonctionnement de la clinique, mais aussi les réserves qu'elle continue de susciter auprès d'une partie du clergé catholique. La pathologie de la vie religieuse relève de causes psychologiques, *des images religieuses peuvent* masquer des névroses ou des psychoses.

« *La vie psychologique a été intériorisée par la foi,* explique le docteur Anatrella. *Les deuils qui sont liés à l'enfance et à l'adolescence par rapport aux premiers objets (les parents) ont été occultés et non réalisés. Les objets mentaux (qui sont liés à la mère, au père, à la fratrie, à la sexualité, au conflit œdipien, etc.) ont été remplacés par des objets religieux.* » La démarche thérapeutique cherche à élucider le contenu psychologique sous-jacent à certaines attitudes religieuses, mais beaucoup de supérieurs ecclésiastiques craignent que les prêtres soignés à Montjay ne perdent la foi ou ne quittent le sacerdoce.

« *Il ne s'agit pas de remettre en question une vie pour le plaisir,* répond le docteur Anatrella. *Seule la personne engagée dans une recherche sur elle-même, en traitement, se donne cette liberté. Dans cette défiance, l'institution ecclésiale se laisse prendre par la peur. La peur de perdre la foi, la peur du célibat, la possibilité pour le malade de découvrir son désir, son identité, sont vécus comme dangereux. L'attitude des responsables qui limitent, minimisent une démarche thérapeutique, a-t-elle intérêt à aller dans ce sens ?* » — A. W.



ITINÉRAIRES

VOYAGE DANS L'AMÉRIQUE « VERTE »

Les parcs de la réconciliation

par JEAN HOUDART

L'ours noir marche à 40 mètres de nous, dans la forêt. Il vaque à ses occupations sans nous accorder un regard. La première réaction est de le photographier, la deuxième de se féliciter de le voir s'éloigner...

Nous sommes dans le Yellowstone, l'ancêtre (1872) des quelque quarante parcs nationaux américains, et cet ours, à la démarche étonnamment souple et paisible, à quelques centaines de mètres seulement d'un parking, est une vivante illustration de la politique américaine de protection de la nature, d'une nature — ô miracle ! — réconciliée avec le tourisme.

La charmante ranger-girl, un peu *perdue sous son grand chapeau scout*, à qui nous racontons notre émoi d'une telle rencontre, nous fait la leçon : *« Dites-vous bien que dans nos parcs nationaux les animaux sauvages sont chez eux. C'est l'homme qui y est un intrus. Il y a dans le seul Yellowstone environ six cents ours noirs et trois cent cinquante grizzlis. Nous nous efforçons de les localiser et de les éloigner s'ils s'approchent trop près des routes et lieux fréquentés, comme celui que vous venez de voir, mais c'est tout ce que nous voulons faire. »* Et de nous rappeler les consignes de sécurité abondamment dispensées : ne jamais laisser traîner de nourriture qui attirerait les ours ; ne jamais quitter les sentiers balisés, parler fort ou chanter, ou, mieux encore, se promener avec... des clochettes. Le tout étant de ne pas surprendre la bête, qui pourrait ne pas aimer. Et si elle est quand même surprise ? Réponse : *« Grimpez d'au moins 5 mètres à un arbre, ou faites le mort... Surtout, ne pas s'affoler, ne pas s'enfuir : l'ours peut courir aussi vite qu'un cheval sur de courtes distances. »*

Le premier papier gras coûte 100 dollars

Ces ours peu recommandables n'en coexistent pas moins sans trop de problèmes avec les millions de touristes des parcs nationaux des montagnes Rocheuses et de la chaîne côtière du Pacifique, tout simplement parce que les consignes préventives sont respectées. Français, tenez-vous bien : dans les quatre grands parcs que nous avons parcourus, nous n'avons jamais pu trouver la moindre trace de camp ou de pique-nique. Prudence ? Peur du gendarme (le premier papier gras coûte 100 dollars) ? Propreté naturelle ? En tout cas discipline, forgée par une éducation dispensée sans doute dès l'école et par la télévision, et information prodiguée par toute une littérature, par des petits musées intelligemment présentés et par les conférences des rangers, le soir à la veillée, avec plaisanteries classiques de rigueur. On peut en sourire, il serait meilleur d'en prendre de la graine. Même si l'on trouve parfois que ces sentiers parfaitement entretenus, ces multiples plaques expliquant la géologie, la flore, la faune, c'est presque trop bien... Et si le nombre strictement limité des chambres d'hôtel ou des places de camping (pas question de camping sauvage) vaut de mauvaises surprises à l'imprudent qui n'aurait pas réservé longtemps à l'avance.

Les incendies de forêts, ici, ne sont pas dus, comme de tradition chez nous, à la malveillance, à quelque pompier pyromane ou à « l'imprudence d'un fumeur ou d'un campeur », mais à la foudre. On dira que le résultat est le même. Mais les rangers ont réponse à tout. *« Non*, nous dit l'un d'eux. *D'abord, les incendies sont rares ; ensuite, nous agissons bien sûr pour protéger les lieux habités mais c'est tout, car le feu, comme d'ailleurs ces deux insectes qui nous tuent tant d'arbres, sont des phénomènes naturels de régénération de la forêt. Celle-ci se fait sans coupe, sans aucune intervention de l'homme. »* Et quand un arbre meurt de sa belle mort et tombe un jour sous l'effet de quelque coup de vent, son cadavre reste sur place, enrichissant l'humus. Voilà qui va contre nos idées reçues...

Le Yellowstone : plus grand que la Corse

L'ours-roi, la foudre-reine : décidément, l'homme ici est bien un intrus qui doit se faire pardonner par sa discipline. Oh ! une discipline qui n'enlève rien à l'atmosphère bon enfant ! Avec ou sans clochettes, les randonneurs ne sauraient se croiser sans un « hi » (prononcer « aïe ! ») Et les travailleurs saisonniers qui assurent tous les services hôteliers de parcs pendant l'été, n'engendrent pas la mélancolie. Ce sont des étudiants, garçons et filles (deux mille pour le seul Yellowstone), avec ou sans uniforme, mais toujours avec un badge indiquant prénom et Etat d'origine : contact facile, les confidences viennent, et c'est toute l'Amérique qui défile. Comment, dans ces conditions, leur en vouloir de leur visible amateurisme ? Moins indulgents pour eux semblent être les couples de retraités — l'autre catégorie de travailleurs saisonniers, — qui viennent en camping-cars de Floride ou de Californie chercher un peu de fraîcheur dans les parcs du Nord tout en arrondissant leurs pensions par la gérance des commerces dans les lieux de séjour.

Le Yellowstone est plus grand que la Corse et trois ou quatre jours ne sont pas de trop pour en connaître les grandes lignes. Une route circulaire de près de 250 kilomètres, une route transversale, et pas loin de 2 000 kilomètres de sentiers balisés, il y a de quoi faire dans cette immense forêt. Haut perchée sur son plateau à 2 400 mètres d'altitude moyenne, elle serait un peu monotone, puisque faite presque uniquement de conifères (pins Lodgepole et sapins Douglas) sans l'attrait des fameux geysers (quelque deux cents).

Le plus connu, l'Old Faithful (Vieux Fidèle), doit sa réputation à sa ponctualité : un panneau donne l'heure, à cinq minutes près, de ses jaillissements, qui reviennent vingt à vingt-trois fois par jour. Le spectacle est permanent, mais cela lui enlève du sel, si l'on peut dire, tant les visiteurs se pressent, sûrs de son inlassable bonne volonté. Sûrs aussi de faire, auprès de lui, dans le Upper Geyser Basin, en une courte promenade sans danger parce que fort bien organisée, une sorte de petit voyage dans le tertiaire. L'intense activité volcanique de cette époque et l'agitation constante du sous-sol aujourd'hui encore valent en effet, au Yellowstone, la plus grande concentration au monde avec l'Islande et la Nouvelle-Zélande, mais beaucoup plus qu'elles deux réunies — de geysers, sources thermales calcaires, fumerolles, concrétions, volcans de boue et autres grosses bulles mystérieuses.

Il n'y a que l'embarras du choix. A ne pas manquer : le Norris Geyser, et notamment l'ensemble baptisé Porcelain Basin. Là aussi, l'organisation permet une expérience exceptionnelle : marcher dans cette dépression parmi les innombrables sources chaudes, aux vapeurs épaisses à s'y perdre, et dont les émissions acides ont tué les arbres environnants, c'est, surtout lorsque l'orage s'en mêle, se trouver transporté dans un paysage de fin du monde. Le sol lui-même, au ras duquel on marche sur un chemin de planches, présente les plus étonnantes couleurs, que combinent algues et dépôts minéraux.

Après ce *fabuleux spectacle*, les Mammoth Hot Springs, pourtant grandes vedettes du Yellowstone, nous ont un *peu déçus*. Certes, ces *dix bassins* de concrétions calcaires, en gradins, sont plus qu'étranges, mais — est-ce *la faute du trop grand soleil* ? — leur couleur tant vantée, blanche aux reflets irisés, nous a un peu trop fait penser aux décors en carton-pâte d'Hollywood.

Ce n'est pas le cas du Grand Canyon de *la Yellowstone River*. Cet *affluent* du Missouri, tantôt paisible et s'élargissant en un vaste lac, tantôt grondant et s'effondrant en chutes grandioses dans le lit tourmenté qu'il s'est creusé au cours des âges, a donné son *nom au parc par* la couleur jaune de ses parois, un jaune que le jeu du soleil et des nuages fait passer du rose tendre à un mauve violent, ou à l'orange, ou au brun-rouge, selon une fantaisie somptueuse et fascinante.

Où les animaux ont perdu la peur de l'homme

Les ours, ces fameux ours, ne tiennent *pas seuls* la vedette d'une faune extraordinairement variée. Le matin et le soir, dans les prairies et près des nombreux cours d'eau, il est fréquent de voir de sa voiture, élans, cerfs wapitis, chevreuils, antilopes et même bisons. Ces derniers, survivants des dizaines de millions qui peuplaient l'Amérique du Nord avant l'arrivée des Blancs, sont sans rancune... Comme tous les animaux des parcs nationaux, ils ont complètement perdu la peur de l'homme. Les bisons jouissent d'un très grand prestige. Dès qu'il en voit un, l'automobiliste s'arrête illico — seule infraction au règlement — au beau milieu de la route pour le photographier. De loin.

Venir au Yellowstone, depuis Cheyenne, capitale du Wyoming, et son rodéo (1), c'est traverser en diagonale, du sud-est au nord-ouest, cet Etat grand comme la moitié de la France ou presque, mais avec... quatre cent cinquante mille habitants. La route, même si l'on se hasarde à dépasser largement les 55 miles réglementaires, laisse tout le temps d'explorer à fond le sens du mot immensité. La prairie vallonnée s'allonge jusqu'à cette petit crête, là-bas très loin, et lorsque la route l'atteint enfin, il ne reste plus qu'à viser une autre crête tout aussi lointaine, puis à recommencer... *Ecrasante beauté.* Entre Rawlins et Lander par exemple (200 kilomètres), il n'y a qu'un village et *quelques ranches. Peu de voitures.* Et sur cette route sans fin, quelques cyclotouristes lourdement chargés, *souvent seuls*, pédalant sous le grand soleil, de « faux-plat » en « faux-plat », parfois contre un vent violent... Est-ce une sorte de retour aux sources sur les traces des pionniers ?

Du Grand-Teton au Glacier

Lorsque la prairie le cède à la forêt, un *autre parc national est proche*, celui de Grand-Teton. Prononcez « titone », bien qu'il s'agisse bel et bien *du mot français que nos aventureux* ancêtres explorant cette région ont choisi pour baptiser ces montagnes en *forme* de sein.

Ce très beau parc (mais ne le sont-ils pas tous ?) souffre dans l'esprit du plus grand nombre de la proximité du grand frère plus prestigieux situé un peu plus au nord, le Yellowstone. Ici, point de geyser, mais une *chaîne* dentelée d'une splendeur plus familière, couronnée de glaciers se dressant brusquement *et combien majestueusement* au-dessus de la belle Snake River et des lacs de la haute vallée de *Jackson-Hole. La grande prairie* des abords du parc sert de refuge, l'hiver, au plus grand troupeau de cerfs wapitis des Etats-Unis. Et tout près, la ville de Jackson, Chamonix américaine, est le camp de base des alpinistes du Grand-Teton.

Autre parc au nom évocateur, quoique plus rude : le Glacier. Pour l'atteindre, venant du Yellowstone, il faudra faire connaissance avec un autre visage de l'immensité : les cultures du Montana, où de temps en temps une petite ville prend des allures d'oasis avec ses grands arbres, puis les forêts de conifères. Principale étape : Helena, la capitale née de l'or que quatre prospecteurs découvrirent dans un ravin qu'ils avaient baptisé « de la dernière chance ». Il faut croire que cette dernière chance fut la bonne, car aujourd'hui le ravin est la grande rue d'Helena, en partie piétonne, et le quartier des restaurants et des magasins chics.

Peu avant l'entrée est du Glacier, dans une très laide petite ville du doux nom de Browning, un intéressant musée indien rappelle que ce sont les Espagnols qui ont introduit le cheval en Amérique. Il a fallu attendre cette révolution pour que les Peaux-Rouges, capables d'utiliser avec beaucoup d'ingéniosité et d'art les ressources de leur environnement, mais ne connaissant pas la roue, puissent « moderniser » leur vie de nomade en utilisant les chevaux pour tirer les mâts de leurs tentes assemblés en traîneaux pour les « déménagements ».

Les colosses de l'Olympic

Quant au parc, c'est par dizaines *que se comptent* les glaciers qui ne lui ont pourtant valu qu'un nom au singulier. Il est vrai qu'il en porte un autre, parc de la Paix, depuis sa fusion, en 1932, avec son jumeau canadien de Waterton-Lakes. Son sommet n'est qu'à 3 190 mètres, mais jamais montagnes ne nous parurent plus altières que celles qui dominent le vert profond du lac St-Mary. Une superbe route, poétiquement appelée « Going to the sun », traverse le parc d'est en ouest. Cette région particulièrement sauvage s'humanise au bord du lac McDonald, où un chasseur impénitent construisit une « lodge » du type *chalet* suisse fin dix-neuvième, aujourd'hui hôtel confortable décoré de trophées, parfaitement *anachroniques en ces lieux*.

Cap à l'ouest vers l'Olympic National Park. La traversée du nord de l'Idaho permet de découvrir, dans cet Etat surtout célèbre pour ses pommes de terre, une charmante petite ville qui vous prend des airs de vacances presque tropéziennes au bord de son lac. Son nom : Cœur d'Alene. Il rappelle, comme tant d'autres noms de localités américaines, le passé français des Etats-Unis.

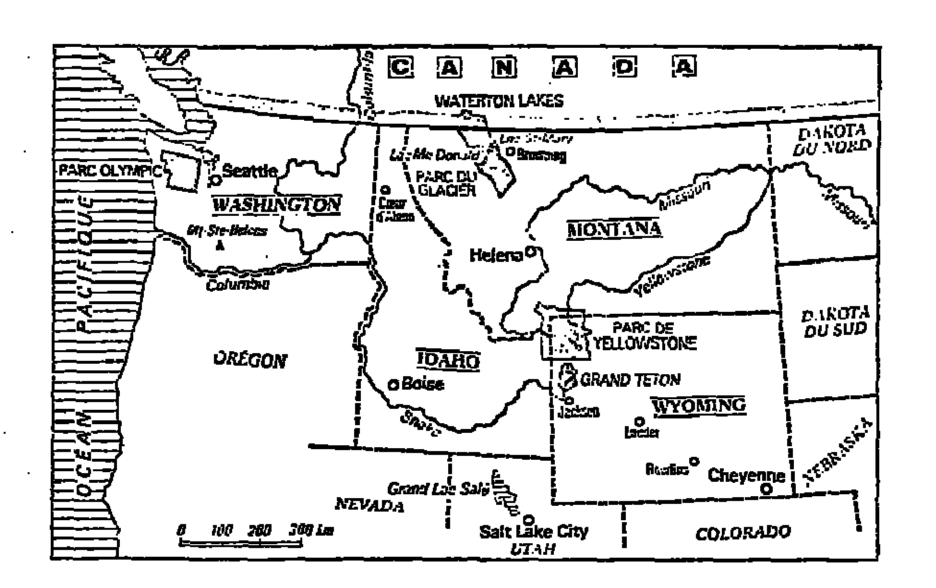
L'Etat de Washington : immenses cultures où le vent fait encore tourbillonner la poussière de l'éruption du volcan Mont Saint-Helens ; puis région désertique que traverse le fascinant fleuve Columbia ; enfin, de nouveau, la forêt. Et voici Seattle, la ville de Boeing, sorte de San-Francisco du Nord, comme elle étendue sur des collines, comme elle vivant au contact de l'eau — golfe s'enfonçant très profondément dans les terres et lacs reliés par un canal, — mais moins prestigieuse qu'elle et un peu *oubliée « tout en haut à gauche »* de la carte des Etats-Unis, jusqu'à l'exposition mondiale de 1962.

Une des perles de l'Etat de Washington est le parc Olympic qui occupe, au Sud-Ouest de Seattle, une grande *partie de la presqu'île du même nom.* Il se paie le luxe d'offrir trois aspects différents. De la montagne sauvage *couverte de glaciers on passe à la* côte du Pacifique, tout aussi sauvage en son genre, avec ses plages encombrées *d'énormes troncs d'arbres venus* d'on ne sait où et dominées par d'étranges rochers qui font curieu*sement penser à ceux des tableaux* primitifs italiens. Et puis voici la forêt, la mystérieuse Rain Forest, qui doit aux masses d'air chaud et humide du Pacifique ses arbres colossaux : pins sitka, sapins hemlock et douglas, cèdres rouges, vieux de plusieurs siècles, hauts de 80 à 100 mètres. Lorsqu'un de ces ancêtres s'écroule enfin, on le laisse là où il est tombé, en vertu de la politique forestière des parcs, et sur ses restes énormes poussent de nouveaux géants. Sous ces colonnes végétales se pressent des arbres plus modestes, érables notamment, de grandes fougères, et de surcroît une mousse tapisse le sol, envahit troncs et branches et pend, comme en Floride, faisant de la Rain Forest une sorte de forêt vierge. Une forêt vierge qu'aucune route ne traverse. Un parc grand comme vingt fois la forêt de Fontainebleau...

Yellowstone, Glacier, Grand-Teton ou Olympic, n'y a-t-il pas là de quoi rassurer ceux qui appréhendent de voir le tourisme international violer et assassiner les plus beaux paysages du monde ? Un modèle. Encore faut-il le suivre, et persévérer. Si M. Watt le veut bien...

★ Renseignements : par courrier à l'Office du tourisme américain, ambassade des Etats-Unis, 75382 Paris Cedex 08 ; par téléphone : 260-57-15.

(1) *Le Monde* du 22 août.



● ERRATUM. — Des erreurs typographiques ont introduit deux inexactitudes dans le quatrième article de la série « A la recherche des temps perdus », publié dans *le Monde* daté 28 août : l'oppidum d'Ensérune est à une dizaine de kilomètres au sud-ouest de Béziers (et non de Nîmes) ; les guerres de religion ont eu lieu au seizième siècle (et non au quatorzième siècle).

CARNET

Décès

— Les collègues et amis de

M. Raymond BIANCHI

ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 31 août 1981 dans sa cinquante-deuxième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi 3 septembre, à 8 h. 45, au cimetière nouveau de Pavillons-sous-Bois.

— Adriana, Alain, Marisol et Philippe Touraine ont la tristesse de faire part du décès de leur père, beau-père et grand-père,

Alberto ARENAS CARVAJAL,

survenu à Santiago-du-Chili le 31 août 1981.

32, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris.
Mujica, 0373 Santiago.

— Denise et Georges Nardeau, et leurs enfants,
Hélène et Jean-Paul Barbarin, et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Ernest BENNINGER,
sous-directeur honoraire au ministère des P.T.T.,
chevalier de la Légion d'honneur,

leur père et grand-père, survenu le 29 août 1981, dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

52, rue Anatole-France, 93120 La Courneuve.
20, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris.

— Joseph et Annette Nicoletti,
François et Sylvain Nicoletti,
Claude Nicoletti,
Christine Ladonne,
Frédéric et Quitterie Ladonne,
César et Anne Ferrari,
Adolphe et Hélène Jourlet,
Mme Jean Triplier,
Jacques, Cécilia, Fabrice et Renaud Cramaix,
Alain, Annie et Aurélia Sariat,
Les familles Fontanarosa et Hugon,
Tous sa famille, ses parents, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Michel NICOLETTI,

le 30 août 1981.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Thiais, dans le caveau de famille, le 3 septembre à 14 h 30.

— On nous prie d'annoncer le *décès* de

M. François PARNAUDEAU,

survenu à Paris, le 18 août 1981.

L'incinération a eu lieu au Père-Lachaise, où les cendres ont été déposées.

— Mme Frédéric Pigelet, son *épouse*,
M. et Mme Claude Métairie,
M. et Mme Jean Perrin,
M. et Mme Maurice-Jacques Pigelet, ses enfants,
Bruno et Sylvie, Guillaume, Gilles et Sabine,
Olivier et Sylvia, Agnès, Bertrand, François, Nicolas, Bénédicte,
Vincent, Frédérique, Thibault, Laurent, Blandine, ses petits-enfants,
ont *la douleur de faire* part du décès de

M. Frédéric PIGELET,
officier de la Légion d'honneur,
ingénieur en chef
du Génie maritime (C.R.),

endormi dans la paix du Seigneur le 31 août 1981, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Martin de Louveciennes le jeudi 3 septembre 1981, à 14 heures.

Résidence Dauphine,
78430 Louveciennes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Michel MAZOR
a l'immense douleur de faire part du décès de son épouse,

Rosa,

survenu le 27 août 1981.

— Mme François Seydoux de Clausonne,
M. et Mme Pierre Peugeot et leurs enfants,
M. et Mme Daniel Fries et leurs *enfants*,
M. et Mme Jacques Seydoux de Clausonne et leurs enfants,
M. et Mme Tristan d'Albis et leurs enfants,
M. et Mme Louis Roncin et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François SEYDOUX DE CLAUSONNE,
ambassadeur de France,
conseiller d'Etat honoraire,
grand officier
de la Légion d'honneur,

le 30 août 1981, dans sa soixante-dix-septième année.

Selon sa volonté, le service religieux a été célébré dans l'intimité familiale.

(Lire page 6.)

— Mme Elise Sonsino, Hélène et Thomas, ses enfants,
Les familles Obadia et Sonsino, ont la douleur de faire part du décès du

docteur René-Jean SONSINO,

survenu le 27 août.

Les obsèques ont eu lieu le 31 août 1981, dans la plus stricte intimité.

12, avenue Baudard, 92270 Bois-Colombes.
23, *rue de Villiers*, 92200 Neuilly.

— On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-cinquième année, de

Mme Henri VAUZANGES,
née Madeleine Taragonet,

survenu le 25 août 1981, à la suite d'une brève maladie.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à la chapelle du Père-Lachaise.

De la part de :
M. Henri Vauzanges, son époux,
M. et Mme Michel Vauzanges, ses enfants,
M. Alain Vauzanges,
M. et Mme Bernard Vauzanges,
Mlle Odile Vauzanges, ses petits-enfants.
3 bis, rue Jadin, 75017 Paris.
3 bis, rue Léon-Jost, 75017 Paris.

Remerciements

— M. et Mme Bernard Vandeventer,
M. et Mme Christian Vandeventer,
M. et Mme Thierry Vandeventer,
M. et Mme Daniel Marguerat,
M. et Mme François Vandeventer,
M. et Mme Daniel Vandeventer,
M. et Mme Patrick Verdeil,
M. et Mme Pierre Vandeventer,
M. et Mme Guy Annino,
Et leurs enfants,
très touchés des marques de sympathie témoignées à l'occasion du décès de leur mère, belle-mère et grand-mère,

Mme Henri VANDEVENTER,
née Suzanne Carmichael,

expriment leur vive reconnaissance.

Anniversaires

— En ce 3 septembre 1981, Irène Kanfer, Gisèle-Aurélie et Alfred Abrahamer rappellent à tous leurs amis la disparition de

Julien KANFER,
combattant de la guerre d'Espagne,
résistant,
membre du parti socialiste,
membre du comité central
du parti socialiste BUND,
rédacteur politique à « Notre Voix »
et « Notre Parole ».

Messes anniversaires

— Une messe anniversaire à la mémoire de

Yves ANTELME

sera célébrée le jeudi 3 septembre, à 18 h 45, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6e.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction *sur les insertions du « Carnet du* Monde », *sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Une cave dans l'appartement

Le vin est un produit naturel délicat à conserver. Il n'aime pas la lumière, la sécheresse ou l'humidité ; il est sensible aux variations de températures, aux vibrations et aux odeurs.

Les caves des immeubles *modernes ne conviennent* pas à ces multiples exigences. Elles sont trop sèches, trop chaudes, soumises aux *trépidations de la* rue (et parfois du métro). En outre, elles sont peu sûres : l'effraction d'une porte de cave est chose si courante qu'on *hésite à y entreposer de bonnes* (et chères) bouteilles.

Pour pallier ces inconvénients, les « caves d'appartement » sont des armoires isothermes *qui ressemblent à un réfrigérateur.* La production de froid y est réglée par thermostat, soit à une *température uniforme soit* avec une variation de 10 °C entre le haut et le bas de l'appareil. L'hygrométrie est calculée pour que le taux d'humidité ne soit *pas trop important (sinon les* bouchons moisissent, ce qui risque de dénaturer le vin) ni insuffisant, des bouchons trop secs laissant le vin s'évaporer. Toutes les vibrations sont éliminées au sein de l'appareil, celles du moteur comme les *trépidations extérieures.*

Une cave d'appartement se branche sur une prise de courant de 10 Ampères, avec mise à la terre. Sa consommation en *électricité est semblable à celle* d'un réfrigérateur, soit de 0,4 à 0,7 kWh environ par vingt-quatre heures. Avec un encombrement au sol réduit (*généralement de 60 × 60 cm*), ces « caves » peuvent contenir de cent à deux cents bouteilles selon les modèles, qui tous ferment à clé. Ce sont des appareils assez onéreux mais qui permettent d'acheter du vin les « bonnes années » et de le *laisser vieillir sans crainte de* le voir s'altérer.

Les *appareils* « Idéal'Cav » d'Eurodic ont une carrosserie en tôle d'acier peinte. En blanc laqué, quatre modèles contenant de cinquante à deux cent soixante bouteilles sont équipés d'un thermostat maintenant une température constante, à *choisir entre 4 °C et 15 °C (pour* cent bouteilles, 3 127 F) (1). Trois autres appareils, de ton bois, ont en plus un compartiment pour rafraîchir le vin avant *de le consommer* (quatre-vingt-dix bouteilles, 3 341 F).

Les caves SAD sont revêtues d'une peinture laquée marron ou façon noyer. Le modèle C 45 assure le vieillissement et la conservation d'environ deux cents bouteilles (laqué marron, 3 615 F). Un autre appareil, pour *cent soixante-douze bouteilles*, comprend — en plus de la zone de conservation — deux compartiments en bas de l'armoire, l'un pour le chambrage *et l'autre pour la rafraîchissement* des vins à servir (en marron, 3 815 F). La Minicave est *un nouveau modèle SAD pour* soixante-dix bouteilles ; il conserve, sur trois niveaux de température, tous les types de vin à leurs degrés respectifs de *consommation* (laqué blanc, à encastrer dans les éléments de cuisine, 2 122 F ; habillé façon noyer, 2 920 F).

La cave Bacchus est une *armoire en bois verni, clair* ou foncé. En version « vieillissement du vin », sa température *unique* est préréglée aux environs de 12 degrés : le modèle pour cent trente-cinq bouteilles vaut 8 620 F et avec porte en chêne de style rustique 10 037 F. La « *cave de dégustation* », de même capacité, a une plage de température de 10 degrés pour conserver et servir les vins selon leur nature : blancs, champagne, rosés et rouges (8 827 F ; avec porte chêne rustique, 10 244 F).

Le cellier VIP propose également *des armoires en bois.* Le modèle VIP 100 (8 190 F environ) contient de quatre-vingts à cent bouteilles ; son habillage est de ton chêne clair, palissan*dre clair ou foncé.* Les températures se règlent entre 7 degrés à la partie supérieure et 17 degrés en bas du meuble. Pour une longue conservation du vin, une température uniforme (avec un écart de 2 à 3 degrés) peut s'obtenir en remplaçant les éta*gères par des clayettes. L'appa*reil a une contre-porte aménagée pour conserver les bouteilles d'apéritif, d'alcool blanc et de cognac à leur température de *dégustation ; un compartiment* spécial pour les cigares y est inclus.

JANY AUJAME.

★ **Eurodic, 5, rue du Général** ***Clergerie,*** **75116 Paris. Tél. 704-61-55.**

★ **S.A.D., B.P. 79, rue Bouret,** ***59610 Fourmies. Téléphone (27)*** **60-12-00.**

★ **Cave Bacchus, 56, rue Tiquetonne, 75002 Paris. Téléphone 508-93-65.**

★ **Cellier VIP, 13-15, rue Sigmund-Freud, Z.A. Sud, 69120 Vaulx-en-Velin. Téléphone (7) 880-35-36.**

(1) Tous les prix indiqués ne comprennent pas le transport.

LAMBRIS DE COULEUR. — Pour réaliser des lambris, ou un faux plafond, en couleur, un nouveau panneau de contre-plaqué est laqué en usine. Ces panneaux-lambris, *de 2,75 m × 0,60 m et 8 mm.* d'épaisseur, sont laqués en blanc, beige sable, bleu de France ou terre cuite. Ils s'assemblent par emboîtage rainure-languette et peuvent camoufler un mur non lisse. Avec une ossature légère, ces panneaux décoratifs peuvent cloi*sonner des pièces à aménager* dans un grenier. Chaque panneau vaut 100 F environ.

★ **« Rexwall-couleur » Leroy. En vente chez les négociants en bois et dans les magasins de bricolage.**

AVEC DES COQUILLAGES. — Plein d'idées pour garder de ses vacances des souvenirs originaux dans deux petits livres des éditions Fleurus. Avec « Objets en coquil*lages* », *on apprend à faire des* animaux cocasses et des personnages naïfs. Plus raffinés, les « Tableaux en coquillages » suggèrent de jolies compositions sur toile, sur bois ou sur verre. Chaque livre, illustré de croquis et de photos couleurs, donne toutes les indica*tions pour préparer,* décorer et monter les coquillages.

★ **Editions Fleurus, collection « Fleurus-idées », 22 F environ chaque volume.**

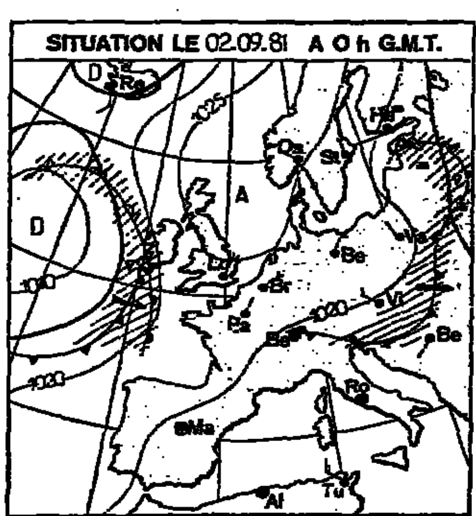
LE RETOUR DU MIRUS. — Après avoir chauffé des milliers de foyers il y a un demi-siècle, le Mirus fait sa réapparition. La société Pertec, qui en reprend la fabrica*tion, n'a rien changé à ce poêle à* bois en fonte émaillée bleue, verte ou marron : ses trois petits hublots sont toujours entourés de guirlandes à l'ancienne. Le poêle se garnit de bûches de 40 centimètres de long, et son tirage se règle par une targette placée sur la *porte latérale de chargement. Le* Mirus vaut, actuellement, 2 000 F.

★ **Société Pertec, 13 bis, rue du Bel-Air, 94170 Le Perreux. Tél. : 324-27-07.**

RÉNOVATION DE MEUBLES. — A partir du 15 septembre, des cours gratuits de remise en état de meubles anciens seront donnés au magasin-atelier des produits Liberon, à Etampes. Chaque mardi, de 17 h. 30 à 18 h. 30, des spécialistes *exposeront les techniques de déca*page, rebouchage et teinture des bois, de vernissage, dorure et restauration de meubles et objets. Ces cours théoriques seront suivis d'essais pratiques sur établis avec la gamme des produits de ce fabricant.

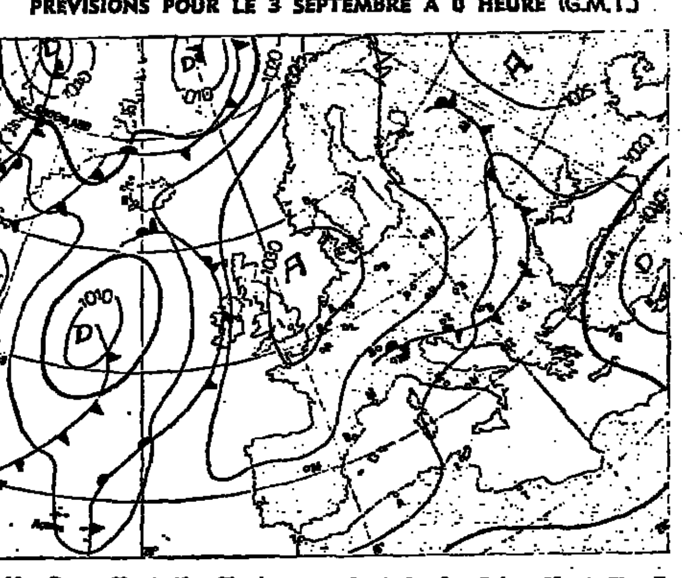
★ **« La Liberonière », 8, carrefour des Religieuses, 91150 Etampes. Téléphone : 494-68-88. Ouvert du mardi au samedi, de 9 h. 30 à 19 heures.**

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 3.9.81 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région


PRÉVISIONS POUR LE 3 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 2 septembre à 0 heure et le jeudi 3 septembre à 24 heures :

Les hautes pressions continueront à se renforcer sur la mer de Norvège, la mer du Nord et le Danemark. Elles protégeront la France de la partie active des courants perturbés ***et dirigeront sur notre pays*** **un flux assez frais de nord-est.**

Jeudi, des nuages assez abondants ***persisteront sur le Centre-Est*** **et les Alpes avec un aspect brumeux et quelques faibles précipitations pourront encore y être observées. Sur le reste de la France, le matin, on notera des nuages bas, des brumes ou des brouillards. Ces formations** ***brumeuses, qui épargneront*** **probablement les régions méditerranéennes, se disloqueront en général en fin de matinée pour faire place à un temps ensoleillé mais passagèrement nuageux. D'autre part, les nuages seront un peu plus abondants** ***sur l'extrême ouest.***

Les vents, de secteur nord-est, seront faibles à modérés. Le début de matinée sera assez frais, surtout sur le quart nord-est, mais grâce à l'ensoleillement, on notera une ***bonne amplitude des températures*** **diurnes.**

Le mercredi 2 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 032,3 millibars, soit ***786,8 millimètres de mercure.***

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1er septembre ; le second, le minimum de la nuit du 1er au 2 : Ajaccio, 26 et 14 degrés; ***Biarritz, 25 et 16 ;*** **Bordeaux, 26 et 15 ; Bourges, 19 et 12 ; Brest, 21 et 12 ; Caen, 20 et 11 ; Cherbourg, 17 et 14 ; Clermont-Ferrand, 23 et 13 ; Dijon, 22 et 14 ; Grenoble, 25 et 11 ; Lille, 19 et 12 ; Lyon, 24 et 15 ; Marseille, 30 et 20 ; Nancy, 20 et 9 ; Nantes, 24 et 14 ; Nice, 26 et 19 ; Paris-Le Bourget, 23 et 11 ; Pau, 24 et 15 ; Perpignan, 26 et 17 ; Rennes, 23 et 13 ; Strasbourg, 20 et 10 ; Tours, 22 et 15 ; Toulouse, 25 et 13 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 26.**

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 21 degrés ; Amsterdam, 20 et 8 ; Athènes, 31 et 22 ; Berlin, 20 et 8 ; Bonn, 20 et 10 ; Bruxelles, 19 et 8 ; Le Caire, 35 et 23 ; Iles Canaries, 26 et 20 ; Copenhague 18 et 10 ; Dakar, 30 et 24 ; Genève, 24 et 11 ; Jérusalem, 32 et 21 ; Lisbonne, 25 et 15 ; Londres, 19 et 11 ; Madrid, 30 et 14 ; Moscou, 16 et 11 ; Nairobi, 26 et 22 ; New-York, 30 et 21 ; Palma-de-Majorque, 30 et 16 ; Rome, 28 et 19 ; Stockholm, 14 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 3008

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III				■				■	
IV		■					■		
V							■		
VI					■	■			
VII								■	
VIII		■			■		■		
IX				■				■	
X		■							
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Reçoivent des marrons quand ils sont cuisinés. — *II. Mesure* pour semeur. — III. S'oppose à toute fuite. Mouillent leurs lits en naissant. — *IV. Vides* des canons. Note. — V. Saint qui vécut plus de huit siècles. Pronom. — *VI. Rivière d'Afrique.* Sa perruche ne le quitte pas. — VII. Appareil à pompe. — VIII. Nazis. Se déplace lentement. — IX. Ville d'Iran. Elle a raison de compter sur ses doigts. — X. Théoriquement fraîche. — XI. Appellent les pompiers.

VERTICALEMENT

1. Art de ferrer les mulets. — 2. Sigle. Son homme la craint quand elle est grosse. — 3. S'appliquent pour « résoudre » bien des choses. — 4. Symbole. Mets en cellules. Transforme une lice en lissace. — 5. Se déplacer, en parlant d'anciennes larves. Général français. — 6. Entre deux reprises. Quelques bornes. — 7. Siège à Genève. Possessif. Joue un rôle dans une représentation. — 8. Symbole. Est arrêté à la fin d'un soulèvement. Ville. — 9. Sont très attachés à leurs pièces.

Solution du problème n° 3007

Horizontalement

I. Dipsomane. — II. Empaler. — III. Ma. Végète. — IV. Ignorance. — V. Mi. Note (cf. étriller). — VI. Iéna. Nb. — VII. Sang (cf. boutonnière). Epis. — VIII. Ut. Arrose. — IX. Ring. Ir. — X. Eon. Butin. — XI. Su. Remède.

Verticalement

1. Demi-mesures. — 2. Imagination. — 3. PP. An. NN. — 4. Savon. Gag. — 5. Oléron. Ré. — 6. Mégathérium. — 7. Arène. Porte. — 8. Tc. Vis. Id. — 9. Epées. Seine (allusion aux habitants de Troyes).

GUY BROUTY.

BREF

TOURISME

AÉROPORTS AMÉRICAINS PLUS FACILES. — Les autorités de l'aéroport Kennedy, à New-York, viennent de modifier les procédures en vigueur à l'occasion des formalités de douane et de police à l'arrivée des vols internationaux. Les passagers détenteurs d'un passeport américain passent désormais un filtre unique de douane et de police, avec leurs bagages ; les autres passagers ont ainsi à *leur disposition un plus grand* nombre de postes de contrôle de police, et les attentes sont donc réduites.

UN VÉLO AU BOUT DU RER

La R.A.T.P. lancera à partir du 20 septembre une opération intitulée « Roue libre R.E.R. vélo », qui mettra à la disposition du public des bicyclettes.

Dans les gares R.E.R. de **Noisiel-le-Luzard, Saint-Germain-en-Laye et Saint-Rémy-** ***lès-Chevreuse, le public*** **pourra louer des vélos (7 F l'heure et 25 F pour 5 heures et plus) pour** ***visiter l'Ile-de-France,*** **et notamment ses forêts. Des itinéraires de 10, 20 ou 30 kilomètres** ***ont été prévus.*** **Cette opération-test sera reconduite si elle est couronnée de succès, précise la R.A.T.P.**

TROISIÈME AGE

EXTENSION DE LA MENSUALISATION DES PENSIONS. — Dans le projet de loi de finances de 1982 sont inscrits des crédits permettant le paiement mensuel des pensions d'environ cent quatre vingt mille pensionnés de l'Etat résidant dans les onze départe*ments suivants : l'Eure, la Gua*deloupe, la Guyane, la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire, la Martinique, la Sarthe, la Seine-Maritime, le Val-d'Oise, la Vendée et les Yvelines. Si cette proposition est acceptée par le Parlement, le nombre de pensionnés bénéficiant du *paiement mensuel* sera au total de un million trois cent mille, indique le ministère de l'économie et des finances.

ÉDUCATION

L'avenir de l'Institut Auguste-Comte

DES ENSEIGNANTS ET DES ANCIENS ÉLÈVES PRENNENT LA DÉFENSE DE L'ÉCOLE

Des enseignants de l'Institut Auguste-Comte pour les sciences de l'action, créé en 1977 dans les anciens locaux de l'Ecole polytechnique à Paris, s'étonnent « des bruits circulant à l'heure actuelle, sur la fermeture de l'Institut, sans que soit annoncée une formule de remplacement ». Ces enseignants font référence aux déclarations du premier ministre annonçant que la contribution annuelle versée au budget de l'Institut par les différents ministères devrait faire l'objet d'une diminution (« le Monde » daté 23-24 août). Les enseignants estiment, dans un communiqué, qu' « aucune décision obérant l'avenir ne devrait être prise sans qu'une ***réflexion approfondie et largement*** **ouverte ait été menée sur les expériences tentées et les atouts qu'offre l'existence d'un cadre** ***institutionnel*** **adapté ».**

De leur côté, les anciens élèves se sont réunis lundi 31 août et ont exprimé leur étonnement après la décision de M. Pierre Mauroy. Selon eux, « les besoins qui ont présidé à la naissance de l'Institut demeurent actuels puisqu'il s'agit notamment de rapprocher savoirs scientifiques et pratiques sociales ».

« LES CORSES DÉFINIRONT LES OBJECTIFS DE LEUR UNIVERSITÉ » déclare M. Savary

(De notre correspondant.)

Bastia. — M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a visité mardi 1er septembre les locaux de l'université de Corte, dont la date d'ouverture est fixée au 26 octobre. M. Savary a indiqué : « *Ce sont les Corses qui définiront les objectifs de leur université. Le statut dérogatoire sera abrogé pour parvenir à un statut beaucoup plus démocratique qui permettra au conseil de demain de reconnaître et de traduire la spécificité corse. Le futur conseil de l'université sera issu des statuts établis par les membres actuels, auxquels s'ajouteront les enseignants, les syndicats et les étudiants.* »

A propos des diplômes d'études universitaires générales renforcés (*le Monde* du 18 février), M. Savary a précisé : « *Ce n'est pas le ministère qui imposera une solution. C'est l'université qui définira ses conditions d'enseignement.* » « *A mes yeux,* a-t-il poursuivi, *l'ouverture de l'université de Corse est un point de départ et non un aboutissement. Dès le lendemain de la rentrée, il faudra entreprendre une réflexion concertée entre les responsables universitaires, les élus, les partis politiques, les syndicats, pour rechercher ce que devra véritablement être cette université.* »

D. A.



PARIS EN VISITES

VENDREDI 4 SEPTEMBRE

« La Manufacture des Gobelins », 14 h. 30, 42, avenue des Gobelins, Mme Meyniel.

« Centenaire du Chat-Noir », 15 h., 17, rue Saint-Vincent, Mme Bacheller.

« Musée de Cluny », 15 h., 6, place Paul-Painlevé, Mme Brossais.

« Basilique Saint-Denis », 15 h., devant la basilique, Mme Garnier-Ahlberg.

« L'église russe », 15 h., 12, rue Daru, Mme Hulot (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'île Saint-Louis », 15 h., métro Pont-Marie (Approche de l'art).

« Chez un tourneur d'étain », 15 h., métro Arts-et-Métiers (*Connaissance d'ici et d'ailleurs*).

« L'île de la Cité », 15 h., métro Cité (P.-Y. Jaslet).

« Sèvres », 15 h., Pont-de-Sèvres, côté Sèvres (Paris pittoresque et insolite).

« Place des Vosges : le Marais », 14 h. 30, 2, rue de Sévigné (le Vieux Paris).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 2 septembre 1981 :

DES DECRETS

● *Définissant le programme* sanitaire d'élevage prévu par l'article L. 612 du code de la santé publique ;

● Relatif aux attributions du ministre de la communication.

هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col. *	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux

SOCIETE INDUSTRIELLE

recherche pour

VALENCIENNES

Responsable du service achats-expéditions

C.A. 70 millions

Mission : Diriger et organiser un service de 30 personnes pour assurer des achats de matières (tôles et profilés) et du négoce électrique et mécanique pour des affaires traitées de façon unitaire.

Profil : Expérience obligatoire de la fonction dans le domaine des biens d'équipements lourds.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à N: 1254 PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

---

Entreprise industrielle de la Vallée du Rhône (C.A. 350 millions), filiale THOMSON, recherche, dans le cadre de ses fabrications diversifiées

RESPONSABLE METHODES

CENTRALE ou AM, il peut venir soit des méthodes, soit de la fabrication en petites et moyennes séries de produits impliquant l'électromécanique et l'automatique.
Il devra animer une équipe de 15 techniciens. Placé à un poste clef de l'entreprise, il devra assurer la promotion des méthodes et moyens de production faisant appel aux technologies les plus modernes.
Evolution ultérieure du poste prévue.

Ecrire au Cabinet Gatier, sous réf. 620, 32 rue Barrême 69006 Lyon.

média-system

Cabinet Gatier

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSEILS
recherche pour la province

DEUX COLLABORATEURS CONFIRMÉS
DES ASSISTANTS

dans les différents domaines du Droit des Affaires (FISCALITÉ, DROIT DES SOCIÉTÉS, DROIT DU TRAVAIL)

★ EXPÉRIENCE professionnelle INDISPENSABLE acquise dans :
- Administration des Impôts (Inspecteurs, Contrôleurs).
- Services Juridiques d'Entreprises.
- Notariat.
- Cabinet Conseils Juridiques et/ou Fiscaux.

★ Et selon niveau de responsabilités :
- Maîtrise en Droit des Affaires.
- D.U.T. « Carrières Juridiques ».

(sauf expérience particulièrement intéressante).

Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite à Mme POITEVIN, sous référence C.I.C.A., 50, rue Charles-le-Chauve, 77680 ROISSY-en-BRIE, qui transmettra.

ASSOCIATION 1901
à caractère social
(préformation français immigrés, jeunes, adultes)
cherche
COLLABORATEUR
30 ans minimum:
chargé recrutement et suivi stagiaires (contacts avec administrations et employeurs).
Envoyer C.V. et prétentions à D.U.P.M. Centre de préformation de Grand-Charmont, 4, cours du Château, 25208 Montbéliard.

ASSOCIATION 1901
à caractère social
cherche
COLLABORATEUR
chargé de l'intendance du Centre de Formation (sans internat).
Expérience exigée.
30 ans minimum.
Poste à pourvoir de suite.
Env. C.V. et prétentions à D.U.P.M., Centre de Préformation de Grand-Charmont, 4, cours du Château, 25208 Montbéliard.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Importante société de distribution de matériel électrique recherche pour les départements :
ISÈRE, SAVOIE, et HAUTE-SAVOIE

DES HOMMES JEUNES DYNAMIQUES

- Dégagés des O.M.
- Ayant réelles aptitudes pour le commerce.
- Une connaissance du matériel électrique et une bonne formation générale.

– Une première expérience dans la branche serait un atout supplémentaire.
– Postes à pourvoir :

REPRÉSENTANTS, VENDEURS SÉDENTAIRES

Adresser c.v. + lettre manuscrite + photo Havas 1399, B.P. 297, 38044 GRENOBLE.

PROFESSEURS

pour les matières de sciences physiques, sciences expérimentales, histoire géographie pour classe de 6e, 5e, 4e. Enfants intelligents mais difficiles. Petits effectifs. Contrat d'association. Téléphoner pr R.-V. INSTITUT PSYCHOPÉDAGOGIQUE, [illegible] Place de l'Eglise, 60740 Saint-Maximin. Téléphone (16-4) 424-06-10.

ASSOCIATION 1901
à caractère social
cherche
SECRÉTAIRE COMPTABLE
BTS secrétariat + notions comptabilité, niveau CAP, 30 ans minimum, expérience exigée. Poste à pourvoir de suite. Env. CV et prétentions à D.U.P.M. Centre de Préformation de Grand Charmont, 4, Cours du Château, 25208 Montbéliard.

OFFRES D'EMPLOIS

DIRECTEUR DE COMPTABILITE

200 - 220.000 F — PARIS

Une société française assurant le management techniques des filiales d'un groupe international diffusant des biens d'équipement, en Afrique francophone recherche UN DIRECTEUR DE COMPTABILITE. Sous l'autorité du Directeur Général, il supervisera les services comptables des différentes sociétés filiales depuis la saisie des informations jusqu'à la clôture des comptes et la présentation des bilans et leur consolidation. Il vérifiera la régularité des déclarations fiscales selon les modalités propres à chaque pays. Il définira et fera appliquer les procédures administratives et comptables. Il dirigera le service comptable de la filiale française du groupe. Le candidat retenu âgé d'au moins 35 ans, de formation type D.E.C.S. possèdera une expérience professionnelle analogue acquise dans une société industrielle à plusieurs établissements et pratiquant une comptabilité décentralisée.
Ce poste implique 30% de temps en déplacements.
Ecrire sous référence 435/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS
Discrétion assurée.

BANQUE LOUIS-DREYFUS

recherche pour sa

DIRECTION DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE
(4341 DOS - VSE - WEST)

PROGRAMMEURS D'APPLICATION

COBOL ANS

DUT ou 1 an d'expérience minimum

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS, 6, rue Rabelais, 75008 Paris

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour Région Parisienne
INGÉNIEUR
25 ans min., 3-4 an. d'expér. en génie chimique pour études à caractère technico-économique. Envoyer C.V. au journal qui transmettra s/no 8.941 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SOCIÉTÉ à Paris recherche
RÉVISEUR-COMPTABLE
Niveau DECS pour mission de surveillance et contrôle.
Ecrire No 26.648 Centrale d'Annonces, 121, Rue Réaumur, 75002 Paris.

Nous sommes une Société Française à vocation et implantation internationales.
Nous occupons avec des "produits leader" l'un des tous premiers rangs de notre secteur d'activités dans le monde.
Nous représentons avec nos filiales France et étranger un groupe de 8000 personnes.
Nous recherchons dans le cadre du renforcement de nos structures informatiques un

RESPONSABLE SUPPORT DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES

Le candidat retenu :
- conseillera la direction informatique dans la définition des choix en matière de TELE-TRAITEMENT et BASES DE DONNEES,
- définira le cadre de conception et de réalisation de ses systèmes,
- formera les équipes de développement dans ce domaine,
- assurera un support actif aux projets télé-processing et bases de données.

Une **PRATIQUE** de 3 ans minimum de développement en **C.I.C.S.** et **DL 1** est nécessaire.
Une expérience de conduite de projets est souhaitable.
Lieu de Travail : **Proche banlieue Parisienne.**
Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à No 06491, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

CREUSOT-LOIRE

[illegible]

La DIVISION ROTATIVE OFFSET recherche pour étoffer son implantation commerciale à l'EXPORT

ingénieur d'affaires

âgé au minimum de 30 ans, de formation technique ou commerciale supérieure et ayant acquis une première expérience réussie de la vente de Biens d'Equipements à l'EXPORTATION. Sous l'autorité du Chef des Ventes EXPORT, ce nouveau collaborateur devra détecter, étudier et négocier des contrats de fournitures d'équipements d'IMPRIMERIE et de PRESSE dans différents pays dont il aura les responsabilités du DEVELOPPEMENT.
Nombreux déplacements prévus.
ANGLAIS ET ALLEMAND indispensables.
Rémunération attractive dans une division en pleine expansion.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 922 M au

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Cummins, Constructeur Americain de moteurs diesel, recherche pour l'Afrique occidentale son:

Directeur Régional Du S.A.V

Responsable sur l'ensemble de la région des activités assistance technique, supervision et développement du reseau de distribution, formation, administration technique, liaison avec les usines, etc.

Le poste est basé à Abidjan (Côte d'Ivoire) et est disponible immédiatement.

Le candidat devra posséder:
- Diplôme Ingénieur
- Une connaissance approfondie des moteurs diesel et de leur applications: materiel T.P., camions, mines, groupes électrogène, etc. dans le domaine de l'après vente
- Une expérience de l'Afrique
- Dynamisme, diplomatie et grand sens des responsabilités.

Et être parfaitement bilingue (Anglais-Français)
- Formation assurée
- Possibilités de développement de carrière
- Salaire attractif et autres avantages liés à l'expatriation.

Envoyer immédiatement votre c.v. et vos prétentions à: Madame Hulot, Cummins Engine Co. Ltd., 46-50 Coombe Road, New Malden, Surrey, England, KT3 4QL.

Cummins

IMPORTANTE SOCIETE T.P.
recherche pour son activité en METROPOLE

ingénieurs conducteurs de travaux

Formation ESTP ou équivalent

5 années minimum d'expérience pour prendre rapidement la direction d'une unité opérationnelle en Province (10 M. C.A./an à développer).

jeunes administratifs SUP de CO ou équivalent

destinés à s'intégrer dans une équipe assurant la gestion d'une unité opérationnelle de 50 MF/an en Région Parisienne.

Adresser C.V., photo et prétentions à no 06892 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Recherche pour

COTE D'IVOIRE

2 INGÉNIEURS DIPLOMÉS

ayant une expérience de plus de 10 années dans le contrôle et l'ordonnancement de chantiers importants d'ouvrages de génie civil ou de bâtiment.

Contrat d'expatrié - Logement assuré
Congés annuels en France.

Ecrire en joignant C.V. à C.E.B.T.P., 12, rue Brancion, 75737 Paris Cedex 15.

Importante Société d'Import-Export recherche :

CADRE COMMERCIAL
Haut Niveau

spécialisé en quincaillerie avec une expérience d'au moins 5 ans. Il aura pour tâche la mise en place d'une quincaillerie. Il s'occupera plus particulièrement de l'organisation générale et des commandes.

Avantages : 600 000 FF

Logement, deux mois de vacances, billet aller-retour pour la famille...

Prière envoyer CV, photo et lettre manuscrite à : SATN, B.P. 11739, NIAMEY.

SOCIÉTÉ EXPORT TEXTILE
cherche
JEUNE COLLABORATEUR
Célibataire, pour visite clientèle outre-mer. Anglais courant.
Téléphone : 280-08-94

Expéditions polaires françaises rech. pour hivernage Antarctique 1981, engagement septembre, départ décembre.
Absence 14 mois environ

INGÉNIEUR MÉCANICIEN
Formation A. et M. ou équival. Expérience diesel pr production électricité et eau, entretien bâtiments et véhicules. Ce poste nécessite une expérience professionnelle d'au moins 3 ans. Env. d'urgence C.V. détaillé à E.P.F., 47, av. du Mal-Fayolle, 75116 PARIS

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

AGENT TECHNICO ADMINISTRATIF

Expérience pétrolière (raffinerie dépôt)
pour contrôle opérations et suivi gestion stockage GPL.

recherché par filiale
de **SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES**
Bureaux situés à LA DÉFENSE

Envoyer C.V. No 6.932 Contesse Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

OFFRES D'EMPLOIS



REGION PARISIENNE
recherche
POUR SON UNITE DE CONCEPTION CIRCUITS INTEGRES

ingénieurs électroniciens

SUPELEC RENNES, GRENOBLE
3ème CYCLE ÉLECTRONIQUE, ESIEE

Ils seront chargés :
- de la définition et réalisation de circuits intégrés en numérique ou linéaire

OU

- en liaison avec l'équipe conception, de la définition, réalisation et mise au point des programmes de tests. Réf. UCI1

ingénieurs informaticiens

ENSIMAG, INSA, 3ème CYCLE ou SIMILAIRE

Ils seront chargés :
de l'analyse, écriture, mise au point et adaptation de programmes scientifiques dans le domaine de la conception *assistée par* ordinateur (électronique, conception de circuits intégrés). Réf. UCI2

Expérience de 2 à 3 ans dans les domaines indiqués souhaitable.
Connaissance de l'anglais.
Adresser lettre manuscrite, C.V. *et* prétentions sous référence 5758 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

ADMINISTRATION DU PERSONNEL
PARIS
(proximité Opéra)
IMPORTANTE SOCIETE DE SERVICES
(plus de 4000 personnes), recherche

un agent de maîtrise

POUR SON SERVICE ADMINISTRATIF DU PERSONNEL *en vue de* :
- Travaux de paies *informatisées*
- Suivi des états du personnel (effectif, congés, etc ...)
- Plus généralement toutes opérations administratives se rattachant à la gestion courante du personnel.

Le candidat devra :
- Etre âgé de 30 ans minimum
- Posséder une expérience *d'au moins 5 ans* acquise de préférence dans un grand Service du Personnel en qualité d'agent de maitrise.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et photo en indiquant prétentions sous no 06272 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui trans.

Fonction administrative et commerciale

La Direction des Ventes d'une importante entreprise recherche pour compléter son équipe

2 INSPECTEURS DU RESEAU DE VENTE

chargés, après quelques mois de formation d'accomplir sur le terrain un travail d'animation et de conseil.

Le lieu de résidence est fixé à **PARIS**, avec des déplacements dans toute la France.

Ces postes conviennent à des candidats âgés de 24 ans au moins, titulaires du baccalauréat et possédant une bonne aisance rédactionnelle. Position Cadre.

Les emplois sont stables et assortis d'avantages sociaux.

LE SALAIRE ANNUEL DE DEPART : COMPRIS ENTRE 82.000 F et 103.000 F. SELON EXPERIENCE.

Ecrire avec C.V., photo à No 6257, CONTESSE Publicite 20, av. Opera, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

ASSOCIATION NATIONALE
à caractère sanitaire - 7e
recherche

1) UN RESPONSABLE
COMPTABILITÉ GESTION
formation D.E.C.S., expérience informatique souhaitée

2) SECRÉTAIRE
COMPTABLE
niveau B.T.S.,
dactylo indispensable,
expér. informatique souhaitée.

3) SECRÉTAIRE DE DIRECTION
CONFIRMÉE
une expérience dans le domaine sanitaire ou le secrétariat médical de ht niveau serait un atout supplémentaire.
Ecrire avec C.V. et photo ss le nº 103.216 à Régie-Presse, *85 bis, rue Réaumur,* 75002 Paris.

SOCIETE INGENIERIE PETROLE GAZ
recherche

- **Trois techniciens supérieurs**
  débutants ou de préférence 2 à 3 années expérience, formation IUT, Génie Chimique *Thermique ou équivalent.*
  référence 1.811 M
- **Technicien supérieur**
  électricité et instrumentation minimum 3 années expérience.
  référence 1.812 M
- **Ingénieur chef bureau d'études**
  formation AM ou équivalent, minimum 5 années expérience chaudronnerie, tuyauterie pétrole.
  référence 1.813 M
- **Deux acheteurs**
  connaissance matériel pétrole nécessaire.
  référence 1.814 M

Pour tous ces postes anglais exigé.
Lieu de travail : proche banlieue *Paris-Métro.*

Ecrire avec C.V. photo et prétentions en précisant la référence à **PUBLIPANEL** 20 rue Richer *75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.*

G. INFO

INGÉNIEURS MINI 6
pour assistance technique auprès des utilisateurs

INGÉNIEURS TÉLÉCOM
débutants ou 1 an d'expérience

INGÉNIEURS D'ÉTUDES
EN TÉLÉPHONIE
pour systèmes de commutation

INGÉNIEURS LOGICIEL
SOLAT sous RTESD - MITRA sous MMTZ

INGÉNIEURS TEMPS RÉEL
connaissances en téléinformatique, réseau

INGÉNIEURS MICROS
INTEL 80/80
MOTOROLA 6800
et MC 68 000

Lieu d'affect. : Paris/Bretagne.
Sal. 108.000 à 182.000 F/an.
Ecrire sous le nº 1.274
à Publicités Réunies,
112, bd Voltaire, 75011 Paris.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ASSURANCES
en expansion constante
recherche un

ACTUAIRE

Homme, 30 ans environ.
Une expérience dans les assurances de groupe et dans l'informatique serait appréciée.
Il apportera conseils à la clientèle et au service concerné de la Société.

Nombreux contacts humains, tâche très variée.

Ecrire sous référence 395 à :
CEPIAD
2, rue Joseph-Sansbœuf,
75008 PARIS,
qui vous garantit la discrétion.

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES rech. ANALYSTES-PROGRAMMEURS COBOL, 2 années d'expérience, connaissant DL 1/C1CS.
SALAIRE MOTIVANT
Téléph. pour rendez-vous : 379-85-20 ou env. C.V. 15, rue C.-Desmoulins. PARIS (11e).

Paris 7e, place Vauban cherche étudiant (te) pour garder enfant de 4 ans de 16 h. 30 à 19 h. 30. Téléphone : 551-94-45.

Service de soins à domicile auprès des personnes âgées, Paris 17e et 19e arrdt, cherche pour démarrage immédiat :
- Infirmier(e) pour soins et coordination médicale ;
- Aide-soignant(e).

Pour le 17e arrdt : Tél. 766-97-65 - Pour le 19e arrdt : Tél. 607-26-60.

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

INGENIEURS DIPLOMES

sortant école
- célibataires, degagés des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans

L'INFORMATIQUE

dans le cadre d'un contrat de travail avec stage de formation remuneré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaille + photo en precisant la date de disponibilité a No 6.355, CONTESSE Publicite 20, av. Opera 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FILIALE DES PLUS GRANDES BANQUES FRANÇAISES
recherche dans le cadre de son expansion

ANALYSTE PROGRAMMEUR

(RÉFÉRENCE 120)
pour assister le chef de projets sur mini-ordinateur.
3 ans d'expérience environ sur matériel H.P. 3000 et bonnes connaissances de SGBD-Image.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

(RÉFÉRENCE 140)
École d'ingénieur ou MIAGE.

DÉBUTANT
ou ayant 1 AN d'EXPÉR. sur mini-ordinateur pour s'intégrer dans une équipe. Il participera en collab. avec le chef de projets à la réalisat. et à la concept. de projets variés.
Les possibilités d'évolution ne peuvent qu'être attrayantes pour un candidat de valeur.
DIVERS AVANTAGES CONVENTIONNELS.
Merci d'envoyer votre C.V. avec lettre et prétentions en précisant la réf. du poste choisi, s/nº 2320, à LEGRAND, 98, rue de la Victoire - 75009 PARIS, qui transmettra.

THOMSON-CSF

Centre Electronique de Sartrouville
situé en banlieue Nord-Ouest
recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

TELECOM, ESE, ENSEEIHT, ENSERG, ISEP, ENREA

Ils seront chargés de développement et mise au point de matériels nouveaux (radars de surveillance, télépointeurs, matériels de maintenance).

Ces postes offrent *la possibilité de promotion et une ouverture* sur de larges responsabilités humaines. Anglais souhaité.

Nombreux avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé + photo + prétentions au Service Emploi, 17, quai Pierre-Brunel, 78500 SARTROUVILLE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
PARIS BANLIEUE OUEST

UN CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Ingénieur ou équivalent

Sous les ordres du responsable informatique, il aura à définir et mettre en place des systèmes informatiques de gestion.
Avec les utilisateurs, il aura à élaborer les cahiers des charges et les dossiers d'analyse.
Une réelle expérience de la direction d'un projet, de larges connaissances techniques et le sens des relations humaines sont indispensables.

Adr. CV, photo à nº 6849 CONTESSE PUBLICITÉ 20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 qui transmettra

---

Pour notre section Études et Développement au sein d'une Entreprise fabriquant des composants pour l'industrie automobile située à 50 km nord de Paris
nous recherchons

UN INGÉNIEUR CHEF DE PROJET

dont la responsabilité consisterait, au départ, en la conception des produits nouveaux ainsi qu'en la définition des équipements pour leur réalisation.

Ce poste conviendrait à
UN JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN
possédant éventuellement une expérience de 2 à 3 ans en Bureau d'Études, avec si possible une expérience dans la conception des outillages de transformation des matières plastiques par injection et thermoformage.

Adresser C.V. si possible avec photo s/nº 3998, à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS
recrute pour son
CENTRE DE RECHERCHES DU BOUCHET (Essonne)

INGÉNIEUR CHIMISTE

(référence IFH - 28)
Formation GRANDE ÉCOLE ou UNIVERSITAIRE de haut niveau

Pour prendre, après formation, la responsabilité d'un laboratoire de quelques personnes.

Il sera chargé, d'une part, de conduire des études, d'autre part, de répondre à des *demandes* d'*analyses* d'*autres* services.

Quelques années d'expérience en analyse sont nécessaires.

Envoyer curric. vitae, *photo et prétentions* à M. THOMAS. S.N.P.E., boîte postale 2. 91710 VERT-LE-PETIT.

Recherche quartier *Faidherbe*-Chaligny 11e. Jeune femme (25 ans *minimum*) pouvant assumer la scolarité d'un enfant (8 ans) tous les jours de 16 à 20 h.; mercredi toute la journée. *sérieuses références contrôlables.* Tél. heures de bureaux : 758-11-30 poste 11-84; après 20 heures : 367-51-13.

Ecole expérimentale cherche intendant *(te)* libre rapidement. Bonnes connaissances comptabilité. Expér. nécessaire. Ecrire à nº 23.307 M. BLEU 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

Très urgent
REVUE GRAND PUBLIC
+ de 200.000 abonnés
cherche

PROMOTEUR ABONNEMENTS

La personne recherchée, placée sous l'autorité du directeur de la diffusion, sera chargée de la prospection abonnements de la revue. Elle devra maîtriser parfaitement *les techniques modernes de prospection* : publipostages, prospection par téléphone, prospection par companning, etc. Expérience de quelques années dans la vente d'abonnements requise.
Salaire 8.000 F brut
ou davantage
selon expérience.
Adresser curr. vit. avec lettre manuscrite et photo à :

SOFAC
36, rue du Colisée,
75008 PARIS.

CABINET EXPERTISE
COMPTABLE
dispose dès la rentrée de 2 situations

EXPERT-COMPTABLE
diplômé ou mémorialiste.
Mini. 5 ans expér. révision sociétés importantes

STAGIAIRE
ayant DECS et expér. 2 à 3 ans dans Cabinet de révision.
Ecr. indiquant CV et prétentions à F. M. RICHARD et Associés 9, Avenue de Friedland, 75008 Paris.

Lycée Technique Privé
rech. pour enseignement
1 CHAUDRONNIER
1 MÉTALLIER
1 MÉCANICIEN TOURNEUR
Titulaires CAP + BP et 5 ans *expérience professionnelle*
1 ÉLECTROMÉCANICIEN
Titulaire CAP ou BEP + BTn F3 et 5 ans expér. professionnelle
1 MÉCANICIEN.
titulaire BEP + BTn F1 + BTS et *2* ans expér. professionnelle
Téléphone 222-83-60.

BANQUE INTERNATIONALE
(Quartier Opéra)

RECHERCHE
Dans le cadre
de son expansion :

GRADÉ (E)
SERVICE COMPTABILITE
Expérience compte exploitation

GRADÉE
Bonne expérience :
CREDOC IMPORT EXPORT
Bonne connaissance Anglais

Ecrire 00900 CHALMANDRIER, 76, *avenue Champs-Elysées, 8e.*

---

formation professionnelle

Formation longue
ANALYSTES PROG. MICRO-INFORMATIQUE
option PROJET INDUSTRIEL
- **CANDIDATS** : 118, rue de Crimée Paris 19e
- **EMPLOYEURS** : tour le Belvédère - 118. 130. av. J. Jaurès Paris 19e

Citi
Centre International de Traitement Informatique
205.24.63+ - 241.83.83+

Filiale d'un des tous premiers groupes industriels français, leader à l'exportation, représenté dans 100 pays,
Siège Social **PARIS-ETOILE,** recherche

ASSISTANT (E) DU P.D.G.

CADRE DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : Grandes Ecoles d'Ingénieurs, Grandes Ecoles Commerciales, Universités.

Personnalité alliant autorité et diplomatie, sens de l'organisation et de la gestion.

Anglais courant indispensable.

Ecrire avec CV détaillé, réf., photo, niveau de rémunération à No 6.881 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Pour assurer au plus haut niveau de responsabilités développement chaîne discount équipement de la maison,
recherchons

CADRE IMAGINATIF

entreprenant et dynamique, de préférence connaissant Produits, décidé à se bâtir lui-même un avenir fructueux.
« Mous » ou « fonctionnaires » s'abstenir.

Adr. C.V. manuscrit avec photo au journal qui transmettra.
Ecrire s/nº 8968, *le Monde* Publicité,
5, rue des Italiens - 75009 PARIS

Filiale groupe bancaire premier plan
recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Niveau expertise comptable avec pratique confirmée informatique et organisation.
Envoyer CV + photo et prét. s/nº 102.755, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris qui tr.

---

représentation offres

ENTREPRISE recherche

REPRÉSENTANTS
de préférence multicartes, bien introduits dans milieu imprimerie et cartonnage pour distribution *plieuses-colleuses.*
Adr. candidature + C.V. à

NOVATEC
B.P. 22
86130 JAUNAY-CLAN

Recrutons
V.R.P. MC
bien introduits dans ateliers et magasins de confection, pour représentation matériel de repassage.
Adr. candidature + C.V. à

NOVATEC
B.P. 22, 86130 JAUNAY-CLAN

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRECTEUR MAROC

Ingénieur commercial, 41 ans, résidant Casa depuis 72. Directeur filiales sociétés US et Française, disponible pour création ou développement sociétés et/ou les deux, délégation Maroc, Afrique Nord-Ouest.

Ecrire s/nº T 028.705 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Jeune Femme, 40 ans, cherche poste collaboratrice commerciale, bilingue anglais, notions espagnol, accepte déplacements. Téléphone : 255-67-04.

Conducteur de TRAVAUX, 34 ans, recherche poste à responsabilité dans entreprise d'électricité en France ou à l'étranger, 7 ans expérience dans l'encadrement. Ecrire à J. Meugy, 18, rue Galilée, 76000 ROUEN.

Cadre production ébénisterie, 33 ans, sérieuses notions d'anglais, 8 ans expérience encadrement production, 2 ans expérience direction d'usine, étudie toutes propositions Afrique, Amérique. Tél. tous les soirs *après 19 h. au (37) 81-24-44.*

---

56 ans, cadre supérieur administratif, directeur P.M.E. 50 personnes S.O. bâtiment cherche activité commerciale ou polyvalent avec volonté d'expansion. Région Marseille. Ecr. ss nº T 028.841 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

DIRECTEUR FILIALE A SINGAPOUR
pour des prod. électromécaniq., 32 a., ingénieur méc., bonne connaiss. région sud-est asiat. (3 a.), rech. poste délégué-dir. filiale pour zone Asie, Australie. Libre rapid. Lang. all., angl., holl. Ecr. s/nº 1.625 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

J. F. 30 ans, licenciée lettres modernes et droit recherche poste
ENSEIGNEMENT
Ec. s/nº T 028.768 à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JOURNALISTE
28 ans, Paris 7 années expér. secrétariat de rédaction, rédaction, reportage dans quotidiens régionaux et hebdos parisiens, cherche emploi région parisienne. Ec. s/nº T 028.771 M R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H., 3e cycle économie (santé), psychologue clinicien, psychomotricien, maîtrise de tension neuro-*musculaire*, éducateur, 10 années expérience enfance inadaptée + différentes actions de formation, étudierait toutes propositions. Ecr. s/nº T028.775 M R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 22 ans, licence histoire D.U.T. documentaliste cherche poste
DOCUMENTALISTE
Paris ou région Centre.
Ec. à Mme MAURY Anne. Lancé 41310 Saint-Amand-Longpré.

DESSINATEUR-PROJ. ARCHIT. Cadre, longue exp., cherche sit. *Ecrire s/nº 1.611 le Monde Pub.*, 5, rue des Italiens. 75009 Paris.

J. F. 25 ANS
ÉTUDES SUPÉRIEURES
FRANÇAISES ET AMERICAINES
FINANCE - MARKETING
TRILINGUE : anglais, espagnol. POLYVALENTE : expér. profes. + 1 an : serv. financ. com. et achat. rech. poste adjoint de direct. dans la gestion financ. Marketing financier, marketing de produit de luxe. Situation internationale. Formation et expérience annexe de secrétariat, excellente présentation et contact. Disponible immédiatement.
Ecrire s/nº 1.616 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens. 75009 Paris.

J.F. cherche emploi apprentie dans laboratoire médical ou pharmacie. Tél. 799-57-79.

GLOBE-TROTTER
Ingénieur diplômé, 8 ans d'expérience, étudie toutes propositions situations passionnantes. Ecrire sous le nº 6.726 à Contesse Publicité, 20, *av. de l'Opéra, Paris-1er.*

INGÉNIEUR
formation mécanique exp. dix a. CHANTIERS et INSPECTION USINES BESOIN MOBILITÉ géographique totale
Etudie situation stable indépendante
Ecr. s/le nº 6.722 à Contesse P., 20, *av. de l'Opéra, Paris-1er.*

J Fille, 27 a., diplômée d'études approfondies de coopération internationale incluant (relations internation., droit public intern., droit de la mer), ayant eu expér. de séjours en pays hispaniques. Etudie toutes proposit. Ecr. sous le nº 3.783 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Jne Femme ch. emploi collaboratrice antiquités. Mme Rolland, rue J.-Galle, Colombes, 92700.

H. 48 ans, comptable 1, rech. *poste stable dans service compt.* à Paris. Ecrire Seninsky, 54, rue de l'Aqueduc, 75010 Paris.

TRADUCTEUR arabe/français et JOURNALISTE dans ces 2 langues. Expérience 10 ans. Cherche emploi. Etudie toute formule. Ecrire : Benhacene, Bayers/Aunac, 16460 France.

---

automobiles

divers

LANCIA
AUTOBIANCHI
Concessionnaire
Leasing particulier
48 mois
11 rue Mirbel Paris 5è
336.38.35+

Vend R 16, 79
Bon état général.
Peinture métallisée, 17.000 F.
Affaire à saisir.
Appeler Christian
au 820-85-63.

---

enseignement

INTERNAT MIXTE
6-12 ans
A 1 heure est de Paris.
Vie familiale. Petit effectif.
éducation suivie.
MARTEL, (6) 023-60-22.

---

perdu - trouvé

Jeune chien YORKSHIRE a été perdu aux alentours du 60, avenue Kleber, couleur noir et feu, *porte un collier rouge à médaille verte, répond au nom de GIN.*
FORTE RÉCOMPENSE.
Tél. 704-34-53, Mlle Arevalon. 727-31-15.

---

propositions diverses

Pr connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Amériques, Asie), demandez la revue spécial *MIGRATIONS* (LM). 3, rue Montyon, 75429 Paris cedex 09.

L'univers d'Alexandre Zinoviev

(Suite de la première page.)

Le bestiaire de Zinoviev le place au nombre des grands visionnaires satiriques. Il y a en lui une force torrentielle, qui s'est déjà déversée *dans environ trois mille pages de* fiction, écrites d'un seul jet depuis *que le professeur de logique Alexandre Zinoviev a perdu, en 1972, sa chaire moscovite. Mais qui avait été* préparée par une vie soviétique *conviviale, intense de beuveries* et de dialogues interminables d'après *boire, le « triop » (bla-bla-bla) et le* « mat » (le juron obscène) étant, si *l'on peut dire, les deux mamelles de* sa verve. Dans un monde où la *communication écrite est entièrement* décolorée, abandonnée au ronron de la langue de bois, naît une forme nouvelle de communication : l'anecdote (dont Siniavski a de son côté élaboré une vraie poétique), la grossièreté, la scatologie, la mutilation grotesque mais vivifiante du langage.

Le torrent verbal de Zinoviev, brut, grossier, « alittéraire », est le contre-produit du t o r r e n t idéologique. D'interminables *b a n d e s parlées*, comme autant de bandes dessinées, parent pour nous cette vie soviétique de meetings blafards et de soi*rées soûlographiques. Il y a chez lui* une esthétique libératrice de la lai*deur, du kitsch idéologique.* Derrière le long ténia du slogan, du journal *mural répétitif, un humour décapant* se déchaîne et la vie se met à *grouiller... Que de virtuosité verbale !* Voyez au début de l'*Antichambre du paradis*, la variation loufoque sur les noms de villes dérivés du nom du *Guide (saluons au passage le talent* du « traducteur de fond » que s'est *révélé être Vladimir Berelovitch !).* Ça se passe au guichet de la gare *et l'employée hurle : « C'est Guidergrad ou Guideroutsk ? Et puis lequel des Guideroutsk ? C'est qu'y en a des tas. Vous voulez celui de la région de Guidersk, ou bien... — Oh, mon Dieu ! marmonne le* chargé *de mission, donnez-moi n'importe lequel. Même Guiderbourg si vous voulez... » Pour finir, le chargé* de mission recevra un billet au *hasard, pour Guiderploumbingalsk.*

Toute la loufoquerie verbale de Zinoviev s'ordonne hélicoïdalement, ou peut-être comme une vis sans fin. En un sens, *tous ses livres ne forment qu'un seul livre, et ce livre* peut se lire dans n'importe quel sens. Néanmoins, *imperceptiblement*, tout s'achemine vers le néant.

La construction favorite de Zinoviev est la récurrence : les thèmes apparaissent et disparaissent comme si un rouleau se dévidait. De cette répétitivité n a î t une impression kafkaïenne d'étouffement : thème du *ratorium*, des notes du calomniateur, du « poème de l'ennui », des vingt-quatre heures de la dernière journée, *dans Hauteurs béantes, ou encore la* confession du suicidé, ou « l'Evangile selon Ivan » dans l'*Antichambre du paradis*. Tout se répète, mais chaque répétition referme un peu l'étau. L'épilogue de *Hauteurs béantes* ressemble à un entonnoir où tout le vivant de la planète est broyé petit à petit. L'image finale du crématoire, avec son cheminement de slogans *(« Rappelle-toi que personne ne t'y contraint », « N'oublie pas d'emporter l'urne avec tes cendres »)* est littéralement suffocante.

Un appauvrissement volontaire de la forme littéraire

Hauteurs béantes recourt, outre à la récurrence, à deux procédés favoris de Zinoviev : le fantastique obscène (l'action se passe non en U.R.S.S. mais à Ibansk — traduisez quelque chose comme « Foutregrad ») et la démultiplication des voix. Les pseudo débats nous transmettent un monde de la parole ininterrompue, un monde qui ignore *radicalement* le silence, la contemplation ou même le simple nature. Tous sont, au fond, des logomanes, tous sauf la poivrote de *l'Avenir radieux*, qui pousse sa poussette en silence et ramasse les vieux chiffons. Cette logorrhée abolit *les personnalités*, rend les êtres quasi transparents au point que tous *passent au travers de tous sans vraiment se rencontrer jamais.*

Zinoviev, de livre en livre, enrichit son enquête mais en appauvrissant volontairement sa forme littéraire. Il a tout d'abord rejeté la médiation fantastique, l'Ibansk de son premier livre. Mais l'*Antichambre du paradis* et *Maison jaune* (encore non traduit, huit cents pages environ) reprennent la démultiplication des voix et la récurrence. Cependant, le dernier ouvrage traduit en français, *le Communisme comme réalité*, abandonne à son tour ces deux structures. Il y a en quelque sorte régression monologique. Lors d'une récente émission télévisée, Zinoviev avait l'air de « s'excuser » pour ses premières œuvres, écrites en U.R.S.S. dans la clandestinité, et proclamait que, avec son nouveau traité, il avait abouti à une forme meilleure et trouverait plus tard la forme optimale, quasi algébrique... Tout auteur se fait une théorie de sa propre œuvre; de son propre cheminement. Mais, pour nous, le torrent verbal et la structure en vis sans fin de *Hauteurs béantes* étaient un meilleur, parce que plus étonnant, véhicule du message zinovievien. L'auteur ne l'entend pas ainsi, ce qui est normal.

Car la part du message direct grandit d'œuvre en œuvre. Aujour*d'hui, Zinoviev expose une sorte* d'anthropologie sociale qui rend *compte, selon lui, de toute la société* communiste et de la nôtre avec. Le dernier traité *part d'une* intuition centrale, qui est le concept de « communautarisme ». Le « communisme réel » d'aujourd'hui, le marxisme d'hier, sont des produits d'un « communautarisme » qui a toujours existé, qui a trouvé son expression parfaite dans le communisme soviétique, et qui est une sorte de contre-civilisation. « *Les lois communautaires constituent des règles définies de conduite entre individus (...). En voici quelques exemples : prendre plus qu'on ne donne ; moins de risque et davantage de profit ; moins de responsabilité et davantage de respect ; moins de dépendance à l'égard des autres et davantage de dépendance des autres à l'égard de soi-même. » (Le Communisme comme réalité,* p. 73.) On le voit, le marxisme, le système de production, ne jouent aucun rôle dans l'interprétation de Zinoviev. Ce qu'il nous donne c'est un « caractère », « l'homme communautariste », une sorte de Caliban soviétique chargé de tous les péchés : envie, hargne, irresponsabilité, délation, muflerie, flagornerie et cynisme.

Face au phénomène relativement stable de la société *soviétique*, on *a vu s'élaborer dans la pensée dis*sidente plusieurs systèmes d'explication. *Celui de Chafarevitch : le* socialisme satisfait la pulsion de *mort, et le soviétisme la satisfait* autant que les millénarismes d'au*trefois. Celui de Soljenitsyne,* pour qui a été décisive la découverte du livre de La Boétie *(Discours de la servitude volontaire)*, paradoxalement publié en U.R.S.S., en 1952, sous Staline : pour Soljenitsyne, chaque nation et chaque homme sont des personnes en qui se joue le jeu du *bien et du mal, où se fait l'histoire,* d'où son actuelle enquête sur l'his*toire russe pour déterminer le point* exact du déraillement. Plus récem*ment, Milan Kundera, s'appuyant sur* Kafka, a esquissé une remarquable anthropologie de l'homme-employé-de-l'Etat, pour qui il n'existe plus *de réel (« Quelque part là derrière », le Débat*, janvier 1981).

Zinoviev polémique explicitement *avec Soljenitsyne, qui est présent* dans presque tous ses livres. L'his*torisme de Soljenitsyne, ou toute* a u t r e démarche historique, est *condamné comme illusoire ou « pe*tit-bourgeois ». C'est un peu le *vieux débat du temps de Durkheim :* le sociologue contre l'historien. Il y *a chez Zinoviev une hantise de la* totalité : faire le total des attitudes et des gestes humains, donner les lois complètes de la « physique sociale », *y compris le pourcentage* d'« inside-istes » et d'« outside*istes » que secrète chaque société,* comme il dit dans l'épilogue de la *Maison jaune. Cependant Zinoviev* sociologue ne pratique pas l'en*quête, la statistique, mais plutôt,* comme La Bruyère, le portrait. Au centre de son monde : le calomniateur, véritable héros de sa saga sociale.

Il nous faut terminer par le para*doxe de Zinoviev. Il n'est pas un* dissident. Pour lui Staline satisfait *pleinement le peuple en « correspondant parfaitement au processus historique qui l'avait engendré ».* Pour lui, c'est la véritable égalité *qui est instaurée hic et nunc en* Russie : celle du *ratorium*. L'indi*vidu est condamné (il y aura tou*jours un « *pourcentage* » d'indivi*dualistes : dissidents ou prophètes* religieux). la Horde est réinstallée *en Russie. De tous les peuples* d'U.R.S.S., le russe est le plus « *soviétique* » *(entendez celui où la* norme du *ratorium* fonctionne le mieux).

« Les constructeurs de Dieu »

Pourtant Zinoviev, l'homme , n'accepte pas le *ratorium*, il en appelle volontiers à un « *point de vue viril* », à une attitude de soldat (il a été dans la chasse aérienne pendant la dernière guerre). Dans le continuum social homogène qu'il décrit, Zinoviev exclut et en même temps appelle de ses vœux un héros réfractaire viril, une sorte de nouveau saint-soldat. Il s'emploie même à fonder une nouvelle religion. La scène la plus émouvante de *l'Antichambre du paradis* est la comparution devant une commission psychiatrique d'un « *nouveau Christ* » qui proclame : « *Si vous voulez Dieu, créez-le vous-même* ». Balayant d'un revers de main le christianisme historique, l'orthodoxie russe (un rouage de l'Etat, rien de plus !), Zinoviev reprend ce vieux rêve de Bogdanov et des « *constructeurs de Dieu* » (un rêve auquel adhéra Gorki comme en témoigne son roman *Confession*). Dans un article de *Nous et l'Occident*, ce thème de la *nouvelle religion* réapparaît : l'auteur propose une sorte de *religiosité « psycho-gymnique »*, d'éducation de la volonté et d'auto*restriction stoïcienne*.

Cette impasse du *ratorium* total d'où pourtant doit émerger un nouveau Christ donne, selon moi, son tragique profond à l'œuvre d'Alexandre Zinoviev. Comment faire jaillir du nouveau d'un univers totalement fini, et du vivant d'une humanité totalement morte ?

Devons-nous admettre que la société soviétique correspond au *ratorimu* de Zinoviev ? Et, si oui, comment expliquer que bon nombre des auteurs soviétiques que nous aimons, Raspoutine ou Trifonov par exemple, luttent précisément contre le *ratorium* zinovievien ? Mais pour Zinoviev toute littérature passée par la censure est mauvaise et perverse.

Non, nous ne sommes pas les rats que décrit Zinoviev, m'ont dit *ou écrit de nombreux amis sovié*tiques. Et si quatre-vingt-dix-neuf *fois sur cent le modèle zinovievien* se reproduit il y a le 1 % où ça *ne marche pas, où émerge l'histoire,* et dont parle André Amalrik dans *son beau Journal d'un provocateur.*

Oui, irritant Zinoviev, mais dont on ne se libère pas facilement ! Nouvel Hobbes du monde totalitaire, ne nous entraîne-t-il pas vers cette erreur fatale : ne plus voir le visage humain de l'homme ? Ou bien prolonge-t-il la lignée bien russe de l'autolacération... Ou bien encore aurait-il raison, et ne resterait-il plus qu'à prendre sagement sa propre urne sous le bras et entrer dans le crématoire totalitaire ?

GEORGES NIVAT.

ŒUVRES DE ZINOVIEV

Avant 1977 Alexandre Zinoviev n'avait publié que des ouvrages de logique, dont plusieurs avaient été traduits en allemand et en anglais. Depuis 1977 ses ouvrages de fiction et recueils d'articles ont été publiés (tous par l'Age d'Homme, à Lausanne, les derniers en coédition avec Julliard) à un rythme rapide. Tous ont été traduits par V l a d i m i r Berelovitch, à l'exception du dernier, traduit par Jacques Michaut. Ce sont :

Les Hauteurs b é a n t e s *(1977)*, l'Avenir radieux *(1978, Prix Médicis étranger)*, les Notes d'un veilleur de nuit *(1978)*, l'Antichambre du paradis *(1979), les recueils d'articles*, Sans illusions *(1980)*, Nous et l'Occident *(1981), et le traité* le Communisme comme réalité *(1981), qui est paru simultanément en russe, français, italien et allemand. Sa dernière œuvre de fiction,* la Maison jaune, *est actuellement en traduction.*

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

Le ministre de l'énergie installe la commission d'information sur la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine

Les représentants de la C.F.D.T. refusent leur participation

De notre correspondant

Troyes. — M. Edmond Hervé, ministre de l'énergie, est venu le 1er septembre installer officiellement à Troyes la commission d'information chargée d'étudier les conditions dans lesquelles sera construite la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine.

Cette commission, présidée par M Bernard Pieds, conseiller général socialiste, comprend des élus locaux de l'Aube et de la Seine-et-Marne, des représentants des organisations syndicales, des associations, des experts scientifiques. Elle a pour objectif, dit M. Hervé, de *« dédramatiser la question nucléaire et d'ouvrir publiquement le dossier de l'énergie »*.

Néanmoins, la presse ne fut pas admise à suivre la séance d'installation, au cours de laquelle plusieurs représentants d'associations demandèrent des précisions sur les pouvoirs réels de la commission.

Selon le ministre, celle-ci est *« pluraliste, ouverte, et fonctionnera de manière contradictoire. Elle aura les plus larges pouvoirs d'investigation. Le préfet mettra ses services à sa disposition. Par sa composition, elle témoigne de la volonté du gouvernement de rétablir la confiance, de mettre en place un large dialogue, de supprimer les divorces entre la population et l'énergie »*.

M. Pieds, président de la commission, a indiqué que trois groupes de travail seraient créés : le premier s'intéressera aux travaux d'accompagnement et aux relations avec les collectivités locales ; le deuxième sera chargé des relations avec les entreprises et les problèmes sociaux, l'emploi et le logement ; le troisième s'attachera à la protection de l'environnement et aux questions de sécurité et de sûreté. M. Robert Galley, maire de Troyes, ancien ministre, s'est vu confier la tâche de mettre en forme le rapport sur les problèmes de sécurité. La commission devra remettre un premier rapport avant le débat national sur l'énergie, qui s'ouvrira devant le Parlement le 20 septembre. En si peu de temps, elle se bornera donc à mettre au point ses méthodes de travail. M. Hervé a précisé encore que la manière dont cette commission fonctionnerait aurait valeur de test national.

A l'issue de cette première réunion, M. Hugot, représentant de la C.F.D.T., a annoncé que son syndicat suspendait sa participation aux travaux de la commission, étant donné que celle-ci n'avait pas le pouvoir de remettre en cause la construction de la centrale. Dans l'après-midi de ce 1er septembre, une centaine de militants de la C.F.D.T ont manifesté à l'entrée du site de la centrale, que visitaient les membres de la commission. Ils s'en sont pris notamment aux élus socialistes, auxquels ils ont reproché de ne pas tenir les promesses électorales. Le représentant des Amis de la terre a, lui aussi, émis des réserves sur le rôle et le fonctionnement de la commission, comme l'a fait, de son côté, M. Jean-Pierre Fourré, député socialiste de Seine-et-Marne.

CORRESPONDANCE

Golfech : le gel c'est du vent

Après les différentes informations publiées sur la situation créée à Golfech dans le Tarn-et-Garonne par la décision du gouvernement de « geler » le chantier de la centrale nucléaire, nous recevons de M Claude-Henri Mathais, habitant à proximité du chantier, la lettre suivante :

Depuis des années, je fais partie des groupes qui luttent activement contre le projet d'implantation d'une centrale électro-nucléaire à Golfech.

J'y crois parce que je suis sûr du bon droit des gens, qui, toujours, par le passé, se sont prononcés contre le projet d'E.D.F et pour la mise en place d'un projet alternatif. En juin 1975, un référendum donne 82,3 % des votants contre le projet ; en juillet 1978 le conseil régional dit non à l'unanimité moins deux abstentions ; en juin 1979, le conseil général dit non à l'unanimité moins deux abstentions et une voix pour ; d'octobre à décembre 1979, boycottage de l'enquête publique ; d'octobre 1979 à janvier 1980, trente-cinq mille personnes signent la pétition contre le nucléaire ; en octobre 1980 le conseil régional refuse pour la seconde fois.

Cette opinion n'a pas varié, elle reste très largement majoritaire, quel que soit le bruit fait autour de cent cinquante-huit personnes qui «manifestent» pour.

Voilà maintenant plus de huit mois que je « tourne » dans le Sud-Ouest pour animer des soirées-débats consacrées au nucléaire. Six mois durant, au moins, j'ai appelé à voter dès le premier tour pour le candidat le mieux placé « pour que change la vie », une sorte de « vote utile » avant la lettre ; six mois durant, au moins j'ai dû répliquer à tous ceux qui me disaient que nous allions «nous faire avoir» (et je reste dans les limites de la décence) que jamais, au grand jamais, François Mitterrand ne reviendrait sur sa parole et qu'on pouvait faire confiance à sa probité, à son sens de la démocratie : il y a trop longtemps qu'il lutte pour elle, il ne saurait la trahir une fois parvenu au pouvoir.

Aujourd'hui, je n'ose plus me représenter devant les milliers de personnes auxquelles j'ai tenu ce langage : je ne suis pas un politicien habitué à prêcher blanc le lundi et noir le samedi. J'ai honte pour le président

Comment dire autrement l'écœurement que tous ressentent devant la situation actuelle. Le régime giscardien avait au moins l'honnêteté de dire ouvertement qu'il nous méprisait et qu'il n'avait que faire de notre opinion. Aujourd'hui, la méthode a changé : on daigne nous recevoir, mieux, on nous parle cordialement, comme à des camarades, mais on poursuit, en fait, la même politique.

Que dire en effet du gel qui vient d'être claironné sur tous les médias ? Que c'est du vent. Sur les cinq sites gelés, quatre ne connaissaient aucuns travaux, on n'y a donc rien gelé. Reste le cas de Golfech : on gèle, mais on *laisse travailler sous prétexte de* sécurité, et on rajoute un petit couplet sur l'emploi alors que l'immense majorité des travailleurs actuellement sur le site ne *sont pas de la région et que les* grandes entreprises qui les emploient ont du travail ailleurs.

Qui peut donc croire à la véracité d'un gel qui permet à E.D.F de continuer à travailler en expliquant qu'il y va de la sécurité contre les inondations, qui pose des canalisations pour évacuer les eaux « légèrement radioactives » de la centrale projetée, qui construit un pont sur le canal et qui prépare les plates-formes des tours de réfrigérations ? Tout cela de plus en plus vite. On nous affirme qu'il *n'y a là rien d'irréversible*, que tout peut servir à autre chose, mais qu'il ne faudrait pas avoir perdu trois mois de travail puisque à l'issue du débat national le *feu vert sera donné* au nucléaire à Golfech.

Alors oui, j'ai honte. Honte de voir que celui que j'ai élu sur la base d'affirmations claires laisse faire. Laissera-t-il commettre cette injustice ? Nous entendons tout faire pour que la France soit et reste socialiste. Encore faut-il que nous ayons confiance en nos gouvernants, *encore faut-il qu'ils ne se contentent pas de nous payer de mots.*

POUR SAUVER LA MAISON DE DARIUS MILHAUD A AIX

Sauvera-t-on la maison de Darius Milhaud, menacée par l'opération immobilière Sextius-Mirabeau, qui doit remodeler le centre d'Aix-en-Provence ? (*le Monde* du 26 août) ? L'Association pour la protection des demeures anciennes et paysages aixois, que préside M. P.-C. de Cormis, a entrepris une action pour ce sauvetage. Dès juin dernier, cette association et l'Association aixoise d'urbanisme avaient demandé à la municipalité de conserver le Logis du Bras d'or, bel immeuble du dix-septième siècle dont les Aixois estiment qu'il appartient à leur patrimoine architectural. La campagne de M. de Cormis a été confortée par de nombreuses signatures, dont celles de Mme Madeleine Darius-Milhaud, Jean Cassou, Louis Ducreux, Henri Sauguet, Olivier Messiaen, Henri Dutilleux, Daniel-Lesur, Germaine Tailleferre, etc.

Beaucoup font valoir qu'il faut à tout prix conserver la maison natale du compositeur aixois « monument historique et lieu de pèlerinage » où est installée aujourd'hui la délégation régionale à la musique de M. Armengaud.

Or, ce que peu de Français — et même peu d'Aixois — savent, c'est que *Darius Milhaud n'est* pas né dans cette maison, ni même à Aix, mais à Marseille en 1892. Une plaque posée par la municipalité précédente, qui avait acquis l'immeuble, précise qu'il s'agit de la maison où Darius Milhaud a « passé sa jeunesse ». De fait, la famille du compositeur était purement aixoise et lui-même se considérait à juste titre comme un *Aixois authentique. — (Corresp.)*

DES CYCLISTES EN FORÊT DE RAMBOUILLET

Les habitants défendent leur « bois sacré »

Peut-être parce qu'elle demeure l'un des derniers espaces boisés de la région parisienne, la forêt de Rambouillet est devenue une sorte de « bois sacré ». Tout projet la concernant déclenche des réactions en cascade.

Les habitants de la région ont déjà gagné deux batailles : *les périmètres* de chasse que l'Office national des forêts (O. N. F.) voulait étendre ont été maintenus et le projet de réservoir souterrain élaboré par Gaz de France abandonné sur décision du président de la République, qui était alors M. Giscard d'Estaing.

Une troisième affaire vient d'éclater : l'administration, appuyée par les cyclotouristes, veut tracer, à travers la futaie, 50 kilomètres de pistes cyclables. La Société des amis de la région de Rambouillet et de sa forêt (SARRAF) n'est pas de cet avis. Pour l'instant, la guerre n'est pas encore déclarée. On négocie.

Tout a commencé en 1975 lorsque l'O.N.F. prit l'initiative de tracer 15 kilomètres de pistes pour vélo entre Rambouillet et Montfort-l'Amaury. Ce fut le succès. D'où l'idée de créer un réseau plus important sillonnant le massif. Idée approuvée par le conseil d'administration de l'O.N.F. en avril 1979.

Fragile nervure dans le tissu vert du massif, empruntant ici les crêtes, là les anciennes routes pavées, plus loin les sentiers contournant les villages, les 50 kilomètres de nouvelles pistes ont séduit sans difficulté le conseil général des Yvelines. Elles ont même fait l'objet d'un contrat régional assorti d'une subvention de 13 millions de francs.

« Oui, il faut faire quelque chose pour les cyclistes, mais pas n'importe quoi », réplique M. René Terrel, président de la SARRAF. *Le projet de l'O.N.F., qui ne repose sur aucune étude d'impact sérieuse est, sur beaucoup de points, très contestable. Il a été élaboré en catimini. Les communes n'ont pas été suffisamment consultées, de même que les chasseurs à tir, les veneurs, les cavaliers, les promeneurs à pied qui sont les autres utilisateurs de la forêt. D'autre part, le projet initial ne prévoyait rien pour relier la toile d'araignée des pistes aux gares et aux grands axes routiers. Notre intervention a déjà permis de corriger ces erreurs. »*

D'autres points ont fait l'objet d'un réexamen, comme le passage de pistes dans de petits villages aux rues étroites et dangereuses. Les municipalités ont été nombreuses à apporter leur soutien à la SARRAF. Certains maires se sont même déclarés choqués de voir plus de 1 milliard de centimes ainsi débloqués en période difficile alors que des subventions, même modestes, sont, dans le même temps, refusées aux communes pour des réalisations vitales.

Toutefois, le cœur du litige entre la SARRAF et l'O.N.F reste le tracé de certains tronçons de pistes à l'intérieur même des enceintes forestières. *« La création de ces pistes de 2 mètres de largeur* (l'O.N.F les veut de 2,50 mètres) *nécessite un déboisement important,* déplore le président de la SARRAF. *Les tronçonneuses ont déjà commencé à sévir du côté de Poigny-la-Forêt, où des percées de 8, 10, voire 12 mètres ont été aménagées dans les belles futaies, près du petit étang neuf. »*

La SARRAF exige que certaines modifications essentielles soient consenties par les forestiers. Par exemple, sur la ligne des crêtes entre Le Mesle et Saint-Léger comme dans le très beau massif des Rabières, au sud de Poigny, où cerfs et biches sont nombreux.

Les Amis de Rambouillet veulent éviter autant que possible que les bandes de bitume ne mitent le tissu forestier. Ils demandent l'abandon des pistes tracées au cœur des bois et leur transfert le long de routes existantes, comme le long du parc animalier. Ce transfert permettrait en outre aux enfants des écoles de rallier en toute sécurité Rambouillet depuis Clairefontaine.

« Sur les 52 nouveaux kilomètres prévus, 34 n'ont pas soulevé d'objection, affirme M. Jean Pigoreau, le sous-préfet de Rambouillet. *12 kilomètres restent en discussion et une solution sera trouvée. »*

Pour montrer sa bonne volonté, l'administration propose, dans quatre secteurs, d'abandonner les tracés ouverts à travers bois pour offrir aux cyclistes des routes forestières du domaine privé de l'Etat, qui seraient alors fermées à la circulation automobile.

Une ultime négociation aura lieu, le 18 septembre prochain, entre les autorités préfectorales, le conseil général et les responsables de la SARRAF. Après deux ans d'âpres discussions, les adeptes du cyclotourisme disposeront alors de plus de 65 kilomètres de pistes en sous-bois qui compteront parmi les plus belles de France.

DAMIEN RÉGIS.

— *A PROPOS DE...* —

LES PROJETS DE LA R.A.T.P.

Le métro en classe unique ?

Les voitures de première classe des rames du métro parisien pourraient être supprimées en 1982. Le dossier sur ce sujet est actuellement entre les mains de M. Claude Quin, le nouveau président du conseil d'administration de la R.A.T.P., et une décision pourrait intervenir avant la fin de cette année.

Ce projet a été étudié depuis plusieurs années par la direction technique de la R.A.T.P. La suppression de la première classe entraînant une perte de recette estimée à 50 millions de francs au minimum (sur une recette totale de près de 1 800 millions de francs en 1980), toute décision devra être approuvée par le Syndicat des transports parisiens et le ministre des finances.

Pour la R.A.T.P., il a toujours été entendu qu'une décision définitive ne pourrait être prise que lorsque des conditions de confort acceptables auraient été atteintes sur l'ensemble du réseau. Or, ces dernières années, l'occupation des voitures sur les lignes les plus fréquentées est *passée, en moyenne,* de 5 à 6 voyageurs au mètre carré à 4 actuellement ; elle était de 7 à 8 voyageurs il y a quinze ans. En outre, l'intervalle entre deux rames a été porté à 95 secondes en période de pointe au lieu de 1 minute 50 secondes il y a quelques années. Enfin, la construction de lignes nouvelles — dont celle du R.E.R. — et le retrait progressif du matériel ancien ont concouru à augmenter la capacité des lignes. Les 7 ou 8 rames qui datent de 1935 encore en circulation devraient être réformées au début de 1982.

Le confort et la capacité des rames de métro ont donc nettement progressé depuis quelques années, ce qui a incité nombre de voyageurs à abandonner la première classe pour la seconde. En 1975, 6,5 % des quelque 4 millions de voyageurs quotidiens du métro circulaient en première classe. Ils ne sont plus que 4,5 % actuellement.

Pour le service technique de la R.A.T.P., la brièveté des voyages dans le métro — vingt minutes par voyageur en *moyenne* — peut aussi justifier la suppression de la première classe, alors que sur les lignes du R.E.R., où la durée moyenne du voyage est plus longue, un plus grand confort doit être offert. C'est pourquoi la première classe devrait être maintenue dans le R.E.R. Il devrait en être de même sur les lignes de la banlieue S.N.C.F.

Les techniciens estiment aussi que la suppression de la première classe répartirait mieux la charge dans les trains et les accès des voyageurs dans les voitures. Enfin, l'existence d'une première classe oblige la R.A.T.P. à mobiliser des contrôleurs pour lutter contre la fraude. La R.A.T.P. estime cependant que le nombre de contrôleurs (actuellement 380) ne serait pas réduit en cas d'instauration d'une classe unique.

Parmi les voyageurs, beaucoup d'habitués de la première classe souhaitent évidemment son maintien en soulignant surtout qu'elle présente l'avantage de garantir une place assise quelle que soit l'affluence. Cela dit, si la première classe était supprimée dans le métro parisien, celui-ci « s'alignerait » sur l'ensemble des grands métros du monde, ainsi que sur ceux de Lyon et de Marseille, sur lesquels il n'existe qu'une classe unique.

TOURISME

Les salariés et les bénévoles du Touring-Club demandent l'aide du gouvernement

Les difficultés financières graves dans lesquelles se débat le Touring-Club de France (T.C.F.) devraient être en voie de résorption avant la fin du mois de septembre. Dans le cas contraire, les jours de cette association seraient comptés.

La direction du tourisme au ministère du temps libre recherche des solutions. Dans cette perspective, les prises de position des parties prenantes se multiplient.

C'est ainsi qu'au nom des présidents des groupes de « plein air » du T.C.F., MM. René Cardoso, président du groupe yachting léger, et Roger Lutz, président du groupe naturiste, rappellent, dans une déclaration, *« leur attachement indéfectible au statut « loi de 1901 » de leur association »*. A ce titre, *« ils dénient toute autorité et compétences à certains membres appointés du personnel, quels que soient leurs niveaux hiérarchiques, pour parler officiellement du T.C.F. ou décider de son avenir »*.

Les bénévoles de l'association lancent un appel aux ministres concernés *« pour qu'au-delà de l'aspect pécuniaire ils veuillent bien prendre en considération les grands principes généreux et humanistes qui ont toujours animé les militants du T.C.F et qu'ils engagent le dialogue sur le fond avec ceux qui sont les dépositaires de l'esprit Touring »*.

De leur côté, les sections syndicales C.G.T. et C.G.T.-F.O. du personnel de l'association ont adressé au premier ministre une lettre dans laquelle elles lui demandent d'associer les salariés du T.C.F. à la recherche d'une solution. On peut y lire notamment :

« Nos deux organisations syndicales préconisent une solution de sauvegarde englobant toutes les activités de l'association, ce qui permettrait de garder intacte son originalité et de maintenir les emplois actuellement menacés.

» Il est incontestable que cette solution implique une nouvelle politique orientée franchement vers le tourisme social, le T.C.F. offrant au gouvernement la possibilité d'ouvrir en ce domaine un nouveau champ d'expérience.

» Cette solution exigera, bien entendu, une aide à plus ou moins long terme. Le cadre administratif et budgétaire d'une telle aide existe. Nous ne sommes pas les seuls à la demander et nous espérons l'obtenir. L'OCCAJ en a déjà bénéficié...

» Pour nous, le retard à formuler des propositions concrètes résulte de la mise à l'écart du comité d'entreprise, qui peut, comme d'autres, proposer des solutions. »

CORRESPONDANCE

Un barrage pour la Hague ?

Le secrétaire général de la préfecture de la Manche nous écrit :

Dans votre numéro du 19 août dernier, vous signalez, dans un article relatif aux problèmes de l'énergie nucléaire, que *« le report de l'enquête d'utilité publique concernant le barrage de la Biale, ouvrage lié à l'extension de l'usine de retraitement de la Hague, est, à cet égard, souligné comme un résultat prometteur par les associations hostiles au retraitement des combustibles irradiés étrangers »*.

Je me permets à cet égard de vous apporter les précisions suivantes : tout d'abord, le barrage sur la rivière de la Biale est destiné à alimenter, certes, l'usine de retraitement de la Hague, mais également les populations du district de Beaumont-Hague ; ensuite, le report de l'enquête publique est dû à de simples raisons de procédure : en effet, le géomètre chargé d'établir certains documents nécessaires à la mise à l'enquête d'utilité publique n'a pu le faire en temps utile. L'absence de ces pièces constituant un vice de forme, j'ai dû différer l'ouverture de l'enquête afin de soumettre au public des dossiers constitués conformément à la réglementation.

Faits et projets

APAISEMENT DANS L'AFFAIRE DES TZIGANES DE MERTZWILLER.

L'atmosphère est à la détente dans l'affaire des tziganes de Mertzwiller, une petite ville du Bas-Rhin qui avait provoqué la démission du maire et du conseil municipal de cette commune. (*le Monde* du 26 août). Au cours d'une réunion organisée la semaine dernière et à laquelle participaient notamment le sous-préfet de Wissembourg, M. Cally, l'Office d'H.L.M., la direction départementale de l'Action sanitaire et sociale, l'APPONA (une association qui se consacre à l'aide des gitans) et le maire démissionnaire, un plan de relogement pour plus de la moitié des tziganes a été mis au point. On prévoit de construire dans un délai d'un an sur le territoire de la commune de Mertzwiller un petit ensemble financé à 85 % par l'Office d'H.L.M qui permettrait d'accueillir un cinquantaine de tziganes.

On peut penser que si les classes-wagons, ces caravanes qui *empiétaient sur le terrain communal* sont déplacées d'ici une quinzaine de jours, ce qui paraît probable, les élus locaux dont la démission n'avait été jusqu'à présent ni acceptée ni refusée par l'autorité de tutelle, pourraient revenir sur leur décision.

NOUVEAUX STOCKAGES DE GAZ A MARTIGUES.

Les six sociétés pétrolières B.P., C.F.R., Elf, Esso, Gaz-Océan et Shell, envisagent de stocker en souterrain 170 000 mètres cubes de butane dans la zone industrielle de Martigues-Lavera.

Les six sociétés qui avaient déjà *fait construire*, il y a plus de dix ans, une unité de stockage souterrain de 120 000 mètres cubes dans la même zone, voudraient creuser deux nouvelles cavités dans la roche, à 70 mètres de profondeur.

Cette nouvelle unité de stockage serait reliée au port de Martigues-Lavera, aux principales raffineries de la région et alimenterait les usines pétrochimiques locales, ainsi que le marché de butane.

Les investissements prévus pour l'opération s'élèvent à 130 millions de francs. Les travaux *seraient achevés à la fin de 1983.*

LES DIFFICULTÉS DES CHEMINS DE FER AMÉRICAINS.

M. Alan Boyd, président de la compagnie ferroviaire américaine Amtrak, a annoncé que le réseau voyageurs de cette entreprise allait être réduit de 9,5 % au cours de l'année prochaine. Les liaisons les moins rentables devront être abandonnées et des suppressions d'emplois envisagées. Cette situation découle de la réduction des subventions fédérales annuelles nécessaires pour équilibrer les comptes de la société.

Née il y a une dizaine d'années d'une volonté gouvernementale de réhabiliter les chemins de fer, Amtrak gère un réseau de 40 000 kilomètres, dont les infrastructures et le personnel appartiennent à vingt et une sociétés privées. Elle s'est aussitôt lancée dans un effort important de modernisation des lignes et des voitures. Mais ses espoirs de parvenir à un équilibre financier en 1985 se sont trouvés déjoués par des difficultés d'ordres divers. Disposant de trop peu de voitures pour voyageurs (deux mille), elle travaille en permanence à la limite de ses capacités sans parvenir pour autant à en tirer des bénéfices : un seul train assure, par exemple, la liaison quotidienne Chicago-Los Angeles, alors qu'il en faudrait trois pour rendre la ligne bénéficiaire.

D'autre part, Amtrak doit assurer l'héritage de réglementations du travail généreuses (horaires, salaires...) datant de l'époque où les compagnies privées gagnaient beaucoup d'argent. De plus, chacun des réseaux constitutifs de l'Amtrak conservant ses prérogatives, les équipages sont obligatoirement changés à chaque passage d'un « territoire » dans un autre. D'où une productivité tout à fait réduite, qui a conduit Amtrak à demander au Congrès, sans succès jusqu'à présent, de modifier la législation du travail et les règles mêmes de fonctionnement de la société.

Par une coupe sombre de plus de 14 % dans la subvention à Amtrak, le président Reagan montre qu'il ne croit guère en l'avenir du chemin de fer. Il est vrai que celui-ci n'assure plus guère que 1 % des déplacements entre les villes des Etats-Unis...

● *Cinquante cargos affrétés par l'U.R.S.S.* — L'U.R.S.S aurait affrété, le mois dernier, au moins cinquante cargos de 25 000 à 65 000 tonnes de port en lourd pour l'importation de céréales, rapporte le journal maritime *Lloyds List*. Après la levée de l'embargo céréalier américain, le négoce américain prévoit que l'Union soviétique importera un volume record de 40 millions de tonnes de céréales pendant l'année céréalière qui vient de commencer au lieu de 4,5 millions l'an dernier. — *(A.F.P.)*

Le Monde

économie

LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Une situation économique qui n'a cessé de se dégrader

La pauvreté du tiers-monde ne se limite pas aux seuls pays les moins avancés (P.M.A.). Mais si on se borne à rendre compte, en termes purement statistiques, de leur situation, celle-ci n'a cessé de se dégrader depuis des années, non seulement par rapport aux pays développés, mais aussi au regard de la moyenne des pays en développement (P.V.D.) Ainsi, selon les études de la CNUCED, le produit intérieur brut (PIB) par habitant — inférieur à 200 dollars, en 1979, pour les trente et un pays — n'a augmenté que de 0,3 % par an, entre 1960 et 1970, et de 0,7 % entre 1970 et 1979, et a même diminué pour certains (Burundi, Cap-Vert, Centrafrique, Tchad, Yémen démocratique, Mali, Soudan, Ouganda). En revanche, la progression a été respectivement de 2,6 % à 2,9 % par an pour tous les P.V.D. Cet écart est appelé à se creuser considérablement si *des mesures de redressement* ne sont pas appliquées. La « croissance » des P.M.A. devrait être négative en 1981 !

Sans doute cette situation générale est-elle en partie imputable aux médiocres résultats du secteur agricole, qui emploie pourtant environ 80 % de la population des P.M.A., et fournit les deux tiers de leurs recettes d'exportation. Plusieurs régions de ces pays — zone sahélienne, Bangladesh, Haïti — ont *connu* des famines ces dix dernières années, et un grand nombre d'habitants des P.M.A., qui consacrent pourtant la majeure partie de leur budget familial à l'achat de nourriture, survivent avec à peine le minimum nutritionnel quotidien requis.

La faible consommation par habitant, l'insécurité alimentaire, comptent parmi les indicateurs retenus pour caractériser les P.M.A. avec l'insuffisante productivité de l'agriculture. Aussi bien la production agricole et alimentaire par habitant a-t-elle diminué depuis 1968. Et les projections montrent qu'elle est appelée à diminuer encore jusqu'à la fin de la décennie ! De 1961 à 1978, l'accroissement de la production alimentaire a été moins fort pour les P.M.A. que pour l'ensemble des P.V.D. ou que la croissance démographique. Il ne peut y avoir d'amélioration économique et sociale sans amélioration d'abord de ce secteur.

Or les espoirs placés, par exemple, dans le Soudan ont été pour le moment déçus. Au Bangladesh, les plans de doublement en cinq ans de la production sont mis en échec par la seule importance de la population (90 millions d'habitants sur un territoire représentant environ le quart de l'étendue de la France). Et ce pays pourrait importer, d'ici à la fin de la décennie, le tiers de sa consommation alimentaire.

« Eliminer la faim le plus rapidement possible, avant la fin de 1990 en tout cas », est l'objectif des P.M.A. Mais on s'en éloigne plutôt actuellement, ainsi que de l'autosuffisance alimentaire. On assiste en effet à un tassement du volume des exportations de *produits agricoles, qui ont souvent* chassé des cultures vivrières essentielles, à une dégradation des termes de l'échange des principales productions et, surtout, à une rapide progression des achats de céréales, qui ont quintuplé depuis vingt ans. Ils constituent une part croissante des importations et créent, d'autre part, des phénomènes de dépendance permanente. Seuls ces *achats ont permis de maintenir* la consommation à son faible niveau de 1961, encore celui-ci recouvre-t-il de grandes inégalités, entre villes et campagnes et selon les différences de revenus. On assiste aussi à une impressionnante dégradation des sols (Mali, Niger, Tchad, Soudan, Haïti) et des forêts (Népal), le bois étant la principale source de *combustible et de matériaux de* construction dans les P.M.A.

Les industries — d'abord de substitution des importations, de valorisation de certaines matières premières locales, ou pour satisfaire quelques besoins nationaux, mais maintenant aussi tournées vers l'extérieur — comptent pour moins de 10 % dans le PIB (autre critère de définition d'un P.M.A.). *Cette part ne dépasse parfois* même pas 4 à 5 %, et la progression du secteur manufacturier est très nettement inférieure, là encore, à celle des P.V.D. dans leur ensemble. A titre de comparaison : la production industrielle était de 18 dollars par habitant pour les P.M.A. et de 128 dollars pour les P.V.D. en 1978.

La consommation d'énergie donne également une idée du retard des pays pauvres. Elle a été de 53 kg équivalent charbon en 1978, contre 449 pour les P.V.D. (6 362 kg pour les pays industrialisés à économie de marché). Sans doute peut-on estimer que les P.M.A. sont, de fait, des acheteurs peu importants (en valeur absolue) de pétrole. La majorité d'entre eux doivent cependant assurer plus de 75 % de leurs *approvisionnements* en cette source d'énergie par des importations. La communauté économique pour l'Afrique (Nations unies) estime que les P.M.A. africains sont *« parmi les pays qui ont le plus souffert des effets de la hausse des prix du pétrole et de l'inflation »*. Et, bien que leurs potentiels soient mal connus, peu de P.M.A., *à l'exception du Bangladesh, de l'Afghanistan, du* Tchad, paraissent receler suffisamment de réserves en hydrocarbures au point de pouvoir couvrir leurs besoins.

Développer les capacités d'importation

Les P.M.A. se heurtent, en outre, à de graves difficultés de paiements : ils ne peuvent financer que la moitié de leurs importations à partir des recettes de leurs exportations. Au cours des années 70, on a assisté à une stagnation ou à une diminution du *pouvoir d'achat* des exportations, réduites généralement à quelques produits de base, voire, pour l'essentiel, à un seul (café pour le Burundi, l'Ethiopie, le Rwanda ; coton pour le Tchad ; jute pour le Bangladesh ; uranium pour le Niger...). Les P.M.A. ont, de surcroît, peu d'influence sur les cours de ces matières premières, qui, dans certains cas, constituent la principale ressource monétaire des paysans.

En revanche, les coûts des produits importés par les P.M.A. (pétrole, denrées alimentaires, produits manufacturés) ont subi de *fortes hausses. Et cette détérioration* des termes de l'échange n'a pas été contrebalancée par une augmentation corrélative de l'aide internationale.

Enfin, le *niveau des importations* par habitant dans les P.M.A. atteint seulement le tiers de celui du groupe des P.V.D., et cet écart a doublé durant la dernière *décennie. « Cette faible capacité d'importation*, estime la CNUCED, *est un handicap majeur. Un changement fondamental de structure ne peut se faire sans une augmentation substantielle, en termes réels, de cette capacité »*, notamment par un apport important d'aide extérieure, les capacités d'emprunt n'étant pas suffisantes.

Enfin, les services dits essentiels présentent également un retard sur ceux du reste du tiers-monde dans les P.M.A. Ainsi, en matière de santé et d'éducation, autres critères retenus pour distinguer ces « sous-prolétaires », les chiffres parlent d'eux-mêmes : 5,6 médecins pour cent mille habitants et un taux d'alphabétisation inférieur à 20 % et de 12 % en moyenne pour les inscriptions dans l'enseignement secondaire.

Au-delà de ces données, ce qui caractérise aussi les pays les moins avancés — et c'est peut-être la raison première de leurs difficultés — est le fait qu'ils possèdent assez généralement des institutions fragiles, suivent des politiques de développement indécises s'inspirant de « modèles » importés, entretiennent des relations de dépendance, voire de domination avec l'étranger, qui sont autant de freins à un progrès équilibré. — G. V.

LA PAUVRETÉ EN CHIFFRES

	Population (millions) 1979	PIB par habitant (en dollars) 1978	Taux d'accroissement annuel par habitant % (1960/1979)
Afghanistan	15,5	241	0,7 (2)
Bangladesh	86,6	118	1,4
Bénin	3,5	224	0,8
Bhoutan	1,3	103	—
Botswana	0,8	632	3,6
Burundi	4,4	146	— 1,8
Cap-Vert	0,3	159 (1)	— 1,6
Centrafrique	2	248	— 0,9
Tchad	4,4	138	— 1,4
Comores	0,3	248	1
Yémen - démocratique	1,8	316	— 3 (2)
Ethiopie	30,4	143	0,6
Gambie	0,6	244	1,1
Guinée	4,9	262	— 0,3
Haïti	4,9	278	0,5
Laos	3,6	83	0,1 (2)
Lesotho	1,3	145	0,1
Malawi	5,8	175	2,9
Maldives	0,2	150 (3)	—
Mali	6,5	131	— 1,2
Népal	13,7	119	0,3
Niger	5,2	220 (3)	1,3
Rwanda	4,7	188	1,5
Samoa	0,2	520	—
Somalie	3,5	130 (3)	0,3
Soudan	17,9	320 (3)	— 0,1
Ouganda	13,2	288 (3)	— 0,8
Tanzanie	18,6	263	2,9
Haute-Volta	6,7	126	0,6
République arabe du Yémen	5,8	447	1,9 (2)
Guinée-Bissau	0,6	258	—
Ensemble des pays les moins avancés	283,5	201	0,7
Ensemble des pays en développement	2 104,6	661	2,9
Pays socialistes d'Europe orientale	375,7	(3 681)	5,4 (4)
Pays développés à économie de marché	780,8	7 922	3,4

Source : secrétariat de la CNUCED.
(1) 1977.
(2) 1960/1978.
(3) Estimations par la Banque mondiale du P.N.B. par habitant, en 1978.
(4) Produit national net.

M. K. Waldheim lance un appel à la communauté internationale

Après le discours inaugural du président Mitterrand (*le Monde* du 2 septembre), tous les orateurs ont insisté, au cours de la première journée de la conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (P.M.A.), sur la *nécessité d'apporter une aide* concrète et urgente à ces Etats. *« Si la communauté internationale n'accroît pas considérablement l'appui qu'elle leur fournit dans le cadre d'un effort global intégré, ils seront incapables de s'engager dans la voie d'un développement autonome »*, a déclaré le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim. Il a ajouté : *« Intolérable* (leur) *situation menace, à terme, la paix et la stabilité mondiales. »*

M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué à la coopération et au développement, a été élu président de la conférence. Avant *« de prendre ce harnais impartial »* il a, comme il l'a déclaré, *« jeté sa gourme »* en ces termes : *« Rappelons-nous tout au long de nos travaux qui, dans les pays les moins avancés, un enfant sur deux n'atteint pas l'âge de cinq ans ; la consommation de céréales par habitant a baissé au cours des vingt dernières années dans l'Afrique sub-saharienne ; un nombre croissant de familles, de par le monde, ne peuvent plus cuire qu'un repas par jour et doivent consacrer une demi-journée de travail quotidien à trouver le bois nécessaire. » « Disons-le fortement, il n'y a pas de fatalité du sous-développement. Il y a un mécanisme que démontait Jean Jaurès au début de ce siècle lorsqu'il dénonçait le pacte colonial : « Si j'insiste sur ces choses effroyables, ce n'est pas pour l'amer plaisir d'étaler ces plaies faites à l'humanité. C'est pour amener la France à se demander quelle semence de colère et de douleur est semée là-bas, et quelle triste moisson lèvera un jour. » Décidés à lutter contre les relents de néo-colonialisme et pour l'instaration d'un nouvel ordre économique international, les socialistes de France ont tout simplement le sentiment, sur ce point, d'être fidèles à l'enseignement de Jean Jaurès. »*

« Lorsque le revenu moyen dans les pays les moins avancés n'atteint pas le revenu moyen hebdomadaire d'un ouvrier qualifié dans un pays industrialisé, il y a tout de même une singularité », a déclaré encore M. Jean-Pierre Cot. *« Ce qui caractérise les pays les moins avancés, ce n'est pas l'ampleur du problème ; c'est l'impossibilité d'y répondre. Il n'y a même plus mal-développement, c'est-à-dire coexistence d'un secteur moderne parfois hypertrophié et d'un secteur dit « traditionnel », c'est-à-dire misérable. Il y a non-développement, voire rétrogradation de l'ensemble sans aucun espoir d'en sortir, hormis la solidarité internationale. (...) Les mesures que cette conférence décidera ou esquissera pour les P.M.A. n'auront de valeur que si elles s'intègrent dans une stratégie globale du développement et annoncent une prise de conscience plus générale. C'est là toute la difficulté de notre exercice. »*

Evoquant ces mesures, M. Gamini Coréa, secrétaire général de la CNUCED, a indiqué, dans son discours, qu'il estimait à 8 ou 9 milliards de dollars par an en moyenne (à prix constants de 1980) le montant des ressources additionnelles qui devraient être transférés vers les pays les plus pauvres. Il a ajouté que l'objectif de 0,15 % du P.N.B. des pays développés pour l'aide aux P.M.A. devrait être atteint *en* 1985 *et* 0,20 % dans la seconde moitié de la décennie (*le Monde* du 2 septembre). 80 % de l'aide multilatérale ou bilatérale aux P.M.A. devrait être accordée, a déclaré encore M. Coréa, aux conditions les plus favorables (dons), et cette aide devrait être mieux adaptée à leurs besoins.

ÉTRANGER

En R.F.A.

Le commerce extérieur a été fortement excédentaire en juillet

La balance commerciale de la R.F.A. s'est soldée en juillet par un excédent de 3,66 milliards de DM (8,8 milliards de francs) contre 1,67 milliard en juin (4 milliards de francs) et 98 millions (235 millions de francs) pour le mois correspondant de l'an dernier. Le solde positif *de juillet porte* l'excédent commercial des sept premiers mois de l'année à 10 milliards de DM *(24 milliards de francs)* contre 4,5 milliards de DM (10,8 milliards de francs) pour la période janvier/juillet 1980.

Les exportations se sont élevées à 36,25 milliards de DM (87 milliards de francs), en augmentation de 12 % par rapport à juin, tandis que les importations (32,59 milliards de DM, soit 78,2 milliards de francs) augmentaient de 6 % en un mois. Pendant les *sept premiers* mois de l'année, les ventes de la R.F.A. ont augmenté de 8,4 % par rapport à la période correspondante *de 1980*, tandis que les importations progressaient de 7,2 %.

La Bundesbank vient d'autre part d'annoncer que le déficit de la *balance des paiements* courants de la R.F.A. s'était réduit, revenant à 3,1 milliards de DM (7,44 milliards de francs) en juillet, contre 3,8 milliards de DM *(9,12 milliards de* francs) en juin et 4,87 milliards de DM (11,7 milliards de francs) en juillet 1980, soit une baisse de 18,5 % en un mois et de 36,3 % en un an.

Pour les sept premiers mois de l'année, le déficit de la balance des paiements de la R.F.A. est de 17,6 milliards de DM (42,2 milliards de francs), soit de la même importance que pendant la période janvier - juillet 1980.

La Bundesbank estime que si l'on ne tient pas compte des mouvements *saisonniers, le déficit de* 3,1 milliards de DM enregistré en juillet correspond pratiquement à une balance *des opérations courantes équilibrée.*

L'institut d'émission précise en outre que la balance de base des paiements n'a *accusé en juillet* qu'un passif de 1,3 milliard de DM (3,1 milliards de francs) contre 1,46 milliard *de DM* le mois précédent (3,5 milliards de francs), tandis que les mouvements de capitaux se sont soldés par une entrée nette de 5,7 milliards de DM (13,7 milliards de francs) contre 1,92 milliards de DM en juin (4,6 milliards de francs).

Ces bonnes nouvelles ont provoqué un net raffermissement du DM sur le marché des changes, notamment par rapport au dollar.

NATIONALISATIONS : le Conseil d'État serait saisi du projet de loi le 11 septembre

(Suite de la première page.)

Tout semble indiquer en effet que sa prise de contrôle s'effectuera par le biais d'une transformation en participation des créances que l'Etat détient sur les deux groupes sidérurgiques Sacilor et Usinor (soit 22 *milliards de francs* environ au titre de prêts du Fonds de développement économique et social *(F.D.E.S.)* et de la prise en charge par le Trésor des emprunts contractés sur le marché financier). Cette opération permettrait à l'Etat de s'assurer le contrôle de l'essentiel du capital des deux firmes aux côtés d'actionnaires privés très minoritaires.

La *nationalisation* du secteur bancaire est sans aucun doute le volet le plus délicat. En premier *lieu parce que les banques visées* par l'extension du secteur public sont de nature fort différentes. Certaines sont cotées en Bourse, d'autre pas. Figurent aux côtés de grandes banques, des établissements spécialisés dans certains types de crédits ou à vocation régionale.

« Il est techniquement et juridiquement difficile de mettre en forme ce projet », constate un fonctionnaire. D'autant plus difficile que les grandes compagnies financières Suez et Paribas posent des problèmes particuliers. D'abord celui des participations industrielles ou financières qu'elles détiennent et qui tomberont dans le giron de l'Etat. Certaines seront-elles conservées ? Comment rendre celles qui ne le *seraient pas au secteur privé ?*

Autre point délicat : celui des activités bancaires étrangères des deux groupes. Suez, et surtout Paribas, ont créé de multiples filiales hors des frontières et sont, d'autre part, associées à des établissements étrangers.

Le pouvoir est maintenant convaincu que certains pays (du Moyen-Orient notamment) *n'accepteront pas d'un bon œil* de voir les pouvoirs publics se substituer à leur partenaire privé. Ce qui est vrai de certains pays l'est aussi des « associés » bancaires des deux groupes. Soucieux de ne pas briser un outil précieux, le gouvernement cherche à mettre sur pied une solution qui permettrait à l'Etat de conserver le contrôle de ces activités sans pour autant apparaître en première ligne.

Dernier aspect du dossier, mais non le moindre : *celui de l'indemnisation*. Sur ce point, la religion des pouvoirs publics semble être définitivement faite. Les actionnaires des entreprises nationalisables se verraient proposer le choix entre deux types d'obligations (classique ou participative), la moyenne des cours de Bourse sur une assez longue durée (trois ans ? cinq ans ?) étant *seule prise en compte, pour déterminer* le montant de l'indemnisation.

A *mesure que l'échéance* approche, les opposants aux nationalisations tentent de se mobiliser. C'est ainsi que M. Monory, ancien ministre de l'économie et des finances du dernier gouvernement Barre, envisagerait de répondre favorablement à l'invitation qui lui est faite de « fédérer » les mouvements de défense des actionnaires qui se sont créés çà et là.

Dans le même temps, le cabinet d'avocats Gide Loyrette et Novel vient de rédiger une longue étude sur les problèmes juridiques des nationalisations. Machine de guerre des actionnaires étrangers et des filiales à l'étranger des groupes français, ce document fait le recensement des moyens de s'opposer — principalement à l'étranger — aux nationalisations. A l'égard des juridictions françaises — Conseil d'Etat et surtout Conseil constitutionnel, — une saisine fondée sur le préambule de la Constitution, donc notamment sur les principes d'*« égalité devant la loi »*, la « *nécessité publique* » et la *« juste et préalable indemnité »*, n'aurait guère *d'avenir. Dans un contexte* plus politique que juridique, on imagine mal ces juridictions s'opposer trop *ouvertement* à *la « représentation nationale »* (président et Parlement).

En revanche, les recours devant des juridictions étrangères fondées sur le principe d'extraterritorialité — ce qui signifie qu'une décision du gouvernement français ne peut avoir d'effets sur un territoire étranger — pourraient être fort dommageables pour des *groupes industriels multinationaux* qui disposent de biens considérables à l'étranger. On imagine les *difficultés* qu'encourraient Rhône-Poulenc ou Péchiney-Ugine-Kuhlmann si leurs comptes bancaires étaient bloqués, un peu partout dans le monde à la demande des dirigeants ou des actionnaires de leurs filiales à l'étranger. La France aurait d'autant plus de mal à se défendre qu'elle a toujours reconnu ce principe du droit international, tant le gouvernement Guy Mollet lors de la nationalisation de Suez que le général *de Gaulle, lors de la nationalisation des mines d'Ouenga, se* sont opposés à la nationalisation des biens possédés par ces sociétés hors d'Egypte et d'Algérie.

C'est dire que le comité juridique, organe technique qui siège du côté du comité interministériel sur les nationalisations pour la mise en forme des textes et la vérification de leur conformité *avec les textes, est fort perplexe*. Même s'il s'agit en fait, de la part notamment des investisseurs étrangers, *d'obtenir sinon l'exclusion* des biens situés à l'étranger des nationalisations, du moins une indemnisation plus substantielle. Il n'est pas indifférent que cette étude juridique ait été dévoilée peu après la parution du *« projet de projet de loi de nationalisation »* qui prévoit une indemnisation des actionnaires fondée sur les seuls cours en *Bourse et non sur les actifs nets* réévalués et la rentabilité des entreprises.

Chômage et inflation

(Suite de la première page.)

L'inflation à haute dose favorise le chômage d'une autre façon. Elle décourage le travail productif. Quand il est avéré que les *gains les plus faciles* du fait du tumulte monétaire consistent à spéculer, à chercher les placements, les « biens réels » qui non seulement protègent de la *flambée monétaire mais* procureront aussi un profit inattendu, pourquoi investir dans les postes créateurs d'emplois ? Ce n'est pas seulement la « corbeille » qui ne craint rien tant que l'inconnu, mais les chefs d'entreprise, contraints de naviguer dans le brouillard.

Il serait donc d'une imprudence folle de laisser déraper les prix sous prétexte que le chômage est l'ennemi public numéro un. Le vrai choix — il faut avoir le courage de le dire, tout au moins pendant une période transitoire — est plutôt entre le chômage et la baisse *moyenne* du *niveau* de vie. On comprend que, pour enrayer l'épidémie des sans-travail, il soit proposé à la nation d'accepter que les emplois soient beaucoup *mieux partagés, et même*, si l'urgence est reconnue par la nation, qu'on aille au-delà de ce qui se prépare, c'est-à-dire d'une réduction du travail compensée par *une meilleure productivité* des machines. Après tout, le standard de vie global d'il y a quatre à cinq ans n'était pas la misère, et si l'on réduit les importations non indispensables pour faire travailler plus de Français, *mais à plus haut coût de revient*, le pays ne se mettra pas en révolution ! On aura perdu sur le tableau du produit intérieur brut mais gagné sur celui de la dignité nationale en ayant *réduit le* nombre des chômeurs.

Il faut que *les choses* soient claires. On peut estimer, en toute intelligence, que l'important est de créer des richesses, qu'elles le soient par des hommes ou par des machines, parce que, *finalement*, c'est là que se trouve la solution à l'emploi. A moyen et à long terme, quand une armée de robots remplaceront les ouvriers à la chaîne et les ordinateurs, une cohorte impressionnante de personnel dans les services, la semaine de trente heures pourra devenir une réalité, et ceux qui ne travaillent pas plus ne seront pas des chômeurs partiels. Le nom même de chômeur sera peut-être remplacé par un autre : travailleur en attente ou en disponibilité, ou n'importe quoi d'autre, qui n'aura plus rien de traumatisant, parce que les conditions de vie en société se seront fortement modifiées.

D'ici là, il faut vivre avec nos contingences et ne pas se payer de mots. Mettre beaucoup plus d'hommes au travail pour atteindre la production d'aujourd'hui, celle qui, hélas ! est seulement requise par la demande solvable, diminue forcément le niveau de vie *moyen* de la nation.

Une telle hypothèse ne serait momentanément acceptable que si elle était compensée par des gains immatériels : ceux que procurent une participation beaucoup plus large des travailleurs aux prises de décisions dans les entreprises, dans la cité, une amélioration des conditions de travail, etc.

Si la « nouvelle citoyenneté » de M. Mauroy a un sens, c'est bien celui-là. Si le socialisme doit entrer dans les mœurs et non seulement dans les paroles, c'est ce chemin qu'il lui faudra prendre. Est-ce trop chèrement payé, *pour un temps*, d'une stagnation, voire d'une baisse du pouvoir d'achat pour la catégorie la moins vulnérable de la population ?

PIERRE DROUIN.

AGRICULTURE

A L'ISSUE DE LA « TABLE RONDE »

Le principe d'un prix plancher pour le lait le beurre et le camembert est mis à l'étude

A l'issue d'une réunion de travail qui a duré près de quatre heures, mardi 1er septembre, les participants à la « table ronde » sur le prix du lait (producteurs, transformateurs, distributeurs) ont adopté le principe d'un accord interprofessionnel qui permette aux producteurs de lait d'obtenir une rémunération en augmentation d'au moins 12 %, soit proche de la hausse du prix indicatif décidée à Bruxelles le 1er avril dernier.

A la fin de cette rencontre, M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, a indiqué que « *cet accord respecterait les dispositions de la législation sur la concurrence tout en assurant la transparence. Quelques perfectionnements sont encore nécessaires, et une nouvelle réunion aura lieu, d'ici quinze jours, destinée à conclure et à homologuer cet accord* », a ajouté M. Delors.

Le dispositif envisagé repose sur un plan en quatre points proposé par M. Guillaume, président de la F.N.S.E.A. :

1) La distribution s'engage à respecter la législation sur les délais de paiement. Le lait U H T (ultra haute température) serait intégré dans la catégorie des denrées périssables, *c'est-à-dire dont le paiement* doit intervenir à trente jours. Le service de la répression des fraudes surveille le respect de cette législation, alors qu'à l'heure actuelle il n'intervient que dans la mesure où un fournisseur dépose une plainte contre son distributeur.

2) La distribution s'engage, en outre à supprimer les opérations de bradage et les prix promotionnels *sur le lait, le beurre et le camembert.*

3) On fixe un prix plancher pour le lait U.H.T. demi-écrémé, le beurre en plaquette de 250 grammes, le camembert à 45 % de matières *grasses.*

4) Ce principe des prix planchers s'applique aux produits importés.

Si sur les deux premiers points, sous *réserve* de l'acceptation for*melle des distributeurs, il n'y a pas* de problème, la notion de prix plancher mérite une réflexion plus approfondie. Pour la F.N.S.E.A., il s'agit de se protéger contre l'aberration qui fait que le même litre de lait de la même marque est vendu ici à 1,70 francs, là à 3,40 francs. « *Il faut*, nous a déclaré M. Guillaume, *encadrer le jeu du marché, tout en maintenant la concurrence.* » *Ainsi le prix plancher du litre de lait* pourrait être de 2,20 francs.

M. Delors n'est pas hostile à l'expérience, mais demande que soit étudiée la répercussion de cette *mesure* sur les prix en général. Ce à quoi la F.N.S.E.A. répond que la hausse sera limitée, et que, de toute façon, il faut choisir : ou c'est le consommateur qui paie ou c'est le contribuable, puisqu'il faudra maintenir le revenu agricole.

Les transformateurs, pour leur part, craignent que le prix plancher *ne devienne rapidement, sous la* pression de la distribution, un prix plafond, ajoutant que les produits qui feraient ainsi l'objet d'un accord interprofessionnel homologué ne couvrent que 50 % des produits laitiers.

Enfin, l'application de ce prix plancher aux importations pose d'autres questions encore : comment sera-t-elle appréciée par la Commission *européenne* qui sera tentée d'y voir une entrave à la libre circulation des produits ? S'il ne s'agit pas d'un prix de seuil national, assurément contraire à la législation européenne, mais d'un prix minimum de vente obligatoire, ne va-t-on pas offrir aux transformateurs étrangers (allemands et hollandais) ou encore aux importateurs une rente de situation ? La F.N.S.E.A. fait valoir qu'il existe un précédent, non appliqué certes, avec l'accord interprofessionnel sur le vin, qui *prévoyait* une autolimitation des importations, *avec un prix plancher précisément.*

Bref, M. Delors n'a dit ni oui ni non, tenté, semble-t-il, par cette forme souple de contrôle des prix. Au ministère de l'agriculture, on envisage d'obtenir, en échange de l'homologation de l'accord interprofessionnel, la suppression des primes de quantité versées aux gros producteurs, afin que la hausse du prix du lait profite surtout aux petits *et aux moyens éleveurs.*

La question demeure de savoir si la distribution jouera le jeu et acceptera de se lier les mains en entrant dans l'interprofession laitière et en devant, dès lors, respecter un accord que les pouvoirs publics auront pris l'engagement de faire respecter.

JACQUES GRALL.

Après la réunion du comité vétérinaire des Dix

La Grande-Bretagne est invitée à rouvrir ses frontières aux importations de volailles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Lors de la réunion du « comité vétérinaire » des Dix, qui s'est tenue le 1er septembre à Bruxelles, le représentant de la Commission a demandé aux Bri*tanniques de suspendre immédia*tement les mesures sanitaires qu'ils ont adoptées le 27 août, et qui ont comme conséquence de fermer les frontières du Royaume-Uni aux importations de volailles et d'œufs en provenance de plusieurs Etats membres. Les pays les plus touchés par ces mesures sont la France et les Pays-Bas. Le représentant de la Commission, indique le communiqué publié à l'issue de la réunion par le porte-parole de l'institution bruxelloise, « *a exprimé ses doutes au sujet de la compatibilité des mesures décidées avec la réglementation communautaire, tant sous l'aspect de la rapidité de leur mise en œuvre que, quant au fond, au sujet de l'étendue de leur champ d'application...* »

La Commission tient sa réunion de rentrée le 9 septembre. A moins que les Britanniques aient accepté, d'ici là, de lever l'interdiction d'importer, il y a tout lieu de croire qu'elle condamnera alors de manière plus catégorique l'entrave à la libre circulation qui résulte de la décision de Londres. Il est vraisemblable qu'elle engagera contre le Royaume-Uni la procédure d'infraction prévue par le traité de Rome, voire qu'elle *saisira d'urgence la Cour de justice* européenne de Luxembourg. Mais c'est là une procédure longue qui n'apportera qu'un soulagement plus théorique qu'efficace aux producteurs continentaux qui sont aujourd'hui lésés.

Les représentants de la France, des Pays-Bas et de l'Allemagne ont critiqué de manière particulièrement ferme l'attitude du Royaume-Uni, indiquant que, dans leur esprit, il était évident que les mesures prises avaient pour objectif unique de bloquer les importations. Le prétexte sanitaire mis en avant par les Britanniques est d'autant moins convaincant, a remarqué l'un des délégués, qu'aucun cas de « *maladie de Newcastle* » (contre laquelle la modification de la législation britannique, qui aboutit à l'interdiction des importations en provenance de plusieurs Etats *membres, est supposée jouer*) n'a été constaté dans la Communauté depuis cinq ans.

PHILIPPE LEMAITRE.

Le vin italien retenu à Sète reste sous douane

affirme le ministère de l'agriculture

Le conflit franco-italien sur les importations de vin en France reste au point mort. Mardi 1er septembre, le ministre italien de l'agriculture recevait le chargé d'affaires français à Rome pour *lui faire part de l'inquiétude* de l'Italie devant « *la prolongation d'une affaire qui paralyse la libre circulation du vin entre les deux pays, à la suite de la position rigide adoptée par la France en contravention avec les principes de base du traité de Rome* », indique un communiqué officiel.

L'annonce du dédouanement d'une petite part des cargaisons de vin italien retenues à Sète, 40 000 hectolitres disait-on, a provoqué mardi encore un regain de tension dans le Midi viticole, où les comités d'action sont toujours opposés au déblocage du vin italien jusqu'à l'assainissement complet du marché français.

En fait, il semble que cette annonce en provenance de Bruxelles ait été prématurée. Le gouvernement français a fait savoir, en effet, que les documents fournis par le gouvernement italien sur la nature de ces vins n'étaient toujours pas conformes. Seuls un millier d'hectolitres de vins spéciaux ont été dédouanés, avec l'accord des représentants des viticulteurs.

M. Jean Huillet, président du comité d'action de l'Hérault, s'est félicité de la façon dont le gouvernement tenait parole.

Par ailleurs, le service de la répression des fraudes a relevé que des camions-citernes de la société italienne Isolana, qui transportaient du vin de la péninsule à Nantes et en Bretagne, repartaient en Italie avec du lubrifiant pour moteurs chargé à Rouen, en contradiction avec la législation européenne sur le transport des denrées alimentaires.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou Dép. −		DEUX MOIS Rep. + ou Dép. −		SIX MOIS Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U.	5,8340	5,8410	— 0	— 45	— 70	— 20	— 285	— 170
$ can	4,8740	4,8830	— 180	— 115	— 350	— 290	— 760	— 620
Yen (100)	2,5410	2,5465	+ 230	+ 268	+ 447	+ 498	+1290	+1360
D.M.	2,3945	2,3995	+ 85	+ 110	+ 187	+ 215	+ 550	+ 615
Florin	2,1550	2,1595	+ 50	+ 70	+ 110	+ 135	+ 380	+ 440
F.B. (100)	14,6230	14,6540	— 470	— 210	—1020	— 730	—1800	—1330
F.S.	2,7260	2,7315	+ 165	+ 200	+ 355	+ 395	+1022	+1115
L. (1 000)	4,7916	4,7986	— 720	— 620	—1500	—1350	—2860	—2950
£	10,7580	10,7770	+ 280	+ 420	+ 580	+ 735	+1800	+2070

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	11 7/8	12 5/16	12	12 3/8	12 3/16	12 9/16	12 1/2	12 7/8
$ E.-U.	68 1/8	68 5/8	16 9/16	15 1/16	17 9/16	17 15/16	18 3/8	18 3/4
Florin	13 1/4	14	13 1/2	14 1/4	13 1/2	14 1/4	13 1/4	14
F.B. (100)	20	25	20	22	21	23	19	21
F.S.	6 5/8	7 3/8	8 5/8	9 1/8	8 7/8	9 3/8	9 7/16	9 7/8
L. (1 000)	20	25	34	38	34	38	30	34
£	12 1/2	13 1/4	13 5/16	14	13 1/4	14 1/2	13 7/8	14 1/2
F. français	20	24	25	27	25	28	23	25

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

ACCORD ENTRE OTTAWA ET L'ALBERTA SUR LE PRIX DU PÉTROLE

Ottawa (Reuter). — Le gouvernement fédéral et celui de l'Alberta ont conclu mardi 1er septembre un compromis sur le prix et la répartition des revenus du pétrole dont cette province regorge. L'accord signé par M. Pierre Trudeau, premier ministre fédéral, et M. Peter Lougheed, premier ministre de l'Alberta, met un terme à une querelle d'un an entre Ottawa et Edmonton.

Il prévoit que le prix du pétrole de l'Alberta, l'un des plus bas au monde, sera relevé ces cinq prochaines années jusqu'à ce qu'il atteigne les trois quarts du prix moyen du marché mondial. En échange de cette concession, contraire à l'esprit de sa politique énergétique, le gouvernement fédéral recevra une part accrue des revenus de la production pétrolière de la province.

L'Alberta, de son côté, reviendra à son niveau normal de production, qu'elle avait réduite d'un total de 100 000 barils par jour afin de faire pression sur Ottawa.

L'ARABIE SAOUDITE A EFFECTIVEMENT RÉDUIT SA PRODUCTION PÉTROLIÈRE

L'Arabie Saoudite a effectivement réduit sa production de pétrole de près d'un million de barils par jour à compter du 1er septembre, précise-t-on au siège de l'Aramco, le consortium qui exploite le pétrole saoudien. Cette baisse avait été annoncée par Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, comme un « *geste de bonne volonté* » après l'échec de la conférence de l'OPEP sur une réunification des prix du brut à Genève, le 21 août.

Cheikh Yamani a d'ailleurs fait le 1er septembre le bilan de cette conférence devant le cabinet saoudien. Il a estimé que l'incapacité de l'Organisation à s'entendre sur un prix de référence de 34 dollars allait pousser les prix du pétrole à la baisse sur le marché mondial. — (U.P.I.)

SOCIAL

SEMAINE D'ACTION C.G.T. EN ILE-DE-FRANCE

Sur le thème « Pour réussir le changement », l'union régionale C.G.T. de l'Ile-de-France organise dans les entreprises de la région une semaine d'actions et d'informations du 1er au 8 septembre.

« *Des relations vraiment nouvelles ont commencé à s'établir entre la C.G.T. et plusieurs ministères* », a déclaré, mardi 1er septembre, M. Edmond Amiable, secrétaire général de l'union régionale. Cependant, a-t-il ajouté, « *la hausse des prix et le chômage, qui continuent à s'aggraver en Ile-de-France* », restent les deux sources essentielles d'inquiétude.

« *Stopper la désindustrialisation de l'Ile-de-France doit être une priorité* », car, selon la C.G.T., de mai à début juillet, cinq mille huit cents emplois ont été supprimés.

Figurent parmi les revendications : l'augmentation du SMIC de 10 %, la réduction de la durée du travail, une demande de compensations à la hausse des tarifs des transports parisiens et le retour à la gestion de la Sécurité sociale par les travailleurs.

Cette semaine de « rentrée » se terminera le mardi 8 septembre par un grand rassemblement, à 13 heures, porte de Pantin, suivi à 15 h. 30 d'un meeting au cours duquel M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral, prendra la parole.

Deux mesures concernant les travailleurs indépendants

- *La cotisation de certains retraités est réduite*
- *Celle des actifs est partiellement déplafonnée*

Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale, a pris, par décret du 27 août, deux mesures sociales concernant les travailleurs indépendants (artisans, commerçants, professions libérales) : réduction de moitié de la cotisation d'assurance-maladie des non-salariés actuellement en retraite, comme l'avait promis le président de la République, et déplafonnement partiel des cotisations des travailleurs indépendants en activité pour combler le déficit du régime.

Ce décret qui a reçu l'avis favorable du conseil d'administration de la Caisse autonome nationale d'assurance maladie prévoit tout d'abord de ramener, à compter du 1er octobre 1981, le taux de cotisation d'assurance-maladie supporté par les retraités de 10 à 5 %. Par ailleurs, les seuils d'exonération de cette cotisation sont relevés « *afin d'éviter de faire cotiser du simple fait de la revalorisation de leur pension les retraités qui en sont exonérés* ».

Le ministère précise que la réduction des cotisations concerne les quatre vingt mille retraités qui cotisent au taux plein sur les *cinq cent mille pensionnés* que compte ce régime.

Deuxième mesure : le déplafonnement partiel des cotisations d'assurance-maladie versées par les travailleurs indépendants. Le *niveau* de la cotisation, qui est actuellement de 4,65 % dans la limite du plafond (68 760 F par an) et de 7 % dans la limite de quatre fois le plafond, est modifié de la façon suivante : désormais la cotisation se répartit entre un taux réduit égal à 3,70 % dans la limite du plafond, et un taux majoré de 7,95 % dans la limite de cinq fois, et non plus quatre fois, le plafond. « *Ce relèvement*, indique le ministère de la solidarité, *est défini dans un esprit de solidarité de manière à réaliser une meilleure proportionnalité des cotisations par rapport aux revenus.* »

Ce relèvement s'explique à la fois par la réduction des cotisations des retraités et par l'accroissement des dépenses du régime d'assurance-maladie qui, à l'instar du régime des salariés, va connaître un déficit relativement important : 250 millions de francs en 1981 et 460 millions de francs en 1982. L'allégement des charges des retraités impliquant une perte de recettes égale à 90 millions de francs en 1981 et 190 *millions* de francs en 1982.

La liaison de mesures qu'on peut qualifier à la fois de positives et de négatives illustre la méthode qu'entend employer Mme Nicole Questiaux pour régler les *difficultés* que *pose* la protection sociale. Refusant d'être le « *ministre des comptes* » ou le « *responsable uniquement d'un plan de financement* », qui consistent à n'annoncer que de mauvaises nouvelles, Mme Nicole Questiaux veut concrètement démontrer aux Français que la Sécurité sociale doit être traitée comme un tout et non pas découpée en petites tranches.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Une entreprise de construction du Finistère en liquidation de biens

De notre correspondant

Quimper. — La décision du tribunal de commerce de Quimper de mettre en liquidation de biens la société de construction Guern-Sinquin de Bannalec a causé un certain émoi dans les milieux patronaux et syndicaux du Finistère. D'abord parce que cette mesure de l'aveu même du syndic, Me Soret, n'est pas très courante — il s'empresse toutefois d'ajouter qu'en l'occurrence il n'était pas possible d'agir autrement, — ensuite parce que le dépôt de bilan s'est déroulé pendant les congés du personnel et que celui-ci a trouvé, à son retour de vacances, lundi 31 août, portes closes. Sur les cent quatre salariés de l'entreprise, quatre-vingts seraient rapidement licenciés. Pourtant, le passif qui ne s'élèverait qu'à 2 millions, apparaît modéré eu égard à l'ampleur des commandes (8 500 000 francs), ce qui conduit de *nombreux* observateurs à s'interroger sur les raisons véritables de cette déconfiture. D'autant que Mme Sinquin a souligné que la maladie de son mari et le départ, sans préavis, du directeur administratif, ont en quelque sorte décapité l'entreprise. Bref, les « *raisons personnelles* » qu'elle invoque également pour expliquer cette cessation d'activité ne semblent pas sans fondement ni secondaires.

Une filiale de la société comptant une vingtaine d'employés pourrait, selon la direction, embaucher une trentaine de salariés et terminer les soixante-dix chantiers en cours. Pour l'heure, une telle éventualité est jugée, par beaucoup, relativement hypothétique. Quoi qu'il en soit, on annonce la création de deux comités de défense, l'un regroupant les fournisseurs et créanciers, et l'autre les clients.

JEAN LE NAOUR.

● *Les sections syndicales de l'imprimerie Somedim*, de Noyon (Oise) — qui fait partie du groupe Georges Lang, lui-même placé *sous* administration judiciaire depuis 1977, — ont présenté, mardi 1er septembre, un plan de maintien de l'activité de l'entreprise. Les syndicalistes, qui ont été reçus la semaine dernière au ministère de l'industrie, se sont montrés « *légèrement optimistes* ».

AFFAIRES

DU PONT DE NEMOURS-FRANCE VEUT RACHETER LES ACTIVITÉS PHYTOSANITAIRES DE LA SEPPIC

La filiale française du géant américain Du Pont de Nemours a signé avec la SEPPIC, société du groupe des Chargeurs réunis, une lettre d'intention pour le rachat des activités phytosanitaires de cette société, qui représentent 150 millions de francs environ de chiffre d'affaires annuel sur 400 millions de francs au total. La réalisation de la transaction est subordonnée à la signature d'un accord définitif et à l'autorisation des pouvoirs publics.

Les activités phytosanitaires de la SEPPIC portent sur la fabrication à Cernay (Haut-Rhin) de nombreux produits pour la protection des cultures.

La société a déjà des liens étroits avec Du Pont de Nemours, assurant *notamment la gestion* d'une usine d'herbicides-fongicides et insecticides construite par le groupe américain précisément à Cernay. Cette opération devrait permettre à la SEPPIC, qui dispose d'un bon réseau de distribution, d'étendre sa gamme et de s'ouvrir à l'exportation.

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

● *R-5 : prix en baisse aux Etats-Unis.* — La forte appréciation du dollar par rapport au franc français a permis à la compagnie American Motors, qui distribue la Renault-5 aux Etats-Unis, *de baisser le prix de vente* des modèles 1982, de 11,4 % par rapport aux prix des modèles 1981.

Energie

● *Elf Aquitaine cède une partie de ses intérêts en mer d'Iroise.* — Elf Aquitaine vient de céder aux sociétés américaines Murphy Oil et Odeco 5 % à chacune des intérêts que la compagnie française détient sur deux permis en mer d'Iroise, Armor et Celtique, conservant 37,5 % de ces permis. La Compagnie française des pétroles, autre membre du consortium, conserve ses 37,5 % de parts. Jusqu'à présent les forages effectués en mer d'Iroise ont été « *secs* ».

Social

● *Le président du tribunal de commerce de Tours* (Indre-et-Loire) a annoncé, mardi 1er septembre, le rachat par la société M.C.P. (Mercier composition photogravure) de l'imprimerie *Mame.* Celle-ci avait déposé son bilan le 20 juin dernier et avait été mise en règlement judiciaire le 23 juin par le tribunal de commerce. La reprise de l'affaire par la société M.C.P. prévoit le licenciement de soixante-dix personnes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERBAIL

Lors de la dernière réunion du conseil de surveillance, un certain nombre d'éléments d'information ont été portés à sa connaissance par le directoire.

Parmi ceux-ci, on notera en particulier qu'Interbail, en participation avec Actibail et Slicomur, vient de conclure une importante opération de cession-bail au bénéfice du groupe Novotel, portant sur l'hôtel Sofitel-Bourbon situé rue Saint-Dominique à Paris.

Y compris cette opération, les engagements hors taxes conclus par Interbail depuis le 1er janvier 1981 se sont élevés à 101 843 000 F et portent tous sur des investissements en crédit-bail immobilier.

Désormais, le total des engagements d'Interbail atteint 1.325 000 000 de F hors taxes, composés de signatures de qualité ou couverts par des cautions bancaires.

A ce jour, la société n'a à faire face à aucun contentieux ni à aucune interruption de loyer.

CHARGEURS RÉUNIS

Sous réserve des autorisations nécessaires, les groupes Chargeurs Réunis et Du Pont de Nemours se sont mis d'accord pour réaliser les opérations suivantes :

Chargeurs Réunis achète à E.I. Du Pont de Nemours and Co, par l'intermédiaire de sa filiale américaine Pricel Inc., ses activités « Eponges cellulosiques ». Cette opération viendra renforcer la position internationale de Spontex, filiale de Chargeurs Réunis (ex-Pricel), particulièrement aux Etats-Unis où la société exporte depuis de nombreuses années.

Seppic, filiale de Chargeurs Réunis, cède à Du Pont de Nemours (France) S.A. ses activités « Produits phytosanitaires ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de la collaboration étroite existant depuis de nombreuses années entre Seppic et Du Pont France.

CARREFOUR

RESULTATS DE LA SOCIETE CARREFOUR AU 30 JUIN
(en millions de francs)

	1er sem. 1980	1er sem. 1981
Chiffre d'affaires hors T.V.A.	5 518	6 386
Amortissements	61,7	64,9
Résultat avant impôt société, participation, dividendes reçus des filiales	265,1	295,4
Bénéfice social avant impôt société et participation des Salariés	295,1	294

Au vu de cette situation provisoire, le directoire confirme les prévisions de résultats pour l'année 1981.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

2 SEPTEMBRE

Légère hausse

La devise-titre reste stable

Confirmant ses bonnes dispositions de la veille, la Bourse de Paris est à nouveau bien orientée ce mercredi, l'indicateur instantané affichant une hausse de 0,7 % environ, sensiblement le double de celle de mardi.

Le marché est nettement plus calme et la fièvre est un peu retombée autour de la corbeille sans que les valeurs « nationalisables » reperdent la vedette pour autant.

Si Rhône-Poulenc accepte de souffler un peu, à 80 F, après son irrésistible ascension qui lui a permis de s'adjuger près de 80 % sur son plus bas de l'année, les autres valeurs entrant dans le cadre de « l'extension du secteur public » ont toujours la faveur des investisseurs.

Thomson-C.S.F. est dans ce cas, avec une hausse de 6,4 %, pratiquement identique à celle de la veille, tandis que sa société mère, Thomson-Brandt, met 3 % à son actif. Matra et de nombreux titres du secteur bancaire progressent de 3 % environ, tandis que Paris-France gagne plus de 6 % par ailleurs et Nouvelles Galeries 10 %.

Récemment favorisée, Hachette abandonne 6 %, entraînant, à quelque distance, Sacilor (– 4,7 %), Silic (– 3,5 %), Cetelem (– 3 %).

Les hausses prédominent aux valeurs étrangères, tandis que, sur le marché de l'or, le lingot gagne 350 F à 88 850 F et le napoléon 2,10 F à 902 F, suivant en cela les indications de Londres où le cours du métal précieux s'est établi à 431,50 dollars l'once contre 422,50 dollars mardi.

La « devise-titre » ne varie guère, à 7,25-7,28 F.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LAFARGE COPPEE. – Le groupe cimentier qui s'était heurté au refus de General Portland de se laisser racheter par Canada Cement Lafarge, filiale de Lafarge Coppee, vient d'essuyer un nouvel échec avec la décision du tribunal fédéral de district de *Dallas (Texas)* d'interdire à C.C.L. d'acquérir des titres General Portland jusqu'à ce que soit prononcée une audience sur le fond. De son côté, Canada Cement Lafarge ne semble pas décidée à en rester là et manifeste le désir de poursuivre son projet d'acquisition du cimentier américain.

GROUPE REDOUTE. – Le chiffre d'affaires du groupe (T.T.C.) a marqué une progression de 18,2 % au cours des cinq premiers mois de l'exercice 1981/1982 par rapport à la période comparative du précédent exercice, pour s'établir à 2,23 milliards de francs, la société indiquant que la saison printemps s'est déroulée « *de façon très favorable dans la plupart des sociétés du groupe* », ajoutant que les résultats d'activité à la fin août, soit le premier semestre, devraient confirmer la progression constatée pour les cinq premiers mois.

PRETABAIL-SICOMI. – Pour le premier semestre 1981, la société annonce un chiffre d'affaires de 143,4 millions de francs, en progression de 15,8 % sur la période correspondante du précédent exercice, le bénéfice net ressortant à 67,7 millions de francs contre 58,2 millions.

CREUSOT-LOIRE. – Creusot-Loire International annonce l'ouverture d'un bureau permanent en Australie, à Sydney, afin de renforcer les actions commerciales du groupe dans ce continent, « *l'Australie offrant d'importantes possibilités de marchés aux productions d'équipement lourd et d'entreprise générale, deux activités principales du groupe* ».

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	31 août	1er sept.
Valeurs françaises	87,5	88,2
Valeurs étrangères	153	150,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	92,4	92,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 2 sept. ...... 17 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	1/9	2/9
1 dollar (en yens)	231,05	230,05

NEW-YORK

Légère reprise

Après son vif repli de la veille, Wall Street a amorcé une timide reprise mardi, l'indice Dow Jones des industrielles clôturant la séance sur un gain de 1,24 point, à 882,71, *alors que les replis l'ont emporté* sur les avances dans la proportion de 590 contre 887, 392 titres étant inchangés.

Dans la mesure où l'orientation future des taux d'intérêt est toujours aussi difficile à déterminer (*Citibank* a décidé de maintenir à 20 1/2 % son taux de base bancaire, le « prime rate » refusant de suivre l'exemple de la Chase Manhattan et de la First National Bank of Chicago, qui ont baissé leur taux d'un demi-point, à 20 %), les spécialistes semblent avoir trouvé un facteur encourageant dans les dernières déclarations officielles sur le budget.

Admettant qu'il apparaît très difficile, *d'ores et déjà, de ne pas dépasser* le seuil des 42,5 milliards de dollars de déficit fixé pour l'exercice fiscal 1982 commençant le 1er octobre prochain, le secrétariat de presse de la Maison Blanche a fait savoir qu'une réduction des dépenses militaires était prévue.

Les boursiers ont également réservé un accueil favorable à l'annonce d'une progression de 1,3 % des commandes passées à l'industrie américaine au mois de juillet, laquelle fait suite à une augmentation de 0,9 % le mois précédent.

A l'issue de la séance, le volume des échanges avoisinait les 45,10 millions d'actions, contre 40,36 millions la veille.

VALEURS	Cours 31 août	Cours 1er sept.
Alcoa	27	26 5/8
A.T.T.	55 1/4	55 1/4
Boeing	23	23
Chase Manhattan Bank	50	50 1/2
Du Pont de Nemours	40 7/8	41 1/8
Eastman Kodak	66 1/4	67
Exxon	32 5/8	32 7/8
Ford	19 5/8	20
General Electric	56 7/8	58 1/2
General Foods	29 1/2	29 7/8
General Motors	46 3/8	47
Goodyear	18 3/4	18 1/2
I.B.M.	56	55 7/8
I.T.T.	25 5/8	26
Mobil Oil	28 3/8	28 7/8
Pfizer	45 3/8	45 3/8
Schlumberger	81	80 3/4
Texaco	36 3/8	36 5/8
U.A.L. Inc.	19 5/8	20 3/4
Union Carbide	51 7/8	51 3/8
U.S. Steel	28	28 1/4
Westinghouse	27 3/4	27 1/2
Xerox Corp.	48 1/2	47 1/2

BOURSE DE PARIS 2 SEPTEMBRE COMPTANT

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 2/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 878	5 835	5 730	5 890
Allemagne (100 DM)	239 190	239 500	232	244
Belgique (100 F)	14 635	14 623	13 200	13 900
Pays Bas (100 fl.)	215 440	215 760	209	220
Danemark (100 krd)	76 420	76 580	73	78
Norvège (100 k)	96	96 180	94	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 774	10 749	10 500	11 100
Grèce (100 drachmes)	9 865	9 790	....	....
Italie (1 000 lires)	4 793	4 793	4 650	5 050
Suisse (100 fr.)	272 150	272 250	269	279
Suède (100 krs)	112 160	112 100	108 800	114
Autriche (100 sch)	34 095	34 150	33 200	34 800
Espagne (100 pes.)	5 989	5 957	5 700	6 100
Portugal (100 esc.)	8 880	8 880	8	9
Canada ($ can 1)	4 890	4 882	4 730	4 980
Japon (100 yens)	2 546	2 541	2 440	2 570

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/9
Or fin (kilo en barre)	89000	89100
Or fin (en lingot)	88500	88850
Pièce française (20 fr)	899 90	902
Pièce française (10 fr)	500	500
Pièce suisse (20 fr)	765	759
Pièce latine (20 fr)	740	730 10
Souverain	800 10	800 10
Pièce de 20 dollars	3900	3356
Pièce de 10 dollars	1942	1942
Pièce de 5 dollars	937 50	.....
Pièce de 50 pesos	3640	3650
Pièce de 10 florins	709	705

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Demain
Le Monde
publiera :

- UN ENTRETIEN AVEC M. LE PORS, ministre de la fonction publique.
- IDÉES : décentralisation.
- LES CENT JOURS DE L'EX-MAJORITÉ : troisième article de M. J.-F. Deniau.
- LIVRES : Claude Simon ; Littérature scandinave.

Le numéro du « Monde » daté 2 septembre 1981 a été tiré à 577 167 exemplaires.

A B C D E F G

AU CONSEIL DES MINISTRES

Nationalisations : l'indemnisation sera « juste »

Le conseil des ministres, qui s'est réuni le mercredi matin 2 septembre au château de Rambouillet sous la présidence de M. Mitterrand et en présence de tous les membres du gouvernement, a procédé à un large échange de vues sur les projets de nationalisations à la suite d'une communication de M. Mauroy. A l'issue des débats, M. Bérégovoy, secrétaire général de la présidence de la République, a souligné : *« Tout le monde est bien d'accord pour faire en sorte que, conformément à la Constitution, l'indemnisation soit juste. Le principal objet des nationalisations est d'aider la France à sortir de la crise. »* Il a ajouté : *« La nationalisation du crédit et de certains groupes industriels a pour but d'aider notre économie à surmonter les difficultés actuelles. »* La discussion devait se poursuivre au cours du conseil restreint qui devait avoir lieu dans l'après-midi avec la participation de quatorze des membres du gouvernement.

Après un ultime comité interministériel à l'hôtel Matignon, les textes des projets de loi doivent être arrêtés, le mercredi *16 septembre, par le conseil des ministres*. Ils seront ensuite transmis au Conseil d'Etat puis adoptés définitivement par le conseil des ministres, le mercredi 23 septembre.

Le conseil, sur proposition de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a donné son accord au dépôt par le gouvernement de quatre dispositions qui compléteront le titre III du projet de loi de décentralisation qui doit être soumis au Parlement dès le 8 septembre. Il s'agit de renforcer les pouvoirs des conseils régionaux dans l'attente de la prochaine transformation des régions en collectivités territoriales. Le gouvernement proposera au Parlement sous forme d'amendements :

— de transférer au conseil régional le pouvoir d'accorder les aides financières allouées par le budget de l'Etat en matière de développement régional ;

— d'autoriser le conseil régional à délivrer désormais les agréments en matière d'exonération de taxe professionnelle ;

— d'autoriser les conseils régionaux à entrer dans le capital des sociétés de développement régional et à participer ainsi à leurs interventions en matière de prêts aux entreprises privées ;

— enfin d'instituer au niveau régional un comité consultatif composé en majorité d'élus qui donnera son avis sur l'orientation générale de la politique des prêts d'équipements collectifs accordés aux collectivités locales par la Caisse des dépôts et la Caisse d'aide à l'équipement ainsi que sur les demandes de prêts des départements, des communes et des établissements publics locaux.

Evoquant la situation internationale, M. Claude Cheysson a notamment indiqué, à propos du coup d'Etat survenu à Bangui, qu'il s'agit d'une *« affaire interne qui ne relève que des Centrafricains »*. Le conseil des ministres a souhaité *« un retour rapide à une vie démocratique normale »*.

Le conseil a adopté un projet de loi prévoyant la reconnaissance de la liberté d'association des étrangers. En revanche, l'adoption des deux projets de loi relatifs à la situation des travailleurs immigrés a été renvoyée à une date ultérieure, les textes présentés devant subir des retouches de forme d'ordre juridique.

Un nouveau mouvement préfectoral

Le conseil des ministres de ce mercredi 2 septembre a approuvé un nouveau mouvement préfectoral qui intéresse trois postes.

● **Bourgogne : M. Henri GEVREY.**

M. Henri Gevrey, préfet du Pas-de-Calais, est nommé préfet de la *Côte-d'Or*, préfet de la région de Bourgogne. Il remplace M. Yves Burgalat, qui bénéficie d'un congé spécial.

[Né le 3 novembre 1921 à Dijon, M. Gevrey, diplômé d'études supérieures de droit public, est entré en 1942 dans la carrière préfectorale comme attaché au cabinet du préfet régional de Dijon, puis comme chef de cabinet du préfet, directeur général du logement, et, en 1944, chef de cabinet du préfet du Doubs. Combattant volontaire de la Résistance, M. Gevrey est sous-préfet de Montmorillon en 1948, de Saint-Julien-en-Genevois en 1954, secrétaire général des Pyrénées-Orientales en 1959, sous-préfet de La Flèche en 1961, puis chargé de mission auprès du préfet igame de Toulouse, directeur de cabinet du préfet de cette région Midi-Pyrénées et secrétaire général de Saône-et-Loire.

Nommé préfet de Vaucluse en février 1975, puis du Finistère en avril 1978, il avait été placé en position hors cadre en septembre de la même année, à la suite des incidents qui avaient marqué la visite de M. Giscard d'Estaing à Portsall. Mis, en octobre 1978, à la disposition du premier ministre en vue de diriger le secrétariat général de la défense nationale, il avait été nommé préfet du Pas-de-Calais le 5 décembre 1979.]

● **Pas-de-Calais : M. Pierre CAZEJUST.**

M. Pierre Cazejust, secrétaire général de la zone de défense de Paris, est nommé préfet du Pas-de-Calais en remplacement de M. Gevrey.

[Né en 1920 à Montpellier, docteur en droit, licencié ès lettres, diplômé de Sciences-Po., M. Cazejust entre *en 1944 dans le corps préfectoral*, il occupe plusieurs postes en Algérie avant de devenir, à partir de 1955, secrétaire général du Gard, de la Vienne et de la Loire. En février 1970, il a été nommé préfet de l'Aveyron, et en septembre 1971 directeur adjoint du cabinet de M. Marcellin, ministre de l'intérieur. Il était préfet de la Manche depuis novembre 1973.

M. Cazejust avait été nommé secrétaire général de la zone de défense de Paris le 19 avril 1977.]

● **Zone de défense de Paris : M. André SUDRE.**

M. André Sudre, chef de cabinet de M. Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes, est nommé secrétaire général de la zone de défense de Paris en remplacement de M. Pierre Cazejust.

[Né le 8 mars 1916, entré dans la carrière préfectorale en 1942, M. Sudre fut, notamment, chef adjoint du cabinet de Guy Mollet, président du conseil puis vice-président du conseil et ministre d'Etat de février 1956 à janvier 1959. Détaché en 1963 dans divers emplois d'administrateur civil, il avait pris sa retraite en mars 1981 et avait été appelé deux mois plus tard au cabinet de M. Chandernagor. M. Sudre est conseiller général socialiste du Tarn.]

VIOLENTS INCIDENTS A BERLIN-OUEST : PLUS DE QUARANTE BLESSÉS

Berlin-Ouest (A.F.P.). — De violents affrontements ont opposé, dans la nuit du 1er au 2 septembre à Berlin-Ouest, plusieurs centaines de manifestants masqués et casqués, aux forces de l'ordre, faisant quarante-deux blessés dans les rangs de ces dernières. Ces heurts se sont produits à l'issue d'une « marche de la paix » de seize mille personnes, qui s'était déroulée sans incidents notables.

Le porte-parole de la police a déclaré que les protestataires de la nuit avaient brisé de nombreuses vitrines de magasins dans le centre-ville et lancé des pierres en direction des forces de l'ordre. Les policiers, au nombre de deux mille, ont dû faire usage de gaz lacrymogènes et de matraques pour les disperser. Le porte-parole n'a fourni aucune précision sur le nombre de blessés parmi les manifestants. Dix-sept de ces derniers ont été appréhendés.

NOUVELLES BRÈVES

● *Exécutions publiques au Tchad.* — Deux militaires tchadiens ont été exécutés en public à D'Jamena, mardi 1er septembre, en présence de plusieurs milliers de personnes. Ils avaient été condamnés pour meurtre, vendredi, par la cour martiale qui siégeait pour la première fois depuis sa création en juillet. — *(A.F.P.)*

● *Augmentation du chômage en Allemagne fédérale.* — A la fin du mois d'août, 1,29 million de salariés étaient au chômage en Allemagne fédérale, soit + 3 % en un mois et + 49 % par rapport à août 1980. L'office fédéral allemand, qui donne cette information, précise, d'autre part, que, par rapport à la population salariée, le taux de chômage était de 5,5 % à la fin du mois d'août (5,3 % à la fin de juillet).

● *Les prix de détail dans la C.E.E.* ont augmenté en moyenne de 0,9 % au mois de juillet. Pour la troisième fois consécutive, la hausse moyenne se situe en dessous de 1 %. Malgré cette amélioration, le taux annuel d'inflation est de 12 %.

Les hausses les plus importantes concernent la Grèce (23,5 %), puis l'Italie (19,8 %), et la France (13,4 %). Le taux d'inflation français est celui qui a le plus augmenté dans la Communauté par rapport à juillet 1980.

Les taux les plus bas sont ceux de l'Allemagne fédérale (5,8 %) et des Pays-Bas (6,8 %).

● *L'occupation continue aux usines FAPLA de Gundershoffen (Bas-Rhin).* — Les trente employés de l'usine FAPLA (chaussures de football), en liquidation de biens, ont décidé de poursuivre leur mouvement de grève avec occupation des locaux. L'entreprise ouest-allemande Schneider *serait intéressée* par la reprise de FAPLA. Le député de la circonscription, M. François Grusenmeyer (R.P.R.), indique, dans une lettre au ministre de l'industrie, que FAPLA avait bénéficié *d'une aide financière importante* de la part d'une société d'investissement à caractère public, Alsabail, et avait reçu 670 000 francs de primes et d'aides pour les quarante puis quatre-vingts *emplois créés en 1978*.

L'enquête sur la tuerie d'Auriol

REPORT DE LA CONFRONTATION ENTRE MM. DEBIZET ET MARIA

(De notre envoyé spécial)

Marseille. — Mme Françoise Llaurens-Guérin, magistrat instructeur chargé du dossier de la tuerie d'Auriol, a reporté en principe au jeudi 3 septembre la confrontation prévue mercredi entre Pierre Debizet, secrétaire général du SAC, et Jean-Joseph Maria, le successeur de l'inspecteur stagiaire Jacques Massie (*le Monde* du 2 septembre).

Le juge d'instruction devait *consacrer la journée* du 2 septembre à la confrontation entre deux des membres du commando, Ange Poletti et Jean-Bruno Finochietti, soupçonnés, le premier d'avoir grièvement blessé à la *tête et le second d'avoir achevé* le petit Alexandre, âgé de huit ans.

Hubert Lieutier, qui est soupçonné d'avoir prêté une pelle et une pioche au commando pour creuser la fosse où a été enterré le corps de Jacques Massie, pourrait être entendu avec eux.

Mme Llaurens-Guérin avait déjà interrogé mercredi Jean-Bruno Finochietti sur les circonstances de la tuerie. — Ph. Bg.

● *M. Jack Ralite*, ministre de la santé, s'est rendu mardi à Longwy (Meurthe-et-Moselle) au domicile d'un des vingt-deux ouvriers sidérurgistes, intoxiqués le 28 août par des émanations de gaz de haut fourneau de l'usine Usinor de Senelle.

A la suite d'une avarie constatée dans une tour de brûlage de gaz excédentaire d'un haut fourneau, vingt-deux ouvriers sidérurgistes de l'usine de Senelle d'Usinor Longwy (Meurthe-et-Moselle) avaient ressenti différents malaises souffrant notamrents malaises, souffrant notamment de maux de tête et de vomissements. Hospitalisés à Mont-Saint-Martin et placés en réanimation, les ouvriers avaient tous regagné leur domicile samedi et dimanche derniers.

Après s'être informé des circonstances exactes de l'accident, M. Jack Ralite a déclaré : *« Quand survient une catastrophe, un grave accident de chemin de fer ou d'avion, on trouve naturel que le gouvernement dépêche un ministre sur place. Quand il s'agit d'accidents du travail, l'habitude n'a pas été jusqu'ici de faire de même. Et pourtant le nombre de morts, le nombre de mutilés, le justifieraient pleinement (...) Je suis ici*, a poursuivi M. Rallite, *pour battre le briquet dans un coin d'ombre, pour déclarer, au nom du gouvernement, qu'il est temps, qu'il est grand temps, qu'on en finisse avec ce mépris de la santé des travailleurs. »* —

Les travaux de la commission Moinot

Une mise au point de M. Fillioud

M. Georges Fillioud, ministre de la communication, a diffusé, le 1er septembre, une mise au point à la suite de la publication par la *Correspondance de la presse* du rapport du groupe de travail « décentralisation du service public et aménagement du monopole ». Ce rapport, qui aurait dû rester confidentiel, est destiné à être étudié par les différentes instances chargées d'élaborer le projet de loi sur l'audiovisuel, notamment la commission Moinot. Tout ou partie de ce document a été repris, et diversement commenté, par la presse. *Le Monde*, pour sa part, en a publié le chapitre consacré aux radios et télévisions locales privées dans la mesure où il précise et élargit en même temps le débat sur leur régime juridique, leur statut futur et leurs financements possibles (*le Monde* du 1er septembre).

« Aucune valeur ne doit être accordée [aux] *indiscrétions »* publiées, affirme M. Georges Fillioud.

« Il s'agit en effet de quelques textes parmi plusieurs centaines de ceux émanant de groupes et d'organes divers qui ont été transmis à la commission d'orientation, de réflexion et de proposition, présidée par M. Moinot. Celui-ci dispose d'un délai supplémentaire, en raison d'un calendrier des travaux parlementaires reportant au début de 1982 la discussion du projet de loi sur la radio-télévision, ne devant remettre son rapport que dans le courant du mois de septembre, et n'a pas encore arrêté sa position. »

« Par conséquent, a poursuivi M. Fillioud, *les informations présentées comme extraites de ses conclusions sont sans fondement. Selon la procédure choisie, le rapport de la commission Moinot sera étudié par le gouvernement, qui s'en inspirera pour l'élaboration du projet de loi qui sera soumis à l'approbation du conseil des ministres en décembre. »*

S'il n'est, en effet, qu'un des par la commission Moinot, le de travail officiels, bien qu'ils soient assez secrets. Outre le chapitre consacré aux radios et télévisions locales privées, ce rapport étudie et suggère, en particulier, un éclatement de FR 3 en télévisions régionales indépendantes.

BAISSE DU DOLLAR ET HAUSSE DU MARK

L'événement de la journée du mercredi * septembre a été la hausse dr mark sur les marchés des changes, notamment par rapport au dollar, dont le cours est revenu à Francfort de 2,46 DM à 2,4350 DM. Cette hausse est due à l'annonce d'une nette amélioration de la balance des paiements courants ouest-allemands, proche de l'équilibre en juillet 1981

Par ailleurs, le timide espoir d'une détente des taux aux Etats-Unis a entraîné un léger fléchissement du dollar (5,83 F à Paris contre 5,87 F) et une nette remontée du cours de l'once d'or, qui est passée, sur le marché libre de Londres, de 421,50 dollars à plus de 430 dollars.

Le franc français a eu quelques difficultés à suivre le mark dans son redressement, le cours de la monnaie ouest-allemande à Paris s'élevant à 2,3950 F contre 2,3919 F mardi 1er septembre, et la Banque de France continuant à intervenir discrètement.

LA BANQUE NATIONALE SUISSE PORTE A 6 % SON TAUX D'ESCOMPTE

La Banque nationale suisse a décidé, mardi 1er septembre, de porter son taux d'escompte de 5 % à 6 %, et celui du taux lombard (1) de 6,5 % à 7,5 %.

La nécessité de *« poursuivre une politique axée sur la stabilisation du niveau des prix »*, explique, selon un communiqué de la B.N.S., le relèvement des taux directeurs (2).

« La vigoureuse hausse du cours du dollar enregistrée depuis le début de l'année a accéléré l'inflation en Suisse », souligne le communiqué.

« La B.N.S. maintiendra les liquidités des banques dans des limites plus étroites », affirme encore la Banque nationale, qui souligne *« le danger de voir compromis les efforts pour assurer un approvisionnement monétaire étroit »*, alors que les conditions assorties aux crédits de la B.N.S. sont *« nettement plus avantageuses »* que celles du marché.

La B.N.S. avait déjà, cette année, relevé à trois reprises ses taux (deux fois en février, puis le 8 mai), alors que son taux d'escompte était fixé à 3 % au début de 1981. — *(AGEFI)*.

(1) Taux semi-privilégié de refinancement.

(2) L'indice des prix d'août n'est pas encore connu, mais la hausse pour ce mois, selon des calculs partiels, aurait dépassé 1 %.

LE GROUPE BESNIER ACHÈTE UNE FROMAGERIE AUX ÉTATS-UNIS

La société laitière Besnier, dont le siège est à Laval (Mayenne), a acheté une fromagerie aux Etats-Unis, à Belmont, dans le Wisconsin. Selon M. Michel Besnier, P.-D.G. : *« Cette présence industrielle au cœur des Etats-Unis doit hautement faciliter l'approche du marché américain. »* M. Besnier a précisé que *« le marché français n'exclut pas un rythme de nos fabrications. Tout nous pousse donc à nous tourner vers les marchés d'exportation. Les Etats-Unis offrent à cet égard une chance certaine pour les exportations françaises en raison même de leur grande potentialité de consommation »*.

Le groupe Besnier, qui exploite trente-cinq usines réparties dans douze départements, en Basse-Normandie et dans les pays de Loire notamment, est le premier producteur français de camembert avec environ 30 % du marché. Il a réalisé, en 1979-1980, un chiffre d'affaires de 1,65 milliard de francs, ce qui le place au dixième rang des groupes laitiers en France.

